



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

XLVI^e Année

Tome II N^o 2 - Août 1971

SOMMAIRE :

- III **La dette extérieure des pays en voie de développement, par I.S. Friedman.**

- XLI **Dispositions annoncées le 21 août 1971 par la Banque Nationale de Belgique pour l'application des décisions prises par le Gouvernement belge et de l'accord conclu avec les Gouvernements du Luxembourg et des Pays-Bas en matière monétaire.**

- 1 **Statistiques.**

- 127 **Législation économique.**

- 135 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque

LA DETTE EXTERIEURE DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

par Irving S. FRIEDMAN (1)

Un sujet de plus en plus préoccupant.

La dette extérieure des pays en voie de développement est devenue un sujet de préoccupation majeur dans les relations économiques et financières internationales. Des difficultés de ce genre, requérant une action internationale, étaient déjà apparues dans les années 1950 et 1960, mais elles n'étaient pas aussi répandues, aussi graves et aussi variées et leur solution ne présentait pas un même caractère d'urgence. Il faut remonter aux années 30 pour trouver des problèmes d'endettement international d'une telle importance, à cette différence essentielle qu'à présent les pays en voie de développement sont du côté acheteur et les pays industrialisés ou les institutions internationales du côté créancier, tandis que dans les années 20 et 30, les dettes internationales étaient localisées essentiellement entre pays industrialisés. A cette époque, les pays en voie de développement, spécialement en Amérique latine, ont été profondément affectés par le drame, mais ils en étaient des éléments mineurs. Après la seconde guerre mondiale, les pays industrialisés ont pu, grâce surtout au Plan Marshall, éviter la charge de financer la majeure partie de leur reconstruction d'après-guerre par un endettement massif.

Ce changement de « dramatis personae » dans le scénario de l'endettement extérieur a de nombreuses implications. A certains égards, il a fait apparaître le problème comme moins important. En effet, les difficultés d'assurer le service de la dette dans le chef des principaux pays de l'économie mondiale ont des répercussions plus graves pour la conduite d'un système ordonné de relations internationales monétaires, financières et commerciales que les difficultés rencontrées par des pays qui englobent la majorité de la population mondiale, mais qui représentent une proportion beaucoup plus faible de l'activité économique mondiale mesurée en termes de production, de consommation, d'investissement et de commerce. Il est plus difficile d'amener les pays développés à se consacrer de manière réfléchie, continue et énergique à

(1) L'auteur a préparé cet article lorsqu'il était Visiting Fellow à l'Université de Yale et désire exprimer sa gratitude à cette institution pour l'aide qu'elle lui a apportée. Il a bénéficié pour cette étude de travaux qu'il avait réalisés avant le début de son année de congé de la Banque Mondiale. Il a été assisté dans ces travaux par plusieurs fonctionnaires de la Banque, en particulier par MM. J.J. McGibbon, R.A. McPheeters et J. Saxe, et désire leur exprimer sa reconnaissance. Toutefois, les opinions émises dans cette étude sont les siennes, elles n'engagent que sa responsabilité et ne reflètent pas les vues de la Banque Mondiale. Celle-ci a entrepris une étude de ce problème.

des problèmes d'importance cruciale pour les pays en voie de développement, mais mineurs en soi, qu'à des problèmes d'importance cruciale pour eux-mêmes et leurs relations mutuelles. Toutefois, du point de vue des relations internationales, tant politiques qu'économiques et financières, le fait que les pays plus pauvres soient les débiteurs et comprennent la majeure partie de la population mondiale rehausse l'importance du problème. Par ailleurs, comme les débiteurs sont les pays les plus pauvres et les créanciers les pays industrialisés les plus riches, il existe une base plus ferme pour trouver une solution aux difficultés. Le problème de la charge croissante du service de la dette extérieure des pays en voie de développement s'intègre dans celui, plus large, des relations entre pays développés et pays en voie de développement et du rôle que les premiers peuvent et veulent jouer dans la recherche de solutions positives aux nombreux problèmes que pose le processus de développement.

Dans beaucoup ou même dans la plupart des pays considérés isolément, la dette extérieure a été contenue dans des proportions supportables durant les dernières années. Toutefois, dans un grand nombre d'entre eux, les programmes de développement sont limités par le poids du service de la dette extérieure. Pour l'actuelle décennie et à moins de changements substantiels dans la situation et les politiques des pays industriels comme dans celles des pays en voie de développement, un nombre croissant de pays en voie de développement connaîtront probablement un niveau de service de la dette extérieure tel qu'il limitera leurs efforts de développement.

Cette étude ne prétend pas offrir de solutions au problème de la dette extérieure. Ces questions sont traitées activement par diverses organisations internationales telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, le Comité d'Aide au Développement (C.A.D.) et l'Organisation des Etats Américains (O.E.A.). Diverses recommandations ont été formulées mais le problème reste posé. Néanmoins, ce dont les organisations concernées ont besoin, c'est d'une base commune d'informations sur les orientations, les perspectives et certaines implications des diverses approches de ce problème. Cette étude espère contribuer à rencontrer ce besoin.

Dans cette étude, on a choisi de considérer les problèmes de la dette extérieure dans leurs conséquences sur le développement et les perspectives de développement. Apprécier la capacité d'un pays d'assurer le service de sa dette sur cette base est une tâche très complexe, car on doit tenir compte d'un grand nombre de facteurs qui affectent la situation économique, politique et sociale, intérieure et extérieure, des pays en voie de développement et des pays industrialisés, ainsi que leurs réalisations et leurs politiques. Un élément essentiel dans toute approche de ces problèmes est l'horizon de temps. L'auteur est convaincu que les efforts consacrés jusqu'à présent à traiter le service de la dette extérieure ont généralement été d'un succès limité parce que les dimensions de temps en fonction desquelles les politiques étaient élaborées étaient

trop courtes. D'autre part, des périodes de temps trop longues ne sont guère utiles lorsqu'il s'agit d'adopter des mesures de politique appropriées à des situations dynamiques.

Considérations générales sur le problème de la dette : développements historiques et conditions actuelles.

L'encours total de la dette publique extérieure des pays en voie de développement s'élevait à la fin de 1968 à un peu plus de 53 milliards de dollars, dont environ les trois quarts avaient été prélevés (cf. tableau I) ⁽¹⁾. Des informations

Tableau I.

Encours de la dette publique extérieure et paiements au titre du service de la dette de 82 pays en voie de développement ¹, 1965-1968 (millions de dollars E.U.)

Source : Banque Mondiale.

	Total	Afrique	Asie de l'Est	Moyen-Orient	Asie du Sud ²	Europe du Sud	Hémisphère occidental ³
Encours de la dette au 31 décembre :							
1965	37.776	6.284	4.167	2.428	8.528	4.126	12.243
1966	42.698	7.349	4.632	3.149	10.147	4.328	13.093
1967	47.934	8.058	5.480	3.866	10.766	5.056	14.708
1968 Total	53.363	8.719	5.950	4.456	11.981	5.526	16.731
Prélevés	39.958	6.942	4.770	3.233	9.153	3.949	11.911
Non prélevés ⁴	13.405	1.777	1.180	1.223	2.828	1.577	4.820
Service de la dette durant :							
1965	3.388	468	194	285	355	436	1.652
1966	3.897	474	225	358	428	440	1.970
1967	4.162	472	273	315	514	438	2.150
1968	4.673	625	310	411	540	488	2.298

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des divers postes, les chiffres ayant été arrondis.

¹ Ce total englobe les pays suivants :

Afrique : Botswana, Burundi, Cameroun, Communauté Africaine de l'Est, Congo (République démocratique), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Lesotho, Libéria, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Niger, Nigeria, Ouganda, République Arabe Unie, République Centrafricaine, République Malgache, Rhodésie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie.

Asie de l'Est : Chine, Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande.

Moyen-Orient : Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban, Syrie.

Asie du Sud : Afghanistan, Ceylan, Inde, Pakistan.

Europe du Sud : Chypre, Espagne, Grèce, Malte, Turquie, Yougoslavie.

Hémisphère occidental : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Equateur, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Trinité et Tobago, Uruguay, Venezuela.

² Ne comprend pas les crédits fournisseurs à l'Inde.

³ Pour le Brésil, les chiffres comprennent la dette privée, mais ne comprennent pas les montants non prélevés.

⁴ Faute de renseignements sur les montants non prélevés pour le Ghana, l'Indonésie, Israël et le Liban, on a considéré que l'encours total avait été prélevé.

⁽¹⁾ Bien que le concept de *dette extérieure totale* des pays en voie de développement soit plus approprié pour une analyse complète et systématique de leurs problèmes d'endettement et de leur capacité d'assurer le service de leur dette, les données disponibles de façon complète et uniforme se rapportent uniquement à la *dette publique extérieure*, à savoir la dette encourue ou garantie par les gouvernements ou organisations gouvernementales des pays en voie de développement. Il n'est pas possible, sur la base des statistiques actuellement disponibles, de couvrir la dette extérieure du secteur privé dans les pays en voie de développement, ni même l'endettement (public ou privé) à moins d'un an. Il s'ensuit que la présente étude est inévitablement incomplète.

Tableau II.

Estimation par catégorie d'endettement des paiements au titre du se

Source : Banque Mondiale.

Chiffres effectifs pour 1965-1

Régions et catégories d'endettement	Paiements effectifs				1969	1970
	1965	1966	1967	1968		
Afrique :						
Prêts de gouvernements	170,0	180,6	174,3	251,9	387,9	444,1
Prêts d'organisations internationales	46,8	48,1	54,0	63,5	66,5	81,3
Ensemble des créanciers publics	216,8	228,7	228,3	315,4	454,4	525,4
Financement des exportations	128,5	145,7	176,8	206,2	215,9	242,7
Autres créanciers privés	121,4	100,1	67,0	103,8	73,6	75,8
Ensemble des créanciers privés	249,9	245,8	243,8	310,0	289,5	318,5
Total pour l'Afrique ...	466,7	474,5	472,1	625,4	743,9	843,9
Asie de l'Est :						
Prêts de gouvernements	53,2	52,4	64,0	84,2	159,2	194,6
Prêts d'organisations internationales	19,5	22,6	27,9	37,5	44,9	58,8
Ensemble des créanciers publics	72,7	75,0	91,9	121,7	204,1	253,4
Financement des exportations	112,2	137,7	168,9	171,5	320,9	369,7
Autres créanciers privés	8,7	12,8	12,3	17,1	32,4	35,6
Ensemble des créanciers privés	120,9	150,5	181,2	188,6	353,3	405,3
Total pour l'Asie de l'Est ...	193,6	225,5	273,1	310,3	557,4	658,6
Moyen-Orient :						
Prêts de gouvernements	70,3	88,8	78,3	120,3	155,3	186,8
Prêts d'organisations internationales	15,5	19,3	24,4	28,6	30,9	36,4
Ensemble des créanciers publics	85,8	108,1	102,7	148,9	186,2	223,2
Financement des exportations	162,8	250,1	212,3	262,3	183,0	185,0
Autres créanciers privés	36,6	—	—	—	140,6	88,5
Ensemble des créanciers privés	199,4	250,1	212,3	262,3	323,7	273,5
Total pour le Moyen-Orient ...	285,2	358,2	315,0	411,2	509,9	496,8
Asie du Sud :						
Prêts de gouvernements	227,9	294,0	368,9	367,1	464,0	493,2
Prêts d'organisations internationales	97,2	111,2	103,7	105,7	132,8	143,1
Ensemble des créanciers publics	325,1	405,2	472,6	472,8	596,8	636,4
Financement des exportations	26,7	21,9	40,1	66,1	67,0	77,7
Autres créanciers privés	2,8	1,2	1,2	1,0	6,3	7,9
Ensemble des créanciers privés	29,5	23,1	41,3	67,1	73,3	85,6
Total pour l'Asie du Sud ...	354,6	428,3	513,9	539,9	670,1	722,0
Europe du Sud :						
Prêts de gouvernements	218,5	223,9	222,4	260,7	266,5	275,5
Prêts d'organisations internationales	62,9	57,6	46,4	56,0	76,6	116,4
Ensemble des créanciers publics	281,4	281,5	268,8	316,7	343,1	391,9
Financement des exportations	139,7	145,1	153,9	156,5	170,5	163,9
Autres créanciers privés	15,0	13,3	15,6	15,2	13,1	14,2
Ensemble des créanciers privés	154,7	158,4	169,5	171,7	183,6	178,1
Total pour l'Europe du Sud ...	436,1	439,9	438,3	488,4	526,7	569,9
Hémisphère occidental :						
Prêts de gouvernements	529,5	623,1	679,3	593,6	552,8	577,7
Prêts d'organisations internationales	143,2	181,1	214,8	230,7	325,3	282,3
Ensemble des créanciers publics	672,7	804,2	894,1	824,3	878,1	860,0
Financement des exportations	885,9	996,7	1.029,4	1.192,9	1.047,0	917,7
Autres créanciers privés	93,6	169,6	226,3	280,8	232,9	192,0
Ensemble des créanciers privés	979,5	1.166,3	1.255,7	1.473,7	1.279,9	1.109,7
Total pour l'Hémisphère occidental ...	1.652,2	1.970,5	2.149,8	2.298,0	2.158,0	1.969,6
Ensemble des régions en voie de développement :						
Prêts de gouvernements	1.269,4	1.462,8	1.587,2	1.677,8	1.985,7	2.171,9
Prêts d'organisations internationales	385,1	439,9	471,2	522,0	677,0	718,3
Ensemble des créanciers publics	1.654,5	1.902,7	2.058,4	2.199,7	2.662,7	2.890,4
Financement des exportations	1.455,8	1.697,2	1.781,4	2.055,5	2.004,3	1.956,7
Autres créanciers privés	278,1	297,0	322,4	417,9	498,9	414,0
Ensemble des créanciers privés	1.733,9	1.994,2	2.103,8	2.473,4	2.503,3	2.370,7
Total pour l'ensemble des régions en voie de développement ...	3.388,4	3.896,9	4.162,2	4.673,2	5.166,0	5.260,8

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des divers postes, les chiffres ayant été arrondis.

la dette publique extérieure de 82 pays en voie de développement

actions pour 1969-1980

(millions de dollars E.U.)

Paiements projetés									
1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
452,1	445,1	419,4	397,7	388,4	357,7	334,2	307,4	279,5	254,6
88,8	91,2	95,2	97,6	86,6	84,7	84,8	77,8	76,6	73,8
540,9	536,3	514,6	495,3	475,0	442,4	419,0	385,2	356,1	328,4
216,2	189,7	153,7	128,7	104,3	83,5	62,4	53,4	35,8	26,1
48,7	50,7	50,6	49,1	43,9	32,2	24,2	41,5	37,5	27,1
264,9	240,4	204,3	177,8	148,2	115,6	86,7	94,9	73,3	53,2
805,8	776,7	718,9	673,1	623,1	588,0	505,7	480,1	429,4	381,6
242,8	224,0	222,4	213,6	212,6	214,3	202,8	204,8	149,0	144,0
69,0	77,8	79,8	75,6	75,2	75,9	74,7	71,8	68,0	66,6
311,7	301,8	302,2	289,2	287,8	290,2	277,5	276,6	217,0	210,6
345,3	238,5	162,5	127,8	102,9	84,7	66,4	36,3	20,2	9,0
10,8	10,9	17,8	13,8	13,6	21,7	12,3	12,1	9,7	10,7
356,1	249,4	180,3	141,6	116,5	106,4	78,7	48,4	29,9	19,7
667,8	551,1	482,5	430,9	404,4	396,6	356,2	328,0	246,9	230,3
208,0	204,1	194,2	184,4	167,1	137,1	110,1	96,5	81,6	72,0
37,7	38,8	37,9	37,3	37,0	33,5	26,6	26,6	26,6	25,4
245,7	242,8	232,1	221,6	204,1	170,5	136,7	123,1	108,3	97,4
174,9	159,7	128,6	111,8	87,8	71,8	47,7	32,3	24,1	19,8
62,8	63,6	65,6	56,2	38,5	81,2	88,1	96,8	213,8	131,2
237,7	223,3	194,2	168,0	126,3	153,0	135,8	129,1	237,9	151,0
483,4	466,2	426,3	389,6	330,4	323,5	272,4	252,2	346,2	248,4
517,9	539,0	546,5	545,3	561,8	539,7	525,1	515,7	456,8	423,3
142,6	138,6	135,5	131,4	126,3	121,2	131,9	125,3	96,9	88,1
660,5	677,6	682,0	676,7	688,1	660,9	657,0	641,0	553,6	511,4
82,6	70,1	62,3	46,8	39,2	32,4	25,2	13,7	7,9	3,0
7,5	8,3	7,8	6,4	10,1	5,5	5,4	1,8	3,6	3,5
90,2	78,4	70,1	53,3	49,3	37,9	30,6	18,5	11,5	6,5
750,7	756,1	752,1	729,9	737,4	698,8	687,6	659,5	565,1	517,9
310,2	291,0	302,3	341,3	255,6	238,5	224,7	206,0	190,6	143,3
95,9	90,0	77,3	77,9	78,5	77,5	74,0	70,9	67,7	65,7
406,1	381,0	379,6	419,2	334,0	316,0	298,7	277,0	258,3	209,0
239,2	178,9	122,8	66,2	48,5	30,4	23,5	12,3	8,8	5,7
12,1	11,1	11,8	10,1	9,5	9,2	8,8	10,4	10,2	10,0
251,3	190,0	134,5	76,3	57,9	39,6	32,2	22,6	19,0	15,6
657,3	571,0	514,1	498,5	392,0	355,6	330,9	299,6	277,3	224,7
543,9	480,0	424,2	373,9	337,6	319,2	304,1	283,6	258,2	241,6
300,4	317,2	331,3	313,5	306,3	290,4	278,4	264,9	248,6	236,8
844,3	797,3	755,5	687,4	643,9	609,6	582,6	548,5	506,8	478,4
754,2	651,3	531,6	333,1	254,9	203,6	139,7	111,2	65,3	50,5
196,7	227,8	217,4	162,5	117,4	104,1	96,0	100,5	81,0	67,6
950,8	879,0	749,0	495,7	372,2	307,6	235,7	211,7	146,3	118,1
1.798,1	1.676,3	1.504,5	1.183,1	1.016,1	917,2	818,3	760,2	653,1	596,6
2.274,9	2.183,2	2.109,0	2.056,2	1.923,1	1.806,5	1.701,0	1.614,0	1.415,7	1.278,8
734,4	753,6	757,0	733,3	709,9	683,2	670,4	637,3	584,4	556,4
3.009,2	2.936,8	2.866,0	2.789,4	2.632,9	2.489,6	2.371,5	2.251,4	2.000,1	1.835,2
1.812,4	1.488,2	1.161,5	814,4	637,6	506,4	364,9	259,2	162,1	114,1
338,6	372,4	371,0	298,1	233,0	253,9	234,8	266,1	355,8	250,1
2.151,0	1.860,5	1.532,4	1.112,7	870,4	760,1	599,7	525,2	517,9	364,1
5.160,1	4.797,4	4.398,4	3.902,1	3.503,4	3.249,7	2.971,1	2.766,6	2.518,0	2.199,6

provisoires indiquent qu'une dette supplémentaire de 6 milliards de dollars a été contractée en 1969 par les pays en voie de développement, portant l'ensemble de la dette publique extérieure à environ 60 milliards de dollars à la fin de 1969, et probablement à 65-70 milliards de dollars à la fin de 1970, soit plus de deux fois l'encours existant à la fin de 1964. Un accroissement de cet ordre de la dette extérieure — à un taux de capitalisation moyen de près de 15 p.c. — a été enregistré en fait depuis le milieu des années 1950, date à partir de laquelle on dispose de données établies sur une base systématique, et a entraîné un doublement du niveau de la dette extérieure des pays en voie de développement tous les 5 ans. Si ce taux était maintenu, le niveau de la dette s'élèverait à environ 125 milliards de dollars en 1975.

Le *service de la dette* (intérêt et amortissement) afférent à la dette publique extérieure des pays en voie de développement s'élevait en 1968 à 4,8 milliards de dollars (dont environ 75 p.c. d'amortissement). L'accroissement des paiements liés au service de la dette a été rapide durant la dernière décennie mais moins rapide que celui de l'encours de la dette; il a atteint un taux annuel d'environ 10 p.c. pendant la décennie 1960 et de plus de 12 p.c. entre 1967 et 1968. Néanmoins, le service de la seule dette extérieure existant à la fin de 1968 atteindrait plus de 5 milliards de dollars en 1970 et 1971, environ 3 milliards de dollars en 1977 et encore plus de 2 milliards de dollars en 1980 (cf. tableau II). Si l'encours de la dette extérieure totale continue à augmenter comme dans le passé, les paiements liés au service de la dette progresseront probablement au rythme annuel de 10 p.c. pour atteindre en 1975 un montant annuel d'au moins 8 à 9 milliards de dollars, à moins qu'un changement drastique intervienne dans les échéances et conditions des prêts passés ou présents ou que la part des dons ou des prêts aux conditions de l'A.I.D. ⁽¹⁾ s'accroisse fortement.

Ces chiffres n'expliquent pas, par eux-mêmes, pourquoi l'accroissement rapide de la dette et du service de la dette a représenté une charge pour certains pays. On y reviendra plus tard, mais la réponse se trouve en grande partie dans l'évolution des importations et des mouvements de capitaux de ces pays.

La vente de biens et services au reste du monde est la principale source de réserves de change. Les recettes d'exportation des pays en voie de développement ont augmenté d'environ 7 p.c. par an durant la dernière décennie, soit moins de la moitié du taux d'accroissement de la dette et environ les deux tiers du taux d'accroissement du service de la dette. Récemment, cependant, l'augmentation des recettes d'exportation a été plus élevée : 10 p.c. de 1967 à 1968 et 9 p.c. de 1968 à 1969. Il est trop tôt pour dire si ces niveaux d'accroissement plus élevés persisteront; en outre, ces montants recouvrent des disparités considérables parmi les pays : les recettes d'exportation des pays non producteurs de pétrole se sont moins accrues, en l'occurrence à un taux inférieur à 7 p.c. l'an. De toute

⁽¹⁾ Des prêts aux conditions de l'Association Internationale pour le Développement (A.I.D.) signifient virtuellement 50 ans de prêts sans intérêt, 10 ans de période de grâce et aucun remboursement important avant 20 ans.

façon, les recettes d'exportation sont habituellement nécessaires pour financer les importations de biens et services. Les pays en voie de développement importent généralement plus de biens et services qu'ils n'en exportent, et un transfert de ressources réelles en provenance de l'étranger est requis pour maintenir les taux actuels de croissance et de développement économiques. Durant la dernière décennie, les importations se sont accrues environ au même rythme que les exportations; pour réaliser une accélération de la croissance, elles auraient dû augmenter plus rapidement. La nécessité d'assurer le service de la dette a été pour plusieurs pays un facteur majeur les obligeant à limiter les importations.

Les apports de capitaux en provenance des pays industrialisés constituent l'autre source importante de réserves de change, tant pour le financement des importations que pour le service de la dette. Les apports bruts de capitaux aux pays en voie de développement atteignaient environ 16,8 milliards de dollars en 1968 ⁽¹⁾, contre 9,2 milliards de dollars environ en 1960, soit un accroissement d'environ 8,2 p.c. par an pendant cette période. Le service de la dette (intérêt et amortissement) représentait quelque 15 p.c. du flux brut en 1960, et un tiers en 1968. Par conséquent, le flux des ressources financières en provenance des pays industrialisés a été en quelque sorte réservé de façon croissante au service de la dette existante, et le transfert net de ressources destiné à financer le développement a augmenté de façon beaucoup plus lente — environ 6 p.c. l'an — durant la décennie 1960. Encore ce taux moyen d'accroissement de 6 p.c. est-il largement le résultat de l'augmentation rapide enregistrée de 1967 à 1968 lorsque les investissements privés passèrent de 4,2 milliards à près de 6 milliards de dollars. Etant donné le comportement erratique de l'investissement privé face à l'augmentation croissante et prévisible des obligations liées au service de la dette, il ne serait pas surprenant de constater à un certain moment de la décennie 1970 que le service de la dette extérieure absorbe 50 p.c. ou plus du flux des ressources financières qui se dirige vers les pays en voie de développement.

Les exigences croissantes du service de la dette reflètent évidemment l'ampleur et les modalités d'octroi du capital aux pays en voie de développement. Les modalités dont est assorti le financement du développement depuis le milieu des années 1950 sont, bien plus que son ampleur, à l'origine des problèmes actuels de l'endettement. Raisonnablement, on peut estimer que le service de la dette extérieure aurait pu être assuré sans entraver le processus de développement si, dès le début des années 1950, on avait pu évaluer d'une façon plus réaliste la longueur des périodes moyennes nécessaires pour que les investissements financés par l'épargne intérieure et le capital étranger engendrent les

(¹) Selon les chiffres du Comité d'Aide au Développement pour 1969, le flux net des ressources financières (publiques et privées) en provenance des pays du C.A.D. vers les pays en voie de développement et les organisations internationales est passé de 13,1 milliards de dollars en 1968 à 13,6 milliards de dollars en 1969.

Tableau III.

**Encours de la dette publique extérieure de 82 pays en voie de développement, par pays,
au 31 décembre 1968**

(millions de dollars E.U.)

Source : Banque Mondiale.

Régions et pays	Crédits prélevés uniquement Total	Y compris les crédits non prélevés				
		Total	Finan- cement des expor- tations	Autres crédits privés	Organi- sations inter- nationales	Gouver- nements
<i>Afrique :</i>						
Botswana	10,9	10,9	—	1,3	3,6	6,0
Burundi	6,0	6,7	1,3	—	4,2	1,2
Cameroun	80,3	135,2	0,7	—	32,7	101,8
Communauté Africaine de l'Est	176,1	194,6	0,8	82,1	61,7	49,9
Congo (République démocratique)	375,5	414,3	71,2	4,5	8,6	330,0
Côte-d'Ivoire	186,5	341,0	118,3	23,3	6,5	192,9
Dahomey	40,2	41,1	10,0	0,1	—	31,1
Ethiopie	135,3	236,5	28,0	—	85,3	123,2
Gabon	62,4	73,6	9,2	5,6	24,0	34,7
Ghana ¹	554,4	637,9	303,3	—	66,5	268,0
Guinée	222,3	319,2	31,5	—	64,5	223,1
Haute-Volta	17,7	20,1	0,7	—	—	19,4
Kenya	254,6	343,2	52,2	13,7	51,2	226,1
Lesotho	6,4	7,2	0,6	—	4,1	2,5
Libéria	158,6	169,0	44,0	—	4,3	120,7
Malawi	67,6	101,3	1,2	16,8	27,5	55,8
Mali	172,5	213,7	2,6	—	9,1	202,0
Maroc	566,5	701,3	72,4	38,0	82,0	508,9
Maurice	30,6	31,1	2,5	6,6	6,2	15,8
Mauritanie	26,0	43,7	0,8	9,8	6,7	26,3
Niger	12,7	35,9	11,2	—	7,6	17,1
Nigeria	421,3	587,3	16,2	97,4	223,1	250,5
Ouganda	101,2	148,6	5,0	19,6	28,3	95,6
République Arabe Unie	1.491,2	1.721,7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
République Centrafricaine	21,9	22,3	1,8	—	0,2	20,3
République Malgache	82,7	115,2	0,1	4,9	22,8	87,3
Rhodésie	220,9	220,9	2,9	121,3	52,8	43,9
Rwanda	1,9	2,4	0,2	—	—	2,2
Sénégal	59,7	81,5	—	0,2	13,0	68,3
Sierra Leone	53,2	61,2	20,4	6,7	7,4	26,6
Somalie	54,5	79,4	—	—	8,5	70,9
Soudan	234,6	309,1	33,7	2,7	138,9	133,8
Swaziland	37,3	39,9	14,3	—	9,3	16,4
Tanzanie	131,5	209,8	23,6	21,0	31,8	133,5
Tchad	28,0	44,6	8,1	1,9	7,1	27,4
Togo	30,1	37,4	4,2	—	3,7	29,5
Tunisie	450,9	611,3	163,1	2,6	68,7	376,8
Zambie	189,4	264,3	69,5	45,7	78,0	71,2
<i>Asie de l'Est :</i>						
Chine	639,1	842,1	131,4	—	167,9	542,9
Corée	970,2	1.597,8	1.080,9	—	40,3	476,5
Indonésie ¹	2.452,0	2.984,8	262,8	195,3	67,0	2.459,7
Malaisie	291,0	460,3	12,1	66,2	202,4	179,6
Philippines	417,1	493,2	200,8	12,6	131,1	148,7
Singapour	41,0	80,0	1,2	—	75,9	2,8
Thaïlande	246,7	311,3	20,5	—	201,5	89,4

Tableau III (suite).

**Encours de la dette publique extérieure de 82 pays en voie de développement, par pays,
au 31 décembre 1968**

(millions de dollars E.U.)

Source : Banque Mondiale.

Régions et pays	Crédits prélevés uniquement Total	Y compris les crédits non prélevés				
		Total	Finan- cement des expo- sitions	Autres crédits privés	Organi- sations inter- nationales	Gouver- nements
<i>Moyen-Orient :</i>						
Irak	233,1	254,5	34,8	—	23,0	196,7
Iran	829,9	1.932,3	672,8	—	223,1	1.036,4
Israël	1.807,3	1.807,3 ²	636,1	802,4	85,2	283,6
Jordanie	93,2	150,5	—	—	10,0	140,5
Liban ¹	59,9	95,9	18,2	—	19,7	58,0
Syrie	216,8	258,9	57,8	—	8,5	192,6
<i>Asie du Sud :</i>						
Afghanistan	476,1	648,9	—	—	3,5	645,4
Ceylan	203,9	336,7	62,5	7,3	46,2	220,6
Inde ³	6.201,4	7.733,5	115,1	3,9	1.639,0	5.975,5
Pakistan	2.271,1	3.261,1	270,6	—	778,2	2.212,3
<i>Europe du Sud :</i>						
Chypre	22,3	28,9	0,9	2,2	17,2	8,6
Espagne	761,3	1.153,3	313,8	20,2	202,6	616,6
Grèce	546,2	612,4	170,3	184,3	81,4	176,4
Malte	18,5	18,5	—	—	5,2	13,3
Turquie	1.451,9	1.963,0	63,5	19,9	388,0	1.491,6
Yougoslavie	1.148,5	1.749,7	373,9	33,2	316,2	1.026,4
<i>Hémisphère occidental :</i>						
Argentine	1.714,1	2.221,1	1.043,0	298,5	384,9	494,7
Bolivie	295,0	359,7	38,0	67,4	25,8	228,5
Brésil ⁴	2.736,5	4.310,1	1.095,0	414,2 ⁵	749,8	2.051,1
Chili	1.268,5	1.842,9	334,8	173,9	238,7	1.095,5
Colombie	947,1	1.296,9	184,1	26,2	539,6	547,0
Costa Rica	122,0	162,3	30,5	14,9	64,5	52,4
El Salvador	77,2	102,6	11,9	1,0	50,0	39,8
Equateur	163,1	274,3	91,3	3,6	71,1	108,3
Guatemala	89,8	161,2	34,1	30,7	54,2	42,2
Guyane	54,4	84,2	1,0	7,8	5,2	70,3
Honduras	51,2	114,1	5,9	—	79,5	28,7
Jamaïque	114,7	151,7	18,0	68,5	37,0	28,1
Mexique	2.438,5	3.047,9	1.275,6	394,6	827,5	550,1
Nicaragua	110,8	213,2	72,5	—	67,4	73,3
Panama	89,8	112,5	0,6	30,7	11,8	69,4
Paraguay	76,1	101,1	21,0	0,3	39,2	40,6
Pérou	672,7	1.018,9	574,5	39,5	186,6	218,2
République Dominicaine	171,6	220,8	22,7	—	4,1	194,0
Trinité et Tobago	69,1	106,4	19,9	10,8	41,4	34,3
Uruguay	250,0	309,1	96,2	23,8	90,9	98,1
Venezuela	398,5	519,7	63,5	37,0	279,8	139,4

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des divers postes, les chiffres ayant été arrondis.

¹ Au 31 décembre 1969.

² Les montants non prélevés ne sont pas disponibles.

³ Non compris les crédits fournisseurs.

⁴ Y compris la dette du secteur privé.

⁵ Comprend quelques prêts de gouvernements.

Tableau IV.

**Paiements au titre du service de la dette publique extérieure
en pourcentage des exportations de biens et services, 1965-1968**

Sources : Banque Mondiale et Fonds Monétaire International.

Régions et pays	1965	1966	1967	1968
<i>Afrique :</i>				
Botswana ¹	3,6	3,6	5,7	4,2
Burundi ¹	n.d.	n.d.	n.d.	3,5
Côte-d'Ivoire	n.d.	n.d.	6,6	5,8
Ethiopie	4,8	7,1	9,4	9,3
Gabon	5,0	4,6	4,9	4,9
Ghana	18,6	5,5	5,8	12,3
Guinée	n.d.	n.d.	n.d.	7,9
Kenya ²	5,6	5,7	6,8	p 6,9
Lesotho ³	n.d.	n.d.	1,7	n.d.
Libéria	8,6	6,0	6,0	6,8
Malawi	n.d.	n.d.	6,9	7,0
Mali ⁴	n.d.	n.d.	10,1	13,7
Maroc	4,9	7,3	7,4	p 7,9
Mauritanie	n.d.	n.d.	1,5	n.d.
Maurice	2,3	3,2	3,7	6,5
Nigéria	3,3	5,4	5,3	p 6,3
Ouganda ²	5,8	4,5	5,4	p 8,0
République Centrafricaine	n.d.	n.d.	n.d.	2,6
République Malgache ¹	n.d.	3,7	4,8	5,2
Rwanda ¹	n.d.	n.d.	3,5	2,9
Sénégal	1,4	1,8	1,8	1,7
Sierra Leone	5,3	6,4	8,0	5,2
Somalie	n.d.	2,0	2,0	p 1,8
Soudan ⁴	5,8	6,4	5,6	7,5
Swaziland ¹	11,7	9,5	9,0	9,4
Tanzanie (non compris Zanzibar) ²	4,5	3,9	5,0	6,7
Tchad	n.d.	n.d.	n.d.	5,0
Tunisie	7,7	14,9	21,2	24,0
Zambie	4,2	2,1	2,3	p 2,6
<i>Asie de l'Est :</i>				
Chine	2,9	3,6	3,2	3,4
Corée	2,7	3,6	5,6	7,5
Indonésie	10,3	8,3	7,0	p 8,6
Malaisie	1,2	1,4	2,1	2,1
Philippines	5,3	6,3	7,2	5,3
Singapour	0,1	0,1	0,1	p 0,2
Thaïlande	3,2	2,9	3,7	3,5
<i>Moyen-Orient :</i>				
Irak	n.d.	0,8	0,9	p 1,4
Iran ³	5,8	5,0	5,1	p 6,9 ⁵
Jordanie	1,0	1,3	1,5	1,8
Syrie ¹	11,3	11,6	14,2	18,7

Tableau IV (suite).

**Paiements au titre du service de la dette publique extérieure
en pourcentage des exportations de biens et services, 1965-1968**

Sources : Banque Mondiale et Fonds Monétaire International.

Régions et pays	1965	1966	1967	1968
<i>Asie du Sud :</i>				
Ceylan	2,0	2,8	3,5	6,9
Inde ^{3 6}	13,7	18,2	19,0	16,8
Pakistan	11,0	13,1	16,8	p 19,4
<i>Europe du Sud :</i>				
Chypre	1,4	1,4	2,2	1,8
Espagne	2,0	1,7	1,6	2,2
Grèce	4,1	4,5	5,6	5,5
Malte	0,5	0,8	1,1	1,2
Turquie	n.d.	15,9	14,1	p 13,2
Yougoslavie	14,4	13,7	12,9	14,0
<i>Hémisphère occidental :</i>				
Argentine	20,5	25,5	27,0	27,8
Bolivie	4,7	4,8	5,8	p 5,4
Brésil ⁷	21,5	n.d.	n.d.	22,5
Chili	15,4	13,2	12,4	p 16,4
Colombie	14,4	16,5	13,9	12,9
Costa Rica	8,3	10,3	9,7	p 10,1
El Salvador	3,6	3,7	2,6	2,8
Equateur	6,2	6,3	6,2	p 8,1
Guatemala	5,1	5,4	9,6	7,4
Guyane	n.d.	4,6	4,0	4,6
Honduras	2,5	2,1	2,0	p 1,7
Jamaïque	3,2	3,4	4,2	p 2,8
Mexique	23,6	24,0	24,8	26,8
Nicaragua	4,2	5,2	6,0	p 6,9
Panama	3,5	2,7	2,6	3,6
Paraguay	6,7	5,5	7,2	8,1
Pérou	n.d.	n.d.	10,6	20,9
République Dominicaine	18,6	11,8	7,9	9,5
Trinité et Tobago	3,4	2,8	2,8	3,3
Uruguay	6,7	11,7	20,6	19,5
Venezuela	2,0	2,4	1,8	2,2

1 Exportations de biens uniquement.

2 Comprend un tiers des dettes contractées par la Communauté Africaine de l'Est.

3 Exercice financier se clôturant à la fin de mars de l'année suivante.

4 Exercice financier se clôturant à la fin de juin de l'année suivante.

5 Projection.

6 Ne comprend pas les paiements au titre du service des crédits fournisseurs.

7 Comprend le service de la dette privée; des données comparables ne sont pas disponibles pour 1966 et 1967.

p Provisoire.

n.d. Signifie que les données relatives au service de la dette et/ou aux recettes d'exportations ne sont pas disponibles.

nombreuses transformations nécessaires pour que les pays emprunteurs puissent affecter une part importante de leurs réserves de change au service de la dette. L'erreur principale n'a pas été une surestimation du besoin de financement extérieur — en pratique, les flux ont été trop faibles — mais plutôt une mauvaise estimation des durées requises.

Rétrospectivement, on peut arguer que si les emprunteurs (et prêteurs) avaient apprécié plus correctement les durées requises, la composition des investissements aurait peut-être été différente. Une plus grande préférence aurait ainsi été donnée aux investissements ayant une période de gestation plus courte et un effet plus rapide sur les capacités d'exportation de l'emprunteur, tandis que, par ailleurs, on aurait encouragé davantage l'importation et l'assimilation des techniques modernes. Pourtant, le choix des investissements traduit le meilleur jugement qu'on pouvait faire sur ce qui était désirable et possible. Mais les durées et conditions de prêts n'ont pas concordé avec les décisions stratégiques prises en matière de processus de développement. Celles-ci présupposaient que les pays seraient finalement capables d'assurer le service de leur dette extérieure. Etant donné la rareté des réserves de change et l'urgence de poursuivre l'effort de développement ressentie à la fois par les débiteurs et les créanciers pendant ces années, il n'est pas étonnant que de telles erreurs furent commises. On pourrait noter, en particulier, comme on le verra plus en détail ultérieurement, que ce mal n'a fait que s'étendre pendant les années 1960, alors que sa gravité était tout à fait évidente.

Les données disponibles sur la dette et le service de la dette révèlent une grande variété de situations parmi les pays en voie de développement. Le tableau III donne l'encours de la dette publique extérieure par pays au 31 décembre 1968. De nombreux pays ont une dette extérieure qui s'exprime en centaines de millions de dollars et certains ont même une dette qui s'exprime en milliards de dollars. En soi et à court terme, ces ordres de grandeur peuvent ne pas être très significatifs. A long terme, cependant, ils le sont. Des dettes considérables signifient à un certain moment, même différé, des paiements importants liés au service de la dette et, sauf quelques rares exceptions, la contrainte exercée par la balance des paiements se maintiendra probablement pendant plusieurs années dans les pays débiteurs. On perçoit encore mieux le problème en examinant les sources de financement; ainsi, le service du financement des exportations est d'habitude plus onéreux pour la balance des paiements que les prêts gouvernementaux. Or, le financement des exportations atteint 25 p.c. ou plus de l'ensemble de la dette dans une série de pays : le Ghana, la Côte-d'Ivoire, la Tunisie, la Corée, les Philippines, l'Iran, Israël, l'Espagne, l'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Nicaragua, le Pérou et l'Uruguay.

Au tableau IV, on a exprimé les paiements liés au service de la dette publique extérieure en pourcentage des exportations de biens et services de 1965 à 1968. On reviendra ci-après sur cet indicateur de la charge du service de la dette, mais il convient de souligner trois points au moins : le nombre de

Tableau V.

Dons publics et dette publique extérieure de pays en voie de développement ¹
Prélèvements, amortissements, intérêts, flux nets et transferts nets

Moyennes 1965-1968

(millions de dollars E.U.)

Sources : Banque Mondiale et Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Régions et pays	Donateurs et créanciers du secteur public						Créanciers privés					Publics et privés	
	Prélèvements		Amortissements sur prêts	Flux nets	Intérêts sur prêts	Transferts nets	Prélèvements	Amortissements	Flux nets	Intérêts	Transferts nets	Flux nets	Transferts nets
	Dons	Prêts											
<i>Afrique :</i>													
Botswana	13,6	1,8	0,1	15,2	0,2	15,0	—	0,2	- 0,1	0,2	- 0,3	15,1	14,7
Ethiopie	23,2	21,0	5,1	39,2	2,0	37,2	7,8	4,3	3,4	1,2	2,2	42,7	39,5
Gabon	9,3	5,2	2,3	11,6	1,9	9,8	2,7	0,9	1,8	0,4	1,5	13,5	11,3
Kenya	29,3	31,4	4,8	55,8	6,4	49,4	3,5	2,6	0,9	4,1	- 3,3	56,7	46,2
Libéria	12,8	14,3	0,8	26,2	2,6	23,6	- 0,7	3,7	- 4,3	3,4	- 7,7	21,9	15,9
Maroc	59,1	76,4	15,1	120,5	10,8	109,8	20,0	10,4	9,6	3,5	6,1	130,1	115,8
Maurice	2,2	3,5	0,5	5,1	0,8	4,4	0,6	1,1	- 0,5	0,9	- 1,4	4,6	3,0
Nigeria	41,4	68,4	7,1	102,6	7,2	95,5	20,0	19,4	0,7	4,9	- 4,3	103,3	91,2
Ouganda	13,2	8,9	1,2	21,0	3,0	18,1	1,1	1,3	- 0,2	1,4	- 1,6	20,9	16,5
Sénégal	36,6	2,8	2,4	37,0	1,0	35,9	—	2	2	2	2	37,0	35,9
Soudan	7,0	30,2	4,8	32,3	4,8	27,5	5,7	4,2	1,4	1,9	- 0,4	33,7	27,0
Tanzanie	25,4	14,5	1,1	38,9	1,9	36,9	5,5	2,4	3,1	2,0	1,2	41,9	38,0
Tunisie	44,4	55,6	7,5	92,6	4,3	88,3	40,5	21,3	19,2	5,9	13,3	111,8	101,6
Zambie	25,7	8,0	5,7	28,0	5,0	23,0	12,0	4,3	7,7	3,5	4,2	35,7	27,2
<i>Asie de l'Est :</i>													
Chine	24,1	52,5	5,1	71,5	4,4	67,1	37,1	14,5	22,6	1,1	21,5	94,1	88,6
Corée	155,2	65,2	1,4	218,9	1,9	217,1	181,2	22,7	158,5	5,6	152,9	377,4	369,9
Malaisie	22,0	30,2	7,2	45,1	6,7	38,4	15,7	6,0	9,7	4,1	5,5	54,8	43,9
Philippines	61,6	44,6	7,9	98,3	6,7	91,6	70,8	48,9	21,9	6,8	15,1	120,2	106,7
Singapour	5,4	8,0	1,0	12,4	0,9	11,4	—	—	—	—	—	12,4	11,4
Thaïlande	45,0	35,4	9,6	70,9	8,8	62,1	0,4	13,7	- 13,3	0,3	- 13,6	57,6	48,4
<i>Moyen-Orient :</i>													
Irak	3,8	8,3	2,9	9,2	3,0	6,2	10,7	3,0	7,7	0,6	7,1	16,9	13,3
Iran	11,1	156,0	38,0	129,1	19,0	110,1	115,2	34,3	80,9	5,1	75,8	210,0	185,9
Jordanie	12,5	11,2	0,9	22,7	0,6	22,1	—	—	—	—	—	22,7	22,1
<i>Asie du Sud :</i>													
Ceylan	11,2	33,1	7,1	37,1	2,8	34,3	12,6	3,6	9,0	1,1	7,8	46,1	42,1
Inde ²	558,0	867,1	183,0	1.241,9	136,4	1.105,5	16,1	8,7	7,4	2,9	4,4	1.249,3	1.109,9
Pakistan	185,4	373,4	45,2	513,5	35,3	478,3	60,5	19,4	41,1	4,4	36,7	554,7	515,0
<i>Europe du Sud :</i>													
Chypre	3,1	3,2	0,8	5,5	0,7	4,9	0,2	0,6	- 0,4	0,9	- 1,3	5,1	3,6
Espagne	2,7	106,3	24,9	84,0	11,8	72,3	70,1	12,7	57,4	4,6	52,8	141,4	125,1
Grèce	5,1	36,9	10,8	31,3	6,7	24,6	36,0	16,2	19,8	8,3	11,5	51,1	36,1
Malte	13,9	3,7	0,4	17,3	0,6	16,6	—	—	—	—	—	17,3	16,6
Turquie	25,2	211,4	76,3	160,3	25,8	134,5	2,1	14,0	- 11,9	3,7	- 15,6	148,4	118,9
Yougoslavie	7,7	161,1	96,5	72,4	32,4	40,0	105,8	83,8	22,1	18,4	3,7	94,5	43,7
<i>Hémisphère occidental :</i>													
Argentine	9,1	78,3	100,0	- 22,6	35,1	- 57,6	242,6	223,9	18,7	63,1	- 44,4	- 3,8	- 102,0
Bolivie	19,4	19,2	2,9	35,7	1,8	33,9	5,5	2,2	3,2	0,5	2,7	38,9	36,6
Chili	31,6	130,8	38,5	123,9	22,5	101,4	80,7	61,5	19,2	13,9	5,3	143,1	106,7
Colombie	25,6	120,8	36,8	109,7	18,8	90,8	52,4	41,6	10,8	5,8	5,0	120,5	95,9
Costa Rica	7,1	13,7	3,7	17,1	2,8	14,3	9,5	8,1	1,4	1,8	- 0,5	18,5	13,7
El Salvador	9,2	11,8	3,6	17,3	1,9	15,4	2,7	1,2	1,4	0,3	1,2	18,7	16,6
Equateur	14,7	16,8	5,2	26,3	3,6	22,7	11,0	4,4	6,7	1,1	5,6	33,0	28,3
Guatemala	11,0	7,9	3,6	15,3	1,2	14,1	18,5	11,1	7,4	2,0	5,4	22,8	19,6
Guyane	7,2	4,8	1,3	10,8	2,2	8,5	—	0,6	- 0,6	1,1	- 1,7	10,2	6,9
Honduras	5,2	6,7	1,2	10,8	1,2	9,6	0,8	0,9	—	0,2	- 0,3	10,7	9,3
Jamaïque	5,1	8,1	0,4	12,8	0,6	12,2	10,8	3,6	7,2	4,8	2,4	20,0	14,5
Mexique	12,1	165,5	79,8	97,8	37,1	60,7	412,2	320,7	91,5	71,8	19,7	189,3	80,4
Nicaragua	6,5	11,4	3,2	14,8	1,9	12,9	14,2	4,5	9,7	0,8	8,8	24,4	21,7
Panama	9,8	9,4	2,9	16,3	1,9	14,4	—	0,7	- 0,7	1,4	- 2,0	15,6	12,4
Paraguay	5,1	11,4	1,7	14,8	0,9	13,9	5,3	1,6	3,8	0,3	3,5	18,7	17,4
Pérou	23,4	46,9	9,4	60,9	14,9	46,0	137,3	73,6	63,7	13,1	50,6	124,6	96,6
République Dominicaine	34,5	29,8	3,7	60,6	1,5	59,1	2,7	12,3	- 9,7	1,6	- 11,3	50,9	47,8
Trinité et Tobago	7,7	7,1	2,6	12,2	1,7	10,5	3,9	2,7	1,2	2,7	- 1,4	13,5	9,1
Uruguay	5,1	12,8	11,2	6,7	4,6	2,1	23,8	15,6	8,2	3,8	4,4	14,8	6,5
Venezuela	21,8	69,6	28,5	62,9	8,7	54,3	25,4	11,8	13,6	2,6	11,0	76,6	65,3

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des divers postes, les chiffres ayant été arrondis.

¹ Les dons consistent en dons et contributions assimilables à des dons fournis par les pays du Comité d'Aide au Développement et les organisations multilatérales tels qu'ils ont été rassemblés par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Les données relatives aux prêts ont été tirées des rapports que la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement reçoit de ses membres.² Moins de 50.000 dollars.³ Non compris les crédits fournisseurs.

pays dont les paiements liés au service de la dette étaient déjà importants en 1968 (en utilisant comme critère une proportion de quelque 10 p.c. ou plus), le nombre de pays dont le service de la dette atteignait 20 p.c. ou plus des exportations de biens et services, ce qui peut être considéré en tout état de cause comme un rapport fort élevé pour un pays en voie de développement, même si celui-ci a été capable de financer le service de la dette facilement par le passé, et le nombre de pays où ce rapport s'est accru pendant les années sous revue, notamment : l'Éthiopie, le Maroc, l'Île Maurice, la Tanzanie, la Tunisie, la Syrie, Ceylan, l'Inde, le Pakistan, la Corée, le Pérou, l'Uruguay, etc.

Une autre indication utile consiste à comparer les prélèvements, d'une part, et les paiements d'amortissements et d'intérêts, d'autre part, de façon à faire ressortir les flux nets et les transferts nets. Ceux-ci reflètent la charge de la dette extérieure résultant pour chaque pays des durées et conditions de financement. Le tableau V donne ces informations pour 52 pays sélectionnés en utilisant les moyennes 1965-1968 et en distinguant l'amortissement et les intérêts des prêts consentis non seulement par les créanciers du secteur public, mais aussi par les créanciers privés. Le tableau VI rassemble cette information pour l'année 1968 et pour certains pays. Le contraste entre des cas comme l'Inde et le Pakistan, d'une part, le Mexique, l'Argentine et la Yougoslavie, d'autre part, reflète l'importance relative de l'amortissement (dépendant de la durée des prêts) et de l'intérêt dans le service de la dette. Toutefois, comme on le verra brièvement par après, même si les paiements liés au service de la dette

Tableau VI.

Quelques indicateurs de la structure de la dette de certains pays en voie de développement

Sources : Banque Mondiale et Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

Pays	Encours de la dette au 1er janvier 1968 (prélevé uniquement) (millions de dollars)	Paiements liés au service de la dette en 1968			
		(millions de dollars)	(en pour cent de l'encours total de la dette)	dont :	
				amortissement (pour cent)	intérêt (pour cent)
Argentine	1.781	478	26,9	20,8	6,1
Chili	1.117	171	15,4	11,5	3,9
Colombie	796	102	12,7	9,2	3,5
Espagne	408	72	17,5	10,5	7,0
Inde	5.604 ¹	357	6,4	3,7	2,7
Maroc	481 ²	48	10,8	6,6	4,2
Mexique	2.162	626	28,9	22,3	6,6
Nigeria	403 ²	41	10,2	6,5	3,7
Pakistan	1.893	153	8,4	5,2	3,2
Tunisie	416	60	14,5	11,1	3,4
Yougoslavie	1.157	256	22,2	17,0	5,2
Ensemble des 81 pays	36.000	4.700	13,3	9,4	3,9

¹ Situation au 1er avril 1968.

² Situation au 1er juillet 1968.

forment une proportion relativement réduite de la dette totale, ils ne sont pas nécessairement assurés sans difficultés, comme en témoignent les exemples de l'Inde et du Pakistan.

Une conséquence des difficultés croissantes rencontrées pour assurer le service de la dette extérieure a été que, durant les années 1960, huit pays en voie de développement ont dû rechercher un accord multilatéral pour réajuster leur dette (voir tableau VII). Fait significatif, chacun des pays concernés a dû

Tableau VII.

Réajustement de dettes par accord multilatéral

Source : Banque Mondiale.

Pays	Années d'accords			
Argentine	1956	1962	1965	
Brsil	1961	1964		
Chili	1965			
Pérou	1968	1969		
Turquie	1959	1965		
Inde	1968	1969	1970	
Indonésie	1966	1967	1968	1970
Ghana	1966	1968		

recourir à ce genre d'accord à plus d'une reprise. En outre, cinq autres pays — le Libéria, la Yougoslavie, la République Arabe Unie, l'Uruguay et le Mali — ont dû solliciter bilatéralement de leurs créanciers individuels un allègement du fardeau de leur dette. Les formes et les conséquences des opérations d'allègement de la charge de la dette et les besoins croissants de réaménagement des dettes que l'on peut prévoir ont été examinés par diverses commissions et enquêtes internationales. Par exemple, selon le rapport récent présenté au Président des Etats-Unis par le Groupe de Travail sur le Développement International (le Rapport Peterson), une action collective sera requise pendant cette décennie pour alléger le fardeau de la dette d'un nombre croissant de pays où est concentrée une grande partie de l'endettement total existant des pays en voie de développement. De façon analogue, le rapport de la Commission Rockefeller, « Quality of Life in the Americas », recommande que la politique des Etats-Unis dans l'Hémisphère occidental reconnaisse les avantages multiples d'un réaménagement généreux des charges de la dette. Selon la Commission sur le Développement International présidée par Lester Pearson, les pays fournisseurs d'aide devraient considérer l'allègement du service de la dette comme une forme légitime d'aide et permettre que des nouveaux prêts soient utilisés pour financer le service de la dette afin de réduire la nécessité de renégocier l'ensemble de la dette. Les opérations d'assistance en matière de dette devraient veiller à ce que des pays ne soient pas constamment obligés de recourir à un réajustement de leurs dettes et devraient chercher à rétablir une base réaliste de financement au développement. Ces conclusions et recommandations ne sont pas présentées dans cette étude pour préjuger des mesures qui peuvent être

requis pour résoudre les problèmes futurs d'endettement. Elles sont présentées plutôt pour souligner la vue de plus en plus acceptée que l'on devra probablement faire face plus fréquemment à des situations d'endettement difficile et que les solutions à y apporter deviendront plus urgentes et même plus intergouvernementales qu'auparavant, au fur et à mesure que nous passons d'une phase où le problème naissait presque entièrement de crédits fournisseurs à relativement court terme pour inclure également les prêts gouvernementaux à long terme. Le temps a rattrapé les périodes de grâce et d'échéance qui, à l'origine, ont pu paraître longues et généreuses.

Tableau VIII.

**Montant des ressources financières fournies par les pays du C.A.D. ¹
aux pays en voie de développement et aux institutions multilatérales, 1964-1969**

Résumé analytique

Sources : Banque Mondiale et Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969 ^p
	<i>(milliards de dollars E.U.)</i>					
<i>Versements nets :</i>						
Total des apports publics et privés	9,14	10,41	10,35	11,31	13,19	13,30
Apports du secteur public	5,94	6,24	6,52	7,08	7,14	7,25
Aide publique au développement	6,02	5,94	6,14	6,69	6,41	6,68
Dons ²	4,25	4,21	4,28	4,39	4,10	4,38
Prêts et autres capitaux à long terme	1,76	1,72	1,86	2,30	2,31	2,30
Autres apports du secteur public	-0,07	0,30	0,38	0,40	0,73	0,57
Apports du secteur privé	3,20	4,17	3,83	4,22	6,06	6,05
Investissements directs et de portefeuille ...	2,34	3,42	2,70	3,22	4,46	4,31
Crédits privés à l'exportation	0,86	0,75	1,12	1,01	1,59	1,73
<i>Indicateurs de volume (versements nets) :</i>						
Apports totaux en pourcentage du P.N.B.	0,75	0,78	0,71	0,73	0,79	0,72
Apports du secteur public en pourcentage du P.N.B.	0,49	0,48	0,45	0,46	0,43	0,39
Aide publique au développement en pourcentage du P.N.B.	0,49	0,44	0,42	0,43	0,38	0,36
Apports du secteur privé en pourcentage du P.N.B.	0,26	0,31	0,26	0,27	0,36	0,33
<i>Indicateurs des conditions de l'aide (engagements) :</i>						
Dons en pourcentage des engagements totaux du secteur public	60,2	60,9	62,2	56,1	51,4	59,0
Durée moyenne pondérée des prêts du secteur public (années)	28,6	22,6	25,1	24,0	26,0	24,3
Moyenne pondérée des délais de grâce des prêts du secteur public (années)	6,5	4,6	5,8	5,5	6,0	6,1
Taux d'intérêt moyen pondéré des prêts officiels	3,1	3,6	3,1	3,8	3,6	3,5
Elément don en pourcentage des engagements totaux du secteur public	82,0	77,0	81,0	76,0	75,0	(79,0)

Note : Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des divers postes, les chiffres ayant été arrondis.

¹ Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

² Y compris les flux assimilables à des dons, libellés dans la monnaie des pays débiteurs, et les contributions aux institutions multilatérales.

³ Escomptés à 10 p.e.

^p Provisoire.

Le volume et les conditions auxquelles le capital sera octroyé à l'avenir par les pays industrialisés influenceront évidemment les aspects futurs du problème de l'endettement. Toutefois, pour modifier de façon fondamentale les perspectives des débiteurs d'assurer le service de la dette sans freiner sérieusement leurs efforts de développement, il faudrait, entre autres, une augmentation exceptionnellement forte du volume de l'assistance extérieure combinée à un allègement substantiel des conditions des prêts nouveaux. Les développements récents sont retracés au tableau VIII qui donne les différents apports financiers en provenance des pays du C.A.D. à destination des pays en voie de développement et des institutions multilatérales pour les années 1964-1969. Pendant cette période, les apports nets du secteur public se sont accrus principalement sous la forme de prêts. Quant aux capitaux privés, ils ont augmenté très rapidement en 1968 et 1969. Les conditions financières de l'aide ont eu tendance à devenir plus onéreuses, bien que de façon peu marquée, mais c'est un pas dans la mauvaise direction du point de vue de la charge croissante du service de la dette. Le tableau IX reflète la variété des situations rencontrées dans les différents pays en ce qui concerne la forme et les conditions de l'aide. Il en émerge un certain regroupement géographique : les dons en Afrique et en Asie du Sud, les prêts au Moyen-Orient, en Europe du Sud et dans l'Hémisphère occidental. D'importants crédits à l'exportation se retrouvent, par contre, dans différents pays de chaque zone. Le fait le plus caractéristique est cependant l'accumulation considérable et répandue de prêts gouvernementaux, qui contraste, en particulier, avec les crédits privés autres que le financement des exportations.

L'image générale, telle qu'elle se dégage en 1971, est, par conséquent, celle d'une charge de la dette en augmentation rapide durant la dernière décennie, d'un nombre croissant de pays contraints de rechercher un réagencement de leur dette, et de tendances dans les conditions et la composition de l'aide publique qui, si elles se maintenaient, alourdiraient davantage les charges de la dette et pourraient, durant cette décennie, placer les pays débiteurs dans une situation où le flux net de capital pourrait être renversé, les pays en voie de développement remboursant davantage qu'ils ne reçoivent sous forme de nouveaux prêts.

Réalisations des pays débiteurs.

Il peut être utile de commenter brièvement les réalisations des pays en voie de développement qui sont débiteurs. Certains estiment que les échecs de la gestion économique et financière, y compris la gestion de la balance des paiements, sont les causes profondes des difficultés rencontrées par certains pays en voie de développement pour assurer le service de la dette. Si le fait de contracter une dette extérieure considérable est l'indice d'une gestion déficiente, cette vue est évidemment irréfutable. Cependant, si on utilise les critères courants de réalisations économiques tels que la croissance du produit national brut, le revenu par tête, les taux d'épargne ou les exportations, il ne s'ensuit pas que les pays dont la dette extérieure est relativement élevée aient réalisé une performance

Tableau IX.

Dettes publique extérieure et dons reçus par certains pays en voie de développement, par sources et conditions
Moyennes 1965-1968

Sources : Banque Mondiale et Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Régions et pays	Montants des			Répartition en pourcentage par sources et conditions										
	Prêts con- tractés	Dons reçus	Total des prêts et dons	Donateurs et créanciers du secteur public						Créanciers privés				
				Dons	Prêts gouvernementaux			Prêts d'organisations internationales		Financement des exportations		Autres crédits privés		
					Pays de l'Est	Autres gouvernements	Echéances	IDA	autres	jusqu'à 6 ans	à plus de 6 ans			
(millions de dollars) 1					jusqu'à 21 ans	de plus de 21 et jusqu'à 39 ans	de 40 ans et plus							
<i>Afrique :</i>														
Botswana	0,7	13,1	13,8	94,6	—	—	5,4	—	—	—	—	—	—	—
Burundi	10,0	6,6	16,6	87,0	—	4,5	—	—	3,6	—	—	4,9	—	—
Cameroun	16,5	13,3	29,8	44,7	—	26,4	—	3,2	9,7	15,4	0,7	—	—	—
Communauté Africaine de l'Est	19,2	—	19,2	—	—	9,9	1,8	—	—	66,4	—	—	21,9	—
Congo (République démocratique)	108,0	79,4	187,4	42,4	—	5,8	8,8	32,4	—	—	3,4	6,7	0,6	—
Côte-d'Ivoire	56,0	8,2	64,2	12,8	—	40,5	5,9	1,9	—	2,7	5,1	26,3	4,7	—
Dahomey	3,1	9,6	12,7	75,4	—	1,8	0,7	1,7	—	—	4,2	16,2	—	—
Ethiopie	34,5	20,6	55,1	37,4	1,8	12,1	8,3	16,5	6,8	8,3	1,4	7,5	—	—
Gabon	6,8	7,3	14,1	51,7	—	26,0	—	—	—	3,9	14,1	—	4,2	—
Guinée	61,0	5,6	66,6	8,5	44,2	3,2	4,1	2,3	—	24,8	3,2	9,7	—	—
Haute-Volta	2,5	9,3	11,8	78,8	—	19,0	1,6	—	—	—	0,6	—	—	—
Kenya	47,0	29,2	76,2	38,3	0,2	5,9	35,8	2,8	11,6	0,8	0,1	4,3	0,3	—
Lesotho	1,4	10,9	12,3	88,2	—	—	2,3	—	—	8,3	—	1,2	—	—
Libéria	6,1	12,0	18,1	66,2	—	2,9	1,1	17,8	—	—	12,0	—	—	—
Malawi	16,7	22,9	39,6	57,8	—	4,1	20,4	0,1	17,4	—	0,1	2	—	—
Mali	5,8	8,0	13,8	57,8	17,7	—	1,9	1,6	16,5	—	1,5	3,0	—	—
Maroc	113,4	51,8	165,2	31,3	3,2	35,1	8,8	2,9	1,7	6,4	0,3	10,3	—	—
Maurice	3,0	2,2	5,2	42,3	—	6,7	39,0	—	—	—	12,0	—	—	—
Mauritanie	9,1	4,4	13,5	32,8	9,3	9,1	—	11,0	—	—	2,4	17,1	18,2	—
Niger	7,2	11,2	18,4	60,7	—	11,9	4,9	—	8,3	—	6,8	7,4	—	—
Nigeria	67,5	39,1	106,6	36,7	—	0,8	25,6	7,2	8,3	10,9	1,7	8,8	—	—
Ouganda	16,2	12,3	28,5	43,2	0,7	7,3	20,5	5,0	18,7	0,1	—	—	4,4	—
République Arabe Unie	129,7	58,0	187,7	30,9	11,6	26,7	2,0	—	—	—	14,6	13,9	0,4	—
République Centrafricaine	3,0	7,7	10,7	71,8	—	22,4	0,8	—	—	—	2,6	3,6	—	—
République Malgache	11,3	19,0	30,3	62,6	—	11,7	—	3,9	12,0	6,9	—	—	3,0	—
Rhodésie	1,8	2,3	4,1	57,2	—	42,8	2	—	—	—	—	—	—	—
Rwanda	0,9	9,4	10,3	91,1	—	2,7	0,9	—	—	—	5,3	—	—	—
Sénégal	12,2	20,7	32,9	63,0	5,1	13,7	7,3	1,0	6,8	3,0	—	—	—	—
Sierra Leone	5,0	6,1	11,1	55,2	—	5,1	13,2	—	—	8,9	0,3	17,3	—	—
Somalie	7,4	15,3	23,7	67,5	0,7	8,3	—	14,2	9,4	—	—	—	—	—
Soudan	42,1	8,6	50,7	17,0	0,3	32,8	1,3	3,6	4,2	29,6	4,9	6,5	—	—
Swaziland	1,7	8,1	9,8	32,6	—	0,7	9,7	—	—	7,0	—	—	—	—
Tanzanie	25,1	25,5	50,6	50,4	4,0	13,5	4,8	9,9	4,0	2,6	1,5	9,0	0,4	—
Tchad	6,9	9,6	16,5	58,1	—	11,3	2,4	—	8,9	1,8	3,5	11,2	2,7	—
Togo	2,6	7,3	9,9	73,8	—	5,6	3,6	—	9,3	—	5,7	2,0	—	—
Tunisie	103,1	48,2	151,3	31,9	0,6	18,3	6,3	11,7	3,1	6,3	9,1	12,8	—	—
Zambie	33,1	27,2	60,3	45,1	2,3	13,5	1,1	—	—	13,9	0,1	5,4	18,7	—
<i>Asie de l'Est :</i>														
Chine	115,7	23,8	139,5	17,1	—	30,0	0,5	—	—	25,9	9,0	17,0	0,5	—
Corée	359,3	156,9	516,2	30,4	—	7,4	2	11,4	0,7	0,6	15,7	33,9	—	—
Malaisie	77,6	1,5	79,1	1,8	—	23,6	14,8	—	—	38,3	—	5,6	15,8	—
Philippines	95,5	65,1	160,6	40,5	—	2,0	4,7	—	—	6,5	39,1	4,9	2,3	—
Singapour	16,3	3,8	20,1	19,1	—	—	—	—	—	79,4	—	1,5	—	—
Thaïlande	43,1	40,0	83,1	48,2	—	9,0	7,3	1,3	—	34,0	—	0,3	—	—

Tableau IX (suite).

Dette publique extérieure et dons reçus par certains pays en voie de développement, par sources et conditions

Moyennes 1965-1968

Sources : Banque Mondiale et Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Régions et pays	Montants des			Répartition en pourcentage par sources et conditions									
	Prêts con- tractés	Dons reçus	Total des prêts et dons	Donateurs et créanciers du secteur public							Créanciers privés		
				Dons	Pays de l'Est	Prêts gouvernementaux			Prêts d'organisations internationales		Financement des exportations		Autres crédits privés
						jusqu'à 21 ans	de plus de 21 et jusqu'à 39 ans	de 40 ans et plus	IDA	autres	jusqu'à 6 ans	à plus de 6 ans	
(millions de dollars) 1													
<i>Moyen-Orient :</i>													
Irak	19,6	3,7	23,3	15,9	—	7,7	—	—	—	24,7	14,9	36,9	—
Iran	403,2	11,5	414,7	2,8	32,5	17,7	0,6	—	—	7,4	2,1	36,7	0,3
Jordanie	16,3	60,5	76,8	78,8	—	6,3	10,3	3,7	1,0	—	—	—	—
Liban	6,9	8,2	15,1	54,4	—	45,7	—	—	—	—	—	—	—
Syrie	37,9	4,9	42,8	11,4	48,3	0,9	—	—	—	—	4,4	35,0	—
<i>Asie du Sud :</i>													
Afghanistan	47,9	34,6	82,5	42,0	39,1	4,8	5,8	8,3	—	—	—	—	—
Ceylan	62,3	11,6	73,9	15,7	8,3	22,8	23,0	1,6	0,7	3,7	6,1	18,2	—
Inde	808,0	612,3	1.420,3	43,1	0,3	7,6	10,6	24,1	9,4	3,3	0,9	0,7	—
Pakistan	461,6	180,5	642,1	28,1	7,9	12,0	6,9	21,8	4,8	7,9	1,4	9,4	—
<i>Europe du Sud :</i>													
Chypre	0,9	2,6	3,5	75,3	4,6	—	—	—	—	20,1	—	—	—
Espagne	223,6	3,1	226,7	1,4	—	49,2	—	—	—	11,7	24,2	11,4	2,2
Grèce	72,1	2,6	74,7	3,5	1,9	19,1	0,3	—	—	18,8	23,0	23,7	9,7
Malte	2,2	13,9	16,1	86,5	—	—	13,5	—	—	—	—	—	—
Turquie	288,1	14,9	303,0	4,9	—	17,2	11,7	38,4	2,1	22,8	0,6	2,4	—
Yugoslavie	247,0	33,1	280,1	11,8	36,7	31,8	—	—	—	8,2	1,6	9,6	0,2
<i>Hémisphère occidental :</i>													
Argentine	436,4	7,5	443,9	1,7	0,4	13,6	—	0,2	—	12,8	28,7	22,9	19,8
Bolivie	32,1	19,4	51,5	37,8	—	26,8	4,8	16,2	1,0	—	3,6	7,2	2,7
Chili	301,6	25,3	326,9	7,8	1,3	28,2	1,2	20,5	—	8,2	6,9	18,0	7,9
Colombie	183,7	21,8	205,5	10,6	—	10,1	0,4	30,0	—	25,4	12,0	11,6	—
Costa Rica	19,1	6,6	25,7	25,7	—	6,9	0,5	13,9	—	17,5	20,2	1,1	14,1
El Salvador	10,8	8,4	19,2	43,8	—	7,0	7,8	7,1	—	15,2	19,1	—	—
Equateur	41,7	13,2	54,9	23,8	2,6	14,1	2,2	3,8	2,3	5,3	6,2	39,7	—
Guatemala	28,9	10,2	39,1	26,0	—	2,7	—	10,1	—	27,2	3,8	1,7	28,4
Guyane	10,5	7,1	17,6	40,5	—	—	20,2	32,1	—	7,1	—	—	—
Honduras	19,7	4,8	24,5	19,6	—	3,5	—	17,7	7,7	47,4	0,5	3,6	—
Jamaïque	27,4	4,4	31,8	13,9	—	2,4	5,0	3,5	—	37,9	10,7	3,5	23,2
Mexique	584,9	10,5	595,4	1,8	2	10,2	0,9	2	—	19,8	33,1	16,0	18,2
Nicaragua	40,9	6,0	46,9	12,8	—	4,1	—	29,4	—	22,4	27,5	3,3	0,5
Panama	10,7	9,1	19,8	51,8	—	5,7	24,7	16,5	—	1,4	—	—	—
Paraguay	14,0	4,3	18,3	23,4	2	10,4	1,0	16,8	10,2	10,3	4,4	23,4	0,1
Pérou	208,8	26,5	235,3	11,2	—	7,4	—	4,0	—	11,6	29,6	32,6	3,6
République Dominicaine	36,5	33,9	70,4	48,1	—	11,2	1,8	36,8	—	—	0,7	1,4	—
Trinité et Tobago	13,8	7,7	21,5	35,7	—	19,9	3,4	8,5	—	26,7	—	5,9	—
Uruguay	34,9	4,6	39,5	11,5	—	12,4	14,4	13,2	—	18,5	17,5	12,4	—
Venezuela	68,9	17,9	86,8	20,6	—	15,7	—	—	—	29,2	16,8	4,7	13,0

Note : On ne dispose pas de données cohérentes pour cette période pour le Brésil, le Ghana et l'Indonésie. Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des divers postes, les totaux ayant été arrondis.

1 Les dons comprennent les dons et les contributions assimilables à des dons accordés par les pays du Comité d'Aide au Développement et par des organisations multilatérales, tels qu'ils ont été rassemblés par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques. Les prêts représentent des engagements dont les échéances de remboursement ont été indiquées à la Banque Mondiale par ses membres. Les pourcentages figurant dans ce tableau s'appliquent à ces prêts. Les chiffres relatifs aux prêts ne comprennent pas les engagements dont on ne connaît pas les échéances de remboursement et ne tiennent pas compte des annulations.

2 Moins de 0,05 p.c.

inférieure à celle des autres; ces pays présentent en fait le même éventail de réalisations que les autres ⁽¹⁾. C'est ce qui ressort du tableau X qui donne l'investissement et l'épargne nationale en pourcentage du produit national brut et les taux marginaux d'épargne de 50 pays en voie de développement. (L'auteur a examiné les statistiques d'un plus grand nombre de pays portant sur une période de temps plus longue, mais l'image qui s'impose n'est pas très différente.) Témoin, par exemple, la variété de réalisations aussi bien parmi les pays repris au tableau VII qui ont déjà sollicité des arrangements multilatéraux de dettes, que parmi ceux qui n'ont pas rencontré de difficultés majeures à assurer le service de leur dette extérieure. De même, les différences régionales de réalisations économiques se comparent aux différences régionales de comportement à l'égard de la dette (cf. tableaux XI et I respectivement). L'Hémisphère occidental, par exemple, vient en tête dans l'accumulation de dettes et des obligations y relatives, mais ses réalisations économiques des dernières années ne sont pas sensiblement différentes de celles d'autres régions. Des analyses détaillées, pays par pays, en particulier des politiques gouvernementales qui affectent la capacité du pays à assurer le service de la dette, seraient plus concluantes. Dans de nombreux pays, la gestion économique aurait pu être meilleure — et pourrait encore l'être — mais on peut conclure de cette expérience que les problèmes de dette extérieure ont des causes multiples, parmi lesquelles de pauvres réalisations économiques peuvent n'être qu'une des causes importantes. Ceci n'enlève rien à la nécessité d'améliorer les réalisations économiques; une bonne gestion économique future pourrait bien être considérée comme une condition préalable posée par les créanciers pour supporter en partie la charge d'un nouvel arrangement, d'un réajustement des échéances ou d'un nouveau financement de la dette existante — condition préalable qui pourrait probablement s'appliquer également à toute nouvelle aide au développement.

Perspectives.

C'est une entreprise assez téméraire que d'essayer de résumer brièvement les caractéristiques des pays en voie de développement qui importent pour le sujet qui nous préoccupe, c'est-à-dire celui de la dette extérieure. Ces caractéristiques constituent cependant la toile de fond sur laquelle on doit examiner le problème des dettes. En premier lieu, dans beaucoup de pays en voie de développement, l'infrastructure de base, y compris l'infrastructure administrative et financière, doit être créée pour que le processus de développement puisse se poursuivre. Ceci peut durer très longtemps. Une fois cette décision stratégique fondamentale prise, une autre période de temps assez longue s'écoulera probablement pendant laquelle l'infrastructure de base se créant, le taux de rendement

(1) L'auteur tient à émettre des réserves concernant l'usage de ces critères comme indices de réalisation, par suite de la faiblesse des données et de l'importance d'autres critères que ces données ne reflètent pas, comme le degré d'instruction, la santé, l'environnement et l'amélioration de l'administration publique.

Tableau X.

Investissement, taux moyen et marginal d'épargne dans 50 pays en voie de développement

Moyenne annuelle, 1960-1967

Sources : Principalement U.S. AID, complété par National Accounts of Less-Developed Countries, Development Centre, et diverses autres sources.

Régions et pays	Investissement ¹ (en pourcentage du P.N.B.)	Epargne nationale (en pourcentage du P.N.B.)	Taux marginal d'épargne ²
<i>Afrique :</i>			
Nord du Sahara :			
Libye	25,4	28,3	39
Maroc	11,4	9,6	2
République Arabe Unie (Egypte) ³	16,6	13,3	14
Tunisie	23,7	10,2	12
Sud du Sahara :			
Côte-d'Ivoire	17,5	19,3	22
Ethiopie	11,9	9,9	18
Gabon ⁴	31,9	39,9	37
Ghana	15,1	8,4	16
Kenya	15,4	13,6	23
Nigeria ⁴	13,4	9,9	34
Ouganda	12,2	13,2	20
Sénégal ⁴	11,4	8,4	7
Soudan	13,5	9,8	— 15
Tanzanie	13,6	13,6	18
<i>Asie :</i>			
Asie de l'Est :			
Chine (Taiwan)	20,6	17,4	30
Corée	16,3	7,2	34
Malaisie	18,2	19,6	7
Philippines	20,3	19,5	47
Thaïlande	21,9	20,6	40
Moyen-Orient :			
Irak ⁴	13,4	29,4	30
Iran	16,4	15,2	6
Israël	25,4	10,8	— 10
Jordanie	15,5	— 3,6	18
Asie du Sud :			
Ceylan	14,8	12,2	7
Inde	15,6	12,4	15
Pakistan	15,0	10,4	10
<i>Europe du Sud :</i>			
Chypre	18,3	14,2	55
Espagne ⁴	24,7	22,4	20
Grèce	22,9	16,7	24
Turquie	15,9	14,2	26
<i>Amérique latine :</i>			
Nord et Centre :			
Costa Rica	16,6	9,7	— 7
Guatemala	12,3	9,2	10
Honduras	14,2	11,6	— 7
Jamaïque	20,4	15,1	6
Mexique	20,3	18,7	24
Nicaragua	19,2	14,1	3
Panama	19,9	15,0	31
République Dominicaine	11,1	8,0	— 1
Salvador	13,5	10,2	13
Trinité et Tobago ⁴	24,8	26,6	17
Sud :			
Argentine	20,4	20,3	15
Bolivie	14,4	8,1	19
Bésil	15,9	15,0	20
Chili	17,9	14,0	24
Colombie	20,2	17,5	10
Equateur	14,5	12,3	1
Paraguay	13,5	10,6	32
Pérou	19,1	15,9	16
Uruguay	15,3	14,8	4
Venezuela	21,8	26,3	1

¹ Défini comme la formation brute de capital fixe plus le mouvement des stocks.² Augmentation d'épargne (1960-1967) en pourcentage de l'accroissement du Produit National Brut, pendant la même période.³ Produit Intérieur Brut au coût des facteurs.⁴ Produit Intérieur Brut aux prix du marché.

Tableau XI.

Indicateurs économiques relatifs aux pays en voie de développement — Récapitulation par région

Taux de croissance annuels moyens et parts du P.N.B., 1961-1969

Source : Banque Mondiale.

Régions	1961-1965	1966	1967	1968	1969 <i>p</i>
<i>Pays en voie de développement :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	5,1	4,8	5,2	5,9	6,7
Production agricole	2,3	1,8	4,6	3,0	—
Production manufacturière	8,4	7,0	5,2	9,2	—
Population	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5
P.I.B. par habitant	2,5	2,2	2,6	3,3	4,1
Investissement brut	6,4	3,9	4,0	9,5	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	18,4	18,8	18,1	18,6	—
Épargne	15,9	16,2	15,7	15,8	—
<i>Afrique :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	4,3	3,4	4,8	4,8	4,1
Production agricole	2,2	0,1	2,9	1,7	—
Production manufacturière	9,7	1,1	4,4	8,9	—
Population	2,4	2,5	2,6	2,4	2,4
P.I.B. par habitant	1,9	0,9	2,1	2,3	1,7
Investissement brut	2,5	9,7	— 0,5	3,7	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	15,4	16,5	15,8	15,9	—
Épargne	12,4	13,9	14,4	14,4	—
<i>Asie de l'Est :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	5,5	7,2	4,4	7,8	10,0
Production agricole	3,0	5,9	— 1,9	4,2	—
Production manufacturière	8,1	11,1	11,9	17,0	—
Population	2,8	2,7	2,8	2,8	2,7
P.I.B. par habitant	2,7	4,4	1,6	4,9	7,1
Investissement brut	10,7	22,8	5,9	19,5	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	15,2	18,9	18,0	19,5	—
Épargne	11,5	15,8	15,1	16,1	—
<i>Moyen-Orient :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	7,4	6,3	6,5	9,2	8,7
Production agricole	5,4	— 4,0	13,2	7,7	—
Production manufacturière	11,0	8,0	7,0	14,2	—
Population	2,9	2,8	3,0	2,7	2,7
P.I.B. par habitant	4,4	3,4	3,4	6,3	5,9
Investissement brut	8,2	0,4	— 0,5	17,2	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	19,8	18,4	17,6	19,7	—
Épargne	13,0	12,8	12,8	13,3	—

Tableau XI (suite).

Indicateurs économiques relatifs aux pays en voie de développement — Récapitulation par région
Taux de croissance annuels moyens et parts du P.N.B., 1961-1969

Source : Banque Mondiale.

Régions	1961-1965	1966	1967	1968	1969 ^p
<i>Asie du Sud :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	3,5	1,9	7,4	5,3	6,3
Production agricole	0,8	- 1,1	8,4	4,7	—
Production manufacturière	9,7	- 0,6	2,7	3,5	—
Population	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
P.I.B. par habitant	0,9	- 0,6	4,8	2,7	2,7
Investissement brut	5,9	-12,0	8,0	10,5	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	16,1	15,0	15,1	15,7	—
Épargne	13,9	11,9	12,2	13,0	—
<i>Europe du Sud :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	7,3	7,5	4,5	4,9	7,3
Production agricole	2,5	11,3	1,1	2,0	—
Production manufacturière	11,3	13,3	5,3	7,4	—
Population	1,4	1,4	1,5	1,4	1,5
P.I.B. par habitant	5,8	6,0	3,0	3,4	5,7
Investissement brut	10,8	8,1	3,6	5,8	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	24,5	25,0	22,6	22,9	—
Épargne	21,2	21,6	19,9	19,8	—
<i>Hémisphère occidental :</i>					
Taux de croissance annuels moyens :					
Total P.I.B.	5,0	4,7	4,5	5,9	6,4
Production agricole	3,8	- 0,7	5,2	- 0,4	4,4
Production manufacturière	5,8	6,1	4,3	9,3	7,7
Population	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
P.I.B. par habitant	1,9	1,7	1,4	2,9	3,3
Investissement brut	4,1	2,9	3,7	8,3	—
Part du P.N.B. :					
Investissement brut	19,1	18,8	18,5	18,5	—
Épargne	18,0	17,6	16,9	16,4	—

Note : Part du P.I.B. de l'ensemble de la région que représentent les pays retenus pour les calculs :

Pays en voie de développement : 96 p.c.; Afrique : 91 p.c.; Asie de l'Est : 91 p.c.; Moyen-Orient : 78 p.c.; Asie du Sud : 100 p.c.; Europe du Sud : 100 p.c.; Hémisphère occidental : 99 p.c.

Définition des régions.

Des estimations pour les pays ci-après ont servi à la construction du présent tableau :

Pays en voie de développement : 74 pays et territoires représentant environ 96 p.c. du P.I.B. de l'ensemble des régions en voie de développement :

Afrique : Algérie, Angola, Cameroun, Congo (République démocratique), Côte-d'Ivoire, Éthiopie, Gabon, Ghana, Haute-Volta, Kenya, Libye, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Niger, Nigéria, Ouganda, République Arabe Unie, République Malgache, Rhodésie, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Togo, Tunisie et Zambie. Ces pays représentent 91 p.c. du P.I.B. global de la région.*Asie de l'Est* : Cambodge, Chine, Corée, Hong-Kong, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet-Nam (94 p.c. du P.I.B. de la région).*Moyen-Orient* : Irak, Iran, Israël, Jordanie, Liban et Syrie (78 p.c. du P.I.B. de la région).*Asie du Sud* : Birmanie, Ceylan, Inde et Pakistan (100 p.c. du P.I.B. de la région).*Europe du Sud* : Chypre, Espagne, Grèce, Portugal, Turquie et Yougoslavie (100 p.c. du P.I.B. de la région).*Hémisphère occidental* : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Guatemala, Guyane, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République Dominicaine, Trinité et Tobago, Uruguay et Venezuela (99 p.c. du P.I.B. de la région).^p Provisoire.

des projets d'investissement pourrait être relativement faible ou instable et incertain. Les investissements pour l'éducation ou la formation de travailleurs, par exemple, ne donnent certainement pas de rendements rapides; ceux-ci doivent souvent être mesurés en décennies. L'installation et l'utilisation efficace de biens d'équipement nécessitent un personnel formé et expérimenté. Les dépenses d'investissement y relatives peuvent, avec le temps, donner un rendement économique élevé par rapport aux coûts. Cette stratégie de développement peut être tout à fait rationnelle en termes de transformations et de changements structurels, mais elle peut signifier qu'on doive attendre plusieurs années et même des décennies avant qu'un pays puisse assumer le service d'une dette extérieure importante sans restreindre délibérément et significativement ses efforts de développement. Ces difficultés ne devraient pas être utilisées pour réfuter une telle stratégie mais devraient, au contraire, plaider en faveur d'un financement extérieur imaginé en fonction de cette stratégie.

Le niveau des revenus dans beaucoup de pays en voie de développement est, en effet, si faible, disons moins de 300 dollars par habitant, qu'il est difficile de freiner la consommation — que ce soit en agissant sur les dépenses des particuliers en nourriture, habillement, etc. ou sur celles des gouvernements en prestations de services telles que soins de santé, enseignement ou logement — dans une mesure telle qu'une proportion suffisante des nouveaux revenus soit allouée au service de la dette. Une moyenne de taux d'épargne de l'ordre de 10 à 15 p.c. peut représenter un effort considérable nécessitant dans beaucoup de cas des taux d'épargne marginaux très élevés.

En outre, même lorsque l'allocation et l'utilisation générales des ressources du pays sont raisonnablement bonnes, et même lorsqu'une proportion relativement importante des revenus produits est « épargnée » (voir tableau X), des problèmes peuvent se poser pour transformer l'épargne dans la monnaie étrangère dans laquelle le service de la dette doit être assumé. Il est clair que les politiques des pays en voie de développement doivent être orientées vers l'exportation, mais l'élargissement de la gamme de produits exportables est un processus qui requiert généralement beaucoup de temps comparé aux exigences du service de la dette et qui nécessite parfois des changements profonds dans la structure sociale et économique. En outre, l'expansion des exportations dépend non seulement de la croissance de la demande dans les pays développés, mais aussi de l'accès commercial à leurs marchés. Dans ce domaine, les situations divergent fortement entre pays en voie de développement. Certains d'entre eux bénéficient de privilèges spéciaux, comme Cuba et les Philippines en avaient sur le marché des États-Unis et comme beaucoup de pays francophones en ont encore sur le marché français. D'autres souffrent de discriminations, si pas en tant que pays du moins parce que des restrictions spéciales sont imposées à l'importation de leurs exportations traditionnelles ou nouvelles. En outre, ces relations commerciales sont sujettes à changements. Certains pays en voie de développement peuvent avoir la chance de découvrir des ressources pétrolières exploitables ou l'équi-

valent, mais ceci doit être considéré, dans la discussion générale du problème, comme étant l'exception.

Beaucoup de pays en voie de développement, pour différentes raisons tenant à la fois à eux et aux pays développés, n'ont pas été des centres importants d'attraction d'investissements directs privés dans l'agriculture ou dans les industries manufacturières. Dans certains pays en voie de développement, la méfiance et l'hostilité locales ont gêné les efforts pour encourager les investissements étrangers ou même altéré les dispositions favorables à la négociation de nouveaux prêts publics.

Nonobstant ces facteurs défavorables, on peut penser que la capacité d'un pays emprunteur d'assurer le service de sa dette augmentera régulièrement, aussi longtemps qu'il emprunte à des fins productives. Le paradoxe selon lequel la capacité d'assurer le service de la dette serait limitée, même dans une économie en croissance, à une date déterminée dans le futur, se base sur le concours d'un ensemble de facteurs supplémentaires :

1) Une partie, même réduite, de la dette contractée n'aurait pas servi à accroître, directement ou indirectement, la capacité de production, mais aurait simplement entraîné une augmentation de la consommation;

2) Une partie même réduite de la dette aurait été contractée pour le financement de dépenses dont les avantages pour l'économie sont relativement faibles ou très différés dans le temps;

3) Les fonds empruntés auraient accru le stock en capital de l'économie, mais celui-ci aurait été insuffisamment entretenu ou utilisé régulièrement en dessous de sa capacité;

4) Les avantages de l'investissement par l'emprunt extérieur auraient été compensés par des facteurs spéciaux, par exemple des sorties de capitaux;

5) Le coût, non apparent, de l'équipement acheté avec les fonds empruntés à l'extérieur aurait été très élevé et le rendement de l'investissement très inférieur à celui qui paraissait vraisemblable;

6) Le taux marginal de rendement des investissements aurait été, pour l'économie prise dans son ensemble, inférieur pendant une certaine période au coût de l'emprunt extérieur. Dès lors, bien que le rendement des investissements financés au moyen de fonds empruntés à l'extérieur ait été plus élevé que le coût de l'intérêt, et de tels investissements seraient attrayants et souhaitables, la capacité de l'économie d'assurer le service de la dette aurait été diminuée par le faible taux de rendement d'autres investissements, pendant la période où ce service devait être assuré;

7) L'augmentation des dépenses publiques à des fins autres que l'investissement aurait dépassé celle qui était justifiée par la croissance de l'économie, diminuant ainsi la capacité de celle-ci de secréter les épargnes nécessaires pour faire face à la dette extérieure. Cas analogue, l'apparition d'une situation infla-

tionniste aurait modifié considérablement la capacité de mobiliser les épargnes pour le service de la dette extérieure, soit par les entreprises, soit par les ménages, soit par le Gouvernement;

8) Des difficultés imprévues rencontrées, en sus des difficultés usuelles mentionnées ci-avant, pour accroître les recettes en monnaies étrangères. Une modification marquée des termes de l'échange, par rapport aux prévisions initiales, s'apparente étroitement à de telles difficultés.

Le facteur sans doute le plus important est la possibilité d'obtenir des capitaux nouveaux à des conditions acceptables en vue d'amortir les dettes précédentes. Aussi longtemps que des capitaux nouveaux sont disponibles pour amortir les dettes et financer les accroissements du stock de capital, l'amortissement comme tel ne devrait pas présenter de difficultés. Si les entrées de capitaux ne font que compenser l'amortissement et n'ajoutent rien au stock de capital des pays en voie de développement, elles seront probablement insuffisantes ⁽¹⁾. Dans un pays en voie de développement, il est nécessaire, pour réaliser une croissance économique suffisante, d'augmenter le stock de capital de manière substantielle et assez régulière dans le temps. Ce n'est pas facile lorsque le revenu par habitant est faible. Des apports de l'extérieur peuvent donc apporter et apportent effectivement une différence appréciable dans la détermination du taux possible d'accumulation de capital. Au cours des années récentes, les ressources extérieures ont financé en moyenne 15 à 20 p.c. de l'investissement total dans les pays en voie de développement. En outre, dans la plupart de ceux-ci, il y a actuellement une capacité d'absorption de capitaux extérieurs bien supérieure à ce qui est disponible — de l'ordre de 7 milliards de dollars supplémentaires par an pour l'ensemble des pays en voie de développement. Dès lors, les besoins de ressources extérieures peuvent être considérés comme couvrant les remboursements de dettes (entretien du stock de capital intérieur) et l'augmentation du stock de capital. Lorsque l'on tient compte du déficit en ressources intérieures de même que de celui, fréquent, en apports extérieurs, la nécessité de rembourser le capital (ainsi que l'intérêt) se présente dans une perspective différente. Il devient plus clair alors que le service de la dette peut devoir être assumé aux dépens de l'accumulation de capital, à moins qu'existe quelque mécanisme par lequel les « épargnes » intérieures peuvent s'accroître substantiellement et être dirigées vers le financement d'investissements.

Aussi longtemps que l'économie mondiale est en expansion, que les exportations des pays en voie de développement ont accès à des marchés plus larges, que les termes de l'échange ne subissent pas de détérioration notable et que les apports de capitaux nouveaux aux pays en voie de développement égalent le remboursement en capital, le paiement des intérêts devrait normalement être faisable, mais aux dépens de la croissance, jusqu'au moment où les apports

⁽¹⁾ On évite, bien entendu, une diminution du stock de capital et, par conséquent, on réalise un objectif positif important.

de capitaux plus les épargnes intérieures disponibles égaleront les besoins du financement des investissements nécessaires et productifs. Jusqu'à cette date, le problème de la dette extérieure peut être confondu avec celui de l'aide internationale au développement.

Le créancier du secteur public peut souhaiter voir la charge du service de la dette se réduire afin de diminuer les pressions dont il sera l'objet pour effectuer de nouveaux apports de fonds. Il peut aussi considérer la renégociation de la dette comme faisant partie de son aide publique au développement et être disposé à négocier de nouveaux accords assez généreux. Il est cependant probable qu'il insistera pour que ces nouveaux accords soient accompagnés de déclarations ou d'arrangements précis quant à la politique économique à suivre par le pays débiteur dans le cadre de son programme de développement et qu'il recherchera un mécanisme de contrôle international de ces déclarations ou arrangements. Il est peu probable que le pays créancier désire encourager les débiteurs à croire qu'un traitement généreux attend les pays qui font des efforts insuffisants pour augmenter les épargnes intérieures, réaliser une allocation et une utilisation raisonnablement satisfaisantes des ressources disponibles parmi des besoins prioritaires, augmenter leurs exportations et encourager les investissements étrangers. Sur la base de l'expérience passée, le créancier peut considérer certains nouveaux accords peu pratiques comme, par exemple, la remise d'une dette, bien qu'une telle possibilité ne puisse être tout à fait exclue. L'institution ou le pays créancier seront influencés, au moins en partie, par l'incidence qu'aura un arrangement quelconque sur leur capacité de fournir à l'avenir une aide au développement à d'autres pays.

On pourrait probablement trouver dans toutes les zones géographiques et dans des pays qui présentent des caractéristiques très différentes quant à la population, le taux de croissance par habitant, le niveau des revenus et le degré d'industrialisation, des débiteurs qui ne seront pas en mesure d'assurer le service de leur dette dans cette décennie sans réduire les investissements jugés souhaitables à la fois par eux-mêmes et par la communauté internationale. Ainsi, des pays à grande population comme l'Inde, le Pakistan ou l'Indonésie, bien qu'ils aient une dette extérieure peu élevée par habitant, peuvent, en raison d'autres facteurs, comme le faible revenu par habitant, la difficulté d'accroître suffisamment les épargnes et les exportations, rencontrer plus de difficultés dans le service de leur dette extérieure qu'un pays à petite population et à dette par habitant relativement importante comme le Chili. Des pays à faible produit intérieur brut par habitant doivent être prudents quant à leur endettement extérieur. L'existence ou les perspectives d'un coefficient de service de la dette relativement élevé combiné à un P.N.B. par habitant relativement bas doivent être considérées comme un signal de danger. Citons comme exemples : le Ghana, la Corée, la Tunisie, l'Inde, le Dahomey, l'Indonésie, le Pakistan, la Guinée, le Mali et l'Afghanistan. De même, un coefficient dette extérieure/P.N.B. élevé doit être surveillé étroitement surtout si à nouveau le P.N.B. est relativement bas. Cependant, même des pays avec un coefficient de service de la dette faible pour-

raient rencontrer des difficultés si la progression future de leurs exportations était insuffisante. En outre, l'héritage d'une structure de la dette très défavorable (associée peut-être avec des réserves très basses) peut entraîner des difficultés même avec de bons résultats à l'exportation et un encours de dette extérieure peu important. L'héritage d'un service de la dette élevé peut entraîner des difficultés, même si le pays est favorisé par des entrées de capitaux importantes, finançant effectivement le service de la dette. Le pays est en effet à la merci des nombreuses vicissitudes qui affectent les apports de capitaux. Une réduction soudaine de ceux-ci ne diminue pas la charge du service de la dette qui, pour être assumée, peut nécessiter une réduction des importations aux dépens peut-être de l'effort de développement.

Un rapport entre le service de la dette et les recettes d'exportation élevé ou prévu comme tel est un indice bien connu (et auquel on a fréquemment recours) de difficultés possibles. Il peut être compensé par d'autres facteurs tels que des apports de capitaux importants, mais, comme on l'a noté ci-dessus, le pays emprunteur est alors exposé à des diminutions de ces apports. En pratique, des pays avec des programmes de développement dynamiques comme la Corée et Taïwan ou avec des besoins de reconstruction comme l'Indonésie, peuvent voir leurs besoins en apports de capitaux croître constamment, au risque d'une vulnérabilité accrue qui pourrait mettre en danger les efforts de développement. (L'auteur a toujours craint que l'acquisition prématurée de l'indépendance ou de la quasi-indépendance à l'égard des transferts financiers nets de l'étranger signifie l'existence de restrictions non souhaitables au développement plutôt que l'aboutissement d'un processus de développement. Cette interprétation peut valoir pour certains pays de l'Amérique latine.)

En bref, si on laisse de côté les conditions financières auxquelles la dette a été contractée, la capacité d'en assurer le service dépend d'un grand nombre de facteurs, qui, en plus de ceux déjà mentionnés, comprennent la nécessité de transférer les revenus de divers types d'investissements privés directs et le maintien d'un niveau suffisant de réserves, y compris les D.T.S. ou au moins des droits de tirage suffisants dans la tranche de crédit au Fonds Monétaire International.

En plus de ces facteurs économiques, la capacité d'un pays d'assurer le service de la dette extérieure est influencée par les conditions financières de la dette. Elles affectent le montant du service à assurer et sa répartition dans le temps; c'est mesurés à ces exigences que les facteurs économiques prennent leur importance. On a déjà mentionné ci-avant dans les différents tableaux de cet article la diversité des conditions financières de la dette entre pays en voie de développement. On a souligné, en particulier, qu'une structure de la dette relativement favorable, comme celle de l'Inde, ne signifie pas que le service de la dette pourra être assuré sans difficultés. En outre, les tendances sont plus importantes que les situations actuelles. Par exemple, des coefficients de service de la dette faibles mais en augmentation peuvent augurer de difficultés pour l'avenir, avant même que ces coefficients ne deviennent élevés. En somme,

dans l'analyse du problème de la dette extérieure d'un pays, il y a un certain nombre de facteurs économiques, tels que des exportations en progression rapide et des apports de capitaux importants, et un certain nombre de facteurs financiers tels qu'une structure de dette favorable, qui permettent de présumer que le service de la dette extérieure peut être assuré sans gêner le développement. Toutefois, aussi longtemps que le pays reste dans la catégorie « en voie de développement » avec un produit national relativement bas, un problème de dette peut toujours apparaître.

Le risque de difficultés dans le financement des dettes extérieures anciennes et nouvelles serait fortement réduit si les pays débiteurs pouvaient compter sur de nouveaux apports de capitaux et à des conditions favorables, telles que celles qui sont recommandées pour l'aide publique au développement par la Commission Pearson, c'est-à-dire un taux d'intérêt ne dépassant pas 2 p.c., des échéances allant de 25 à 40 ans avec un délai de grâce de 7 à 10 ans. Bien que moins favorable pour les pays emprunteurs, l'application des conditions C.A.D. mises au point initialement en 1965 et complétées en 1969, serait également utile ⁽¹⁾.

On peut estimer que la méthode d'examen du problème de la dette extérieure suggérée est trop large, c'est-à-dire qu'elle peut sembler considérer tous les pays en voie de développement comme des cas possibles de difficultés dans le domaine de la dette. Cependant, les critères utilisés, s'ils étaient appliqués aujourd'hui sur la base de ce que nous savons des conditions actuelles, ne feraient apparaître sous cette catégorie qu'une petite minorité de pays en voie de développement, comprenant toutefois plusieurs des plus importants. Cette catégorie ne comprendrait pas les pays producteurs de pétrole, dont le nombre semble croître constamment, et qui pourraient compter, à l'avenir, des pays du sud-est asiatique aussi bien que d'autres pays en Afrique et en Amérique latine. Elle ne comprendrait pas des pays qui peuvent compter avec une certitude raisonnable sur des apports de capitaux substantiels, par exemple, lorsque des institutions multilatérales fournissent une part très substantielle des apports totaux de capitaux ou que le pays est de nature à attirer les investisseurs étrangers. Elle ne comprendrait pas des pays tels que l'Indonésie vu que des accords globaux récents permettent à ce pays d'éviter des problèmes de dette extérieure, au moins au cours de cette décennie. Elle ne comprendrait pas non plus des pays comme certains en Amérique latine qui semblent être parvenus à une meilleure gestion de leur dette extérieure, ni d'ailleurs beaucoup de pays

⁽¹⁾ Les conditions C.A.D. sont assez compliquées, avec des définitions précises de termes tels que « aide publique au développement ». Elles offrent aux créanciers la possibilité de diverses combinaisons de dons et prêts, en variant les conditions de ces derniers de manière à répondre au plan type. Elles sont essentiellement basées sur le critère de la proportion des dons. Les examens annuels faits par le président du C.A.D., en particulier ceux des années 1966 à 1970, sont recommandés à ceux qui désirent obtenir une description plus détaillée des différentes « voies » par lesquelles les pays membres peuvent atteindre les objectifs C.A.D. convenus ainsi que de la mesure dans laquelle ils les ont atteints en pratique.

d'Afrique, particulièrement en Afrique francophone, qui bénéficient d'une aide publique au développement fournie par la France et d'autres pays, principalement sous la forme de dons. La situation de ce dernier groupe de pays dépendra surtout des conditions dans lesquelles ils continueront à recevoir de l'aide. Beaucoup de pays, en outre, ont encore une faible capacité d'absorption pour les transferts extérieurs et une structure de dette favorable. D'autres, comme l'Espagne, sont en train de passer au stade du « développement », avec la possibilité d'accroître les épargnes et de diversifier aussi bien que d'augmenter les exportations, ce qui est engageant pour leur capacité future d'assurer le service de la dette. Certains pays, même dans cette catégorie, peuvent éprouver certaines difficultés mais, s'il en était ainsi, un seul réaménagement de leur dette ancienne suffirait probablement. D'autres pays, qui ne figurent pas dans ces catégories, pourront peut-être éviter d'en arriver à devoir freiner leur développement pour satisfaire aux exigences du service de la dette extérieure, parce qu'ils réussiront à améliorer leurs résultats économiques plus qu'on ne peut l'espérer raisonnablement maintenant, spécialement dans des secteurs importants du point de vue du service de la dette, c'est-à-dire en augmentant les recettes d'exportations et en améliorant la mobilisation des épargnes intérieures. Le succès d'accords sur les matières premières pourrait être important pour certains pays.

Avant de terminer la discussion sur les types de situations que l'on pourrait rencontrer dans les pays qui auront ou qui éviteront les difficultés du service de leur dette au cours de cette décennie, il convient de dire quelques mots sur la distinction à faire entre la capacité d'émettre sur le marché des capitaux et la possibilité de rencontrer des difficultés dans le service de la dette. L'éventualité de telles difficultés peut, évidemment, influencer défavorablement la capacité d'un pays à faire appel aux marchés de capitaux sur une base commerciale. Mais il faut néanmoins établir une nette distinction entre les deux situations. La capacité d'emprunter sur les marchés des capitaux est influencée par des facteurs spéciaux tels que l'ampleur d'une émission donnée, le taux d'intérêt ou de rendement, la façon dont le débiteur a, par le passé, fait face à ses engagements et la probabilité que le service de cet emprunt obligatoire particulier soit assurée. La prime de risque se reflète déjà dans le taux d'intérêt ou de rendement et l'acheteur d'une obligation peut croire que les engagements seront respectés, même si des difficultés de balance générale des paiements se présentent. Des pays en voie de développement empruntent en fait sur les marchés internationaux d'obligations. Entre 1965 et 1970, de telles émissions ont atteint plus de 2 milliards de dollars, se décomposant comme suit :

	<i>(millions de dollars E.U.)</i>
1965	282,1
1966	330,0
1967	536,2
1968	640,4
1969	465,3
1970 <i>p</i>	87,0

L'Argentine, l'Espagne, Israël et le Mexique ont été les principaux emprunteurs, mais parmi les autres figurent les pays suivants :

Algérie	Malaisie
Antilles néerlandaises	Nicaragua
Bahamas	Panama
Brésil	Pérou
Colombie	Philippines
Communauté Africaine de l'Est	Portugal
Côte-d'Ivoire	République Dominicaine
Gabon	République Malgache
Grèce	Sénégal
Iran	Thaïlande
Jamaïque	Trinité et Tobago
Libéria	Venezuela

Institutions et pays créanciers.

Ainsi qu'il a été dit au début de cet article, celui-ci n'ambitionne pas d'offrir de « solutions » aux problèmes du service de la dette extérieure, mais plutôt de fournir la toile de fond nécessaire à l'étude de ces problèmes et à la recherche des solutions possibles. Dans ce but, il convient de s'étendre un peu plus sur les institutions et pays créanciers.

Tableau XII.

Estimation de l'encours de la dette extérieure brute accordée ou garantie par le secteur public à la fin de 1968 ¹

Source : Calculs faits sur la base de données rassemblées par la Banque Mondiale et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

	En millions de dollars E.U.		En pour cent du total	
Origine des emprunts :				
Obligations		2.322		4,8
Fournisseurs		5.755		11,8
Institutions financières		4.807		9,8
Organismes internationaux		8.978		18,5
dont : B.I.R.D.	5.934		12,2	
A.I.D.	1.895		3,9	
Gouvernements		22.088		45,4
dont : Etats-Unis	12.608		25,9	
Royaume-Uni	1.771		3,6	
France	1.105		2,2	
Allemagne	2.670		5,5	
Japon	1.003		2,0	
Italie	464		1,0	
Autres	2.468		5,0	
Gouvernements - Bloc de l'Est		4.720		9,7
Total ...		48.669		100,0

¹ Dette de 82 pays en voie de développement.

Les différents chiffres et tableaux donnés dans cet article sur les apports de fonds font ressortir l'importance de la dette gouvernementale, de même qu'ils indiquent la position relative des différents créanciers, l'importance des organismes multilatéraux, le rôle des crédits fournisseurs, etc. A la fin de 1968, les gouvernements et organismes du secteur public et les organismes internationaux détenaient 35,8 milliards de dollars sur un total de 48,7 milliards de dollars de dettes détenues ou garanties par le secteur public (voir tableau XII) ⁽¹⁾. Les gouvernements en détenaient à eux seuls 27 milliards de dollars. Les seconds créanciers par ordre d'importance sont les organismes internationaux, qui en détenaient 9 milliards de dollars à la fin de 1968. Dans cette catégorie, le groupe de la Banque Mondiale est prédominant; il se situe en importance directement après le gouvernement des Etats-Unis.

Les dettes envers le secteur privé (mais garanties par le secteur public) s'élevaient à 12,9 milliards de dollars, mais cette catégorie comprend des obligations, des crédits fournisseurs et des dettes envers des institutions financières. La plupart des crédits fournisseurs provenaient de firmes situées en dehors des Etats-Unis et jouissaient dans une certaine mesure d'une garantie officielle. Les crédits fournisseurs sont détenus par un éventail plus large de créanciers que les crédits gouvernementaux : ils ont été octroyés tant par de petits que par de grands pays industrialisés, qui ont une place importante dans le commerce mondial. La participation des gouvernements prend la forme d'interventions dans les systèmes d'assurance et de garantie, d'octroi de facilités de réescompte, de subsides d'intérêts, etc. Les institutions financières, qui sont en grande partie des banques, sont des créanciers presque aussi importants que les fournisseurs. Presque la moitié de la dette envers ces institutions est détenue par des intermédiaires financiers aux Etats-Unis et les débiteurs sont, pour une large part, localisés dans l'Hémisphère occidental. A la différence des prêts gouvernementaux, les paiements dans les cinq années à venir, par exemple, pour le service de prêts octroyés par des fournisseurs et des institutions financières représenteront probablement un montant égal à celui de la dette en cours. Aussi, bien qu'elles ne représentent qu'une faible part de la dette totale, ces dettes pèsent lourdement dans toute considération relative au problème de l'endettement extérieur ou à celui des aménagements que l'on peut apporter au service de la dette. On pourrait s'interroger sur les raisons qui ont poussé certains pays qui ont déjà connu ou qui risquent de connaître des difficultés à assurer le service de leur dette extérieure, à accepter de plus en plus de tels crédits. L'Examen 1970 fait par le président du C.A.D. (p. 57 du texte français) émet à ce sujet les considérations suivantes : « Mais il n'en est pas moins vrai qu'ils se trouvent acculés à recourir de façon excessive à ces crédits lorsque les pays donneurs ne peuvent leur offrir un volume suffisant de dons ou de prêts assortis de conditions libérales pour financer les importations de biens d'équipement jugées nécessaires pour soutenir les taux de croissance prévus. »

⁽¹⁾ Si l'on majore de quelque 25 p.c. les chiffres donnés au tableau XII, le résultat peut être considéré comme une première approximation de la situation en 1971.

Sept pays intervenaient pour plus de 90 p.c. dans l'aide publique bilatérale. ce sont : l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni (voir tableau XIII). Les Etats-Unis venaient de loin en tête en totalisant 50 p.c. de l'aide bilatérale totale. Les efforts des Etats-Unis ont été maintenus pendant une période de difficultés chroniques de la balance des paiements. Ils ont, par conséquent, été accompagnés de différentes mesures prises dans l'espoir d'en réduire les effets néfastes sur la balance des paiements. Ces mesures comprenaient l'obligation de rembourser les prêts officiels au développement en dollars plutôt qu'en monnaie locale, le relèvement des taux d'intérêt, l'obligation accrue de payer en dollars plutôt qu'en monnaie locale les produits agricoles américains, la liaison de l'aide et la réduction des dons. Les prêts liés ont aussi souvent été utilisés pour des raisons strictement commerciales. La plupart des prêts spécifiaient l'origine et la nature des marchandises pour lesquelles le produit de l'emprunt pouvait être utilisé et/ou la provenance des biens et services par pays. De tels prêts se sont à certains moments traduits par des importations plus coûteuses et par des importations auxquelles il n'aurait pas été procédé autrement.

Le caractère intergouvernemental des engagements des pays en voie de développement résultant du service de la dette extérieure entraîne certaines complications supplémentaires à la fois pour les créanciers et les débiteurs. Des gouvernements créanciers peuvent souvent avoir une attitude moins flexible que des créanciers privés. La publicité, les précédents, les aspects politiques intérieurs et internationaux, etc., jouent un rôle. Pour le pays débiteur, la solvabilité nationale tout entière, la fierté nationale, le prestige, la position internationale, etc., sont impliqués. Si l'on peut dans chaque cas aborder le problème d'une manière efficace et ordonnée, il n'en reste pas moins que tout nouvel accord relatif à des dettes anciennes entre gouvernements sera totalement différent d'une renégociation de contrat entre emprunteurs et prêteurs privés.

Méthodes d'analyse du problème de la dette extérieure.

Toute recherche de solutions adéquates ou de remèdes au problème de la dette extérieure doit passer par l'examen d'un certain nombre de dilemmes et de paradoxes. Par exemple, plus un gouvernement est fier de sa réputation internationale et de sa position financière, plus il mettra d'empressement à faire face à ses obligations et plus il sera prêt à consentir à des sacrifices dans ce but, même sur son programme de développement. D'autres pays peuvent être plus enclins à adopter une attitude détendue à l'égard des engagements relatifs à la dette extérieure. Quel pays devrait recevoir le traitement le plus favorable de la part de ses créanciers ? D'autres gouvernements, désireux de faire face à leurs responsabilités internationales, peuvent être arrivés au pouvoir principalement à cause de la mauvaise gestion économique de leurs prédécesseurs et avoir recueilli dès lors des engagements élevés au titre du service de la dette

Tableau XIII.

Comparaison

Les flux financiers aux pays moins dével.

Source : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Signes utilisés : () Estimations du secrétariat de l'O.C.D.E. — Nul ou négligeable. ... Non disponible.	Allemagne	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark
Total, secteur public et secteur privé, net (I + II + III)	2.045,5	232,1	80,7	257,3	364,1	151,0
Total du secteur public, net (I + II)	543,7	174,6	22,3	118,6	295,4	54,8
I. Aide publique au développement (ODA), nette (A+B)	595,0	174,6	15,5	116,1	245,2	54,3
A. Aide publique au développement bilatéral, nette (1 + 2)	474,9	158,2	6,9	88,5	160,2	30,8
1. Dons et contributions assimilables à des dons						
1.1 Dons	219,7	158,2	2,8	78,0	105,2	15,2
Au titre de la coopération technique	219,7	158,2	2,8	78,0	105,2	15,2
Aide alimentaire	148,8	10,1	2,3	44,9	30,6	10,4
Autres dons	33,6	14,3	0,5	3,7	51,8	1,6
1.2 Contributions assimilables à des dons	37,3	133,8	—	29,4	22,8	3,2
2. Prêts de développement et capital, nets	—	—	—	—	—	—
2.1 Prêts nouveaux de développement, nets	255,2	—	4,1	10,5	55,0	15,6
2.2 Réaménagement de la dette, net	241,6	—	3,2	7,9	55,0	15,8
2.3 Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux, nets	13,6	—	—	2,6	—	—
B. Contributions aux organismes multilatéraux (ODA), nettes (1 + 2 + 3)	120,1	16,4	8,6	27,6	85,0	23,4
1. Dons	38,8	4,9	2,7	3,1	27,5	19,5
1.1 Aux institutions des Nations Unies	19,7	3,8	2,4	3,1	27,2	18,8
1.2 A d'autres organismes	19,1	1,1	0,3	—	0,3	0,7
2. Souscriptions versées au Capital	81,3	11,5	5,9	24,5	57,5	3,9
2.1 BIRD	3,5	—	—	—	—	—
2.2 AID	36,4	3,0	5,4	13,6	56,2	3,7
2.3 FED	37,9	—	—	10,4	—	—
2.4 BID	—	—	—	—	—	—
2.5 B. as. D.	3,5	8,5	0,5	0,5	1,3	0,3
2.6 Autres	—	—	—	—	—	—
3. Prêts concessionnels, nets	—	—	—	—	—	—
II. Autres flux publics (OOF) nets (A + B)	- 51,3	—	6,8	2,5	50,2	0,5
A. Autres flux publics, bilatéraux, nets (1 + 2 + 3)	16,5	—	—	- 2,5	25,2	0,5
1. Crédits publics à l'exportation, nets	17,9	—	—	—	25,2	—
2. Réaménagement de la dette, net	- 16,2	—	—	- 2,5	—	—
3. Participations et autres éléments d'actifs bilatéraux, nets	14,8	—	—	—	—	0,5
B. Contributions aux organismes multilatéraux (OOF), nettes (1 + 2 + 3)	- 67,8	—	6,8	5,0	25,0	—
1. BIRD	- 67,8	—	1,0	5,0	25,0	—
2. BID	—	—	5,8	—	—	—
3. Autres	—	—	—	—	—	—
III. Apports du secteur privé, autres que les dons, nets (A + B)	1.501,8	57,5	58,4	138,7	68,7	96,2
A. Investissements et prêts du secteur privé, nets	1.265,5	55,6	2,8	38,7	65,0	—
1. Investissements directs, nets	234,7	53,1	2,8	19,7	71,0	—
Nouveaux investissements directs	133,9	...	2,8	8,8	51,0	—
Bénéfices réinvestis	100,8	...	—	10,9	20,0	—
2. Investissement de portefeuille et autres (bilatéral), net	669,6	2,5	—	19,0	12,0	—
3. Investissement de portefeuille multilatéral, net	361,2	—	—	—	- 18,0	—
B. Crédits privés à l'exportation, nets — total	236,3	1,9	55,7	100,0	3,7	96,2
1. Crédits à l'exportation garantis, nets ¹	244,4	1,9	55,7	100,0	3,7	96,2
1.1 Durée supérieure à 1 et ne dépassant pas 5 ans	139,2	- 0,9	...	10,7	1,9	8,3
1.2 Durée supérieure à 5 ans	105,2	2,8	...	89,3	1,7	87,9
2. Crédits à l'exportation non garantis	- 8,2	—	—	—	—	—
Dons accordés par les institutions privées ²	50,1	15,3	4,2	14,8	(26,0)	3,0
Pour mémoire :						
Apports bruts :						
Total du secteur public, brut	729,1	174,6	25,6	118,9	320,6	55,0
Aide publique au développement, brute	666,3	174,6	18,8	116,4	245,2	54,5
Prêts nouveaux de développement, bruts	312,9	—	6,5	8,2	55,0	16,1
Crédits publics à l'exportation, bruts	64,1	—	—	—	50,5	—
Réaménagement de la dette, ODA, brut	—	—	0,9	—	—	- 0,2
Réaménagement de la dette, OOF, brut	18,8	—	—	- 2,5	—	—
Crédits privés à l'exportation, bruts	1.003,4	4,9	96,1	153,2	18,1	110,0
Intérêts reçus sur l'aide publique au développement	71,3	—	(3,7)	0,3	0,4	0,4
Intérêts reçus sur les autres flux publics	16,9	—	—	—	12,6	—
Dépenses administratives	...	...	...	...	...	...

¹ Y compris la partie non garantie des crédits à l'exportation garantie.² Non compris dans les totaux.

extérieure. S'ils y font face, ce peut être au prix d'une politique intérieure de restriction qui menace l'existence même du gouvernement. Que doivent faire ces gouvernements et leurs créanciers? D'autres gouvernements peuvent être portés au pouvoir par une vague de xénophobie. Le service de la dette occupe une telle place dans la balance des paiements que les entrées brutes de capitaux semblent relativement peu importantes et inutiles. Il peut paraître politiquement plus facile de suspendre les paiements au titre de la dette que d'essayer de poursuivre des politiques favorables aux investissements étrangers. Que doivent faire les débiteurs et créanciers dans de telles circonstances? Certains crédits extérieurs n'ont de toute évidence pas été utilisés à des fins productives et à priorité élevée. Certains crédits ont été la résultante de pressions exercées par des fournisseurs naturellement soucieux de vendre, en particulier lorsque la plus grande part du risque était assurée à des conditions peu onéreuses. De même, il est sans doute de notoriété publique que la corruption de personnes en place explique en partie l'acceptation de certains crédits. Que doit faire le nouveau gouvernement (ou les nouveaux fonctionnaires) du pays débiteur? Plus compliquée encore est l'attitude à adopter lorsque des prêts de l'étranger ont été faits sur la base de jugements, partagés par le créancier et le débiteur, sur certaines stratégies de développement telles qu'un soutien exagéré de l'industrie aux dépens de l'agriculture ou certains investissements d'infrastructure excessifs, avec les déceptions qui en résultent, à la fois en ce qui concerne le taux de croissance intérieur et les améliorations de la balance des paiements? Le même raisonnement vaut pour les erreurs faites au sujet de l'efficacité de politiques de substitution d'importations? Que faire si les politiques des taux de change passées ont gêné la croissance des exportations; le nouveau gouvernement peut être disposé à adopter des taux de change réalistes, mais hérite la charge d'importantes dettes extérieures? En envisageant les solutions possibles, on peut considérer qu'en insistant pour que les engagements soient respectés, on favorise les efforts de mobilisation des épargnes et un usage plus efficace des ressources disponibles. D'autre part, de telles attitudes peuvent se traduire par un programme de développement plus réduit n'apportant pas de solution à des problèmes critiques tels que les déficiences du système financier, le chômage et l'analphabétisme. Ces situations, qui sont embarrassantes pour le débiteur comme pour le créancier, se rencontrent toutes dans la réalité.

Ces paradoxes et dilemmes militent contre des solutions « universelles » simplistes. Le problème de la dette extérieure devra probablement être examiné pays par pays, avec réalisme et d'une manière appropriée aux besoins et aux limites des débiteurs et créanciers impliqués. On pourrait aussi constater que toutes les dettes ne doivent pas être examinées et traitées de la même façon.

Voici *in fine* quelques commentaires qui nous ont paru utiles :

1) En premier lieu, se pencher sur le problème du service de la dette ne doit pas conduire à en exagérer l'importance. Le problème est sérieux pour de nombreux pays, et le deviendra probablement plus encore, mais il peut être traité avec succès par une collaboration internationale des créanciers et

des débiteurs, si l'on suppose la continuation d'un climat d'expansion du commerce mondial et des mouvements de capitaux.

2) Les apports de capitaux extérieurs dans les pays en voie de développement ont été salutaires, en dépit du problème du service de la dette qui s'est ensuivi. Bien que les pays en voie de développement financent eux-mêmes la plus grande part — et une part d'ailleurs croissante — de leurs investissements, ils auraient réalisé des taux de croissance plus faibles et les tensions créées par le processus de développement auraient été plus grandes sans les apports de fonds de l'étranger.

3) Néanmoins, les pays débiteurs sont de plus en plus vulnérables aux fluctuations des recettes d'exportations et des apports financiers. Les implications de cette situation sont renforcées par le fait que les dettes extérieures sont très largement gouvernementales — bilatérales et multilatérales — et que les nouveaux apports de capitaux seront, probablement aussi, principalement d'origine gouvernementale. Donc, le problème de la dette extérieure ne peut être résolu que par des actions, au niveau gouvernemental, des créanciers et des débiteurs. Qu'elles se fassent par une augmentation des prêts, l'amélioration de leurs conditions, l'étalement de l'amortissement et/ou des intérêts, des dispositions particulières pour le service d'intérêts sur les paiements ajournés, l'acceptation de paiements en monnaie locale, des dispositions prévoyant l'utilisation de monnaies locales déterminées, etc., elles peuvent être décidées cas par cas et, en pratique, différentes combinaisons peuvent être utilisées.

4) Les pays créanciers et débiteurs souhaitent peut-être qu'il soit décidé que le caractère général du problème requière non seulement qu'on le traite d'une manière multilatérale coordonnée, comme le font différents consortiums et groupes consultatifs, mais aussi que l'on adopte des normes acceptées internationalement comme base commune pour la solution de cas individuels. Ces normes seraient fondées sur le principe que tout aménagement à des engagements financiers internationaux nécessite une justification et des garanties spéciales.

Comme exemple de principes généraux qui pourraient être retenus comme normes, on mentionnera :

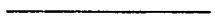
a) tout nouvel accord sera gouverné par le désir de contribuer à la réalisation de programmes et de politiques de développement solides : des pays qui ont suivi une politique économique relativement peu satisfaisante ou qui ont fait un mauvais usage des fonds empruntés devront indiquer, d'une manière assez concrète, comment ils se proposent d'améliorer leur gestion économique et de retirer suffisamment de bénéfices des nouveaux accords financiers. On pourrait ainsi éviter que des pays qui ont fait les plus grands efforts de développement et qui ont eu un sens plus élevé de leurs responsabilités internationales soient pénalisés. Les intérêts de la communauté internationale de développement tout entière seraient aussi pris en considération lors de la conclusion d'accords avec des pays pris individuellement ou lors de l'examen des dettes envers une institution créancière déterminée;

b) les conditions de tout nouvel accord devront être adaptées à la situation et aux perspectives de chaque débiteur pris individuellement, dans le cadre d'une attitude concertée à l'égard des politiques de développement futures;

c) la mise en œuvre de tout nouvel accord ou arrangement devra être surveillée sur un plan international;

d) les conditions et modalités d'un *nouvel* emprunt devront être telles qu'elles contribueront à faciliter des arrangements relatifs aux dettes anciennes.

Le développement de directives générales de ce genre, si on les juge nécessaires et utiles, et leur application à des situations individuelles, font partie des efforts de recherche que l'on doit faire pour apporter une solution aux problèmes de la dette extérieure. Il faut espérer que d'autres études ainsi que des discussions et négociations internationales aboutiront à dégager une vue internationale adéquate de ce problème.



**DISPOSITIONS ANNONCEES LE 21 AOUT 1971
PAR LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
POUR L'APPLICATION DES DECISIONS PRISES
PAR LE GOUVERNEMENT BELGE ET DE L'ACCORD CONCLU
AVEC LES GOUVERNEMENTS DU LUXEMBOURG
ET DES PAYS-BAS EN MATIERE MONETAIRE**

Le marché des changes sera ouvert à Bruxelles à dater du lundi 23 août 1971. Les cours de change seront arrêtés conformément au règlement du marché des changes de la Bourse de Bruxelles par les banquiers réunis en Chambre de Compensation.

Les cours du florin continueront à s'établir sur la base de la parité avec le franc belge et à être contenus dans les limites de 1,5 p.c. de part et d'autre de cette parité.

Les limites de fluctuation des cours des autres monnaies sont suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Rien n'est modifié aux règlements régissant le fonctionnement du double marché des changes.

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numeros des tableaux		Numeros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Tableau général	VIII - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Exportation selon la nature des produits	VIII - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché	I - 3	3. Importation selon l'usage des produits	VIII - 3
4. Affectation du produit national :		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
a) Estimations à prix courants	I - 4a	b) Indices du volume	VIII - 4b
b) Indices des estimations aux prix de 1963	I - 4b	5. Orientation géographique	VIII - 5
II. — Emploi et chômage.		IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.	
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers)	II - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Demandes et offres d'emploi	II - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
III. — Agriculture et pêche.		3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
1. Production agricole	III - 1	X. — Marché des changes.	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	X - 1
IV. — Industrie.		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E.	X - 2
1. Indices généraux de la production industrielle	IV - 1	XI. — Finances publiques.	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs)	IV - 2	1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
3. Energie	IV - 3	2. Impasse de trésorerie et son financement	XI - 2
4. Métallurgie	IV - 4	3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture	XI - 3
5. Construction	IV - 5	4. Recettes fiscales (par exercice)	XI - 4
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
V. — Services.		6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
1. Transports :		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
a) Activité de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967	XII - 1a
b) Navigation maritime	V - 1b	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968	XII - 1b
c) Navigation intérieure	V - 1c	2. Mouvements des créances et des dettes en 1968 ...	XII - 2
2. Tourisme	V - 2	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1967 (totaux sectoriels)	XII - 3a
3. Commerce intérieur :		b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1968 (totaux sectoriels)	XII - 3b
a) Indices des ventes	V - 3a	4. Mouvements des créances et des dettes en 1968 (totaux sectoriels)	XII - 4
b) Ventes à tempérament	V - 3b	XIII. — Organismes monétaires.	
VI. — Revenus.		1. Bilans intégrés des organismes monétaires	XIII - 1
1. Rémunérations des ouvriers	VI - 1	2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie	VI - 2	a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels)	XIII - 2a
VII. — Prix et indices des prix.		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
1. Prix de gros mondiaux	VII - 1	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
2. Indices des prix de gros mondiaux	VII - 2	d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
4. Indices des prix à la consommation en Belgique ...	VII - 4	4. Stock monétaire	XIII - 4
		5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
		— Destination économique apparente	XIII - 6
		— Forme et localisation	XIII - 7
		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires	XIV - 10

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises disponibles à l'intérieur du pays

XV

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme .	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public	XVI - 4

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers.

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Activité des chambres de compensation	XVIII - 3
4. Plafonds de Réescompte et de Visa des Banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 4

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit.	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank (ancienne et nouvelle présentation)	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques :

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II - 2
Résultats des enquêtes de la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix de détail et des prix à la consommation en Belgique	VII - 4
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII -
Recettes fiscales sans distinction d'exercice	XI - 6
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux (Rapports des flux aux stocks)	XIII - 13
CGER — Mouvements des dépôts	XIV - 5a
Indices des cours des actions au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

A.M.E.	Accord Monétaire Européen.
B.C.C.B.R.U.	Banque Centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
B.I.R.D.	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.	Bureau International du Travail.
B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.	Banque des Règlements Internationaux.
C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.	Communauté Economique Européenne.
CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
D.U.L.B.E.A.	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.	Food and Agricultural Organization.
FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.I.B.	Fédération des Industries Belges.
F.M.I.	Fonds Monétaire International.
I.N.S.	Institut National de Statistique.
I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
O.N.D.	Office National du Ducroire.
ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
R.V.A.	Régie des Voies Aériennes.
SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
S.N.C.Y.	Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.
S.N.D.E.	Société Nationale des Distributions d'Eau.
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
U.E.P.	Union Européenne de Paiements.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
(e)	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 4 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969
				(à fin d'année)			
Population totale	9.328	9.428	9.499	9.556	9.606	9.632	9.660
Population en âge de travailler (15 à 65 ans)	5.948	5.996	6.022	6.039	6.058	6.071	6.088
dont : Hommes	2.950	2.984	2.998	3.007	3.017	3.023	3.032
Femmes	2.998	3.012	3.024	3.032	3.041	3.048	3.056
				(estimations à fin juin)			
Population active ¹ :	3.611	3.652	3.672	3.691	3.698	3.715	3.761
dont : Agriculture	263	249	230	216	209	201	191
Industries extractives	100	102	94	83	74	67	60
Industries manufacturières	1.232	1.258	1.256	1.253	1.220	1.202	1.236
Bâtiments et construction	285	290	293	296	304	304	307
Transports	259	262	263	266	263	268	272
Commerce, banques, assurances et services	1.352	1.379	1.412	1.452	1.483	1.510	1.554
Chômeurs complets ²	62	55	63	67	92	110	88
Ouvriers frontaliers	58	57	61	58	53	53	53

¹ Non compris les forces armées.

² Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Rémunération des salariés ¹ :						
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	210,9	230,1	255,9	269,7	285,8	321,1
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	16,6	18,4	19,8	20,8	22,5	23,9
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale	43,1	49,8	52,6	59,0	62,9	68,6
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	82,5	92,9	104,1	113,9	121,5	132,2
e) Corrections et compléments	19,4	21,1	19,2	18,6	20,2	23,1
<i>Total ...</i>	<i>372,5</i>	<i>412,3</i>	<i>451,6</i>	<i>482,0</i>	<i>512,9</i>	<i>568,9</i>
2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés des personnes :						
a) Agriculture, horticulture et sylviculture ¹ ...	29,1	31,2	28,8	29,4	32,3	36,1
b) Professions libérales ¹	16,7	22,0	24,2	25,5	27,8	29,8
c) Commerçants et artisans indépendants ¹ ...	100,8	104,9	110,2	114,4	118,8	122,6
d) Revenu des sociétés de personnes ²	8,3	8,6	8,2	8,3	8,5	9,7
e) Ajustement statistique	-0,9	0,2	-0,1	...	-1,0	-0,7
<i>Total ...</i>	<i>154,0</i>	<i>166,9</i>	<i>171,3</i>	<i>177,6</i>	<i>186,4</i>	<i>197,5</i>
3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :						
a) Intérêts	28,5	31,3	34,5	38,2	41,5	49,3
b) Loyers (réellement perçus ou imputés)	32,5	34,2	37,0	38,2	39,7	41,0
c) Dividendes, tantièmes, dons	15,0	17,0	18,3	18,6	22,0	27,7
<i>Total ...</i>	<i>76,0</i>	<i>82,5</i>	<i>89,8</i>	<i>95,0</i>	<i>103,2</i>	<i>118,0</i>
4. Bénéfices non distribués des sociétés ²	16,7	17,0	11,9	16,3	18,8	24,3
5. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	14,1	17,0	18,1	18,8	21,0	26,4
6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat	6,8	5,3	4,3	7,1	5,8	6,0
7. Intérêt de la dette publique	-22,5	-24,3	-26,1	-29,0	-31,8	-37,7
Revenu national net au coût des facteurs	617,6	676,7	720,9	767,8	816,3	903,4
8. Amortissements	74,3	80,0	86,4	92,6	98,1	106,9
Revenu national brut au coût des facteurs	691,9	756,7	807,3	860,4	914,4	1.010,3
9. Impôts indirects	94,1	101,9	119,2	130,3	137,9	152,4
10. Subventions	-7,7	-9,7	-12,3	-12,7	-15,4	-18,8
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	914,2	978,0	1.036,9	1.143,9

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTEE, AUX PRIX DU MARCHE,
PAR BRANCHE D'ACTIVITE**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

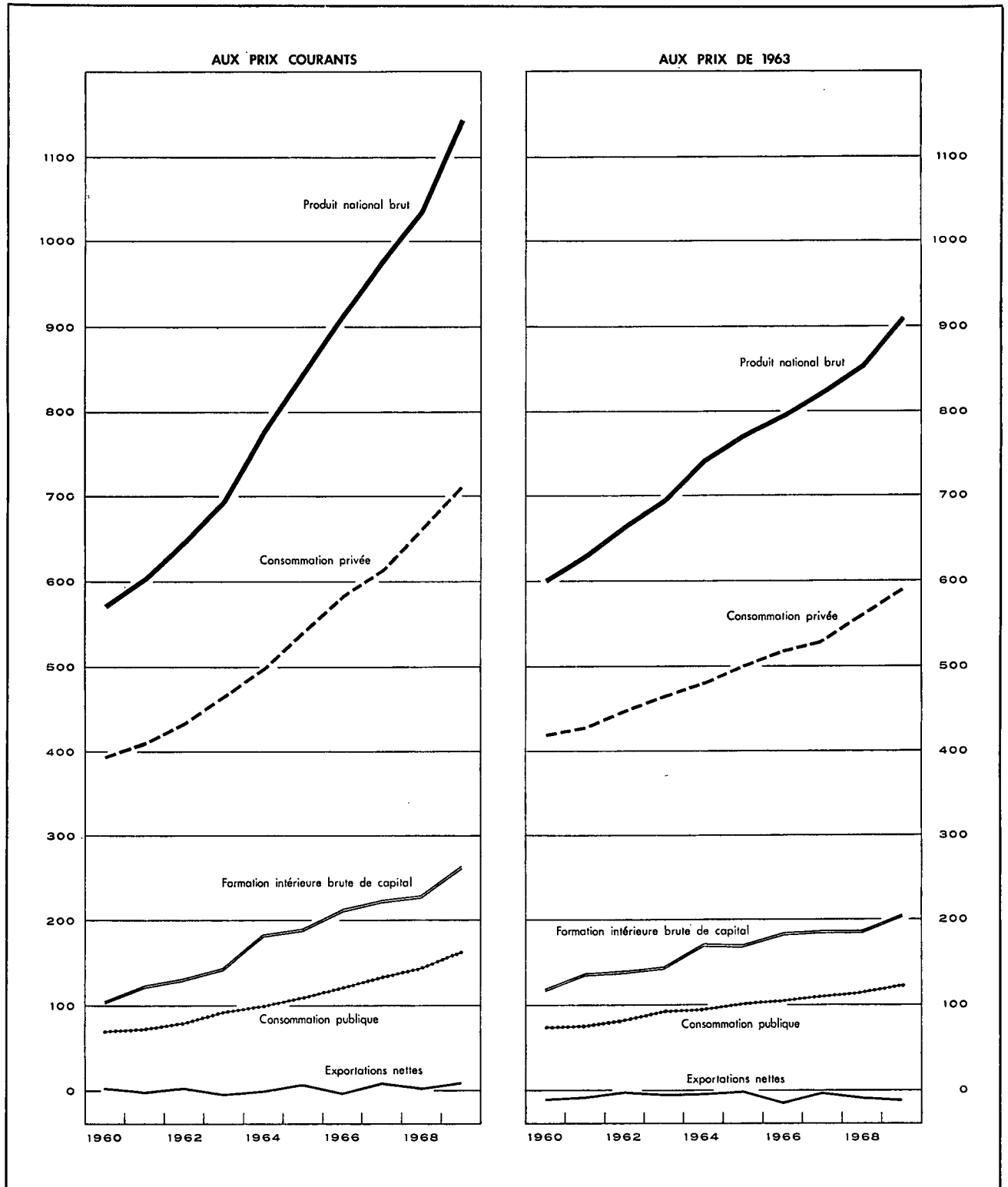
	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,0	45,4	43,5	44,7	48,1	52,7
2. Industries extractives	16,5	15,2	13,2	12,2	11,2	11,0
3. Industries manufacturières :						
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	46,7	49,5	53,5	58,8	64,4	68,5
b) Textiles	21,3	21,1	24,0	22,3	24,0	26,4
c) Vêtements et chaussures	10,7	11,7	12,5	12,6	12,5	14,0
d) Bois et meubles	10,6	11,3	13,0	13,9	14,9	16,2
e) Papier, impression, édition	12,5	13,3	14,8	15,9	17,0	19,6
f) Industrie chimique et activités connexes ...	19,7	21,0	22,5	23,4	27,2	29,4
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	14,7	14,8	15,5	16,5	16,9	18,2
h) Fer, acier et métaux non ferreux	21,5	23,0	23,7	25,1	26,8	30,8
i) Fabrications métalliques et constructions navales	62,4	68,5	72,9	74,0	75,9	90,1
j) Industries non dénommées ailleurs	20,4	22,2	25,8	27,8	30,7	34,6
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>240,5</i>	<i>256,4</i>	<i>273,2</i>	<i>290,3</i>	<i>310,3</i>	<i>347,8</i>
4. Construction	54,4	57,9	62,5	69,0	66,9	73,0
5. Electricité, gaz et eau	16,7	18,3	20,7	22,5	25,3	28,6
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :						
a) Commerce	128,3	142,9	158,4	172,1	181,3	199,2
b) Services financiers et assurances	21,8	24,0	27,1	30,1	33,4	38,3
c) Immeubles d'habitation	42,8	45,7	49,7	51,6	53,5	55,8
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>192,9</i>	<i>212,6</i>	<i>235,2</i>	<i>253,8</i>	<i>268,2</i>	<i>293,3</i>
7. Transports et communications	53,2	57,8	63,6	67,6	76,1	83,1
8. Services	161,2	183,9	200,2	218,0	234,6	256,4
9. Corrections	- 5,0	- 5,4	- 9,7	- 7,5	-11,9	- 9,5
Produit intérieur brut aux prix du marché	773,4	842,1	907,3	970,5	1.028,8	1.136,4
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	4,9	6,8	6,8	7,4	8,1	7,5
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	914,2	978,0	1.036,9	1.143,9

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Consommation privée :						
a) Produits alimentaires	127,7	138,2	146,9	154,1	160,5	171,9
b) Boissons et tabacs	36,1	39,1	40,5	44,3	47,3	49,9
c) Vêtements et autres effets personnels	47,6	51,1	54,4	54,8	58,6	65,3
d) Loyers, taxes, eau	53,3	57,0	61,6	64,3	66,9	69,9
e) Chauffage et éclairage	24,8	27,6	28,2	29,9	33,1	35,0
f) Articles ménagers durables	44,5	48,3	51,8	52,7	58,0	65,8
g) Entretien de la maison	23,4	25,7	27,7	29,8	32,4	34,9
h) Soins personnels et hygiène	30,4	38,0	42,2	45,7	51,4	55,3
i) Transports et communications	47,6	51,8	57,3	61,2	67,0	73,8
j) Loisirs	41,2	44,4	47,3	51,6	54,6	59,6
k) Autres dépenses et ajustement statistique ...	20,3	19,7	24,7	24,1	30,9	30,1
<i>Total ...</i>	<i>406,9</i>	<i>540,9</i>	<i>582,6</i>	<i>612,5</i>	<i>660,7</i>	<i>711,5</i>
2. Consommation publique :						
a) Rémunérations et pensions	67,4	77,1	86,1	94,1	100,9	111,6
b) Biens et services	26,2	27,1	28,4	31,7	35,1	41,3
c) Loyer net imputé ou payé	3,8	4,3	4,5	5,2	5,8	6,2
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	1,5	1,7	1,9	2,1	2,2	2,5
<i>Total ...</i>	<i>98,9</i>	<i>110,2</i>	<i>120,9</i>	<i>133,1</i>	<i>144,0</i>	<i>161,6</i>
3. Formation intérieure brute de capital :						
a) Agriculture, sylviculture et pêche	4,9	5,3	6,0	5,7	6,4	6,8
b) Industries extractives	2,0	2,0	1,7	1,6	1,9	2,0
c) Industries manufacturières	40,7	46,3	54,3	54,0	49,2	59,8
d) Construction	5,1	5,5	6,5	6,9	6,5	7,4
e) Electricité, gaz et eau	7,8	9,4	11,4	15,0	13,4	14,0
f) Commerce, banques, assurances	15,4	15,7	18,1	18,0	19,3	22,0
g) Immeubles d'habitation	52,2	58,7	56,5	59,3	58,3	61,8
h) Transports et communications	15,4	18,6	20,5	23,4	23,5	23,9
i) Pouvoirs publics et enseignement	23,2	19,7	24,3	28,8	34,2	38,3
j) Autres services	3,9	4,1	4,9	5,4	5,5	7,0
k) Variations de stocks	11,0	4,4	7,8	5,3	8,8	17,7
l) Ajustement statistique	0,9	...	1,1	0,2	2,0	0,8
<i>Total ...</i>	<i>182,5</i>	<i>189,7</i>	<i>213,1</i>	<i>223,6</i>	<i>229,0</i>	<i>261,5</i>
4. Exportations nettes de biens et services :						
a) Exportations totales	295,0	325,7	350,1	376,8	422,0	510,9
b) Importations totales	295,0	317,6	352,5	368,0	418,8	501,6
c) Exportations nettes	—	+ 8,1	— 2,4	+ 8,8	+ 3,2	+ 9,3
Produit national brut aux prix du marché	778,3	848,9	914,2	978,0	1.036,9	1.143,9

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963)

Source : I.N.S. — Commission des Comptes nationaux.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969
1. Consommation privée :						
a) Produits alimentaires	101	102	105	110	112	115
b) Boissons	106	109	107	112	118	125
c) Tabac	105	111	115	117	118	121
d) Vêtements et autres effets personnels	102	107	110	109	114	125
e) Loyers, taxes, eau	102	105	107	109	111	113
f) Chauffage et éclairage	90	98	99	103	113	119
g) Articles ménagers durables	112	119	124	125	135	151
h) Entretien de la maison	103	106	107	110	114	117
i) Soins personnels et hygiène	102	110	112	115	127	134
j) Transports	109	120	125	131	143	156
k) Communications P.T.T.	108	114	123	132	141	151
l) Loisirs	106	110	112	117	120	127
<i>Total ...</i>	<i>103</i>	<i>108</i>	<i>111</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>127</i>
2. Consommation publique :						
a) Rémunérations et pensions	105	113	119	124	126	133
b) Biens et services	101	101	102	111	121	138
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	109	117	121	135	146	154
<i>Total ...</i>	<i>104</i>	<i>110</i>	<i>114</i>	<i>121</i>	<i>126</i>	<i>135</i>
3. Formation intérieure brute de capital :						
a) Agriculture, sylviculture et pêche	110	116	126	115	124	128
b) Industries extractives	96	93	78	70	83	86
c) Industries manufacturières	99	110	126	123	111	130
d) Construction	89	94	109	116	108	118
e) Electricité, gaz et eau	108	126	149	188	167	167
f) Commerce, banques, assurances	99	97	110	106	112	123
g) Immeubles d'habitation	144	151	136	134	127	129
h) Transports et communications	101	118	125	137	134	132
i) Pouvoirs publics (à l'excl. de l'enseignement)	142	106	123	150	179	194
j) Enseignement	89	85	100	95	102	101
k) Autres services	99	99	117	126	126	155
<i>Total ...</i>	<i>119</i>	<i>119</i>	<i>129</i>	<i>130</i>	<i>130</i>	<i>143</i>
4. Exportations nettes de biens et services :						
a) Exportations totales	111	120	124	133	148	171
b) Importations totales	111	118	128	132	149	173
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963)	106,8	110,9	114,2	118,5	122,7	130,7

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1961. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.) — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 ».*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — I.R.E.S. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Accounts Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960. — Bulletin général de statistiques de l'Office Statistique des Communautés européennes.*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1963 = 100 ¹

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières						Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques			Construction de matériel de transport		
					Fabrications de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques			
1964	104,0	101,8	103,0	101,6	102,1	102,2	108,8	103,9	99,6	107,9
1965	101,7	95,2	101,7	101,2	98,4	105,2	114,1	104,6	94,4	103,7
1966	100,5	80,9	101,8	96,0	101,3	102,9	103,1	107,7	98,9	102,1
1967	98,2	73,0	98,7	88,3	99,7	98,3	96,6	104,7	96,5	103,8
1968	95,7	64,1	96,9	86,9	94,2	96,6	96,7	104,1	92,8	99,4
1966 4 ^e trimestre .	100,9	77,7	102,2	93,2	103,5	103,2	103,2	108,9	98,6	103,2
1967 1 ^{er} trimestre .	98,8	76,4	100,3	89,6	101,8	100,9	100,2	106,3	100,0	99,0
2 ^e trimestre .	98,6	74,4	98,7	88,5	98,7	97,2	97,3	106,0	96,6	105,3
3 ^e trimestre .	98,3	71,9	98,1	86,8	98,7	96,8	96,2	104,5	92,8	107,6
4 ^e trimestre .	97,0	69,9	97,6	87,4	99,1	96,9	95,8	100,7	94,6	103,1
1968 1 ^{er} trimestre .	93,8	67,9	95,7	86,1	95,8	94,9	93,8	100,8	93,5	93,8
2 ^e trimestre .	95,1	66,6	95,7	86,5	93,2	95,6	94,7	102,1	92,4	100,4
3 ^e trimestre .	96,6	64,6	97,1	86,7	93,2	96,8	96,6	105,7	92,6	103,3
4 ^e trimestre .	96,8	63,2	98,3	88,6	94,6	98,8	101,7	108,0	92,7	100,5
1967 Décembre	95,4	69,4	97,1	87,0	98,2	96,8	95,2	102,0	94,3	96,4
1968 Janvier	93,7	68,5	96,2	86,5	97,1	95,4	93,7	101,3	93,8	91,2
Février	93,7	67,9	95,5	86,0	95,1	95,1	93,4	100,1	93,4	93,6
Mars	94,2	67,4	95,5	85,9	95,3	94,2	94,3	100,9	93,4	96,4
Avril	94,7	67,1	95,5	86,3	93,9	95,4	94,3	100,1	92,6	99,1
Mai	95,1	66,6	95,8	86,4	93,2	95,1	95,1	102,5	92,4	99,6
Juin	95,6	66,2	96,0	86,7	92,6	96,3	94,9	103,6	92,3	102,4
Juillet	95,9	65,6	96,4	86,6	93,0	96,6	94,3	104,5	91,9	101,7
Août	96,5	64,9	96,9	86,7	92,7	95,4	96,2	106,0	92,6	103,9
Septembre ...	97,4	63,4	98,1	86,9	94,1	98,4	99,0	106,5	93,3	104,3
Octobre	97,4	63,4	98,4	89,0	95,0	98,7	99,9	108,1	92,1	102,8
Novembre	96,9	63,1	98,3	88,9	94,4	98,9	102,1	107,6	92,6	100,9
Décembre	96,2	63,4	98,2	87,9	94,6	98,9	103,0	108,2	93,4	97,5

¹ Indices sur base 1964 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.

	Demandes d'emploi 1							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues 2	en suspens 1
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1964	13,4		37,0	50,4	6,3	4,1		13,9	13,1
1965	19,5		35,9	55,4	6,9	6,5		13,7	8,4
1966	2,5	23,1	35,9	61,5	6,6	2,4	5,7	13,3	7,5
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8 ³	23,9 ³
1969 2 ^e trimestre	2,0	36,1	45,4	83,5	6,9	0,9	4,0	18,4	12,0
3 ^e trimestre	1,8	27,7	46,1	75,6	7,2	1,6	4,1	15,0	13,9
4 ^e trimestre	3,3	28,0	46,7	78,0	6,2	1,5	4,3	14,1	13,2
								Nouvelle série 3	
1970 1 ^{er} trimestre	2,1	29,1	47,1	78,2	5,3	0,9	4,4	22,9	23,3
2 ^e trimestre	1,4	23,1	44,8	69,3	6,7	0,8	3,8	19,6	28,3
3 ^e trimestre	1,6	20,9	43,8	66,3	7,0	1,5	3,7	15,1	25,0
4 ^e trimestre	3,4	23,3	44,4	71,1	6,4	1,5	4,0	13,5	19,0
1971 1 ^{er} trimestre	3,5	24,2	46,4	74,1	5,7	1,2	3,9	17,1	15,7
2 ^e trimestre	2,3	18,9	44,2	65,4	7,1	1,1	3,4	16,6	15,6
1970 Juin	1,2	19,3	44,4	64,9	6,9	0,9	3,4	20,5	29,9
Juillet	1,5	21,9	44,6	68,0	7,0	1,2	3,6	12,0	26,7
Août	1,3	20,5	43,5	65,3	7,0	1,6	3,8	15,5	24,4
Septembre	2,0	20,3	43,3	65,6	7,0	1,6	3,7	17,9	23,8
Octobre	3,0	21,1	43,3	67,4	7,0	1,6	3,9	15,4	22,0
Novembre	3,2	22,4	44,2	69,8	6,4	1,5	4,1	13,3	19,5
Décembre	4,1	26,3	45,8	76,2	5,7	1,3	3,9	11,7	15,5
1971 Janvier	4,0	26,3	46,4	76,7	5,3	1,3	4,0	17,2	15,6
Février	3,6	24,4	46,7	74,7	5,6	1,2	3,9	15,4	15,6
Mars	3,0	21,9	45,9	70,8	6,2	1,1	3,9	18,7	15,9
Avril	2,7	20,4	44,9	68,0	6,9	1,0	3,6	17,9	16,0
Mai	2,3	18,8	44,4	65,5	7,0	1,0	3,4	15,8	15,7
Juin	2,0	17,5	43,3	62,8	7,3	1,2	3,2	16,2	15,0

1 Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

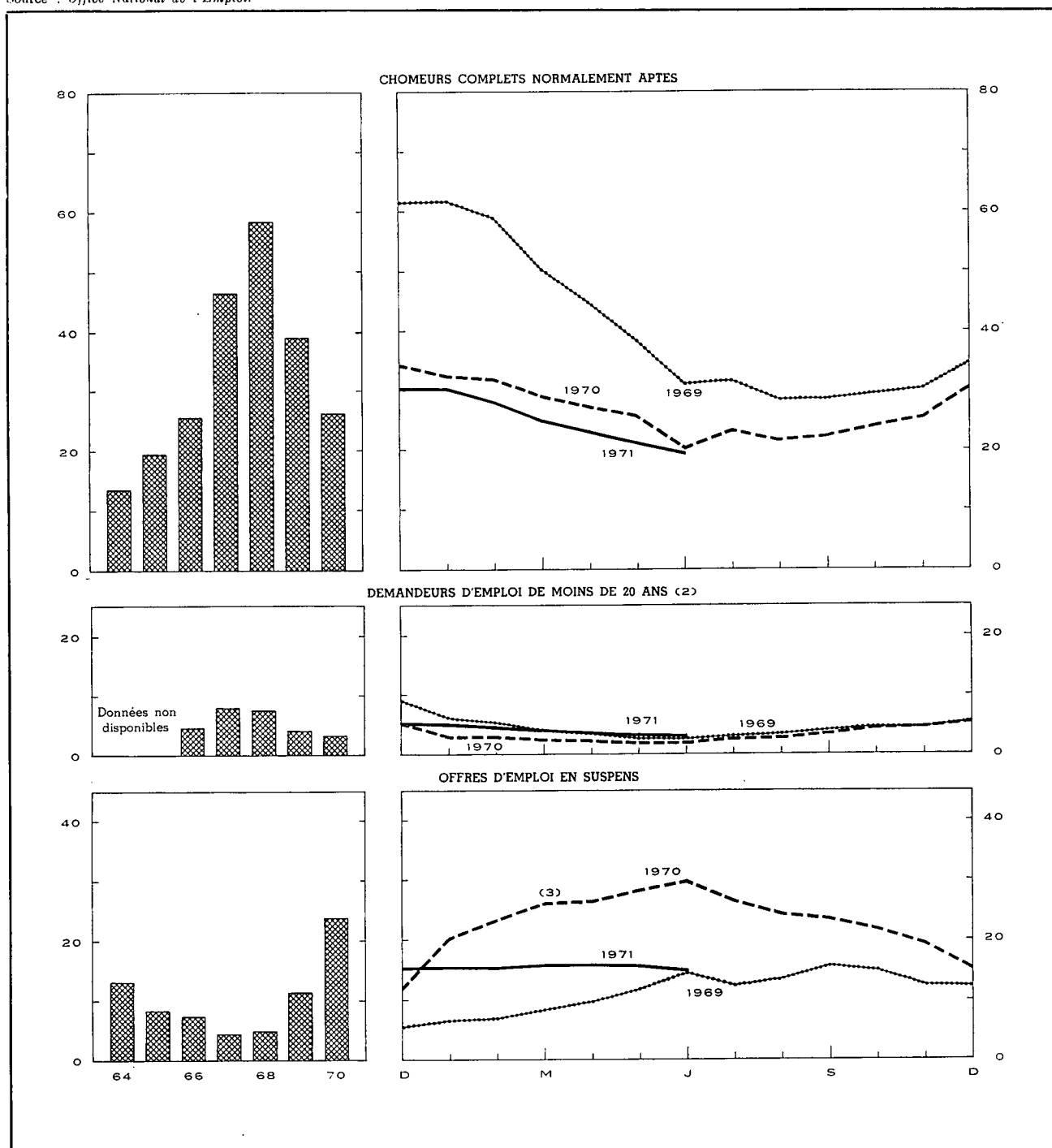
2 Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

3 Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970 de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office National de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - 2. — DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : Office National de l'Emploi.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1970 de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'Office national de l'Emploi tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)							
Céréales panifiables	259	263	244	229	232	224	207
dont : froment	214	226	211	197	201	197	181
seigle	41	33	29	26	26	21	20
Céréales non panifiables	238	252	258	258	249	249	255
Plantes industrielles	106	95	92	95	107	109	101
Plantes racines et tuberculifères	94	89	90	91	81	77	80
Légumes cultivés pour la graine	10	10	9	8	8	8	7
Prés et prairies	799	795	795	794	791	788	795
Divers	109	98	102	102	96	98	97
Total ...	1.615	1.602	1.590	1.577	1.564	1.553	1.542
Production végétale (milliers de tonnes)							
Froment	900	854	650	828	839	754	708
Autres céréales	1.064	962	896	1.129	1.033	968	843
Betteraves sucrières	3.515	2.748	2.858	3.615	4.108	4.217	3.868
Lin (graines et paille)	283	190	167	105	108	112	48
Chicorée à café	68	46	29	32	40	43	56
Pommes de terre	1.755	1.419	1.475	1.943	1.566	1.253	1.373
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)							
Chevaux agricoles	120	108	94	85	86	81	73
Total des bovidés	2.657	2.725	2.767	2.753	2.799	2.839	2.887
dont : vaches laitières	996	1.007	1.016	1.026	1.064	1.072	1.052
Porcs	1.809	1.824	1.948	2.300	2.479	2.780	3.722
Production animale							
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	1.712	1.953	2.199	2.403	2.585	2.475	2.355
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	429	461	500	548	586	608	704

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

III - 2. — PECHE MARITIME

Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : I.N.S.

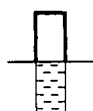
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Aiglefin	281	233	141	130	136	361	346
Cabillaud	630	1.124	1.052	1.322	1.695	1.176	859
Plie	322	294	442	516	450	376	398
Sole	201	263	329	412	356	309	320
Raie	319	280	182	178	219	231	199
Hareng	134	112	61	30	11	38	62
Crevettes	75	72	80	104	80	114	114

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Statistiques agricoles* (I.N.S.). — *Annuaire statistique de*

la Belgique. — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel* : *Economic et statistiques agricoles* (F.A.O.).

IV. — INDUSTRIE

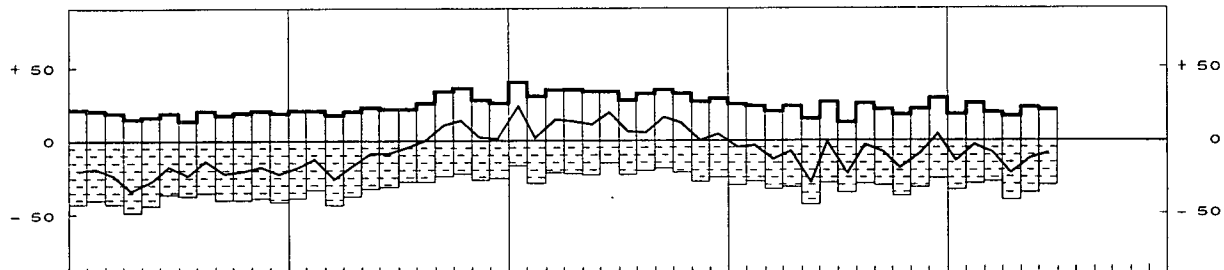
IV - 0. — RESULTATS DES ENQUETES DE LA CONJONCTURE *



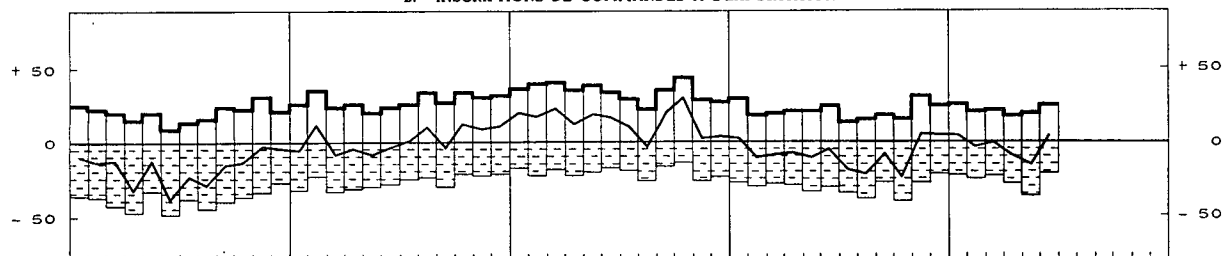
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « Supérieur à la normale » pour les questions D et E
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions A, B et C
 Pourcentage des réponses « Inférieur à la normale » pour les questions D et E

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions A, B et C
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « Supérieur » et « Inférieur » à la normale pour les questions D et E

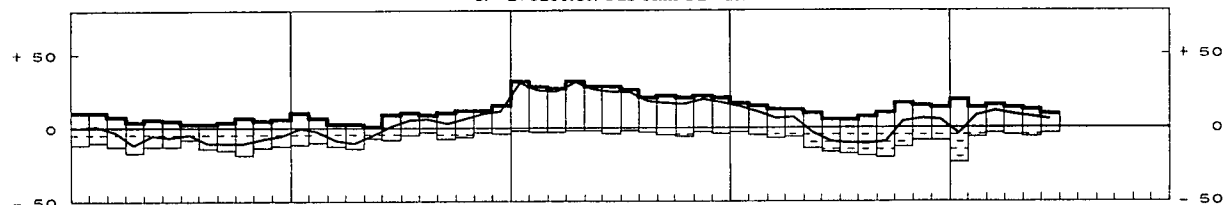
A. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR



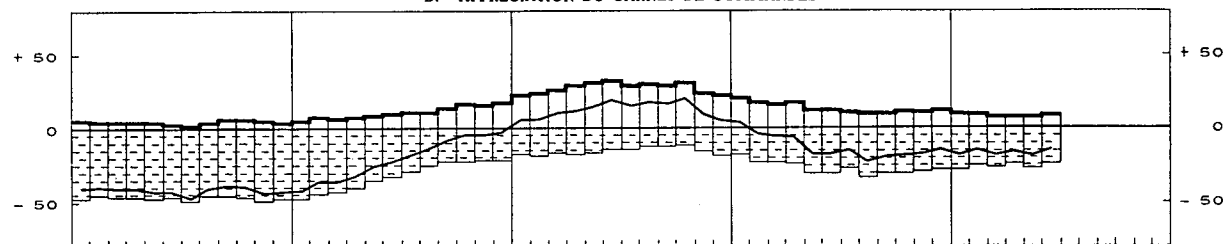
B. - INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION



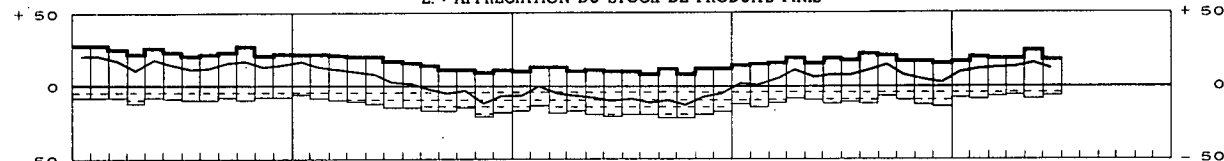
C. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



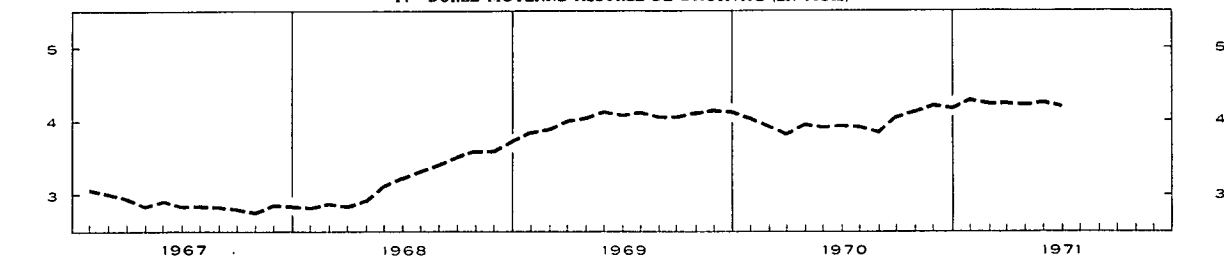
D. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



F. - DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)



* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramique de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Elles ne comprennent pas la chimie en 1967

et en 1968. Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à E la variation par rapport au mois précédent.
 1 Mouvements saisonniers éliminés.

IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1963 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés			Mouvement trend-cyclique
	Source : I.N.S.		Source : Agéfi	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général	Indice général *
1964	107	107	107	107
1965	109	110	109	109
1966	111	114	109	111
1967	113	116	111	113
1968	119	124	121	120
1969	131	138	131	p 131
1970	p 137	p 143	134	p 138
1969 2 ^e trimestre	132	139	131	130
1969 3 ^e trimestre	125	132	129	132
1969 4 ^e trimestre	139	148	137	p 133
1970 1 ^{er} trimestre	130	140	129	p 134
1970 2 ^e trimestre	p 138	p 146	137	p 136
1970 3 ^e trimestre	p 131	p 135	133	p 139
1970 4 ^e trimestre	p 149	p 154	138	p 142
1971 1 ^{er} trimestre	p 147	p 152	138	p 144
1971 2 ^e trimestre			p 140	
1970 Juillet	p 113	p 116	129	p 139
1970 Août	p 131	p 134	132	p 140
1970 Septembre	p 150	p 154	138	p 141
1970 Octobre	p 155	p 160	140	p 141
1970 Novembre	p 140	p 144	132	p 142
1970 Décembre	p 152	p 157	142	p 143
1971 Janvier	p 135	p 139	139	p 144
1971 Février	p 145	p 149	133	p 144
1971 Mars	p 162	p 167	144	p 145
1971 Avril			139	
1971 Mai			p 139	
1971 Juin			p 142	
1971 Juillet			p 129	

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1963 = 100

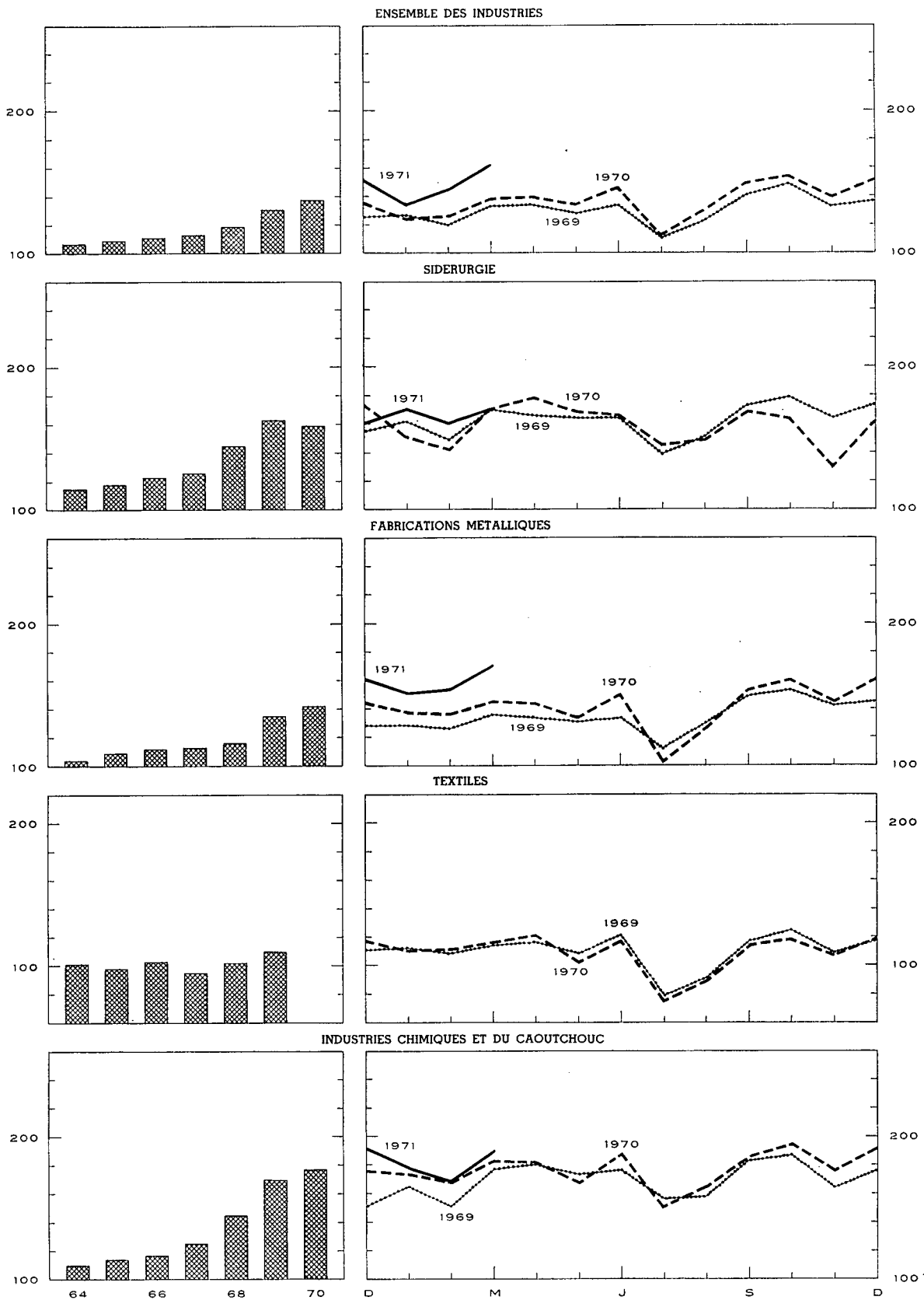
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières													
		Industries extractives	Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles				Industrie chimique et industrie du caoutchouc		Raffinerie de pétrole
									Total	Fila- ture	Tissage	Bonne- terie	Total	Trans- forma- tion des matières plasti- ques	
1964	107	104	107	115	115	112	104	106	101	99	105	97	110	119	110
1965	109	96	110	112	118	121	109	107	98	97	99	98	114	144	128
1966	111	86	114	112	123	122	112	112	103	99	107	102	117	172	137
1967	113	83	116	113	126	118	113	119	95	89	102	96	125	219	142
1968	119	76	124	115	145	129	116	121	102	98	108	97	145	260	189
1969	131	69	138	123	163	133	135	129	110	104	118	104	171	310	235
1970	p 137	63	p 143	132	159	142	p 142	136	109	102	121	101	177	338	246
1969 1 ^{er} trimestre	127	72	133	107	161	132	130	113	111	106	118	107	165	300	232
1969 2 ^e trimestre	132	73	139	129	165	131	133	125	115	108	123	110	176	317	233
1969 3 ^e trimestre	125	62	132	124	155	127	130	133	95	89	103	91	166	300	235
1969 4 ^e trimestre	139	68	148	130	172	140	147	143	118	112	128	107	175	325	242
1970 1 ^{er} trimestre	130	55	140	116	155	140	140	120	113	108	125	103	175	331	224
1970 2 ^e trimestre	p 138	67	p 146	138	172	146	p 144	135	114	108	125	105	179	338	242
1970 3 ^e trimestre	p 131	60	p 135	136	155	135	p 128	141	93	86	104	89	167	319	257
1970 4 ^e trimestre	p 149	68	p 154	138	152	149	p 156	146	115	108	130	107	188	364	261
1971 1 ^{er} trimestre	p 147	68	152	128	167	133	158	128		110		105	179		245
1970 Mars	139	70	148	127	171	141	146	128	117	110	128	110	183	334	233
1970 Avril	140	71	149	135	179	150	144	137	122	114	134	115	182	330	237
1970 Mai	128	61	136	137	169	138	137	122	103	96	114	94	168	307	256
1970 Juin	p 147	69	p 151	143	167	151	p 151	147	118	115	129	106	188	378	232
1970 Juillet	p 113	49	p 116	126	146	119	p 104	140	76	59	102	61	151	279	264
1970 Août	p 131	63	p 134	136	149	138	p 127	139	90	90	85	95	165	309	256
1970 Septembre	p 150	68	p 154	146	169	147	p 154	144	114	108	125	111	186	369	250
1970 Octobre	p 155	72	p 160	146	164	154	p 161	155	119	110	133	113	195	382	242
1970 Novembre	p 140	66	p 144	132	131	147	p 146	143	108	100	122	102	177	345	262
1970 Décembre	p 152	65	p 157	135	161	145	p 161	141	119	116	133	105	192	365	278
1971 Janvier	p 135	64	p 139	116	169	131	p 151	p 116		103			p 178		254
1971 Février	p 145	65	p 149	115	159	130	p 154	p 124		104			p 169		230
1971 Mars	p 162	74	167	153	171	138	170	144		122			190		251

* Non compris la construction.

IV . 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1968 = 100



IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6), (7) et (9)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue ¹	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production	Mise en œuvre	Production de gaz manufacturé	Importations de gaz naturel
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1964	1.775	1.489	407	2.504	1.155	1.623	1.112	244	...
1965	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	272	...
1966	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.793	1.383	244	...
1967	1.369	2.644	364	2.140	1.336	1.884	1.440	267	23
1968	1.234	1.735	464	2.242	1.418	2.088	1.913	261	100
1969	1.100	631	479	2.211	1.506	2.303	2.379	210	249
1970	947	215	593	2.099	1.599	2.413	2.485	173	351
1969 2 ^e trimestre	1.145	1.381	482	2.267	1.489	2.164	2.358	194	308
3 ^e trimestre	951	1.069	437	1.990	1.503	2.090	2.372	174	152
4 ^e trimestre	1.085	631	541	2.316	1.567	2.621	2.443	195	315
1970 1 ^{er} trimestre	784 ²	514	713	2.085	1.429 ²	2.536	2.263	176	325
2 ^e trimestre	1.037	344	599	2.253	1.621	2.338	2.445	184	317
3 ^e trimestre	913	238	509	1.969	1.617	2.157	2.596	169	310
4 ^e trimestre	1.054	215	550	2.094	1.673	2.616	2.635	162	452
1971 1 ^{er} trimestre	1.071	357			1.690	2.684	2.505		
2 ^e trimestre	<i>p</i> 860 ²	<i>p</i> 343			<i>p</i> 1.519 ²	2.456			
1970 Juin	997	344	684	2.291	1.578	2.282	2.343	175	279
Juillet	803	289	462	1.901	1.664	2.078	2.670	159	289
Août	915	265	546	1.989	1.591	2.117	2.589	173	316
Septembre	1.020	238	518	2.016	1.595	2.276	2.529	173	326
Octobre	1.084	237	512	2.142	1.635	2.544	2.449	169	412
Novembre	1.033	218	511	1.983	1.685	2.518	2.648	152	430
Décembre	1.046	215	626	2.158	1.699	2.786	2.808	165	513
1971 Janvier	1.038	245	466	1.861	1.682	2.767	2.568	159	539
Février	1.027	280			1.716	2.492	2.328	142	
Mars	1.147	357			1.673	2.794	2.620		
Avril	691 ²	286			1.408 ²	2.505	2.433		
Mai	<i>p</i> 868	<i>p</i> 304			<i>p</i> 1.574	2.366			
Juin	<i>p</i> 1.021	<i>p</i> 343			<i>p</i> 1.574	2.498			

¹ Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke ou 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

² Grèves.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)		(6)
1964	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1967	810	626	6,72	6,70	13,42	13,69
1968	964	722	7,35	8,60	15,95	14,67
1969	1.070	819	8,57	11,52	20,09	18,20
1970	1.051	775	9,35	13,00	22,35	21,28
1969 2 ^e trimestre	1.079	834	8,67	11,37	20,04	18,92
3 ^e trimestre	1.030	744	7,98	9,94	17,92	16,34
4 ^e trimestre	1.131	874	8,99	13,45	22,44	21,10
1970 1 ^{er} trimestre	1.012	827	8,92	12,84	21,76	19,02
2 ^e trimestre	1.148	839	9,01	13,00	22,01	21,22
3 ^e trimestre	1.044	695	8,51	11,17	19,68	18,75
4 ^e trimestre	1.000	739	10,95	14,98	25,93	26,15
1971 1 ^{er} trimestre	1.099	817				
2 ^e trimestre	<i>p</i> 1.105					
1970 Juin	1.103	806	9,59	13,18	22,77	22,58
Juillet	1.012	613	7,16	10,50	17,66	16,97
Août	1.006	655	8,38	10,33	18,71	15,98
Septembre	1.114	816	9,98	12,69	22,67	23,29
Octobre	1.069	819	11,76	14,81	26,57	23,41
Novembre	851	641	9,83	15,28	25,11	23,21
Décembre	1.080	757	11,26	14,84	26,10	31,83
1971 Janvier	1.143	818				
Février	1.046	795				
Mars	1.109	838				
Avril	1.106	842				
Mai	<i>p</i> 1.115					
Juin	<i>p</i> 1.095					

IV - 5. — CONSTRUCTION

(moyennes mensuelles)

Source : I.N.S.

	Production (Indices 1963 = 100) 1	Autorisations de bâtir accordées				Constructions commencées			
		Logements		Autres immeubles		Logements		Autres immeubles	
		Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes	Nombre	Milliers de mètres cubes
1964	119	5.910	2.881	549	1.722	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1965	115	5.210	2.583	547	2.035	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1966	118	6.192	3.023	724	2.096	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1967	125	5.767	2.773	714	2.154	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1968	118	5.328	2.598	585	1.994	3.950	2.004	439	1.376
1969	125	6.095	3.074	856	2.426	4.656	2.374	641	1.721
1970	138	5.035	2.506	683	2.799	3.562	1.861	549	1.949
1969 1 ^{er} trimestre	123	5.783	2.869	650	2.063	3.801	1.765	440	1.396
2 ^e trimestre	124	6.739	3.537	1.023	2.667	5.512	2.932	713	2.006
3 ^e trimestre	124	6.552	3.315	1.020	2.930	5.449	2.877	807	1.956
4 ^e trimestre	128	5.309	2.574	732	2.043	3.862	1.923	602	1.527
1970 1 ^{er} trimestre	131	4.742	2.373	599	2.331	2.851	1.446	405	1.787
2 ^e trimestre	136	5.806	2.945	904	3.899	4.984	2.657	646	1.965
3 ^e trimestre	141	5.596	2.647	724	2.717	3.681	1.955	579	1.845
4 ^e trimestre	143	3.998	2.058	505	2.247	2.732	1.386	566	2.199
1971 1 ^{er} trimestre	145								
1970 Mars	132	5.111	2.563	660	2.280	4.521	2.284	560	1.938
Avril	134	6.644	3.444	1.013	3.861	5.301	2.791	682	1.977
Mai	135	5.503	2.647	788	4.059	4.312	2.441	590	1.896
Juin	138	5.270	2.743	911	3.777	5.340	2.739	665	2.022
Juillet	141	6.603	2.945	823	2.629	2.807	1.539	536	1.403
Août	141	5.219	2.436	742	2.847	3.904	2.084	634	1.908
Septembre	142	4.965	2.560	606	2.675	4.333	2.241	568	2.224
Octobre	142	4.421	2.310	563	2.148	2.951	1.419	870	2.067
Novembre	142	3.598	1.781	400	2.301	2.595	1.476	456	2.865
Décembre	144	3.975	2.084	551	2.293	2.650	1.262	372	1.666
1971 Janvier	144	4.212	2.108		2.276	1.394	748		836
Février	145								
Mars	145								

1 Mouvement trend-cyclique. L'indice porte sur les travaux publics et privés.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1963 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale ¹		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	140	152	+ 8,6	128	134	+ 5,2	140	154	+ 10,0
2 ^e trimestre	144	152	+ 5,6	130	136	+ 4,4	144	154	+ 6,9
3 ^e trimestre	144	152	+ 5,6	132	139	+ 5,7	144	152	+ 5,6
4 ^e trimestre	145	153	+ 5,6	133	142	+ 6,6	150	152	+ 1,3
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	152	157	+ 3,3	134	144	+ 7,5	154	159	+ 3,2
2 ^e trimestre	152			136			154		
3 ^e trimestre	152			139			152		
4 ^e trimestre	153			142			152		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *	1969	1970	% variat. *
1 ^{er} trimestre	138	150	+ 8,7	144	152	+ 5,6	153	171	+ 11,8
2 ^e trimestre	142	150	+ 5,6	147	150	+ 2,0	157	175	+ 11,5
3 ^e trimestre	144	149	+ 3,5	144	149	+ 3,5	162	178	+ 9,9
4 ^e trimestre	144	151	+ 4,9	131	151	+ 15,3	167	180	+ 7,8
	1970	1971		1970	1971		1970	1971	
1 ^{er} trimestre	150	155	+ 3,3	152	149	- 2,0	171	184	+ 7,6
2 ^e trimestre	150			150			175		
3 ^e trimestre	149			149			178		
4 ^e trimestre	151			151			180		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

¹ Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *I.R.E.S. — Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fab-métal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fedéchar*. — *Bulletin du*

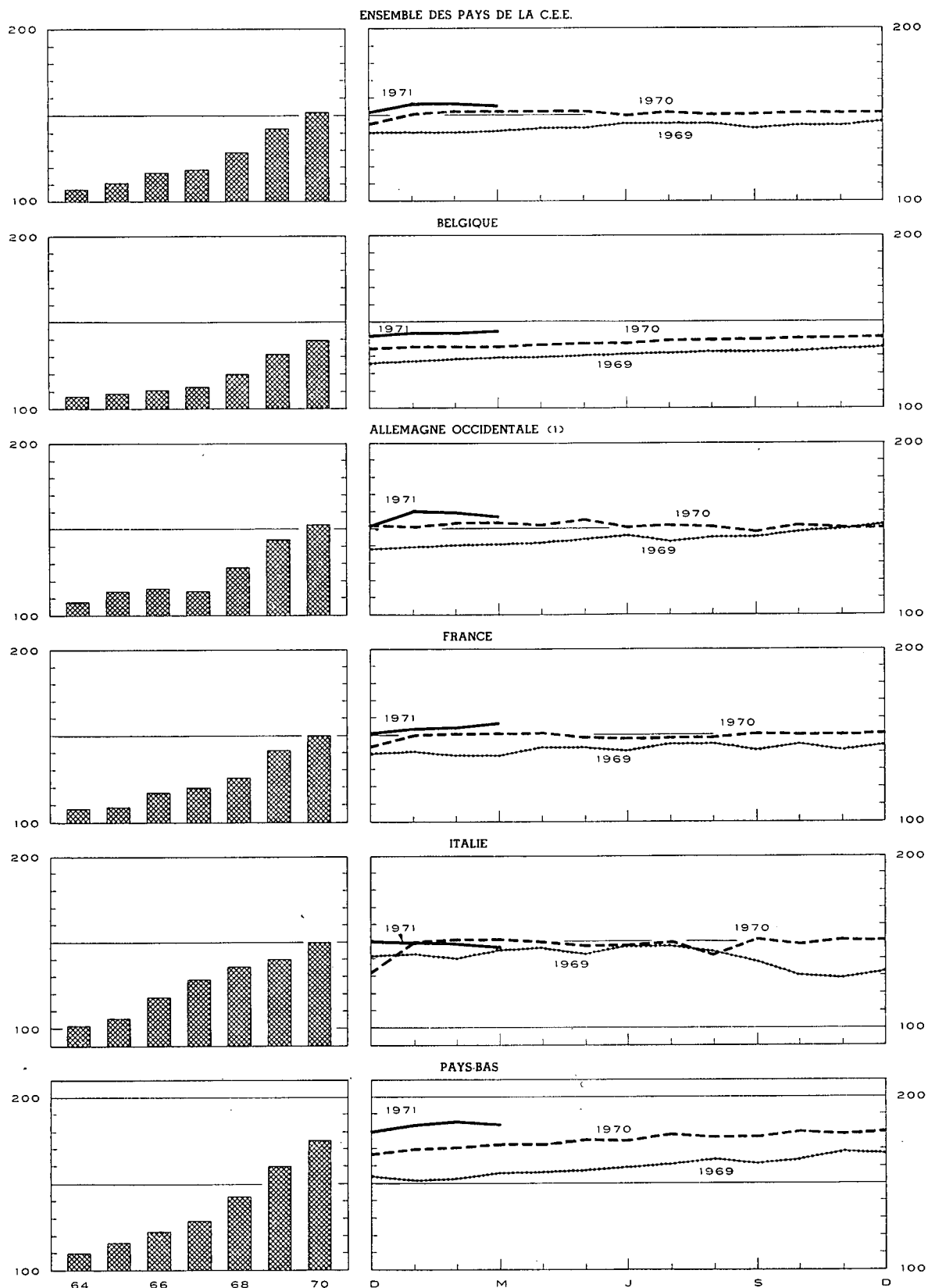
M.A.E. (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie*. — *Figaz*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1963 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



1 Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
	Nombre de voyageurs- km <i>(millions)</i>	Nombre de tonnes-km productives 1 <i>(millions)</i>	Tonnage total <i>(milliers de tonnes)</i>	dont :				(millions de passagers-km)	(millions de de tonnes-km)
				combustibles et huiles minérales	minerais		
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	137,8	18,4
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1969 1 ^{er} trimestre	674	585	5.513	1.643	1.377	166,3	26,6
2 ^e trimestre	699	607	5.754	1.669	1.448	172,3	29,0
3 ^e trimestre	675	583	5.458	1.557	1.458	292,0	40,0
4 ^e trimestre	697	697	6.350	1.752	1.517	152,3	29,8
1970 1 ^{er} trimestre	685	596	5.313	1.372	1.315	144,3	27,9
2 ^e trimestre	693	682	6.343	1.700	1.642	205,2	34,6
3 ^e trimestre	672	655	5.942	1.627	1.554	301,1	43,2
4 ^e trimestre	704	674	6.126	1.669	1.521	165,0	31,8
1971 1 ^{er} trimestre	698	645	5.820	1.574	1.434		
1970 Mai	700	658	6.162	1.673	1.649	197,0	34,0
Juin	685	682	6.316	1.632	1.640	240,6	38,5
Juillet	663	641	5.968	1.619	1.556	316,8	45,7
Août	666	651	5.813	1.651	1.541	307,9	42,9
Septembre	687	668	6.044	1.610	1.565	278,7	41,0
Octobre	709	699	6.425	1.766	1.673	196,9	35,6
Novembre	678	667	6.086	1.669	1.467	134,7	28,5
Décembre	723	655	5.868	1.572	1.423	163,3	31,2
1971 Janvier	698	634	5.757	1.648	1.396		
Février	676	625	5.571	1.487	1.362		
Mars	720	676	6.133	1.587	1.544		
Avril		615	5.506				
Mai		592	5.363				

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

**V - 1c. — Navigation
intérieure**

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78	304	99	36	6.276	509
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108	313	118	39	6.412	507
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76	337	156	40	6.633	497
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	96	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005				
1969 1 ^{er} trimestre .	5.194	3.928	2.069	315	193	278	918	523	56	7.468	545
2 ^e trimestre .	5.592	4.029	1.685	418	378	283	989	676	54	8.189	606
3 ^e trimestre .	5.487	4.149	2.034	466	403	405	1.110	668	79	7.742	570
4 ^e trimestre .	5.569	4.169	1.894	476	519	357	905	671	78	7.487	566
1970 1 ^{er} trimestre .	5.463	3.804	1.784	407	371	320	913	545	64	6.647	496
2 ^e trimestre .	5.718	4.625	1.801	417	376	286	1.053	585	62	8.110	609
3 ^e trimestre .	5.870	4.971	1.896	520	579	252	1.111			7.897	561
4 ^e trimestre .	5.580	4.862	2.304	559	525	354	945				
1971 1 ^{er} trimestre .	5.665			557							
1970 Mai	5.975	4.420	1.275	510	305	190	1.091	543	54	7.872	591
Juin	5.441	4.580	2.242	413	337	323	1.177	583	63	8.066	606
Juillet	6.033	4.984	1.742	564	546	278	1.183	704	79	7.919	535
Août	5.483	4.773	1.999	512	612	290	1.062	765	76	8.098	575
Septembre	6.094	5.155	1.947	485	578	187	1.087			7.675	573
Octobre	5.617	4.205	2.489	571	604	396	963			8.675	616
Novembre	5.587	4.994	2.105	483	616	259	1.027			7.592	544
Décembre	5.537	5.388	2.318	624	354	406	845				
1971 Janvier	5.945	3.474	1.590	581	323	113					
Février	5.288	3.699	2.556	520	376	124					
Mars	5.761			571							
Avril	5.474			446							
Mai	5.782			753							

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME ¹

(milliers de nuitées)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1964	1.843	1.355	108	82	118	57	30
1965	1.909	1.402	112	83	120	64	31
1966	1.971	1.448	107	91	117	72	34
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.112	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.212	1.646	91	131	106	86	42
1968 4 ^e trimestre	516	305	36	27	20	28	26
1969 1 ^{er} trimestre	397	212	30	22	17	28	21
2 ^e trimestre	1.895	1.382	115	104	94	75	41
3 ^e trimestre	5.601	4.441	194	371	192	164	63
4 ^e trimestre	533	325	37	30	25	31	27
1970 1 ^{er} trimestre	493	270	41	25	32	34	21
2 ^e trimestre	2.018	1.464	83	104	126	83	47
3 ^e trimestre	5.759	4.513	197	364	233	195	71
4 ^e trimestre	579	339	41	31	32	33	28
1969 Décembre	482	313	28	30	16	21	16
1970 Janvier	361	188	29	21	17	23	20
Février	367	189	29	21	19	25	20
Mars	750	433	64	33	59	55	24
Avril	1.317	984	62	34	74	43	31
Mai	1.975	1.382	98	113	142	71	50
Juin	2.763	2.026	89	166	161	134	61
Juillet	8.429	6.815	179	739	263	167	78
Août	7.044	5.536	304	293	289	325	68
Septembre	1.804	1.187	109	59	147	92	68
Octobre	677	360	46	36	56	43	43
Novembre	519	305	41	26	20	31	22
Décembre	542	352	36	30	20	24	18

¹ Y compris les nuitées de camping.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1963 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples ¹					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après éliminations des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Mén ge- ²				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins	Coopé-ratives	Gros-sistes ou alimen-tation générale
1964	109	106	108	112	112	104	109	114	104	100	104
1965 *	118	115	115	121	122	112	119	135	108	104	108
1966	125	123	120	126	132	117	123	153	111	104	106
1967	129	131	119	121	134	120	136	178	111	104	114
1968	136	137	124	126	145	123	145	221	114	103	120
1969	148	150	135	133	161	124	159	281	119	100	126
1970	164	164	147	149	183	125	173	351	127	97	133
1969 1 ^{er} trimestre	130	147	108	132	145	122	146	250	117	100	124
2 ^e trimestre	146	146	145	133	153	125	160	273	121	102	128
3 ^e trimestre	140	139	126	127	156	117	156	275	120	99	121
4 ^e trimestre	176	166	159	138	188	132	174	327	121	100	133
1970 1 ^{er} trimestre	143	163	117	141	155	122	154	321	122	96	125
2 ^e trimestre	158	156	153	146	169	124	174	340	126	97	134
3 ^e trimestre	153	152	129	142	176	117	172	345	126	95	129
4 ^e trimestre	202	185	188	167	231	140	190	399	134	101	142
1971 1 ^{er} trimestre	148	172	112	144	163	118	176	406	124	89	142
1970 Mars	152	172	132	137	158	124	162	335			
Avril	156	166	141	138	168	123	175	343			
Mai	160	156	158	154	173	123	165	340			
Juin	158	146	160	146	165	125	183	336			
Juillet	163	156	145	152	190	117	172	350			
Août	142	146	110	125	160	116	166	346			
Septembre	156	155	133	149	178	118	179	340			
Octobre	178	173	177	153	200	132	179	378			
Novembre	181	166	148	143	189	121	168	353			
Décembre	247	217	239	204	304	167	222	465			
1971 Janvier	150	173	117	147	161	115	154	414			
Février	139	164	99	142	161	111	168	382			
Mars	155	178	121	144	166	127	206	423			

* A partir de 1965 nouvelle série.

¹ Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965.

² Articles de ménage et appareils ménagers.

Y - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 1 ^{er} semestre	1.655	1.023	142	490	20,30	8,42	5,64	6,24	8,84	4,12	2,24	2,48
2 ^e semestre	1.670	992	156	522	21,78	8,94	6,16	6,68	8,75	3,95	2,25	2,55
1969 1 ^{er} semestre	1.710	1.004	170	536	24,60	9,78	7,25	7,57	10,42	4,47	2,90	3,05
2 ^e semestre	1.715	1.026	173	516	25,37	10,08	7,75	7,54	9,29	3,89	2,60	2,80
1970 1 ^{er} semestre	1.687	1.006	174	507	25,30	9,81	8,29	7,20	8,66	3,56	2,69	2,41
2 ^e semestre	1.691	1.017	175	498	25,30	9,07	8,83	7,40	9,87	3,85	3,24	2,78

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1968 1 ^{er} semestre	50	34	1	15	96,3	44,2	10,0	42,1
2 ^e semestre	49	31	2	16	94,8	42,1	10,6	42,1
1969 1 ^{er} semestre	51	33	2	16	124,1	63,4	14,7	46,0
2 ^e semestre	54	34	2	18	111,0	50,9	13,3	46,8
1970 1 ^{er} semestre	62	41	2	19	177,5	109,2	16,4	51,9

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

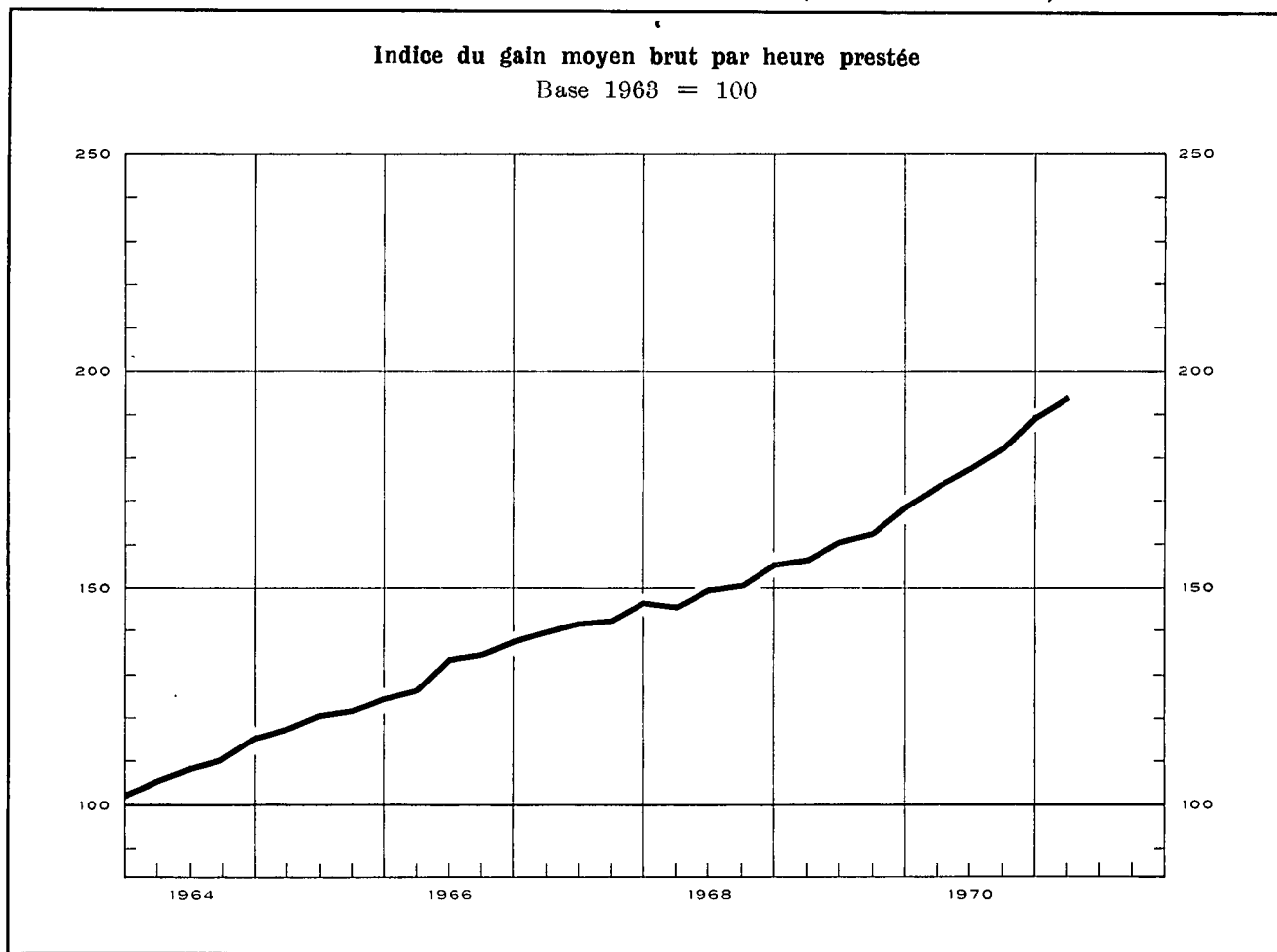
	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1968 1 ^{er} semestre	874	4,0	1,0	1,9	62,5	22,1	9,3	320,7	36,4	8,4	403,9	3,8
2 ^e semestre	843	4,0	0,9	2,3	53,5	20,0	9,8	319,1	39,7	8,4	380,3	5,6
1969 1 ^{er} semestre	821	4,8	1,0	2,2	72,7	22,0	10,0	247,2	45,0	8,4	404,7	3,5
2 ^e semestre	768	4,0	0,7	2,3	58,4	17,1	8,9	279,0	46,5	7,8	339,5	3,4
1970 1 ^{er} semestre	749	4,3	0,9	1,9	56,2	17,8	7,2	221,8	59,3	6,4	369,5	3,8
2 ^e semestre	886	4,1	0,8	2,1	60,3	17,7	8,4	275,0	60,3	8,9	445,5	2,7
Crédit accordé (millions de francs)												
1968 1 ^{er} semestre	8.836	602	79	162	3.617	681	66	357	127	792	2.324	29
2 ^e semestre	8.753	548	73	255	3.193	620	83	434	121	834	2.552	40
1969 1 ^{er} semestre	10.417	786	88	221	4.419	723	76	297	126	1.012	2.627	42
2 ^e semestre	9.291	704	65	301	3.573	541	68	410	123	1.023	2.438	45
1970 1 ^{er} semestre	8.664	783	93	212	3.317	560	56	245	132	992	2.232	42
2 ^e semestre	9.873	821	79	269	3.596	565	64	283	122	1.194	2.845	34
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1968 1 ^{er} semestre	100,0	6,8	0,9	1,8	41,0	7,7	0,7	4,1	1,4	9,0	26,3	0,3
2 ^e semestre	100,0	6,3	0,8	2,9	36,5	7,1	0,9	5,0	1,4	9,5	29,2	0,4
1969 1 ^{er} semestre	100,0	7,6	0,8	2,1	42,4	7,0	0,7	2,9	1,2	9,7	25,2	0,4
2 ^e semestre	100,0	7,6	0,7	3,2	38,5	5,8	0,7	4,4	1,3	11,0	26,3	0,5
1970 1 ^{er} semestre	100,0	9,0	1,1	2,4	38,3	6,5	0,6	2,8	1,5	11,5	25,8	0,5
2 ^e semestre	100,0	8,3	0,8	2,7	36,4	5,7	0,6	2,9	1,2	12,1	28,8	0,3

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Invers. — I.R.E.S. — Statistique mensuelle du trafic international

des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1963 = 100 *

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note). — col. (5) : I.R.E.S.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaires horaires type 1		Indice de la masse salariale ² (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre ³ (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1964	111	110	111	115	113
1965	121	119	121	122	127
1966	133	131	133	131	140
1967	143	139	143	135	152
1968	150	146	151	140	161
1969	162	158	163	154	175
1970	p 181	174	182		198
1969 Mars	157	154	159		168
Juin	161	156	162		173
Sept.	163	160	165		176
Déc.	169	162	168		183
1970 Mars	p 174	168	174		189
Juin	p 178	173	180		194
Sept.	p 183	177	185		200
Déc.	p 190	180	189		208
1971 Mars	p 193	188	197		212

* Pour convertir les indices base 1963 = 100 en indices base 1958 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : col. (1) : 1,075; col. (2) : 1,003; col. (3) : 1,024; col. (5) : 1,761.

¹ Non compris les ouvriers du transport.

² Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction

Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : F.I.B.

	Belgique (france belges)	Allemagne occidentale	Royaume Uni	Pays-Bas	France	Italie
1964	55,98	111,3	88,3	90,4	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	89,0	88,3	85,5
1966	68,73	105,9	85,5	89,8	85,0	80,1
1967	75,81	100,2	80,5	89,9	82,2	79,6
1968	82,92	96,2	68,3	89,3	83,7	76,3
1969	89,10	p102,4	67,8	93,7	85,0	78,0
1966 Mars-Avril	66,75	108,2	87,5	87,5	86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	103,8	83,5	88,7	84,8	79,1
1967 Mars-Avril	74,52	101,0	80,5	89,7	82,6	80,2
Sept.-Octobre	77,09	99,4	80,6	90,1	82,9	79,4
1968 Mars-Avril	81,46	96,0	68,6	88,7	81,3	77,2
Sept.-Octobre	84,38	96,5	67,9	89,9	86,8	76,5
1969 Mars-Avril	86,93	98,8	68,8	93,9	88,8	79,7
Sept.-Octobre	91,26	p110,8	67,8	93,5	79,0	78,6
1970 Mars-Avril	96,05	p110,0	n.d.	95,8	p 80,9	p 87,3

et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XXV^e Rapport annuel O.N.S.S., p. 275.)

³ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

⁴ La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1965 octobre	1966 octobre	1967 octobre	1968 octobre	1969 avril	1969 octobre	1970 avril
<i>Industries extractives</i> ¹ :							
Extraction de charbon (fond et surface)	56,62	60,57	64,11	67,49	69,48	70,47	80,53
Carrières	48,24	53,13	54,01	56,88	59,99	61,10	65,19
Total des industries extractives	55,84	59,68	62,97	66,20	68,35	69,35	78,61
<i>Industries manufacturières</i> :							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	40,29	43,47	45,59	48,74	51,30	53,30	55,82
Boissons	44,38	47,77	50,56	54,13	56,23	59,15	60,57
Tabac	37,06	41,06	43,60	47,00	51,02	51,93	55,28
Industries textiles	37,27	41,83	44,32	46,55	49,86	51,52	53,95
Chaussures, habillement	32,45	35,97	37,66	39,90	42,29	43,67	47,00
Bois (sauf meubles)	39,93	44,71	48,00	50,69	54,21	55,62	58,72
Industrie du meuble	42,17	46,75	49,18	53,16	55,65	58,19	59,97
Papier, articles en papier	43,58	47,88	50,88	53,17	56,79	59,82	63,49
Impressions et reliures	48,06	52,17	56,79	61,45	64,48	65,12	72,33
Cuir (sauf chaussures, habillement)	37,07	40,77	43,38	46,62	48,67	50,91	53,39
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	43,59	48,49	51,42	54,05	58,01	60,09	63,33
Industries chimiques	49,81	56,32	59,59	61,49	64,78	67,83	72,24
Industrie du pétrole	71,33	78,36	85,10	88,22	91,89	94,01	103,01
Produits minéraux non métalliques	45,83	50,98	53,46	56,02	59,96	61,56	66,74
Industries métallurgiques de base	54,96	59,55	62,98	66,23	70,19	72,94	77,34
Fabricat. métall., à l'excl. des machines et du matériel de transport	46,13	49,44	52,12	54,88	58,63	60,08	64,16
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques	47,38	52,22	56,20	59,18	62,93	63,93	68,26
Industrie électrotechnique	43,99	48,80	51,19	54,46	57,15	60,11	63,37
Construction de matériel de transport ...	51,80	56,34	59,53	63,21	67,53	69,93	74,77
Total des industries manufacturières	44,03	48,58	51,36	54,22	57,57	59,54	63,25
dont : hommes	48,14	52,94	55,92	59,04	62,58	64,79	68,73
femmes	31,97	35,51	37,67	39,79	42,55	43,82	46,83
Construction ¹	47,30	52,82	55,71	57,89	61,06	62,22	66,56
<i>Moyenne générale pour l'industrie</i> :							
Total (hommes + femmes)	45,60	50,01	52,84	55,60	58,85	60,62	64,78
dont : hommes	48,75	53,43	56,42	59,34	62,70	64,59	69,02

¹ Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *I.R.E.S.* — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le*

coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents, nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment au Canada	Café à New York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaum.- Uni	Coton aux Etats-Unis (15 marchés)	Caoutchouc à Londres « Spot » price n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	\$ par 60 lbs	cents par lb.	d par Kg.	\$ par 100 lbs	£ par T.M.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par barrel	
1964	2,03	46,7	96	32,20	186,0	351	1.236	34,7	2,89
1965	1,91	44,7	85	30,40	190,6	469	1.413	35,2	2,89
1966	2,04	40,8	93	26,40	179,1	555	1.296	31,0	2,89
1967	2,02	37,8	86	23,00	151,6	418	1.229	27,0	2,88
1968	1,93	37,4	97	27,20	170,8	526	1.323	27,1	2,90
1969	1,85	40,8	91	25,40	222,2	621	1.451	31,5	3,00
1970	1,76	54,6	79	25,10	180,4	589	1.537	42,0	3,02
1969 1 ^{er} trimestre	1,92	38,3	103	25,83	209,1	539	1.371	28,7	2,95
2 ^e trimestre	1,85	37,3	101	25,66	227,1	601	1.417	29,3	3,02
3 ^e trimestre	1,83	39,4	97	25,33	241,2	654	1.465	33,7	3,02
4 ^e trimestre	1,79	48,0	94	25,00	211,4	689	1.552	34,3	3,02
1970 1 ^{er} trimestre	1,79	52,6	84	24,87	209,1	699	1.584	43,8	3,02
2 ^e trimestre	1,75	53,9	80	25,20	184,0	666	1.546	43,5	3,02
3 ^e trimestre	1,71	55,8	71	25,50	167,8	538	1.495	40,7	3,02
4 ^e trimestre	1,79	56,0	70	24,80	165,5	455	1.498	40,2	3,02
1971 1 ^{er} trimestre		50,1	68	25,10	154,1	441	1.452	39,2	3,19
1970 Mai	1,77	54,0	84	25,20	183,4	666	1.558	44,5	3,02
Juin	1,72	54,0	81	25,30	183,1	607	1.477	44,0	3,02
Juillet	1,70	54,7	81	25,60	171,4	568	1.458	40,5	3,02
Août	1,69	55,8	78	25,60	168,2	528	1.508	39,0	3,02
Septembre	1,73	57,0	73	25,30	163,9	519	1.519	42,5	3,02
Octobre	1,78	57,8	68	25,10	155,9	478	1.529	44,0	3,02
Novembre	1,78	56,3	72	24,70	166,5	452	1.507	38,5	3,02
Décembre	1,81	54,0	70	24,50	174,0	435	1.457	38,0	3,02
1971 Janvier	1,82	53,8	68	24,70	159,6	421	1.444	41,5	3,02
Février	1,79	50,9	68	25,10	152,0	425	1.443	40,8	3,27
Mars		45,6	68	25,60	150,7	476	1.469	39,0	3,27
Avril			68			521	1.484	37,0	3,27
Mai									3,27

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1963 = 100

Sources : *Contal Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt.*

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Schulze		
			général	industriel	alimentaire
1964	102	100	104	104	101
1965	98	103	103	105	96
1966	97	107	104	106	98
1967	94	99	100	102	96
1968	106	98	101	104	94
1969	115	107	104	103	96
1970	120	111	106	108	102
1969 2 ^e trimestre	115	104	103	107	95
3 ^e trimestre	115	109	104	108	96
4 ^e trimestre	118	111	106	109	98
1970 1 ^{er} trimestre	120	114	107	110	98
2 ^e trimestre	121	111	106	109	99
3 ^e trimestre	120	111	105	107	100
4 ^e trimestre	119	106	105	105	103
1971 1 ^{er} trimestre	116	104	104	106	102
2 ^e trimestre	114	101	105	110	100
1970 Juin	120	110	105	107	99
Juillet	121	110	105	106	99
Août	120	110	105	107	100
Septembre	120	112	105	107	102
Octobre	120	108	105	105	103
Novembre	119	104	105	105	103
Décembre	118	103	104	105	102
1971 Janvier	118	104	104	105	102
Février	116	106	104	106	102
Mars	115	102	105	107	101
Avril	115	101	105	109	100
Mai	114	101	105	110	99
Juin	113	102	106	110	100

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100 *

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1964	104,6	102,7	107,5	98,5	105,2	103,5	107,7	104,9	106,2	103,4	103,1	108,1	106,0	105,6	104,4
1965	105,8	105,8	111,3	101,0	105,8	103,4	109,7	106,9	107,9	97,5	104,0	110,7	105,4	106,0	105,9
1966	108,2	110,5	113,7	107,5	107,7	104,5	113,5	106,9	108,6	99,4	106,2	112,2	104,9	109,4	108,3
1967	107,0	110,4	114,3	106,9	106,3	104,5	107,7	105,5	106,9	95,0	106,5	119,2	99,8	107,6	109,5
1968	107,3	109,2	117,4	102,1	106,9	106,0	106,2	105,4	107,4	96,2	106,5	121,9	99,4	109,3	110,0
1969	112,6	118,1	121,5	115,2	111,3	109,5	111,7	107,5	114,8	97,7	108,4	115,2	102,3	116,9	113,4
1970	118,0	120,3	117,1	123,5	117,5	116,3	117,7	114,5	129,2	101,4	110,3	130,2	109,1	120,9	120,4
1969 2 ^e trimestre	112,1	118,3	123,5	113,6	110,7	108,6	111,4	106,9	112,3	97,7	107,8	125,6	102,1	116,3	112,5
3 ^e trimestre	112,9	116,7	120,4	113,3	112,0	109,9	112,8	107,9	117,6	96,9	107,4	125,6	102,8	118,7	113,4
4 ^e trimestre	114,9	121,4	118,9	123,6	113,5	111,7	113,9	108,4	121,0	98,3	109,3	126,7	103,2	119,7	115,9
1970 1 ^{er} trimestre	117,5	122,8	120,1	125,3	116,3	114,3	117,5	111,7	128,2	99,1	110,2	127,6	106,6	121,8	118,8
2 ^e trimestre	118,2	122,1	118,6	126,2	117,4	115,1	119,8	113,5	130,3	101,1	109,3	129,0	109,9	121,5	119,2
3 ^e trimestre	117,8	118,6	114,6	122,5	117,7	116,7	117,2	115,8	129,2	101,9	109,6	131,0	110,2	120,1	121,0
4 ^e trimestre	118,2	117,7	115,1	120,0	118,4	118,8	116,0	117,2	128,2	103,3	111,9	132,6	109,8	120,4	122,6
1971 1 ^{er} trimestre ¹	116,7	116,1	118,9	113,6	116,9	117,1	114,2	118,4	126,0	102,7	107,4	135,4	110,0	118,2	120,4
2 ^e trimestre ¹	117,1	114,1	116,3	112,1	117,9	117,7	116,2	118,9	126,4	105,6	107,1	136,5	112,1	119,3	120,7
1970 Juin	118,0	120,2	116,5	123,6	117,6	115,8	118,9	113,6	129,9	102,4	109,2	130,3	110,7	120,8	119,6
Juillet	118,1	119,7	115,8	123,5	117,7	116,3	118,5	115,0	129,8	102,1	109,4	130,7	111,4	120,3	120,1
Août	117,7	118,3	113,9	122,5	117,6	116,8	116,5	115,2	129,0	102,3	109,5	131,6	109,8	119,9	121,0
Septembre ...	117,7	117,8	114,1	121,3	117,7	117,0	116,7	117,4	129,0	101,1	110,0	131,6	109,3	120,0	121,7
Octobre	117,8	117,0	113,6	120,3	118,0	119,7	114,8	117,4	128,7	102,3	110,0	132,2	109,4	120,0	122,2
Novembre	118,5	118,3	116,5	119,9	118,6	118,2	116,9	117,2	128,1	103,9	112,7	132,2	110,3	120,5	122,7
Décembre	118,3	117,7	115,2	119,9	118,6	118,5	116,1	117,1	127,7	103,8	113,0	133,0	109,6	120,6	122,9
1971 Janvier ... ¹	116,9	119,1	122,3	116,1	116,4	116,6	113,8	118,1	125,2	102,6	107,0	133,2	109,0	117,9	120,2
Février	116,5	115,1	117,2	113,3	117,0	117,4	113,8	118,8	125,7	102,6	107,4	136,5	110,2	118,1	120,5
Mars	116,6	114,1	117,2	111,4	117,4	117,4	115,2	118,4	127,0	102,8	107,9	136,5	110,8	118,5	120,6
Avril	116,5	112,9	115,8	110,4	117,5	117,4	115,7	118,2	127,1	104,1	106,8	136,5	111,2	119,4	120,3
Mai	116,5	112,1	115,5	109,0	117,7	117,5	115,9	118,2	125,9	105,7	106,8	136,5	111,9	118,9	120,6
Juin	118,2	117,3	117,6	116,9	118,6	118,3	116,9	120,3	126,3	107,1	107,8	136,5	113,3	119,5	121,2

* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices base 1963 = 100.

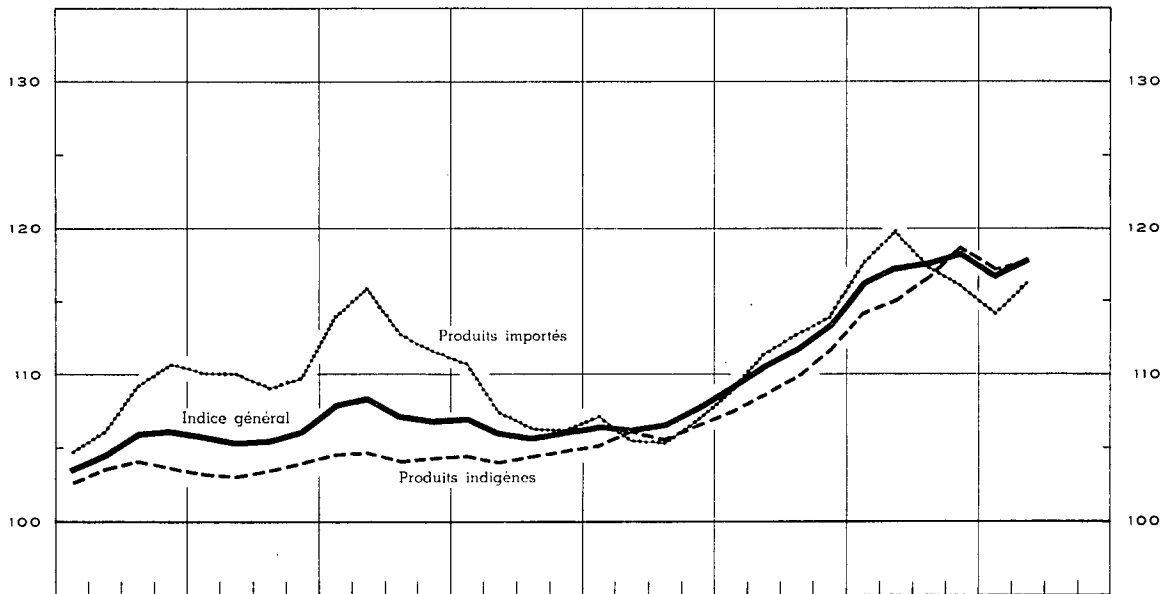
¹ Nouvelle série suite à l'instauration, le 1^{er} janvier 1971, de la taxe sur valeur ajoutée. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets d'impôts; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1963 = 100

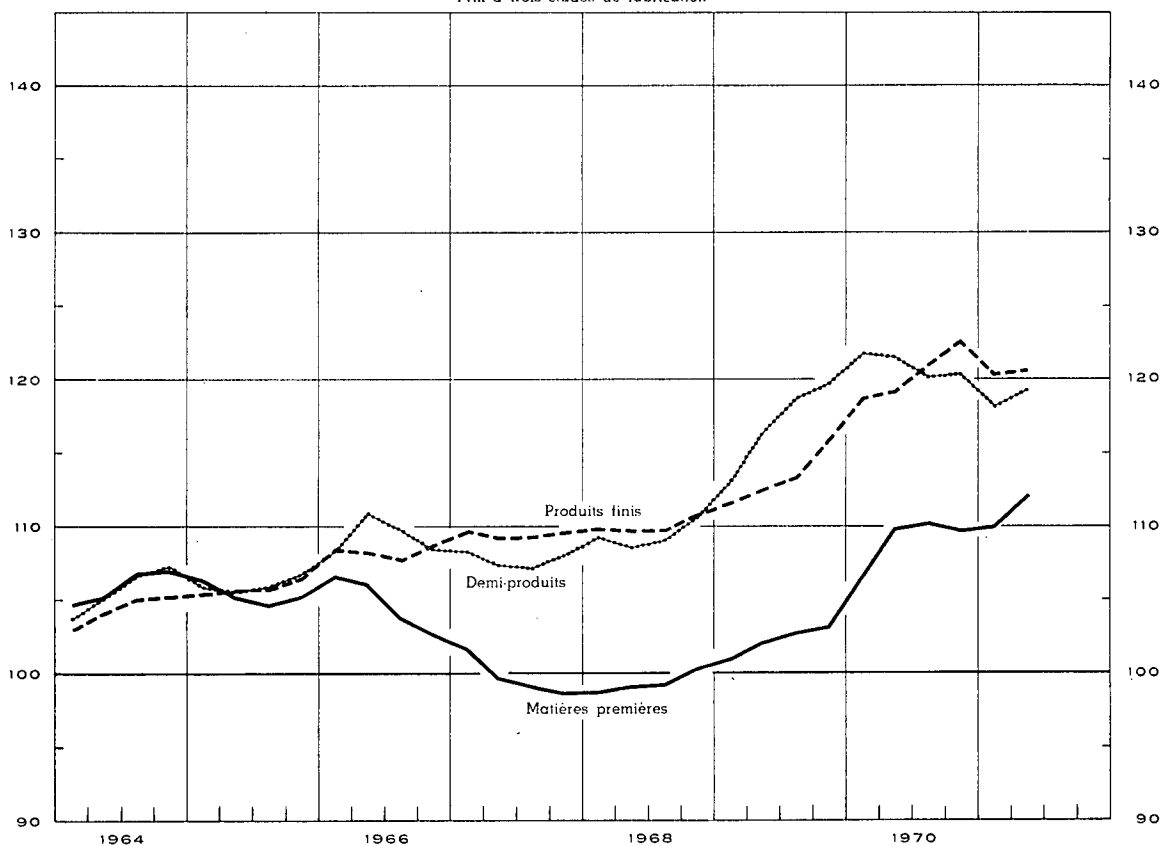
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

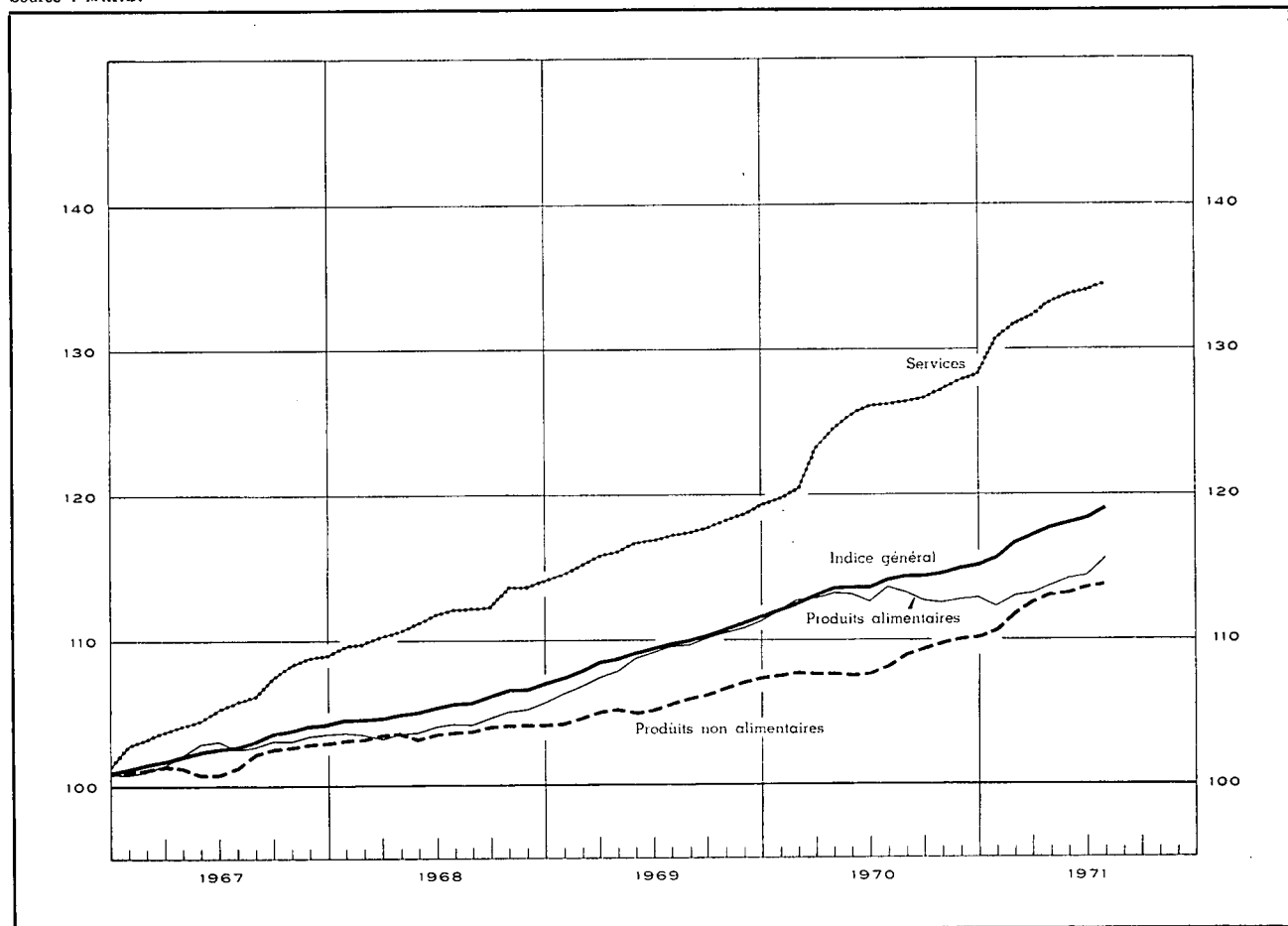
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
1966	100,00		100,00		100,00		100,00	
1967	102,91		102,52		101,84		105,83	
1968	105,69		104,28		103,81		111,79	
1969	109,65		109,10		105,81		116,97	
1970	113,94		112,90		108,64		125,17	
1 ^{er} trimestre	112,67	116,60	112,57	112,84	107,80	111,70	121,14	131,58
2 ^e trimestre	113,67	118,12	113,04	114,09	107,77	113,32	125,38	133,57
3 ^e trimestre	114,44		113,21		108,95		126,44	
4 ^e trimestre	114,99		112,79		110,05		127,74	
Janvier	112,22	115,83	112,17	112,38	107,68	110,69	119,82	130,74
Février	112,57	116,74	112,67	113,00	107,90	111,84	120,39	131,66
Mars	113,21	117,23	112,88	113,13	107,81	112,56	123,21	132,33
Avril	113,64	117,84	113,24	113,75	107,83	113,12	124,53	133,17
Mai	113,66	118,13	113,16	114,17	107,65	113,28	125,53	133,64
Juin	113,70	118,38	112,72	114,35	107,83	113,56	126,07	133,89
Juillet	114,29	119,10	113,56	115,62	108,33	113,86	126,27	134,47
Août	114,53		113,32		109,02		126,41	
Septembre	114,50		112,75		109,51		126,63	
Octobre	114,70		112,59		109,89		127,17	
Novembre	115,04		112,83		110,08		127,85	
Décembre	115,23		112,95		110,17		128,20	

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Revue du Travail. — Industrie, revue de la F.I.B. — I.R.E.S. — L'industrie textile belge, revue de Febeltex. — Der Volkswirt. — Wirtschaft und Statistik. — Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.). — Monthly Digest of Statistics. — Bulletin statistique

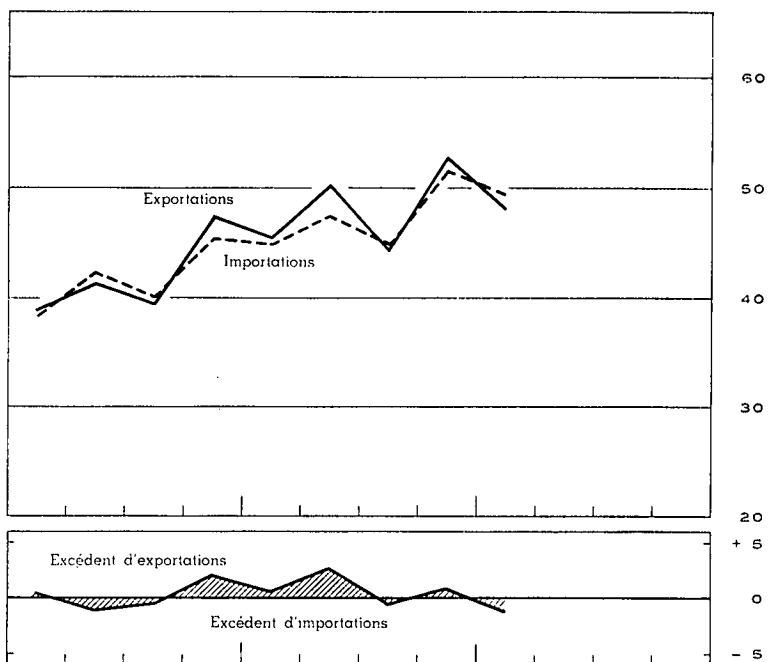
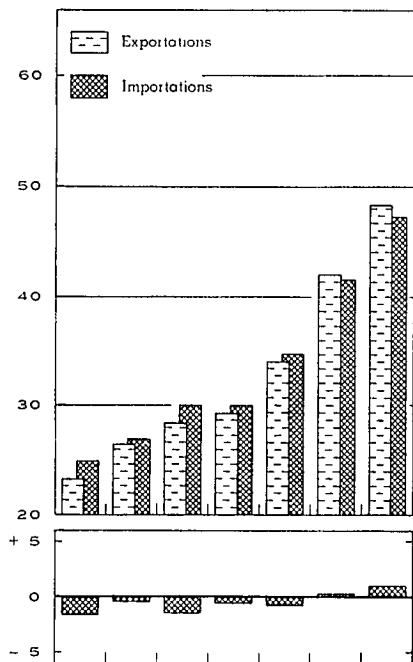
de l'I.N.S.E.E. — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin de la Fédération des Industries Belges. — Journaux financiers : Agéfi, Het Financieel Dagblad, The Financial Times, Le Nouveau Journal.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

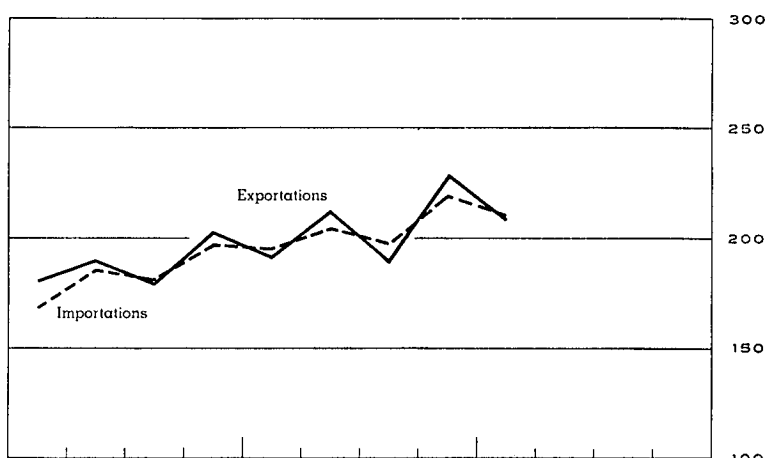
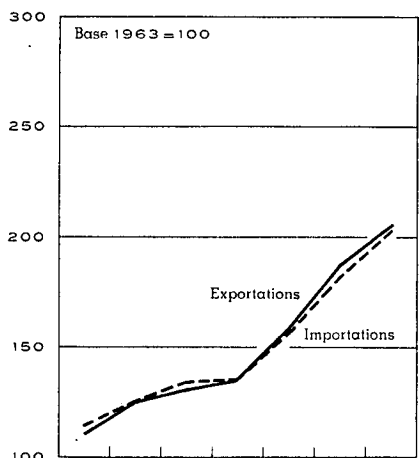
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles en milliards de francs



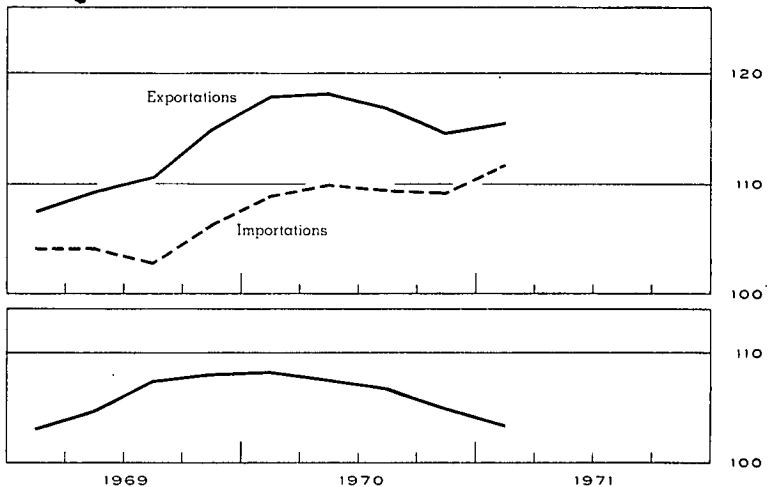
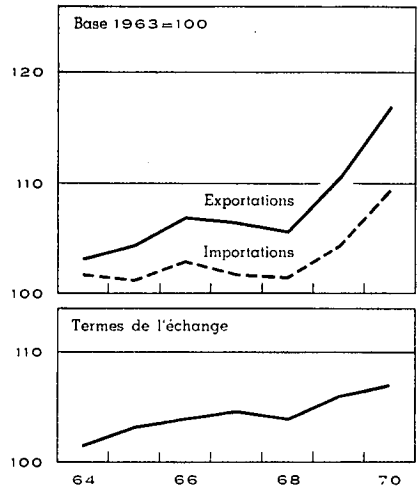
Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ECHANGE

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1963 = 100				
	Importations	Exportations	Balances commerciales		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	importations	exportations	importation	exportation	
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	114,9	111,3	101,8	103,3	101,5
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	125,6	126,1	101,3	104,6	103,3
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	134,9	131,6	102,9	107,0	104,0
1967	29,9	29,3	- 0,6	98	136,1	135,7	101,8	106,6	104,7
1968	34,7	34,0	- 0,7	98	157,5	158,5	101,6	105,7	104,0
1969	41,6	41,9	+ 0,3	101	183,3	188,0	104,5	110,7	105,9
1970	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1969 1 ^{er} trimestre	38,5	39,1	+ 0,6	102	169,2	181,2	104,3	107,6	103,2
2 ^e trimestre	42,5	41,4	- 1,1	97	186,2	189,9	104,3	109,3	104,8
3 ^e trimestre	40,2	39,7	- 0,5	99	182,2	180,2	103,0	110,7	107,5
4 ^e trimestre	45,4	47,6	+ 2,2	104	197,5	203,5	106,4	115,0	108,1
1970 1 ^{er} trimestre	44,9	45,6	+ 0,7	102	196,3	192,5	108,9	117,9	108,3
2 ^e trimestre	47,6	50,4	+ 2,8	106	204,7	213,4	109,9	118,3	107,6
3 ^e trimestre	45,1	44,6	- 0,5	99	197,6	189,9	109,5	116,9	106,8
4 ^e trimestre	51,8	52,9	+ 1,1	102	220,0	229,5	109,3	114,7	104,9
1971 1 ^{er} trimestre	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
1970 5 premiers mois	45,8	47,6	+ 1,8	104					
6 premiers mois	46,3	48,0	+ 1,7	104	200,5	203,0	109,4	118,1	108,0
7 premiers mois	46,3	48,3	+ 2,0	104					
8 premiers mois	45,5	46,6	+ 1,1	102					
9 premiers mois	45,9	46,9	+ 1,0	102	199,5	198,6	109,4	117,7	107,6
10 premiers mois	46,5	47,6	+ 1,1	102					
11 premiers mois	46,7	47,7	+ 1,0	102					
12 mois	47,3	48,4	+ 1,1	102	204,0	206,2	109,3	116,9	107,0
1971 1 ^{er} mois	42,5	43,9	+ 1,4	103					
2 premiers mois	46,0	43,8	- 2,2	95					
3 premiers mois	49,4	48,2	- 1,2	98	210,5	209,5	111,8	115,6	103,4
4 premiers mois p	50,1	47,7	- 2,4	95					
5 premiers mois p	49,7	47,9	- 1,8	96					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabri- cations métal- liques	Produits sidérur- giques	Textiles	Produits chimiq- ues	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieu- ses	Indus- trie pétro- lière	Indus- tries alimen- taires	Pap'ier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaus- sures	Caout- chouc	Carriè- res	Matér. de cons- truct. à base de ciment et de plâtre	Tabacs manu- facturés	Indus- trie houillère	Cérami- ques	Ciments	Divers	Total
1964	5,85	3,75	3,56	1,65	1,84	0,84	1,17	0,65	0,61	0,45	0,37	0,57	0,24	0,14	0,16	0,12	0,07	0,27	0,08	0,08	0,82	23,29
1965	7,07	4,13	3,78	2,02	2,22	1,16	1,22	0,69	0,72	0,54	0,43	0,58	0,27	0,16	0,17	0,12	0,10	0,18	0,08	0,09	0,86	26,59
1966	7,34	3,95	4,17	2,19	2,81	1,22	1,50	0,67	0,81	0,63	0,49	0,61	0,30	0,18	0,17	0,13	0,10	0,12	0,07	0,07	0,92	28,45
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1969 1 ^{er} trimestre	9,94	5,44	5,20	3,80	3,36	2,14	1,84	1,30	1,13	0,99	0,78	0,75	0,41	0,27	0,18	0,14	0,13	0,11	0,09	0,05	1,03	39,08
2 ^e trimestre	11,49	5,66	5,25	3,92	3,50	1,88	1,71	1,21	1,22	1,06	0,83	0,82	0,40	0,29	0,22	0,17	0,12	0,11	0,10	0,07	1,34	41,37
3 ^e trimestre	9,96	5,53	4,66	3,92	4,11	1,99	1,61	1,50	1,25	1,02	0,74	0,79	0,40	0,29	0,22	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,15	39,72
4 ^e trimestre	12,47	7,23	5,77	4,44	4,34	2,52	2,57	1,08	1,38	1,24	0,89	0,84	0,43	0,33	0,22	0,20	0,13	0,13	0,11	0,07	1,18	47,57
1970 1 ^{er} trimestre	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
2 ^e trimestre	14,63	7,53	5,68	5,05	4,57	2,36	1,62	0,99	1,57	1,31	0,93	0,96	0,41	0,35	0,24	0,21	0,13	0,13	0,12	0,09	1,53	50,41
3 ^e trimestre	11,27	6,73	4,96	4,80	3,98	2,39	1,79	1,19	1,39	1,13	0,85	0,88	0,36	0,29	0,25	0,22	0,13	0,18	0,12	0,08	1,57	44,56
4 ^e trimestre	15,23	6,76	6,09	5,30	4,04	3,18	2,12	1,35	1,62	1,31	1,11	1,10	0,43	0,38	0,26	0,24	0,14	0,21	0,12	0,10	1,80	52,89
1971 1 ^{er} trimestre	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20
1970 3 premiers mois ...	11,82	7,45	5,18	4,44	4,56	2,33	1,79	1,03	1,42	1,17	0,75	0,77	0,43	0,32	0,19	0,15	0,11	0,08	0,10	0,06	1,48	45,63
4 premiers mois ...	12,53	7,74	5,50	4,69	4,67	2,40	1,81	1,00	1,46	1,24	0,80	0,83	0,43	0,34	0,20	0,16	0,12	0,09	0,10	0,07	1,55	47,73
5 premiers mois ...	12,85	7,59	5,38	4,74	4,59	2,34	1,79	0,94	1,46	1,23	0,81	0,84	0,41	0,33	0,21	0,17	0,11	0,10	0,10	0,07	1,51	47,57
6 premiers mois ...	13,23	7,49	5,43	4,75	4,57	2,34	1,71	1,01	1,49	1,24	0,84	0,86	0,42	0,34	0,21	0,18	0,12	0,10	0,11	0,08	1,50	48,02
7 premiers mois ...	13,31	7,51	5,40	4,81	4,56	2,37	1,70	1,02	1,49	1,23	0,85	0,87	0,42	0,34	0,22	0,19	0,12	0,11	0,11	0,08	1,57	48,28
8 premiers mois ...	12,56	7,28	5,19	4,70	4,40	2,32	1,72	1,04	1,45	1,18	0,82	0,84	0,40	0,32	0,22	0,18	0,12	0,12	0,11	0,08	1,51	46,56
9 premiers mois ...	12,57	7,24	5,27	4,76	4,37	2,36	1,74	1,07	1,46	1,20	0,84	0,87	0,40	0,32	0,23	0,19	0,12	0,13	0,11	0,08	1,54	46,87
10 premiers mois ...	12,80	7,30	5,39	4,80	4,37	2,45	1,77	1,09	1,47	1,22	0,87	0,90	0,41	0,33	0,23	0,20	0,12	0,14	0,11	0,08	1,55	47,60
11 premiers mois ...	12,89	7,20	5,40	4,82	4,30	2,48	1,84	1,11	1,48	1,22	0,88	0,91	0,41	0,33	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,56	47,73
12 mois	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971 1 ^{er} mois	13,50	5,78	5,13	4,53	3,30	2,58	1,22	0,46	1,26	1,19	0,89	0,98	0,32	0,32	0,18	0,15	0,07	0,22	0,09	0,05	1,66	43,88
2 premiers mois ...	12,37	6,15	5,31	4,85	3,03	2,46	1,53	0,64	1,33	1,18	0,93	0,91	0,34	0,33	0,19	0,18	0,09	0,18	0,10	0,06	1,63	43,79
3 premiers mois ...	13,71	6,67	5,75	5,42	3,16	2,78	1,79	0,98	1,45	1,25	1,02	0,94	0,37	0,36	0,22	0,20	0,11	0,17	0,10	0,08	1,67	48,20

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
— Pour une analyse du commerce extérieur de 1969 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLV^e année, vol. II, no 8, septembre 1970.

VIII - 3. -- IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés												Biens de consommation						Biens d'équipement	Divers ¹	Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total				non durables			durables
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits					alimentaires		autres	
													liquides	autres								produits animaux	produits végétaux		
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1967	19.324	6.566	1.559	2.168	1.398	394	219	326	185	498	123	1.229	475	827	1.503	617	1.237	6.429	963	1.379	592	3.495	4.117	30	29.900
1968	23.120	8.185	1.804	2.229	1.899	405	237	354	149	538	155	1.711	558	1.000	1.826	604	1.466	7.236	1.034	1.416	712	4.074	4.278	88	34.722
1969	27.944	10.149	2.028	2.539	2.407	526	298	427	172	686	238	2.010	475	1.188	2.198	781	1.822	8.529	1.150	1.604	848	4.927	5.095	52	41.620
1970	31.151	11.989	1.932	3.105	1.600	510	276	511	181	823	276	2.200	557	1.498	2.534	1.005	2.154	9.417	1.319	1.746	970	5.382	6.716	59	47.343
1969 1 ^{er} trimestre	25.994	8.824	2.115	2.477	2.498	349	337	383	171	547	186	2.006	582	1.122	2.026	674	1.697	8.092	1.056	1.526	796	4.714	4.282	86	38.454
2 ^e trimestre	28.645	10.167	2.124	2.492	2.906	491	326	432	184	706	252	1.951	427	1.255	2.274	793	1.865	8.569	1.180	1.606	840	4.943	5.238	42	42.494
3 ^e trimestre	26.827	10.347	1.814	2.234	1.830	674	232	437	158	694	227	2.137	401	1.066	2.083	771	1.722	8.248	1.099	1.502	818	4.829	5.047	37	40.159
4 ^e trimestre	30.311	11.260	2.060	2.952	2.394	589	297	456	177	799	287	1.946	489	1.310	2.407	886	2.002	9.206	1.263	1.783	936	5.224	5.813	41	45.371
1970 1 ^{er} trimestre	30.062	11.660	2.116	3.030	1.464	409	326	473	179	692	237	1.896	588	1.536	2.437	913	2.106	9.109	1.144	1.646	931	5.388	5.687	60	44.918
2 ^e trimestre	31.625	12.449	2.060	2.941	1.820	485	285	543	201	875	311	1.866	498	1.518	2.594	990	2.189	9.572	1.309	1.936	977	5.350	6.359	52	47.608
3 ^e trimestre	29.979	11.829	1.654	2.952	1.290	623	220	508	166	819	256	2.360	492	1.419	2.353	970	2.068	8.963	1.247	1.611	979	5.126	6.045	58	45.045
4 ^e trimestre	32.940	12.019	1.897	3.499	1.825	522	272	520	176	908	298	2.679	651	1.521	2.752	1.146	2.255	10.025	1.578	1.791	990	5.666	8.774	62	51.801
1971 1 ^{er} trimestre	31.736	11.218	1.976	3.450	1.677	414	339	558	183	879	306	2.171	657	1.466	2.873	1.181	2.388	10.766	1.526	1.963	1.078	6.199	6.863	73	49.438

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1969				1970				1971
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																
Biens de production	101,5	100,1	101,6	100,3	100,3	103,0	107,8	102,8	103,4	101,3	104,7	108,6	109,4	107,9	106,7	109,3
Biens de consommation	102,3	105,1	105,9	104,6	103,4	106,4	110,2	106,7	106,1	105,2	107,8	110,7	108,1	110,1	112,8	114,8
Biens d'équipement	102,2	99,6	103,5	103,4	104,3	107,8	112,2	107,7	104,9	107,2	111,9	106,3	114,5	115,1	115,9	115,8
Ensemble ...	101,8	101,3	102,9	101,8	101,6	104,5	109,3	104,3	104,3	103,0	106,4	108,9	109,9	109,5	109,3	111,8
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																
Sidérurgie	101,4	101,5	100,7	100,0	98,4	108,4	130,0	99,8	102,5	109,1	121,1	129,6	133,1	131,5	125,5	123,4
Fabrications métalliques	102,6	104,0	106,8	109,7	108,7	112,1	119,3	111,3	111,5	110,7	116,3	118,6	119,8	120,8	120,3	121,7
Métaux non ferreux	110,9	123,8	150,5	143,5	154,0	169,7	180,7	153,7	162,0	174,0	185,3	194,6	195,3	177,8	158,3	145,1
Textiles	105,2	103,0	102,5	100,9	96,2	97,6	96,8	97,4	97,6	97,2	98,1	99,0	97,0	97,0	95,1	95,5
Produits chimiques	102,0	104,1	103,6	102,0	100,9	101,6	102,0	101,9	100,2	101,4	103,4	101,8	102,5	101,0	101,9	99,2
Industrie houillère	118,2	95,9	90,2	87,8	94,0	105,3	156,7	99,0	100,4	107,5	113,8	132,0	142,4	166,9	178,9	159,4
Industrie pétrolière	97,2	96,4	91,9	92,2	92,6	89,3	86,5	90,0	88,0	90,5	87,9	86,4	86,7	85,8	86,9	95,8
Verres et glaces	102,6	101,9	102,9	108,9	106,3	105,5	99,0	106,9	106,6	108,0	104,9	104,6	98,3	96,3	97,9	97,8
Produits agricoles	95,6	99,8	103,7	100,1	98,9	109,1	104,3	110,8	111,0	109,2	106,9	105,8	103,6	104,1	103,9	105,8
Ciments	101,6	103,0	101,5	102,2	99,8	91,9	98,9	95,9	92,1	93,0	88,0	93,3	97,5	99,8	103,3	105,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	104,0	104,9	109,0	110,6	115,8	113,3	115,1	116,4	114,9	114,8	108,7	114,4	116,4	116,9	113,0	114,8
Carrières	100,7	103,2	102,6	105,5	106,5	111,3	116,2	110,8	111,3	111,0	113,1	116,4	115,4	115,3	119,5	121,7
Céramiques	108,6	110,4	114,8	115,2	118,4	117,1	125,1	118,2	117,3	119,5	113,4	121,2	123,8	128,3	125,4	128,7
Bois et meubles	105,8	109,0	112,4	114,5	111,0	113,0	118,3	112,4	110,4	112,2	116,9	119,7	120,7	117,2	116,2	115,5
Peaux, cuirs et chaussures	104,8	111,7	123,8	116,2	110,8	123,5	119,4	119,6	128,0	123,7	123,2	126,5	116,8	120,5	118,9	112,2
Papier et livres	102,9	106,2	106,7	106,2	102,4	104,4	108,1	104,0	105,2	104,3	104,6	108,6	111,2	107,7	107,0	112,0
Tabacs manufacturés	95,3	106,5	111,5	113,6	127,3	124,0	126,7	127,3	123,9	125,0	120,0	125,2	126,0	126,9	129,0	122,0
Caoutchouc	101,3	101,6	100,4	99,3	99,5	96,2	97,8	97,5	97,1	95,8	95,0	97,9	95,9	98,7	99,4	101,0
Industries alimentaires	103,7	104,3	104,5	103,8	100,7	105,0	109,1	103,5	106,3	99,0	108,4	107,5	110,5	107,9	111,4	115,0
Divers	104,6	98,3	88,8	88,7	93,4	109,0	127,4	90,4	99,4	115,8	108,6	112,3	121,0	124,5	125,6	134,3
Ensemble ...	103,3	104,6	107,0	106,6	105,7	110,7	116,9	107,6	109,3	110,7	115,0	117,9	118,3	116,9	114,7	115,6
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																
Ensemble ...	101,5	103,3	104,0	104,7	104,0	105,9	107,0	103,2	104,8	107,5	108,1	108,3	107,6	106,8	104,9	103,4

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1963 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1969				1970				1971
								1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																
Biens de production	111,8	121,9	132,5	131,3	155,3	181,1	200,3	167,4	182,0	180,1	194,6	193,2	198,8	194,5	213,2	201,5
Biens de consommation	123,4	140,7	148,8	158,1	179,1	206,8	221,1	197,7	211,3	204,2	224,2	216,5	230,8	214,5	232,4	245,4
Biens d'équipement	119,4	123,7	130,0	130,9	140,0	164,0	206,1	139,0	173,5	164,2	176,7	186,8	200,7	192,9	241,9	214,1
Ensemble ...	114,9	125,6	134,9	136,1	157,5	183,3	204,0	169,2	186,2	182,2	197,5	196,3	204,7	197,6	220,0	210,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																
Sidérurgie	115,8	126,8	122,5	132,4	151,6	171,8	170,9	170,1	172,4	158,1	186,6	179,5	176,6	159,9	168,2	168,8
Fabrications métalliques	119,0	143,2	148,6	148,3	170,0	212,6	238,3	196,5	226,1	198,2	229,7	216,0	263,6	202,8	271,9	247,8
Métaux non ferreux	107,8	116,3	121,3	119,0	135,5	145,7	153,3	141,2	138,9	153,4	151,8	151,7	151,2	144,4	164,9	140,6
Textiles	104,5	113,4	125,3	117,5	139,1	164,7	174,3	164,6	165,5	147,4	181,1	161,4	180,5	157,5	198,3	185,6
Produits chimiques	110,2	131,1	143,8	159,6	206,6	258,3	303,2	244,0	258,9	253,7	283,7	276,9	312,3	298,6	328,6	342,6
Industrie houillère	91,4	74,3	52,6	60,3	47,8	43,7	39,1	44,3	42,3	42,8	45,5	25,3	34,9	44,5	47,9	42,9
Industrie pétrolière	101,1	107,7	109,2	110,5	153,3	212,6	196,2	215,1	205,4	250,3	184,9	178,2	169,7	206,0	233,0	152,4
Verres et glaces	111,0	112,2	117,1	123,2	141,3	151,2	186,9	140,2	151,9	143,8	155,6	146,7	193,4	182,6	225,1	191,9
Produits agricoles	99,3	131,4	132,8	172,7	198,8	219,7	275,3	229,6	202,0	210,5	270,8	259,2	257,5	264,7	349,3	305,9
Ciments	116,6	134,7	115,4	107,1	110,4	114,3	134,3	89,4	118,6	122,0	127,3	105,8	148,7	132,5	150,3	120,9
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	106,9	111,6	113,7	119,0	126,1	141,4	166,6	109,8	142,5	140,9	172,1	121,3	172,9	173,1	198,9	163,3
Carrières	117,8	121,9	121,4	127,4	136,8	141,2	150,0	125,2	146,4	152,0	146,6	120,3	154,3	162,9	159,7	133,8
Céramiques	121,2	124,8	110,6	112,5	120,2	145,6	155,2	129,9	151,6	139,0	160,6	134,5	163,1	157,2	170,1	137,8
Bois et meubles	114,2	128,8	140,0	149,2	184,3	232,4	248,2	226,0	244,0	212,3	248,4	203,4	250,1	234,0	307,5	284,7
Peaux, cuirs et chaussures	107,0	111,1	114,5	116,6	128,4	155,6	158,7	160,1	149,7	152,2	168,1	158,9	163,8	142,1	165,1	152,0
Papier et livres	113,3	129,3	150,9	160,9	202,9	264,8	291,3	244,5	257,9	252,2	304,8	276,7	300,5	268,2	314,1	286,3
Tabacs manufacturés	128,7	155,7	152,6	173,3	196,6	173,8	172,6	174,0	169,9	173,8	178,3	152,2	170,7	178,0	188,7	150,7
Caoutchouc	118,7	139,6	150,3	160,9	194,3	255,9	286,9	236,7	248,1	247,5	293,4	275,9	309,4	246,9	316,0	298,1
Industries alimentaires	111,5	132,5	139,0	149,1	174,0	212,1	245,6	196,3	206,0	224,1	229,2	236,5	254,7	232,9	260,7	229,4
Divers	103,1	114,5	133,6	133,1	138,4	138,5	176,3	143,9	152,2	131,6	143,8	147,2	166,2	162,0	203,2	168,0
Ensemble ...	111,3	126,1	131,6	135,7	158,5	188,0	206,2	181,2	189,9	180,2	203,5	192,5	213,4	189,9	229,5	209,5

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Allemagne occidentale			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1969 1 ^{er} trimestre	8,28	8,69	+ 0,41	6,58	8,47	+ 1,89	5,74	7,75	+ 2,01
2 ^e trimestre	9,56	8,92	- 0,64	6,88	8,80	+ 1,92	6,16	8,12	+ 1,96
3 ^e trimestre	9,91	9,41	- 0,50	5,80	8,00	+ 2,20	5,48	7,61	+ 2,13
4 ^e trimestre	10,88	11,40	+ 0,52	7,22	9,99	+ 2,77	6,37	8,98	+ 2,61
1970 1 ^{er} trimestre	10,30	11,20	+ 0,90	7,92	8,91	+ 0,99	6,78	8,54	+ 1,76
2 ^e trimestre	10,67	12,33	+ 1,66	8,31	10,16	+ 1,85	7,05	10,23	+ 3,18
3 ^e trimestre	10,83	11,26	+ 0,43	7,38	8,86	+ 1,48	6,36	8,60	+ 2,24
4 ^e trimestre	12,39	12,84	+ 0,45	8,85	10,38	+ 1,53	7,48	10,13	+ 2,65
1971 1 ^{er} trimestre	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
1970 5 premiers mois	10,30	11,66	+ 1,36	7,92	9,36	+ 1,44	7,00	9,22	+ 2,22
6 premiers mois	10,48	11,76	+ 1,28	8,11	9,54	+ 1,43	6,92	9,38	+ 2,46
7 premiers mois	10,68	11,93	+ 1,25	8,00	9,61	+ 1,61	6,70	9,36	+ 2,66
8 premiers mois	10,43	11,54	+ 1,11	7,82	9,22	+ 1,40	6,71	8,93	+ 2,22
9 premiers mois	10,60	11,60	+ 1,00	7,87	9,31	+ 1,44	6,73	9,12	+ 2,39
10 premiers mois	10,72	11,73	+ 1,01	8,00	9,43	+ 1,43	6,86	9,23	+ 2,37
11 premiers mois	10,82	11,77	+ 0,95	8,03	9,46	+ 1,43	6,90	9,22	+ 2,32
12 mois	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971 1 ^{er} mois	10,35	10,70	+ 0,35	7,02	8,38	+ 1,36	7,50	8,34	+ 0,84
2 premiers mois	11,93	10,33	- 1,60	7,97	8,50	+ 0,53	7,47	8,44	+ 0,97
3 premiers mois	13,40	11,48	- 1,92	8,47	9,68	+ 1,21	7,58	9,27	+ 1,69
4 premiers mois p	13,19	11,16	- 2,03	8,76	9,66	+ 0,90	7,45	9,04	+ 1,59
5 premiers mois p	13,10	11,22	- 1,88	8,71	9,65	+ 0,94	7,33	8,93	+ 1,60
Moyennes mensuelles	Italie			C.E.E.			Total métrop. européennes O.C.D.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1967	1,35	1,17	- 0,18	16,61	18,45	+ 1,84	20,66	22,47	+ 1,81
1968	1,50	1,29	- 0,21	19,07	21,88	+ 2,81	23,73	26,20	+ 2,47
1969	1,68	1,80	+ 0,12	23,89	28,33	+ 4,44	29,35	33,79	+ 4,44
1970	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1969 1 ^{er} trimestre	1,71	1,61	- 0,10	22,32	26,52	+ 4,20	27,67	31,73	+ 4,06
2 ^e trimestre	1,69	1,74	+ 0,05	24,28	27,59	+ 3,31	29,80	32,86	+ 3,06
3 ^e trimestre	1,78	1,69	- 0,09	22,97	26,71	+ 3,74	27,77	31,88	+ 4,11
4 ^e trimestre	1,52	2,16	+ 0,64	25,99	32,53	+ 6,54	32,14	38,70	+ 6,56
1970 1 ^{er} trimestre	1,80	2,11	+ 0,31	26,80	30,76	+ 3,96	32,12	37,10	+ 4,98
2 ^e trimestre	1,77	2,60	+ 0,83	27,80	35,32	+ 7,52	33,75	41,69	+ 7,94
3 ^e trimestre	1,79	2,09	+ 0,30	26,36	30,81	+ 4,45	31,68	36,31	+ 4,63
4 ^e trimestre	1,73	2,30	+ 0,57	30,45	35,65	+ 5,20	36,90	42,53	+ 5,63
1971 1 ^{er} trimestre	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
1970 5 premiers mois	1,78	2,31	+ 0,53	27,00	32,55	+ 5,55	32,44	38,90	+ 6,46
6 premiers mois	1,79	2,36	+ 0,57	27,30	33,04	+ 5,74	32,93	39,40	+ 6,47
7 premiers mois	1,80	2,40	+ 0,60	27,18	33,30	+ 6,12	32,80	39,59	+ 6,79
8 premiers mois	1,80	2,31	+ 0,51	26,76	32,00	+ 5,24	32,22	38,09	+ 5,87
9 premiers mois	1,79	2,27	+ 0,48	26,99	32,30	+ 5,31	32,52	38,37	+ 5,85
10 premiers mois	1,81	2,27	+ 0,46	27,39	32,66	+ 5,27	33,01	38,83	+ 5,82
11 premiers mois	1,79	2,26	+ 0,47	27,54	32,71	+ 5,17	33,23	38,87	+ 5,64
12 mois	1,77	2,27	+ 0,50	27,85	33,13	+ 5,28	33,61	39,41	+ 5,80
1971 1 ^{er} mois	1,55	2,03	+ 0,48	26,42	29,45	+ 3,03	32,01	35,08	+ 3,07
2 premiers mois	1,87	1,96	+ 0,09	29,24	29,23	- 0,01	35,01	34,95	- 0,06
3 premiers mois	1,97	2,20	+ 0,23	31,42	32,63	+ 1,21	37,43	38,67	+ 1,24
4 premiers mois p	2,01	2,15	+ 0,14	31,41	32,01	+ 0,60	37,55	37,82	+ 0,27
5 premiers mois p	1,98	2,22	+ 0,24	31,12	32,02	+ 0,90	37,40	37,89	+ 0,49

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1967	2,46	2,45	- 0,01	2,09	1,39	- 0,70	1,82	1,06	- 0,76
1968	2,87	3,21	+ 0,34	2,51	1,49	- 1,02	1,91	1,09	- 0,82
1969	3,19	2,90	- 0,29	2,90	1,69	- 1,21	2,31	1,24	- 1,07
1970	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1969 1 ^{er} trimestre	2,27	2,34	+ 0,07	2,86	1,71	- 1,15	2,22	1,16	- 1,06
2 ^e trimestre	3,42	3,50	+ 0,08	2,87	1,53	- 1,34	2,56	1,31	- 1,25
3 ^e trimestre	3,22	2,81	- 0,41	2,52	1,61	- 0,91	2,19	1,10	- 1,09
4 ^e trimestre	3,87	2,93	- 0,94	3,33	1,89	- 1,44	2,26	1,40	- 0,86
1970 1 ^{er} trimestre	3,64	2,83	- 0,81	2,50	1,72	- 0,78	2,47	1,40	- 1,07
2 ^e trimestre	4,18	2,61	- 1,57	3,00	1,74	- 1,26	2,17	1,31	- 0,86
3 ^e trimestre	3,78	2,48	- 1,30	2,34	1,45	- 0,89	2,32	1,28	- 1,04
4 ^e trimestre	4,99	3,68	- 1,31	3,16	2,12	- 1,04	2,36	1,59	- 0,77
1971 1 ^{er} trimestre	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
1970 5 premiers mois	3,88	2,81	- 1,07	2,68	1,76	- 0,92	2,62	1,39	- 1,23
6 premiers mois	3,91	2,72	- 1,19	2,75	1,73	- 1,02	2,32	1,35	- 0,97
7 premiers mois	3,92	2,72	- 1,20	2,73	1,72	- 1,01	2,37	1,35	- 1,02
8 premiers mois	3,87	2,63	- 1,24	2,61	1,65	- 0,96	2,36	1,33	- 1,03
9 premiers mois	3,87	2,64	- 1,23	2,61	1,64	- 0,97	2,32	1,33	- 0,99
10 premiers mois	3,88	2,78	- 1,10	2,67	1,68	- 0,99	2,31	1,36	- 0,95
11 premiers mois	3,94	2,85	- 1,09	2,70	1,69	- 1,01	2,30	1,38	- 0,92
12 mois	4,15	2,90	- 1,25	2,75	1,76	- 0,99	2,33	1,39	- 0,94
1971 1 ^{er} mois	3,24	2,96	- 0,28	2,79	1,46	- 1,33	1,56	1,25	- 0,31
2 premiers mois	3,38	3,24	- 0,14	2,72	1,57	- 1,15	1,78	1,24	- 0,54
3 premiers mois	3,42	3,43	+ 0,01	2,79	1,74	- 1,05	2,18	1,32	- 0,86
4 premiers mois	3,42	3,41	- 0,01	2,96	1,68	- 1,28			
5 premiers mois	3,32	3,54	+ 0,22	3,09	1,70	- 1,39			

Moyennes mensuelles	Amérique latine ¹			Congo, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1969 1 ^{er} trimestre	1,16	0,74	- 0,42	1,56	0,37	- 1,19	0,56	0,62	+ 0,06
2 ^e trimestre	1,27	0,71	- 0,56	1,81	0,41	- 1,40	0,59	0,68	+ 0,09
3 ^e trimestre	1,34	0,75	- 0,59	1,90	0,36	- 1,54	0,70	0,51	- 0,19
4 ^e trimestre	1,32	0,80	- 0,52	1,93	0,45	- 1,48	0,74	0,66	- 0,08
1970 1 ^{er} trimestre	1,32	0,84	- 0,48	2,30	0,46	- 1,84	0,65	0,77	+ 0,12
2 ^e trimestre	1,72	0,81	- 0,91	2,15	0,48	- 1,67	0,71	0,72	+ 0,01
3 ^e trimestre	1,82	0,89	- 0,93	1,71	0,51	- 1,21	0,73	0,64	- 0,09
4 ^e trimestre	1,41	1,03	- 0,38	1,64	0,54	- 1,10	0,85	0,71	- 0,14
1971 1 ^{er} trimestre	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04
1970 3 premiers mois	1,32	0,84	- 0,48	2,30	0,46	- 1,84	0,65	0,77	+ 0,12
4 premiers mois	1,43	0,83	- 0,60	2,33	0,48	- 1,85	0,66	0,77	+ 0,11
5 premiers mois	1,45	0,82	- 0,63	2,32	0,48	- 1,84	0,67	0,74	+ 0,07
6 premiers mois	1,52	0,82	- 0,70	2,23	0,47	- 1,76	0,68	0,74	+ 0,06
7 premiers mois	1,55	0,83	- 0,72	2,22	0,49	- 1,73	0,69	0,75	+ 0,06
8 premiers mois	1,58	0,83	- 0,75	2,06	0,48	- 1,58	0,69	0,73	+ 0,04
9 premiers mois	1,62	0,84	- 0,78	2,05	0,48	- 1,57	0,70	0,71	+ 0,01
10 premiers mois	1,61	0,88	- 0,73	2,09	0,48	- 1,61	0,70	0,71	+ 0,01
11 premiers mois	1,58	0,89	- 0,69	2,05	0,50	- 1,55	0,71	0,70	- 0,01
12 mois	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971 1 ^{er} mois	1,16	1,21	+ 0,05	0,79	0,65	- 0,14	0,62	0,68	+ 0,06
2 premiers mois	1,30	1,04	- 0,26	0,82	0,58	- 0,24	0,76	0,75	- 0,01
3 premiers mois	1,46	1,07	- 0,39	1,00	0,56	- 0,44	0,80	0,84	+ 0,04

¹ Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Cham-

bre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — I.R.E.S.

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

IX - 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 8,7	- 2,6	- 16,6	- 3,9	- 12,1	- 4,6	467,4	442,7	+ 24,7
1.12 Travail à façon	+ 5,2	+ 5,7	+ 7,1	+ 7,0	+ 8,0	+ 9,0	13,4	3,7	+ 9,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 5,4	+ 3,2	+ 5,3	+ 5,4	+ 3,4	+ 4,8	5,0	—	+ 5,0
1.2 Or non monétaire	+ 0,8	- 2,0	- 1,5	- 2,4	- 1,3	- 0,4	0,5	0,5	...
1.3 Frets ²	- 0,4	- 0,3	- 0,2	+ 1,6	+ 1,2	+ 0,7	20,3	18,8	+ 1,5
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ²	- 0,4	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1	0,8	0,8	...
1.5 Autres frais de transport	+ 1,0	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,4	+ 1,2	+ 0,7	9,3	8,4	+ 0,9
1.6 Déplacements à l'étranger	- 3,4	- 4,1	- 4,5	- 6,4	- 6,2	- 6,9	17,4	24,6	- 7,2
1.7 Revenus d'investissements	- 0,9	+ 0,6	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,7	+ 0,8	43,1	39,7	+ 3,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	- 2,3	+ 0,3	+ 0,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 1,1	10,5	9,9	+ 0,6
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,0	+ 4,3	+ 4,2	+ 4,5	7,0	3,1	+ 3,9
1.92 Autres	+ 0,5	+ 1,3	+ 0,9	+ 1,4	+ 1,6	+ 0,4	44,4	42,6	+ 1,8
Total 1 ...	- 0,4	+ 8,1	- 2,9	+ 13,3	+ 5,0	+ 10,0	639,1	594,8	+ 44,3
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,0	+ 2,5	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,2	+ 0,5	10,8	8,8	+ 2,0
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,7	- 3,0	- 3,5	- 4,7	- 5,4	- 6,3	0,7	9,6	- 8,9
Total 2 ...	+ 0,3	- 0,5	- 1,9	- 3,2	- 3,2	- 5,8	11,5	18,4	- 6,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,3	- 3,3	- 1,8	- 1,9	- 2,1	- 2,1	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations	+ 2,8	- 2,0	- 0,4	- 4,0	- 0,8	+ 1,3	3,5	1,6	+ 1,9
3.12 Avoirs	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 1,1	...	0,3	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	+ 1,0	...	...	- 0,5	- 0,2	- 0,2	...	0,2	- 0,2
3.22 Avoirs	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	+ 1,5	- 5,8	- 2,5	- 6,8	- 3,4	- 2,1	3,5	3,9	- 0,4
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 0,3	+ 1,7	+ 0,7	- 1,3	- 0,4	+ 1,6	0,3	2,7	- 2,4
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 2,0	+ 0,4	+ 1,0	+ 2,2	- 0,2	+ 8,0	1,4	1,1	+ 0,3
4.3 Secteur privé ⁵ :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 1,3	- 2,1	- 6,5	- 5,3	- 13,4	- 15,0	—	15,7	- 15,7
4.312 Investissements directs	- 5,4	- 2,0	- 0,4	- 2,6	- 2,6	- 0,2	1,0	8,8	- 7,8
4.313 Immeubles	- 5,4	- 1,3	- 1,7	- 1,5	- 1,2	- 1,3	0,7	1,6	- 0,9
4.314 Autres (chiffres nets)	- 5,4	...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,5	+ 3,1	—	2,7	- 2,7
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	+ 0,1	+ 0,5	- 0,2	+ 2,8	- 0,5	- 1,1	1,3	—	+ 1,3
4.322 Investissements directs	+ 12,1	+ 7,1	+ 7,0	+ 11,5	+ 12,5	+ 13,3	17,8	1,9	+ 15,9
4.323 Immeubles	+ 12,1	+ 0,2	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,3	0,5	0,5	...
4.324 Autres (chiffres nets)	+ 12,1	+ 0,7	+ 0,7	+ 0,9	...	+ 6,1	—	1,8	- 1,8
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets)	+ 1,0	+ 0,8	+ 0,6	+ 0,3	...	...	...	—	...
Total 4 ...	+ 8,8	+ 6,0	+ 0,6	+ 8,1	- 4,4	+ 14,2	23,0	36,8	- 13,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 0,5	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5	+ 1,6	—	3,2	- 3,2
Total 1 à 5 ...	+ 10,7	+ 8,5	- 6,4	+ 12,3	- 4,5	+ 17,9	677,1	657,1	+ 20,0
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	...	+ 1,2	- 1,1	+ 2,7	- 0,8	+ 2,8	—	—	+ 4,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois ..	+ 1,7	...	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,9	—	—	+ 3,8
6.212 Monnaies étrangères	- 3,8	- 1,2	- 6,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,8	—	—	- 0,7
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,3	+ 0,3	+ 2,0	—	—	+ 0,7
6.23 Banque Nationale	+ 12,6	+ 8,0	+ 1,7	+ 12,4	- 14,2	+ 5,4	—	—	+ 11,4
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—	(+ 3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Les chiffres de l'année 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des années suivantes par suite de l'amélioration du matériel statistique.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1969				1970				1971, p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 2,3	- 4,0	- 8,1	+ 9,8	+ 7,7	+ 3,1	+ 8,4	+ 5,5	+ 3,2
1.12 Travail à façon	+ 2,0	+ 2,1	+ 2,5	+ 2,4	+ 2,1	+ 2,0	+ 2,4	+ 3,2	+ 2,8
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,4	...	+ 1,7	+ 1,7	+ 2,0	+ 0,6	+ 1,7	+ 0,7	+ 1,8
1.2 Or non monétaire	- 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,1	...	...	...	...	...
1.3 Frets ²	+ 0,1	+ 0,2	...	+ 0,4	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	+ 0,3	+ 0,2	...	+ 0,2	...	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 1,0	- 0,9	- 4,3	- 0,7	- 0,7	- 2,1	- 4,3	- 0,1	- 0,4
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,8	- 1,8	+ 1,0	+ 0,8	+ 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 0,2	+ 1,2
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	...	+ 0,7	+ 0,2	+ 0,2	- 1,1	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,7	- 1,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,0	+ 1,5	+ 0,8	+ 1,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,2	+ 1,1
1.92 Autres	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,6	- 0,1	+ 0,8
<i>Total 1 ...</i>	<i>+ 2,4</i>	<i>- 2,2</i>	<i>- 6,6</i>	<i>+ 16,4</i>	<i>+ 13,6</i>	<i>+ 5,5</i>	<i>+ 13,3</i>	<i>+ 11,9</i>	<i>+ 10,7</i>
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 0,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,2	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,7	+ 0,3	+ 0,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 2,3	- 1,2	- 1,3	- 1,5	- 2,0	- 0,8	- 2,0	- 4,1	- 3,1
<i>Total 2 ...</i>	<i>- 1,7</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 1,4</i>	<i>- 1,7</i>	<i>- 1,3</i>	<i>- 0,5</i>	<i>- 1,3</i>	<i>- 3,8</i>	<i>- 2,9</i>
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,3	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6
3.112 Autres opérations .....	...	+ 1,7	- 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,8	+ 1,2	- 0,7	- 0,6
3.12 Avoirs	- 0,3	...	...	- 0,8	- 0,2	...	...	- 0,1	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	- 0,2	...	...	...	- 0,2	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 3 ...</i>	<i>- 1,0</i>	<i>+ 0,9</i>	<i>- 0,8</i>	<i>- 1,2</i>	<i>- 0,2</i>	<i>+ 0,1</i>	<i>+ 0,7</i>	<i>- 1,0</i>	<i>- 1,5</i>
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation .	+ 0,1	+ 1,0	...	+ 0,5	- 0,8	- 1,1	- 0,3	- 0,2	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 5,1	+ 2,6	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,4	- 0,7	- 1,6
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissement et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières ...	- 5,3	- 3,7	- 3,7	- 2,3	- 3,2	- 3,6	- 4,5	- 4,4	- 5,3
4.312 Investissements directs	- 1,8	+ 1,7	+ 0,4	- 0,5	- 0,8	- 2,3	- 1,8	- 2,9	- 0,6
4.313 Immeubles	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 0,4	- 0,2	- 0,3	- 0,1	- 0,3	- 0,2
4.314 Autres	+ 0,2	+ 2,2	- 0,1	+ 0,8	- 0,8	- 0,1	- 1,7	- 0,1	- 0,2
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	- 0,4	- 0,2	- 0,5	...	+ 0,1	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,5
4.322 Investissements directs	+ 1,1	+ 2,8	+ 4,5	+ 4,9	+ 2,4	+ 5,9	+ 3,1	+ 4,5	+ 4,9
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...
4.324 Autres	+ 1,5	+ 2,3	+ 1,0	+ 1,3	- 0,4	+ 0,2	- 1,1	- 0,5	- 0,8
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Total 4 ...</i>	<i>+ 0,1</i>	<i>+ 8,3</i>	<i>+ 1,5</i>	<i>+ 4,3</i>	<i>- 3,3</i>	<i>- 1,1</i>	<i>- 5,7</i>	<i>- 3,7</i>	<i>- 2,2</i>
5. Erreurs et omissions	+ 2,4	- 2,4	+ 1,8	- 0,2	- 4,1	+ 1,5	+ 0,4	- 1,0	+ 1,5
Total 1 à 5 ...	+ 2,2	+ 3,6	- 5,5	+ 17,6	+ 4,7	+ 5,5	+ 7,4	+ 2,4	+ 5,6
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 1,0	+ 0,4	- 0,9	+ 2,3	+ 1,3	...	+ 2,6	+ 0,9	+ 0,7
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. .	+ 0,2	+ 2,7	+ 6,9	- 3,9	+ 3,8	- 2,3	+ 4,6	- 2,3	- 0,7
6.212 Monnaies étrangères .	+ 6,3	- 3,8	- 4,6	+ 3,9	+ 0,9	+ 2,4	- 3,2	- 0,8	+ 1,8
6.22 Organismes monétaires divers	- 0,2	+ 0,5	...	+ 1,7	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,1	- 2,2
6.23 Banque Nationale	- 5,1	+ 3,8	- 6,9	+ 13,6	- 1,5	+ 6,0	+ 2,4	+ 4,5	+ 6,0
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	(+ 3,5)	-	-	-	(+ 3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se

rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
(milliards de francs)

	1970			1971			1970	1971 P
	4e trimestre			1er trimestre P				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	5 premiers mois	
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	125,4	119,9	+ 5,5	117,4	114,2	+ 3,2	+10,0 ⁵	+ 6,7 ⁶
1.12 Travail à façon	4,2	1,0	+ 3,2	3,9	1,1	+ 2,8	+ 3,7	+ 5,4
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	0,7	—	+ 0,7	1,8	—	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,1
1.2 Or non monétaire	0,2	0,2	...	0,1	0,1	...	...	...
1.3 Frets ²	5,9	5,5	+ 0,4	5,7	4,8	+ 0,9	+ 0,8	+ 1,4
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,2	...	0,2	0,2	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	2,5	2,3	+ 0,2	2,5	2,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,7
1.6 Déplacements à l'étranger	4,7	4,8	- 0,1	4,4	4,8	- 0,4	- 1,4	- 1,9
1.7 Revenus d'investissements	12,3	12,1	+ 0,2	11,3	10,1	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	2,9	2,2	+ 0,7	3,2	4,4	- 1,2	- 1,2	- 0,5
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	2,0	0,8	+ 1,2	1,9	0,8	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,8
1.92 Autres	12,3	12,4	- 0,1	12,0	11,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,8
Total 1 ...	173,3	161,4	+11,9	164,4	153,7	+10,7	+18,2	+19,9
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	2,6	2,3	+ 0,3	2,3	2,1	+ 0,2	+ 1,0	+ 0,2
2.2 Transferts de l'Etat	0,2	4,3	- 4,1	0,2	3,3	- 3,1	- 2,4	- 3,8
Total 2 ...	2,8	6,6	- 3,8	2,5	5,4	- 2,9	- 1,4	- 3,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	0,6	- 0,6	- 0,9	- 0,9
3.112 Autres opérations	1,3	2,0	- 0,7	0,2	0,8	- 0,6	+ 1,7	- 2,6
3.12 Avoirs .....	...	0,1	- 0,1	...	0,3	- 0,3	- 0,2	- 0,5
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	- 0,2	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	1,3	2,3	- 1,0	0,2	1,7	- 1,5	+ 0,4	- 4,0
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation	0,1	0,3	- 0,2	0,3	0,2	+ 0,1	- 1,9	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,2	0,9	- 0,7	0,1	1,7	- 1,6	+ 0,6	- 1,4
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	4,4	- 4,4	—	5,3	- 5,3	- 5,7	- 8,1
4.312 Investissements directs	0,2	3,1	- 2,9	1,1	1,7	- 0,6	- 2,7	- 4,5
4.313 Immeubles	0,2	0,5	- 0,3	0,2	0,4	- 0,2	- 0,4	- 0,4
4.314 Autres (chiffres nets)	—	0,1	- 0,1	—	0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,9
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	0,9	—	+ 0,9	1,5	—	+ 1,5	...	+ 3,6
4.322 Investissements directs	4,7	0,2	+ 4,5	5,1	0,2	+ 4,9	+ 5,9	+ 9,3
4.323 Immeubles	0,2	0,2	...	0,1	0,1	...	...	...
4.324 Autres (chiffres nets)	—	0,5	- 0,5	—	0,8	- 0,8	+ 0,4	+ 0,4
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets) .....	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	6,5	10,2	- 3,7	8,4	10,6	- 2,2	- 4,4	- 1,9
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	1,0	- 1,0	1,5	—	+ 1,5	- 0,9	+ 3,5
Total 1 à 5 ...	183,9	181,5	+ 2,4	177,0	171,4	+ 5,6	+11,9	+13,9
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,9	—	—	+ 0,7	+ 1,5	- 0,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeoises ...	—	—	- 2,3	—	—	- 0,7	+ 0,7	- 2,6
6.212 Monnaies étrangères	—	—	- 0,8	—	—	+ 1,8	+ 4,7	+ 0,8
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 0,1	—	—	- 2,2	+ 0,5	- 2,3
6.23 Banque Nationale	—	—	+ 4,5	—	—	+ 6,0	+ 4,5	+18,8
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	(+3,5)	(+3,5)	(+3,5)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XL^e année, vol. I, no 1, page 21 : « Aménagements apportés

³ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Exportations = 186,0; importations = 176,0.

⁶ Exportations = 197,5; importations = 190,8.

à des séries de la partie « statistique » — chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires », XLVI^e année, vol. I, no 6 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1970 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

	Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	1 fr. français	1 Livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 Lires ital.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 Mark finlandais	1 Zaïre
												câble	courrier					
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—	—	—	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,041	46,041	173,06	192,21	82,88 ¹	—	—	—
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15	—	—	—
1967	49,69	10,10	138,65 ² 119,68 ³	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	7,17 ² 6,65 ³	46,059	46,058	172,87	192,30	82,89 ² 71,35 ³	—	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,342	46,341	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	10,12 ⁴ 8,98 ⁵	119,85	13,84	11,63	12,56 ⁶ 13,47 ⁷	7,99	9,70	7,02	6,67	46,558	46,558	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁸	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,601	47,600	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ¹⁸	—
1969 2 ^e trim.	50,26	10,11	120,12	13,81	11,63	12,56	8,01	9,72	7,04	6,67	46,640	46,641	176,49	194,20	71,88	—	—	—
3 ^e trim.	50,29	10,11 ⁹ 9,07 ¹⁰	120,05	13,87	11,68	12,62 ¹¹	8,00	9,73	7,04	6,68	46,608	46,607	176,75	194,69	72,07	—	—	—
4 ^e trim.	49,78	8,93	119,21	13,80	11,55	13,47	7,94	9,64	6,97	6,64	46,262	46,261	175,15	192,58	71,16	11,85	—	—
1970 1 ^{er} trim.	49,67	8,96	119,40	13,67	11,53	13,49	7,90	9,59	6,95	6,63	46,298	46,297	174,68	192,04	71,12	11,88	—	—
2 ^e trim.	49,66	8,99	119,31	13,69	11,53	13,66	7,89	9,56	6,95	6,62	46,792	46,792	174,23	191,85	71,27	11,91	—	—
3 ^e trim.	49,63	8,99	118,52	13,77	11,53	13,67	7,92	9,56	6,95	6,62	48,507	48,507	173,52	192,29	71,34	11,91	—	—
4 ^e trim.	49,64	8,99	118,62	13,79	11,49	13,65	7,97	9,59	6,95	6,62	48,680	48,680	173,63	192,21	71,34	11,91	100,03 ¹⁸	—
1971 1 ^{er} trim.	49,64	8,99	119,82	13,81	11,54	13,66	7,97	9,61	6,95	6,63	49,210	49,210	174,37	191,90	71,33	11,91	100,02	—
2 ^e tr. 16	49,67	8,99	120,12	13,80 ¹² 13,98 ¹⁸	11,55 ¹⁷ 12,14 ¹⁸	13,66 ¹⁷ 14,10 ¹⁸	7,97	9,62	6,98	6,63	49,065	49,067	174,65	192,25 ¹⁷ 198,92 ¹⁸	71,39	11,88	100,00	—
1970 Juill.	49,63	9,00	118,66	13,74	11,53	13,67	7,89	9,57	6,95	6,62	48,079	48,080	173,61	192,24	71,33	11,91	—	—
Août	49,64	8,99	118,53	13,79	11,54	13,67	7,91	9,58	6,95	6,62	48,594	48,594	173,51	192,35	71,35	11,91	—	—
Sept.	49,63	8,99	118,38	13,79	11,53	13,67	7,95	9,54	6,95	6,62	48,847	48,847	173,44	192,28	71,34	11,91	—	—
Oct.	49,63	8,99	118,50	13,79	11,46	13,66	7,97	9,57	6,95	6,62	48,589	48,589	173,49	192,28	71,33	11,91	—	—
Nov.	49,63	8,99	118,64	13,79	11,49	13,67	7,97	9,59	6,95	6,62	48,651	48,651	173,66	192,03	71,33	11,90	100,05 ¹²	—
Déc.	49,66	8,99	118,73	13,79	11,52	13,63	7,97	9,61	6,96	6,63	48,800	48,800	173,74	192,31	71,37	11,91	100,02	—
1971 Janv.	49,64	8,99	119,41	13,81	11,53	13,65	7,97	9,61	6,95	6,63	49,042	49,042	174,27	192,01	71,34	11,91	100,02	—
Févr.	49,63	8,99	119,99	13,80	11,55	13,67	7,96	9,60	6,95	6,63	49,257	49,257	174,46	191,72	71,32	11,91	100,02	—
Mars	49,64	9,00	120,06	13,81	11,54	13,67	7,97	9,62	6,96	6,64	49,330	49,331	174,37	191,96	71,34	11,91	100,01	—
Avril	49,64	9,00	120,03	13,79	11,55	13,66	7,98	9,62	6,97	6,63	49,269	49,267	174,21	192,26	71,36	11,91	100,00	—
Mai 16	49,63	8,98	120,05	13,81 ¹⁴ 14,00 ¹⁵	11,55 ¹⁴ 12,13 ¹⁵	13,67 ¹⁴ 14,03 ¹⁵	7,97	9,62	6,98	6,62	49,201	49,208	174,88	192,24 ¹⁴ 198,63 ¹⁵	71,33	11,85	100,00	—
Juin	49,73	9,00	120,29	13,96	12,15	14,16	7,96	9,63	6,99	6,64	48,724	48,725	174,85	199,20	71,48	11,86	100,00	—
Juill.	49,67	9,01	120,14	13,96	12,13	14,26	7,97	9,62	6,99	6,63	48,631	48,631	174,55	199,14	71,43	11,90	99,99	—

1 Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.
 2 Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.
 3 Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.
 4 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.
 5 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
 6 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 24 octobre, cotation suspendue.
 7 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
 8 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.
 9 Moyenne du 1^{er} juillet au 8 août 1969.
 10 Moyenne du 11 août au 30 septembre 1969.
 11 Moyenne du 1^{er} juillet au 24 septembre 1969. Du 25 septembre au 30 septembre 1969, cotation suspendue.
 12 Moyenne du 16 au 30 novembre 1970.
 13 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
 14 Moyenne des 8 et 4 mai.
 15 Moyenne du 11 au 28 mai.
 16 Les cotations ont été suspendues du 5 au 10 mai.
 17 Moyenne du 1^{er} avril au 4 mai 1971.
 18 Moyenne du 11 mai au 30 juin 1971.

X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

Parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales et cours extrêmes à Bruxelles le 31 juillet 1971

Pays	Parité (ou cours moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	pour :
				en francs belges		
Autriche	24,75 sch.	+ 0,970	- 0,970	198,5794	205,5284	100 sch.
Belgique	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark	7,50 CD	+ 0,750	- 0,750	6,5674	6,7674	1 C.D.
France	5,55419 FF	+ 0,753	- 0,751	8,8679	9,1383	1 FF
Allemagne	3,66 DM	—	—	—	—	—
Grèce	30,— Dr.	+ 0,333	- 0,333	—	—	—
Islande	88,— C. isl.	+ 0,114	- 0,114	—	—	—
Italie	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62 Fl.	—	—	—	—	—
Norvège	7,14286 C.N.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1051	1 C.N.
Portugal	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	70,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	70,3651	72,5080	100 Pesetas
Suède	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5204	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,08415 F.S.	+ 1,857	- 1,816	11,9291	12,5623	1 F.S.
Turquie	15,— Lt.	+ 1,000	- 1,000	—	—	—
Royaume-Uni	2,40 £ 2	+ 0,833 ³	- 0,833 ³	118,1075	121,9075	1 £

1 Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.
 2 Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.
 3 Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.
 4 (Parité) du FB par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis; (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)
 5 (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis); (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis - marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total
	Recettes	Dépenses ³	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	⁽³⁾ = (1) - (2)	(4)	(5)	⁽⁶⁾ = (4) - (5)	
1964	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	28,5	- 28,3	- 30,4
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	33,0	- 32,4	- 37,5
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	33,0	- 32,7	- 37,8
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1969 3 premiers mois ...	64,0	71,2	- 7,2	0,1	9,3	- 9,2	- 16,4
6 premiers mois ...	124,9	136,2	- 11,3	0,1	16,1	- 16,0	- 27,3
9 premiers mois ...	198,8	202,5	- 3,7	0,1	23,1	- 23,0	- 26,7
1970 3 premiers mois ...	71,1	71,9	- 0,8	0,1	10,3	- 10,2	- 11,0
1970 6 premiers mois ...	137,6	145,1	- 7,5	0,2	18,0	- 17,8	- 25,3
7 premiers mois ...	179,7	172,6	+ 7,1	0,3	20,5	- 20,2	- 13,1
8 premiers mois ...	199,6	192,1	+ 7,5	0,3	23,4	- 23,1	- 15,6
9 premiers mois ...	219,6	215,1	+ 4,5	0,3	26,9	- 26,6	- 22,1
10 premiers mois ...	246,1	239,9	+ 6,2	0,4	29,9	- 29,5	- 23,3
11 premiers mois ...	269,6	262,4	+ 7,2	0,5	32,2	- 31,7	- 24,5
12 mois	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	37,7	- 37,1	- 31,5
1971 1 ^{er} mois	28,9	29,3	- 0,4	0,1	5,0	- 4,9	- 5,3
2 premiers mois ...	51,4	53,4	- 2,0	0,1	8,6	- 8,5	- 10,5
3 premiers mois ...	76,7	80,1	- 3,4	0,1	13,1	- 13,0	- 16,4
4 premiers mois ...	101,8	106,0	- 4,2	0,2	16,4	- 16,2	- 20,4
5 premiers mois ...	123,9	132,8	- 8,9	0,2	18,5	- 18,3	- 27,2
6 premiers mois ...	148,6	163,6	- 15,0	0,2	22,5	- 22,4	- 37,4

¹ Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées abstraction faite des virements internes.

³ Y compris les dépenses de la C.A.D.G.

XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impassé																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impassé 4	Emissions d'emprunts consolidés ⁵			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptes ³ et autres opérations de trésorerie	Total (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges	en monnaies étrangères	Total (7) = (5) + (6)	Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché (8)	en francs belges					en monnaies étrangères (14)	Total (15) = (8) à (14)			
									Secteur bancaire (9)	Secteur para-étatique (10)	Congo, Rwanda et Burundi (11)	Certificats divers (12)	Office des chèques postaux (13)					
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)		
1964	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967	-30,4	+ 1,5	- 6,7	-35,6	+21,6	...	+21,6	...	- 7,6	+14,3	...	- 0,2	- 3,8	+ 7,1	+ 9,8	- 6,9	+11,1	+35,6
1968	-37,5	- 1,3	- 9,1	-47,9	+37,0	...	+37,0	...	- 5,5	- 4,9	...	- 0,2	+ 7,8	+ 0,9	- 1,9	+12,0	+ 0,8	+47,9
1969	-37,8	+ 2,6	-13,2	-48,4	+36,0	+ 1,0	+37,0	...	+ 1,7	+ 5,8	...	+ 0,3	- 1,9	+ 6,5	+12,4	+ 0,9	- 1,9	+48,4
1970	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7
1969 3 premiers mois .	-16,4	+ 1,2	- 2,7	-17,9	+ 8,0	...	+ 8,0	...	+ 2,2	+14,1	...	- 0,1	- 6,1	...	+10,1	+ 0,4	- 0,6	+17,9
6 premiers mois .	-27,3	+ 2,4	- 5,9	-30,8	+18,2	+ 1,0	+19,2	...	+ 5,5	+ 7,3	...	- 0,1	- 3,0	+ 2,3	+12,0	+ 1,2	- 1,6	+30,8
9 premiers mois .	-26,7	+ 3,0	- 9,9	-33,6	+25,6	+ 1,0	+26,6	...	+ 4,8	+ 4,1	...	- 0,1	- 7,7	+ 6,2	+ 7,3	+ 1,3	- 1,6	+33,6
1970 3 premiers mois .	-11,0	- 0,7	- 3,0	-14,7	+ 6,1	...	+ 6,1	...	+ 4,3	+10,1	...	- 0,1	- 3,2	- 2,2	+ 8,9	+ 0,2	- 0,5	+14,7
1970 6 premiers mois .	-25,3	+ 2,5	- 5,2	-28,0	+18,4	...	+18,4	...	+ 8,8	+ 7,2	...	- 0,1	- 1,8	- 3,4	+10,7	+ 0,3	- 1,4	+28,0
7 premiers mois .	-13,1	- 1,6	- 6,4	-21,1	+20,7	...	+20,7	...	+ 3,4	+ 1,9	...	- 0,1	- 0,8	- 3,4	+ 1,0	- 1,2	+ 0,6	+21,1
8 premiers mois .	-15,6	- 1,6	- 7,6	-24,8	+20,3	...	+20,3	...	+ 6,6	+ 4,9	...	- 0,1	- 3,8	- 3,5	+ 4,1	- 0,4	+ 0,8	+24,8
9 premiers mois .	-22,1	+ 0,3	- 9,1	-30,9	+27,7	...	+27,7	...	+ 7,8	+ 3,3	...	- 0,2	- 4,4	- 3,6	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,1	+30,9
10 premiers mois .	-23,3	+ 0,3	-10,2	-33,2	+40,3	...	+40,3	...	+ 6,1	+ 1,4	...	- 0,2	+ 0,9	- 6,0	+ 2,2	-10,6	+ 1,3	+33,2
11 premiers mois .	-24,5	- 0,3	-11,3	-36,1	+37,8	...	+37,8	...	+ 6,0	+ 9,9	...	- 0,2	- 3,6	- 7,4	+ 4,7	- 6,7	+ 0,3	+36,1
12 mois	-31,5	+ 1,4	-12,6	-42,7	+37,3	...	+37,3	...	+ 2,9	+ 9,6	...	- 0,3	+ 4,5	- 9,5	+ 7,2	- 2,3	+ 0,5	+42,7
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,4	- 1,2	- 4,1	+16,7	...	+16,7	...	+ 4,1	+ 4,3	...	...	- 0,6	- 1,3	+ 6,5	-13,3	- 5,8	+ 4,1
2 premiers mois .	-10,5	+ 2,1	- 2,4	-10,8	+19,9	...	+19,9	...	+ 4,7	+10,2	...	...	- 5,3	- 6,0	+ 3,6	-12,6	- 0,1	+10,8
3 premiers mois .	-16,4	+ 3,9	- 3,7	-16,2	+19,7	...	+19,7	...	...	+20,3	...	...	- 6,4	- 9,1	+ 4,8	- 6,6	- 1,7	+16,2
4 premiers mois .	-20,4	+ 2,7	- 4,8	-22,5	+18,7	...	+18,7	...	...	+21,0	...	+ 0,4	+ 1,8	-12,7	+10,5	- 7,0	+ 0,3	+22,5
5 premiers mois .	-27,2	+ 4,9	- 5,9	-28,2	+40,4	...	+40,4	...	...	+21,8	...	+ 0,4	- 4,0	-15,0	+ 3,2	-13,0	- 2,4	+28,2
6 premiers mois .	-37,4	+ 6,7	- 7,3	-38,0	+39,3	...	+39,3	...	...	+18,3	...	+ 0,4	- 3,0	-18,8	- 3,1	+ 2,5	- 0,7	+38,0

¹ Cf. tableau XI-1.

² Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui sont comprises dans la colonne (1).

³ Augmentation : (-); diminution : (+).

⁴ Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de « trésorerie » tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'impassé.

C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2. —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes paraétatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes et par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés. (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967.)

⁵ Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 6				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1964	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967	- 30,4	- 7,9	- 38,3	+ 15,3	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 37,5	- 12,3	- 49,8	+ 15,7	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 37,8	- 12,7	- 50,5	+ 22,4	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1969 3 prem. mois	- 16,4	- 2,2	- 18,6	+ 6,9	- 11,7	+ 2,2	+ 2,9	+ 7,3	+ 12,4	- 0,7
6 prem. mois	- 27,3	- 5,4	- 32,7	+ 12,3	- 20,4	+ 8,0	+ 4,8	+ 5,8	+ 18,6	+ 1,8
9 prem. mois	- 26,7	- 8,1	- 34,8	+ 17,5	- 17,3	+ 11,2	+ 7,0	- 6,1	+ 12,1	+ 5,2
1970 3 prem. mois	- 11,0	- 4,4	- 15,4	+ 5,4	- 10,0	+ 1,5	- 0,1	+ 11,7	+ 13,1	- 3,1
1970 6 prem. mois	- 25,3	- 5,1	- 30,4	+ 10,5	- 19,9	+ 9,9	- 1,7	+ 16,6	+ 24,8	- 4,9
7 prem. mois	- 13,1	- 8,6	- 21,7	+ 12,2	- 9,5	+ 10,9	- 2,7	+ 6,3	+ 14,5	- 5,0
8 prem. mois	- 15,6	- 9,8	- 25,4	+ 13,6	- 11,8	+ 9,3	- 2,7	+ 9,9	+ 16,5	- 4,7
9 prem. mois	- 22,1	- 10,3	- 32,4	+ 16,0	- 16,4	+ 14,7	- 2,8	+ 9,8	+ 21,7	- 5,3
10 prem. mois	- 23,3	- 11,5	- 34,8	+ 17,8	- 17,0	+ 26,9	- 2,0	- 1,8	+ 23,1	- 6,1
11 prem. mois	- 24,5	- 13,9	- 38,4	+ 19,4	- 19,0	+ 22,8	- 1,7	+ 5,8	+ 26,9	- 7,9
12 mois	- 31,5	- 13,3	- 44,8	+ 21,0	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971 1 ^{er} mois	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	+ 2,0	- 0,5	+ 14,5	...	- 12,8	+ 1,7	- 1,2
2 prem. mois	- 10,5	- 1,1	- 11,6	+ 3,6	- 8,0	+ 17,2	+ 1,3	- 4,2	+ 14,3	- 6,3
3 prem. mois	- 16,4	- 2,0	- 18,4	+ 5,0	- 13,4	+ 15,7	+ 1,5	+ 6,3	+ 23,5	- 10,1
4 prem. mois	- 20,4	- 2,0	- 22,4	+ 7,4	- 15,0	+ 12,6	+ 2,0	+ 14,7	+ 29,3	- 14,3
5 prem. mois	- 27,2	- 4,4	- 31,6	+ 8,5	- 23,1	+ 34,4	+ 2,4	+ 3,3	+ 40,1	- 17,0
6 prem. mois	- 37,4	- 2,1	- 39,5	+ 10,2	- 29,3	+ 31,4	+ 1,2	+ 18,1	+ 50,7	- 21,4

1 Cf. tableau XI-1.

2 Y compris les dépenses d'organismes paraétatiques financées par des émissions de dettes indirectes et, de novembre 1967 à août 1969, celles financées par des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes en règlement de travaux exécutés et réceptionnés (Arrêté royal n° 41 du 29 septembre 1967). Non compris les dépenses de la C.A.D.G. qui figurent à la colonne (1).

3 Cf. note 4 du tableau XI-2.

4 Suivant les situations de la dette publique.

5 Cf. tableau XVI-3b.

6 Y compris les variations de la dette indirecte et celles de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes (cf. note 2).

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.
B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices ³	Contributions directes ²		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1964	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1967	87,2	+ 1,9	37,1	+ 1,4	86,0	- 1,7	210,3	+ 1,6
1968	95,8	+ 0,4	38,7	- 0,3	92,4	- 1,1	226,9	- 1,0
1969	109,7	+ 0,1	42,8	+ 0,5	101,0	+ 1,3	253,5	+ 1,9
1970	131,5	+ 5,0	46,0	+ 3,1	105,9	+ 0,1	283,4	+ 8,2
1969 2 ^e trimestre	22,5	+ 0,3	10,2	- 0,1	25,9	+ 0,3	58,6	+ 0,5
3 ^e trimestre	36,8	+ 2,6	10,2	- 0,1	24,3	+ 1,1	71,3	+ 3,6
4 ^e trimestre	26,0	- 2,8	11,0	+ 0,4	27,0	+ 0,5	64,0	- 1,9
1970 1 ^{er} trimestre	28,9	+ 2,8	11,0	+ 0,6	25,0	- 0,5	64,9	+ 2,9
2 ^e trimestre	26,2	+ 0,3	11,4	+ 0,8	26,1	- 1,1	63,7	..
3 ^e trimestre	43,3	+ 0,3	11,0	+ 0,4	24,9	+ 0,2	79,2	+ 0,9
4 ^e trimestre	33,1	+ 1,5	12,6	+ 1,3	29,8	+ 1,6	75,5	+ 4,4
1971 1 ^{er} trimestre	31,0	+ 0,7	10,9	- 0,8	30,6	+ 0,2	72,5	+ 0,1
2 ^e trimestre	31,5	+ 2,1	11,4	- 0,6	27,8	- 0,1	70,7	+ 1,4
1970 Juin	10,4	..	3,8	+ 0,4	9,1	- 0,4	23,3	..
Juillet	28,4	- 0,3	3,9	+ 0,4	8,6	..	40,9	+ 0,1
Août	7,9	+ 0,5	3,6	+ 0,1	7,7	..	19,2	+ 0,6
Septembre	7,0	+ 0,1	3,5	- 0,1	8,6	+ 0,2	19,1	+ 0,2
Octobre	12,1	+ 0,7	3,9	+ 0,1	9,4	..	25,4	+ 0,8
Novembre	9,5	+ 1,2	3,8	+ 0,2	9,1	+ 0,1	22,4	+ 1,5
Décembre	11,5	- 0,4	4,9	+ 1,0	11,3	+ 1,5	27,7	+ 2,1
1971 Janvier	14,1	+ 0,1	3,4	- 0,5	8,5	+ 0,1	26,0	- 0,5
Février	8,8	+ 0,3	3,2	- 0,5	9,9	..	21,9	- 0,2
Mars	8,1	+ 0,3	4,3	+ 0,2	12,2	+ 0,1	24,6	+ 0,6
Avril	9,6	+ 0,6	4,0	- 0,1	11,0	..	24,6	+ 0,5
Mai	9,2	+ 0,5	3,6	- 0,3	9,0	- 0,2	21,8	..
Juin	12,7	+ 1,0	3,8	- 0,2	7,8	+ 0,1	24,3	+ 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1970		Exercice 1970 : juin		Exercice 1971 : juin	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes ²	131,5	126,5	10,4	10,4	12,7	11,7
précompte immobilier	1,1	1,1	..	..	..	..
précompte mobilier	13,3	13,4	1,6	1,6	1,7	1,8
précompte professionnel	59,3	56,3	5,7	5,6	6,9	6,5
versements anticipés	27,5	28,9	1,3	1,5	1,5	1,4
impôts des personnes physiques (rôles)	19,1	17,8	1,1	1,1	1,6	1,4
impôts de sociétés (rôles)	3,9	3,0	0,2	0,2	0,4	0,1
taxe de circulation sur les véhicules automobiles	5,7	4,5	0,3	0,3	0,3	0,4
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime)	0,1	0,1	..	..	—	—
divers ²	1,5	1,4	0,2	0,1	0,3	0,1
II. Douanes et accises	46,0	42,9	3,8	3,4	3,8	4,0
dont : douanes	9,4	7,3	0,8	0,6	0,6	0,6
accises	34,9	35,4	2,9	2,8	3,1	3,4
taxes spéciales de consommat.	1,5	..	0,1	..	0,1	..
III. Enregistrement	105,9	105,8	9,1	9,5	7,8	7,7
dont : enregistrement	8,0	9,5	0,8	0,9	0,9	0,8
successions	4,3	4,5	0,4	0,4	0,4	0,4
TVA, timbre et taxes assimilées au timbre	92,6	90,6	7,8	8,1	6,5	6,5
Total ...	283,4	275,2	23,3	23,3	24,3	23,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 8,2		..		+ 0,9

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE ¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

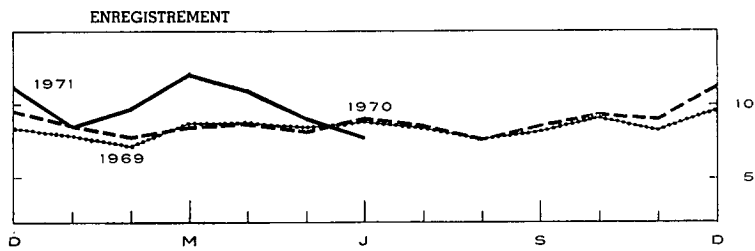
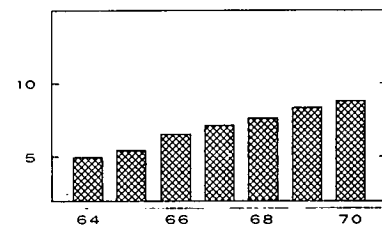
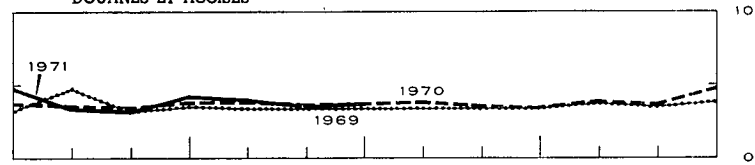
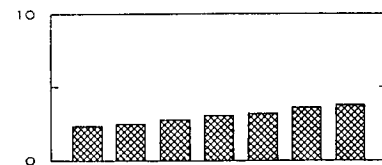
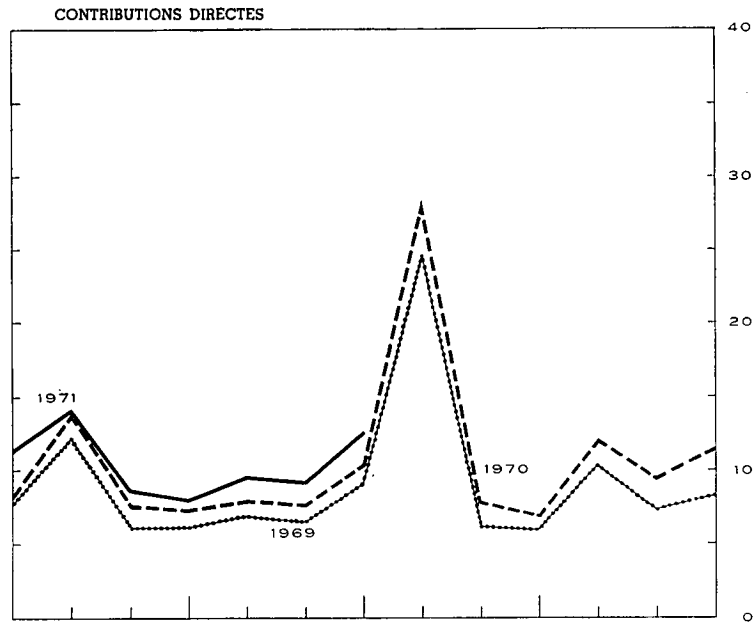
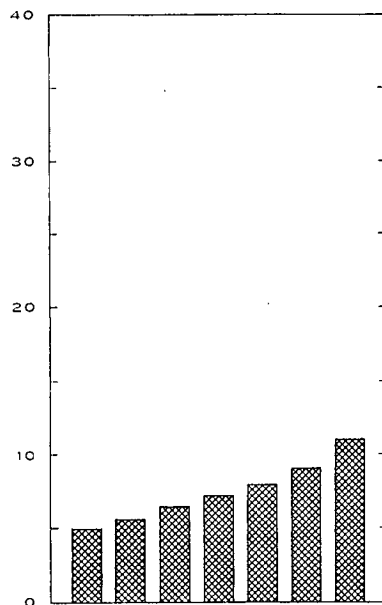
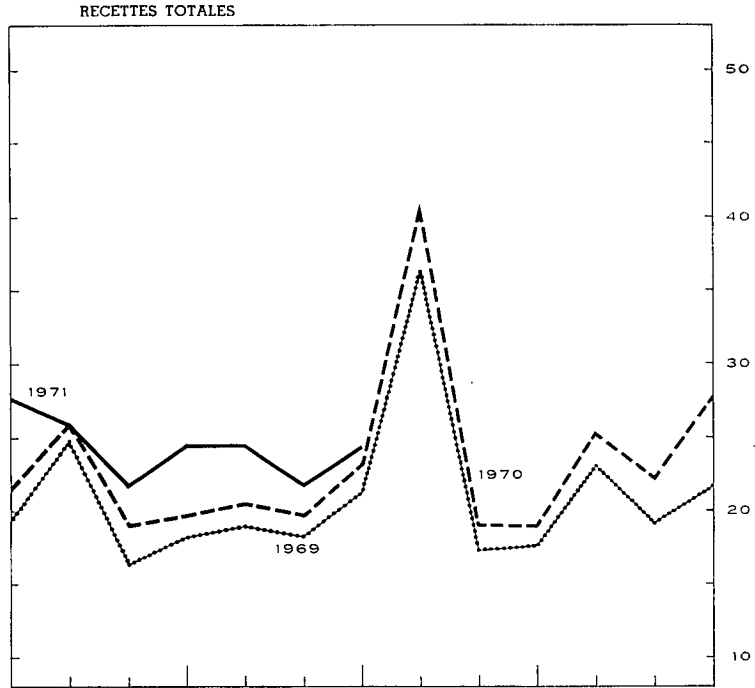
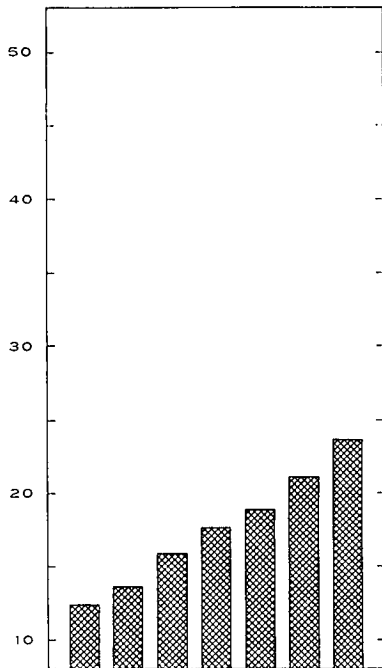
Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes ²	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés
1964	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1967	7,3	3,1	7,2	17,6	1,45
1968	8,0	3,2	7,7	18,9	1,65
1969	9,1	3,6	8,4	21,1	2,11
1970	11,0	3,8	8,8	23,6	2,29
1969 6 premiers mois	7,5	3,4	8,6	19,5	0,76
9 premiers mois	9,3	3,5	8,2	21,0	2,56
1970 3 premiers mois	9,6	3,7	8,3	21,6	0,91
6 premiers mois	9,2	3,7	8,5	21,4	0,90
9 premiers mois	10,9	3,7	8,5	23,1	2,75
1971 3 premiers mois	10,3	3,6	10,2	24,1	0,96
6 premiers mois	10,4	3,7	9,7	23,8	0,54
1970 Juin	10,4	3,8	9,1	23,3	1,30
Juillet	28,4	3,9	8,6	40,9	19,10
Août	7,9	3,6	7,7	19,2	0,18
Septembre	7,0	3,5	8,6	19,1	0,12
Octobre	12,1	3,9	9,4	25,4	2,44
Novembre	9,5	3,8	9,1	22,4	0,03
Décembre	11,5	4,9	11,3	27,7	0,25
1971 Janvier	14,1	3,4	8,5	26,0	2,71
Février	8,8	3,2	9,9	21,9	0,10
Mars	8,1	4,3	12,2	24,6	0,07
Avril	9,6	4,0	11,0	24,6	0,94
Mai	9,2	3,6	9,0	21,8	0,08
Juin	12,7	3,8	7,8	24,3	1,46

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.
² Y compris le produit des versements anticipés.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967 :

« Chapitre XI « Finances publiques » de la série statistique - Révision de certaines données » et XLV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1970 : « Les budgets de 1970 et 1971 ».

XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE
(milliards de francs)



XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE ¹
1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967 ²

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatutaires d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
													données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	77,9	—	5,8	6,3	4,1	94,1	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,4	—	—	—	—	75,9	—	0,1	1,2	—	—	86,6
			Obligations ...	16,6	—	—	—	—	—	—	1,2	19,0	—	—	36,9
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	—	—	149,3	44,0	141,8	—	335,6
			Divers ...	—	2,2	2,1	0,1	21,6	—	—	1,9	12,0	0,8	—	40,7
	(Actions et parts) ...	(227,6)	(1,3)	(...)	—	(...)	—	—	(1,1)	(—)	(0,4)	(4,9)	(—)	(235,4)	
	Total ...	26,0	2,5	2,1	0,1	22,0	—	153,7	—	158,3	75,0	150,1	4,1	594,0	
	Parastatutaires d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	—	—	0,5
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,7	—	—	—	—	0,1	1,4	—	0,2	—	—	—	2,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	—	—	—	—	—	1,3	—	—	—	0,1	—	1,6
Obligations accessibles à tout placeur ...		19,2	0,6	—	—	—	3,7	2,9	0,7	4,2	4,7	0,6	—	36,7	
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,2	—	0,1	—	1,4	4,6	—	1,4	5,3	0,7	1,3	15,1	
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	2,1	—	—	—	0,2	12,1	—	14,5		
Divers ...	7,2	0,1	6,0	0,6	—	1,9	0,5	—	—	—	—	0,1	1,3		
(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(15,6)	(7,6)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,5)	(0,9)	(26,3)		
Total ...	27,3	0,8	6,0	0,8	—	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	2,7	88,4		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	3,3	—	—	2,3	—	—	—	44,4	—	—	0,1	8,6	58,7	
	Certificats à court terme ...	—	0,8	—	0,2	—	16,3	41,3	3,6	9,6	0,4	14,5	1,9	88,5	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	142,5	2,4	—	2,3	1,9	9,8	54,1	2,9	35,0	48,2	7,6	1,4	308,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	—	—	13,0	67,4	—	2,7	2,0	0,4	0,2	85,9	
	Divers ...	—	0,4	—	—	2,1	0,4	0,7	—	—	0,6	0,2	—	4,3	
Total ...	145,8	3,8	—	4,7	4,0	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	12,1	545,4		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	22,0	0,6	—	0,3	—	0,5	2,5	1,0	3,1	8,5	1,3	—	39,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,7	1,8	—	13,6	2,2	—	0,2	18,5	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	6,2	—	—	—	—	—	—	0,9	—	74,6	—	81,8	
Divers ...	2,4	0,6	1,4	—	—	—	—	—	—	—	0,2	4,0	8,6		
Total ...	24,4	7,3	1,4	0,3	—	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	4,2	156,7		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	8,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—	—	—	0,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	0,1	—	0,7	—	0,9	12,7	0,2	2,3	16,9	
	Divers ...	25,0	—	0,5	—	0,9	—	—	—	0,7	1,5	—	4,1	32,8	
	Total ...	33,7	—	0,5	—	1,0	0,3	0,7	—	1,6	14,3	0,2	6,4	58,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	1,8	—	—	—	—	—	1,8	
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	21,1	—	1,7	—	2,7	2,5	28,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	6,4	—	0,2	—	—	—	6,6	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	170,8	—	—	—	—	170,8	
	Obligations ...	8,5	—	0,8	—	0,1	—	2,4	0,9	0,3	3,1	0,2	—	16,3	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	10,6	—	—	—	—	14,7	—	—	—	—	25,3	
	Divers ...	—	2,2	7,5	—	0,7	—	—	0,9	—	0,5	0,2	—	12,0	
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	—	(—)	(1,5)	(—)	(0,4)	(1,3)	(...)	(3,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
		Organismes monétaires (7)												
		Fonds des Rentes (8)												
		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)												
		Organ. d'assur.-vie et sociét. du travail, fonds de pension (10)												
		Organismes publics de crédit non monétaires (11)												
		Secteurs indéterminés et ajustements (12)												
		(13) = (1) à (12)												
	Monnaie	321,0	1,8	4,0	17,7	0,7	—	—	—	2,4	2,6	0,3	—	350,5
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	3,0	0,2	0,1	—	—	0,1	—	6,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	117,7	—	—	—	—	—	—	117,7
	Dépôts en devises des résidents	8,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,4
	Dépôts sur livrets des résidents	59,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	59,2
	Dépôts à terme des résidents	48,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	48,7
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	16,9	—	—	—	—	—	—	16,9
	Obligations (y compris les bons de caisse)	13,3	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	13,5
	Divers	0,1	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	16,1	16,4
	(Actions et parts)	(13,9)	—	(0,2)	—	—	(0,8)	—	(0,1)	(0,1)	—	—	—	(15,0)
	Total ...	450,7	1,8	4,2	17,7	0,7	121,1	19,9	0,2	2,5	2,8	0,4	16,1	638,1
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	4,2	—	2,0	—	0,1	—	6,3
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
	Total ...	—	—	2,8	—	—	—	4,2	—	2,0	—	0,1	0,1	9,2
	Dépôts à vue	5,6	—	—	0,1	1,5	—	—	—	—	1,6	0,2	—	9,0
	Dépôts sur livrets	198,7	—	—	0,5	—	—	—	—	—	—	—	0,2	199,4
	Dépôts à terme	2,2	1,3	—	—	2,9	—	—	—	—	1,0	—	1,1	8,4
	Obligations (y compris les bons de caisse)	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	—	—	23,2
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6
	Divers	7,3	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	2,5	10,0
	(Actions et parts)	(2,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(2,4)
	Total ...	236,8	1,3	—	0,6	4,4	—	0,1	—	0,1	3,4	0,2	3,8	250,7
	Réserves de sécurité sociale	32,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32,6
	Réserves mathématiques	189,6	—	—	—	—	17,2	—	—	—	—	—	—	206,8
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	0,6	—	—	1,0
	Divers	9,7	—	0,5	—	2,2	—	—	—	—	—	—	2,5	14,9
	Total ...	231,9	—	0,5	—	2,6	17,2	—	—	—	0,6	—	2,5	255,3
	Dépôts à vue	3,8	—	—	0,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	4,1
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,4	—	—	1,3	—	0,2	0,1	4,0
	Dépôts sur livrets	10,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10,6
	Dépôts à terme	2,7	1,0	—	3,1	2,7	0,6	0,6	—	0,3	1,6	—	0,5	13,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,8	—	1,4	—	0,2	—	2,4
	Obligations accessibles à tout placeur	108,0	0,3	—	0,4	3,1	0,1	14,3	0,3	12,0	26,1	0,7	—	165,3
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,1	5,5	2,0	—	5,0	21,8	—	2,3	37,7
	Divers	4,7	—	14,4	—	—	2,2	0,3	—	0,1	—	—	7,1	29,0
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)
	Total ...	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	10,7	18,1	0,3	20,2	49,6	1,2	10,0	266,2
			2,8	1,4	—	1,8	—	15,8	0,8	9,2	7,5	2,6	—	41,9
	Total des créances	1.315,0	23,8	52,2	28,0	44,1	199,0	661,7	10,4	267,2	228,9	270,5	64,5	3.165,3

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Certaines données en mouvements concernent l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Cf. notes 2 à 5 du tableau XII-2.

2 Pour les années 1957 à 1959, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII^e année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, n° 2, février 1967; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, n° 4, avril 1969; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1969.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
															données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,2	—	—	—	—	83,5	—	11,5	—	3,1	0,7	99,0	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	9,8	—	—	—	—	—	96,7	—	0,2	—	1,3	—	108,0
			Obligations ...	18,0	—	—	—	—	—	—	—	1,1	20,0	—	—	39,1
			Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	0,1	—	—	0,4	—	—	—	165,1	45,9	159,5	—	371,1
			Divers ...	—	2,4	2,2	0,2	22,3	—	—	—	2,0	13,0	1,4	—	43,4
	(Actions et parts) ...	(264,6)	(1,5)	(...)	—	(...)	—	—	(1,2)	(—)	(0,5)	(5,8)	(...)	(...)	(273,6)	
	Total ...	27,8	2,7	2,2	0,2	22,7	—	—	180,2	—	179,9	78,9	165,3	0,7	660,6	
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	0,1	—	0,2	—	—	—	—	0,3	
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,4	—	—	—	—	—	1,0	—	0,3	—	0,2	—	1,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,1	—	—	—	—	0,1	1,3	—	—	—	0,1	—	1,6	
Obligations accessibles à tout placeur ...		21,0	0,6	—	—	—	3,6	4,5	1,0	5,0	5,1	1,0	—	41,8		
Obligations non accessibles à tout placeur ...		—	0,3	—	0,2	0,1	1,2	4,6	—	1,7	5,0	0,8	0,7	14,5		
Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	—	—	0,1	—	1,8	—	—	—	0,2	14,8	—	16,9			
Divers ...	7,8	—	6,1	0,7	—	2,0	—	—	—	—	—	0,1	1,6	18,4		
(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(16,8)	(8,0)	(...)	—	—	(0,1)	(—)	(0,4)	(0,2)	(0,6)	(0,9)	(28,0)		
Total ...	29,3	0,9	6,1	1,0	0,1	8,8	—	11,4	1,2	7,0	10,3	17,0	2,3	95,4		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	1,9	—	—	1,3	—	—	52,3	—	—	—	—	7,1	62,6		
	Certificats à court terme ...	—	1,5	—	0,2	—	21,0	46,7	5,1	8,2	—	8,9	5,0	96,5		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	147,8	3,1	—	2,2	1,9	8,9	62,9	4,1	37,2	48,2	14,0	1,4	331,7		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	12,5	67,9	—	3,3	2,1	0,4	0,6	86,8		
	Divers ...	—	0,6	—	—	1,4	0,7	1,7	—	—	0,7	0,1	—	5,3		
Total ...	149,7	5,2	—	3,7	3,3	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	14,1	582,9			
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	10,0	—	—	—	—	—	10,0		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	24,6	0,5	—	0,3	—	0,5	4,2	1,4	4,3	9,7	1,5	—	47,0		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,5	1,8	—	14,2	1,9	—	0,4	18,7		
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	—	6,0	—	—	—	—	—	—	0,9	—	—	83,0	90,0		
Divers ...	2,6	0,6	1,5	—	—	—	—	—	—	—	0,2	4,4	9,4			
Total ...	27,2	7,1	1,5	0,3	—	1,0	16,0	1,4	19,4	11,6	84,7	4,8	175,1			
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,3		
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	0,1	—	—	0,3		
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	0,9	—	—	10,7	0,4	—	14,9		
	Divers ...	25,0	—	0,6	—	0,9	—	—	—	—	0,6	—	—	36,9		
	Total ...	33,3	—	0,6	—	0,9	0,2	0,9	—	—	1,4	13,2	0,4	9,5	60,4	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	1,2	—	—	—	—	—	1,2		
	Acceptations et effets commerciaux ...	—	—	—	—	—	—	28,4	—	1,5	—	2,2	2,4	34,6		
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	13,9	—	0,1	—	—	—	14,0		
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	180,3	—	—	—	—	—	180,3		
	Obligations ...	8,5	—	—	—	0,1	—	6,2	0,9	0,4	3,8	0,2	0,6	20,7		
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	15,1	—	—	—	10,3	—	—	—	—	—	25,3		
	Divers ...	—	2,1	8,0	—	0,8	—	0,2	—	—	—	0,5	0,5	12,1		
	(Actions et parts) ...	—	(0,2)	(0,5)	—	—	—	(—)	(2,3)	(—)	(0,3)	(1,5)	(—)	(...)	(4,8)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	341,1	2,0	4,0	21,4	1,0	5,2	2,7	3,9	2,4	0,8	...	370,6	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,2	
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	149,2	—	—	—	—	—	149,2	
	Dépôts en devises des résidents	8,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8,8	
	Dépôts sur livrets des résidents	71,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	71,3	
	Dépôts à terme des résidents	54,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	54,4	
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	22,2	—	—	—	0,4	22,6	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	16,2	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	16,5	
	Divers	0,2	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	19,9	
	(Actions et parts)	(17,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	(0,1)	(0,1)	—	(18,3)	
Total ...	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	154,4	24,9	...	4,1	2,7	1,2	20,0	727,9	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	1,2	—	—	—	—	—	1,2	
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	—	6,9	—	2,0	—	—	8,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9	
Total ...	—	—	2,8	—	—	1,2	6,9	—	2,0	—	—	0,1	13,0	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	6,7	—	—	0,1	2,2	—	—	—	—	1,6	0,5	11,1	
	Dépôts sur livrets	218,1	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,3	218,6	
	Dépôts à terme	1,6	1,5	—	—	3,2	—	—	—	—	1,5	0,3	9,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse)	28,7	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,8	0,1	30,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	0,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	
	Divers	8,3	—	—	—	—	—	0,1	—	—	—	—	11,3	
	(Actions et parts)	(3,2)	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	(3,3)	
Total ...	264,2	1,5	—	0,3	5,4	—	0,1	—	0,5	3,9	0,9	4,4	281,2	
Organ. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	33,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33,0	
	Réserves mathématiques	198,6	—	—	—	—	18,1	—	—	—	—	—	216,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5	—	0,5	
	Divers	13,7	—	0,6	—	1,8	—	—	—	—	—	3,4	19,5	
Total ...	245,3	—	0,6	—	1,8	18,1	—	—	—	0,5	—	3,4	269,7	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	4,0	—	—	0,1	0,1	—	0,2	—	—	—	—	4,4	
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	0,3	—	0,1	—	—	—	0,9	
	Dépôts sur livrets	12,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12,2	
	Dépôts à terme	3,3	1,1	—	3,7	2,6	0,8	0,8	—	0,9	1,0	0,1	15,0	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	2,2	—	0,2	2,9	
	Obligations accessibles à tout placeur	122,2	0,3	—	0,4	3,7	0,1	18,3	0,6	14,9	27,3	1,7	189,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	1,3	5,4	2,2	—	5,8	23,2	—	40,5	
	Divers	5,8	—	15,5	—	—	—	—	—	0,1	—	—	32,1	
(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(2,2)		
Total ...	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	13,8	297,5	
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		—	3,6	5,0	—	1,6	—	21,5	0,8	10,3	9,6	3,0	—	55,4
	(13) = (1) à (12)	1.424,8	26,5	61,6	31,1	45,4	233,5	755,8	14,3	299,6	237,6	301,0	76,1	3.507,4

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1968 ¹

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)			
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)		
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (8)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)					
													(1)			(2)	(8)	(4)	(5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)
<i>données non disponibles</i>																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opérations non effectuées																	
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	+ 5,7	—	+ 5,7	—	— 3,1	— 3,4	+ 4,9	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,4	...	—	+ 20,8	—	+ 0,1	—	+ 0,1	...	+ 21,4
			Obligations ...	+ 1,4	—	— 0,1	+ 1,0	+ 2,2
			Autres emprunts à moyen et long terme	—	+ 15,9	+ 1,9	+ 17,6	...	+ 35,5
			Divers	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,6	+ 12,4 ²	—	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,6	...	+ 15,1
	(Actions et parts) ...	(+12,9)	(+0,2)	(...)	...	(...)	(- 0,6) ³	(...)	(-)	(+ 0,1)	(+ 0,9)	(...)	(...)	(...)	(+ 13,5)		
	Total ...	+ 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,7	+ 12,4	+ 26,4	—	+ 21,7	+ 3,9	+ 15,2	— 3,4	+ 79,1			
	Secteurs nationaux non financiers	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	+ 0,1	...	+ 0,3	— 0,5	— 0,1	
			Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	— 0,4	...	—	— 0,4	—	+ 0,1	...	+ 0,2	...	— 0,6	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	— 0,1	+ 0,1	...	—	+ 0,1	
			Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 1,8	— 0,1	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	...	+ 5,1	
			Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	+ 0,1	...	— 0,2	+ 0,3	— 0,3	+ 0,1	— 0,7	— 0,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	...	...	— 0,3	...	—	...	...	+ 2,7	...	+ 2,4	
	Divers ...	+ 0,6	...	+ 0,2	...	...	+ 0,1	— 0,4	...	...	...	...	...	+ 0,7	
	(Actions et parts) ...	(...)	...	(+ 1,2)	(+ 0,4)	(...)	...	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 1,7)			
Total ...	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	— 0,4	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,8	...	+ 3,4	— 0,4	+ 7,0				
Secteurs nationaux non financiers	Etat (Trésor) (8)	Fonds de tiers ...	— 1,5	...	—	— 1,0	...	...	+ 8,0	...	...	...	— 0,1	— 1,4	+ 4,0
		Certificats à court terme ...	...	+ 0,6	—	...	...	+ 0,3	+ 5,4	+ 1,6	— 1,4	— 0,4	— 5,6	— 0,1	+ 0,4
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 5,4	+ 0,7	—	— 0,1	— 0,1	— 0,9	+ 8,8	+ 1,1	+ 2,3	...	+ 6,4	...	+ 23,7		
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	— 0,2	—	...	...	— 0,5	+ 0,5	...	+ 0,5	+ 0,2	...	+ 0,4	+ 0,9
		Divers ...	...	+ 0,3	—	...	— 0,6	— 1,9	+ 0,7	...	...	+ 0,1	— 0,1	...	— 1,6
Total ...	+ 3,9	+ 1,4	—	— 1,1	— 0,7	— 3,0	+ 23,4	+ 2,7	+ 1,4	— 0,2	+ 0,7	— 1,1	+ 27,4				
Secteurs nationaux non financiers	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	+ 2,1	—	...	...	...	...	+ 2,0
		Obligations accessibles à tout placeur ...	+ 2,6	— 0,1	...	...	...	...	+ 1,7	+ 0,4	+ 1,2	+ 1,2	+ 0,2	...	+ 7,2
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	— 0,2	— 0,1	...	+ 0,6	— 0,3	...	+ 0,1	+ 0,2
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	— 0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 8,2
Divers ...	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,8		
Total ...	+ 2,8	— 0,2	+ 0,1	...	...	— 0,2	+ 3,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 3,6	+ 0,6	+ 18,4		
Secteurs nationaux non financiers	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	— 0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 0,4		
		Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	— 0,1	— 2,0	+ 0,2	— 0,2	— 2,0
		Divers ...	...	...	+ 0,1	...	— 0,1	...	...	...	— 0,1	+ 0,9	...	+ 3,3	+ 4,2
		Total ...	— 0,4	...	+ 0,1	...	— 0,1	...	+ 0,1	...	— 0,2	— 1,1	+ 0,2	+ 3,1	+ 1,7		
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	— 0,6	...	...	...	...	...	— 0,6	
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	...	+ 7,3	—	— 0,2	...	— 0,5	— 0,1	+ 6,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	+ 7,4	—	...	...	...	...	+ 7,4	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Obligations ...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,1 ⁵	+ 0,7 ⁵	...	— 0,2	+ 4,4	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 4,5	
	Divers ...	+ 2,3 ⁴	— 0,1	+ 0,5	...	+ 0,1	...	— 4,5	—	—	—	—	+ 0,3	+ 2,4			
	(Actions et parts) ...	(+13,5) ⁵	(...)	(...)	...	...	(-)	(+ 0,8)	(-)	(- 0,1) ⁵	(+ 0,2) ⁵	(-)	(...)	(+ 14,4)	

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	Intermédiaires financiers													
Organismes monétaires (7)	Monnaie	+20,1	+ 0,2	- 0,1	+ 3,6	+ 0,4	+ 1,5	- 0,2	+ 0,5	+ 26,1
	Argent à très court terme	—	...	—	+ 1,8	- 0,1	+ 0,1	...	+ 0,1	+ 1,4
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	+31,5	—	—	—	—	+ 31,5
	Dépôts en devises des résidents	+ 0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,3
	Dépôts sur livrets des résidents	+12,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 12,1
	Dépôts à terme des résidents	+ 5,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 5,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	—	—	...	—	+ 5,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 3,0	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,0
	Divers	+ 3,9
	(Actions et parts)	(+ 3,3)	—	(...)	—	—	—	—	—	(-0,1)	(...)	(...)	...	(+ 3,2)
Total ...	+41,3	+ 0,2	...	+ 3,6	+ 0,4	+33,3	+4,9	- 0,1	+ 1,6	- 0,2	+ 0,8	+ 4,0	+ 89,8	
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 1,3	...	—	...	...	...	+ 1,3
	Certificats à court terme	—	—	—	—	—	...	+2,6	—	+ 0,1	—	- 0,2	+ 2,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	...	—	...	...	...	...
	Divers	—	—	...	—	—	—	...	...	...	...	...	...
Total ...	—	...	...	...	...	+ 1,3	+2,6	—	+ 0,1	...	- 0,2	+ 3,8	
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 1,1	...	...	...	+ 0,7	...	—	...	...	...	+ 0,3	+ 2,0
	Dépôts sur livrets	+19,4	...	—	- 0,3	...	...	—	...	...	...	+ 0,1	+ 19,2
	Dépôts à terme	- 0,6	+ 0,2	...	...	+ 0,4	...	—	...	...	+ 0,6	+ 0,2	+ 1,0
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 6,3	—	...	...	—	—	—	+ 0,3	...	+ 0,1	...	+ 6,8
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	+ 0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,2	
	Divers	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	+ 1,3
	(Actions et parts)	(+ 0,9)	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	+ 0,3	(+ 0,9)	
Total ...	+27,4	+ 0,2	...	- 0,2	+ 1,0	...	...	...	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6	+ 0,6	+ 30,5
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,4	
	Réserves mathématiques	+ 9,0	—	—	—	—	+ 1,0 ^e	—	—	—	—	—	+ 10,0	
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,5
	Divers	+ 3,9	...	+ 0,2	...	- 0,4	...	...	...	...	...	...	+ 4,6
Total ...	+13,3	...	+ 0,2	...	- 0,8	+ 1,0	...	...	...	- 0,1	...	+ 0,9	+ 14,5
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 0,3	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	+ 0,3
	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	- 2,1	...	+ 0,1	- 0,9	...	- 0,1	- 3,1
	Dépôts sur livrets	+ 1,6	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 1,6
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,1	...	+ 0,6	...	+ 0,3	+0,2	—	+ 0,5	- 0,6	+ 0,1	+ 1,9	
	Engagements en comptes courants ou d'avances	...	...	—	...	...	...	-0,3	...	+ 0,7	...	+ 0,1	+ 0,5
	Obligations accessibles à tout placeur	+14,1	...	...	+ 0,1	+ 0,6	...	+4,0	+ 0,2	+ 2,9	+ 1,2	+ 1,0	+ 24,1
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	...	...	...	+ 0,2	...	+0,2	...	+ 0,8	+ 1,3	...	+ 2,9
	Divers	+ 1,1	...	+ 1,1	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 3,3
(Actions et parts)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)		
Total ...	+17,7	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,8	- 1,9	+4,2	+ 0,4	+ 4,0	+ 2,0	+ 1,0	+ 3,8	+ 33,8	
Secteurs indéfinis et ajustements (12)		...	+ 0,8	+ 0,4	...	- 0,2	...	+5,8	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,1	+ 0,4	—	+ 10,4
	(13) = (1) à (12)	+112,1	+ 2,8	+ 2,6	+ 3,1	+ 1,3	+42,4	+94,1	+ 3,9	+32,4	+ 8,8	+30,5	+12,1	+346,1

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le Bulletin d'Information et de Documentation, XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX^e année, vol. I, no 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL^e année, vol. II, no 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 2, février 1967; pour l'année 1964, cf. le même bulletin, XLII^e année, vol. I, no 3, mars 1967; pour l'année 1965, cf. le même bulletin, XLIII^e année, vol. I, no 3, mars 1968; pour l'année 1966, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. I, no 4, avril 1969; pour l'année 1967, cf. le même bulletin, XLIV^e année, vol. II, no 6, décembre 1969.

2 Cf. rubriques 4.822, 4.823, 4.824 et 4.83 du tableau IX-1.
3 Cf. rubrique 4.821 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)
4 Cf. rubriques 4.812, 4.813 et 4.814 du tableau IX-1.

5 Cf. rubriques 4.811 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

6 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1967

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	26,0	2,5	2,1	0,1	22,0	52,7	...	153,7	—	158,3	75,0	150,1	537,1	4,1	594,0
2. Paraétatiques d'exploitation	27,3	0,8	6,0	0,8	...	34,9	9,2	10,7	0,7	6,3	10,3	13,6	41,6	2,7	88,4
3. Etat (Trésor)	145,8	3,8	—	4,7	4,0	158,3	39,4	207,9	6,5	47,3	51,2	22,7	335,6	12,1	545,4
4. Secteur public non compris ailleurs	24,4	7,3	1,4	0,3	...	33,4	1,2	12,3	1,0	17,6	10,7	76,2	117,8	4,2	156,7
5. Sécurité sociale	33,7	...	0,5	...	1,0	35,2	0,3	0,7	...	1,6	14,3	0,2	16,8	6,4	58,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	257,2	14,4	10,0	5,9	27,0	314,5	50,1	385,3	8,2	231,1	161,5	262,8	1.048,9	29,5	1.443,1
7. Etranger	8,5	2,2	18,9	.....	0,8	30,4	—	218,2	0,9	2,2	3,6	3,1	228,0	2,5	260,8
8. Organismes monétaires	450,7	1,8	4,2	17,7	0,7	475,1	121,1	19,9	0,2	2,5	2,8	0,4	25,8	16,1	638,1
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	...	4,2	...	2,0	—	0,1	6,3	0,1	9,2
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	236,8	1,3	...	0,6	4,4	243,1	.....	0,1	...	0,1	3,4	0,2	3,8	3,8	250,7
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	231,9	...	0,5	...	2,6	235,0	17,2	...	...	...	0,6	...	0,6	2,5	255,3
12. Organismes publics de crédit non monétaires	129,8	1,3	14,4	3,7	6,9	156,1	10,7	18,1	0,3	20,2	49,6	1,2	89,4	10,0	266,2
13. Total des intermédiaires financiers	1.049,2	4,4	21,9	22,0	14,6	1.112,1	149,0	42,3	0,5	24,8	56,4	1,9	125,9	32,5	1.419,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	2,8	1,4	...	1,8	6,0	.....	15,8	0,8	9,2	7,5	2,6	35,9	—	41,9
15. Total des créances	1.315,0	23,8	52,2	28,0	44,1	1.463,1	199,0	661,7	10,4	267,2	228,9	270,5	1.438,7	64,5	3.165,3
16. Solde des créances et des dettes .	+ 721,0	— 64,6	— 493,2	— 128,7	— 14,6	+ 19,9	— 61,8	+ 23,6	+ 1,2	+ 16,5	— 26,4	+ 4,3	+ 19,2	+ 22,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1968

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	27,8	2,7	2,2	0,2	22,7	55,6	...	180,2	—	179,9	78,9	165,3	604,3	0,7	660,6
2. Paraétatiques d'exploitation	29,3	0,9	6,1	1,0	0,1	37,4	8,8	11,4	1,2	7,0	10,3	17,0	46,9	2,3	95,4
3. Etat (Trésor)	149,7	5,2	—	3,7	3,3	161,9	43,1	231,5	9,2	48,7	51,0	23,5	363,9	14,1	582,9
4. Secteur public non compris ailleurs	27,2	7,1	1,5	0,3	...	36,1	1,0	16,0	1,4	19,4	11,6	84,7	133,1	4,8	175,1
5. Sécurité sociale	33,3	...	0,6	...	0,9	34,8	0,2	0,9	...	1,4	13,2	0,4	15,9	9,5	60,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	267,3	15,9	10,4	5,2	27,0	325,8	53,1	440,0	11,8	256,4	165,0	290,9	1.164,1	31,4	1.574,4
7. Etranger	8,5	2,1	23,1	.....	0,9	34,6	—	240,5	0,9	2,0	4,3	2,9	250,6	3,0	288,2
8. Organismes monétaires	492,0	2,0	4,2	21,4	1,0	520,6	154,4	24,9	0,1	4,0	2,7	1,2	32,9	20,0	727,9
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	1,3	6,8	...	2,0	—	...	8,8	0,1	13,0
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	264,2	1,5	...	0,3	5,4	271,4	.....	0,1	...	0,5	3,9	0,9	5,4	4,4	281,2
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	245,3	...	0,6	...	1,8	247,7	18,1	...	...	...	0,5	...	0,5	3,4	269,7
12. Organismes publics de crédit non monétaires	147,5	1,4	15,5	4,2	7,7	176,3	6,6	22,0	0,7	24,3	51,6	2,2	100,8	13,8	297,5
13. Total des intermédiaires financiers	1.149,0	4,9	23,1	25,9	15,9	1.218,8	180,4	53,8	0,8	30,8	58,7	4,3	148,4	41,7	1.589,3
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	3,6	5,0	...	1,6	10,2	.....	21,5	0,8	10,3	9,6	3,0	45,2	—	55,4
15. Total des créances	1.424,8	26,5	61,6	31,1	45,4	1.589,4	233,5	755,8	14,3	299,6	237,6	301,0	1.608,3	76,1	3.507,4
16. Solde des créances et des dettes..	+ 764,2	— 68,9	— 521,3	— 144,0	— 15,0	+ 15,0	— 54,7	+ 27,9	+ 1,3	+ 18,4	— 32,1	+ 3,5	+ 19,0	+ 20,7	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1968

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opérations non effectuées	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,7	+ 2,9	+ 12,4	+ 26,4	—	+ 21,7	+ 3,9	+ 15,2	+ 67,2	— 3,4	+ 79,1
2. Paraétatiques d'exploitation	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 2,4	— 0,4	+ 0,7	+ 0,5	+ 0,8	...	+ 3,4	+ 5,4	— 0,4	+ 7,0
3. Etat (Trésor)	+ 3,9	+ 1,4	—	— 1,1	— 0,7	+ 3,5	— 3,0	+ 23,4	+ 2,7	+ 1,4	— 0,2	+ 0,7	+ 28,0	— 1,1	+ 27,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 2,8	— 0,2	+ 0,1	...	...	+ 2,7	— 0,2	+ 3,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 0,9	+ 8,6	+ 15,3	+ 0,6	+ 18,4
5. Sécurité sociale	— 0,4	...	+ 0,1	...	— 0,1	— 0,4	...	+ 0,1	...	— 0,2	— 1,1	+ 0,2	— 1,0	+ 3,1	+ 1,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 10,1	+ 1,5	+ 0,5	— 0,9	— 0,1	+ 11,1	+ 8,8	+ 54,2	+ 3,6	+ 25,5	+ 3,5	+ 28,1	+ 114,9	— 1,2	+ 133,6
7. Etranger	+ 2,3	— 0,1	+ 0,5	.....	+ 0,1	+ 2,8	—	+ 22,3	...	— 0,1	+ 0,8	— 0,2	+ 22,8	+ 4,1	+ 29,7
8. Organismes monétaires	+ 41,3	+ 0,2	...	+ 3,6	+ 0,4	+ 45,5	+ 33,3	+ 4,9	— 0,1	+ 1,6	— 0,2	+ 0,8	+ 7,0	+ 4,0	+ 89,8
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,3	+ 2,6	—	+ 0,1	...	— 0,2	+ 2,5	...	+ 3,8
10. Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 27,4	+ 0,2	...	— 0,2	+ 1,0	+ 28,4	.....	...	...	+ 0,3	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,5	+ 0,6	+ 30,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 13,3	...	+ 0,2	...	— 0,8	+ 12,7	+ 1,0	...	...	...	— 0,1	...	— 0,1	+ 0,9	+ 14,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 17,7	+ 0,1	+ 1,1	+ 0,6	+ 0,8	+ 20,3	— 1,9	+ 4,2	+ 0,4	+ 4,0	+ 2,0	+ 1,0	+ 11,6	+ 3,8	+ 33,8
13. Total des intermédiaires financiers	+ 99,7	+ 0,5	+ 1,3	+ 4,0	+ 1,4	+ 106,9	+ 33,7	+ 11,7	+ 0,3	+ 6,0	+ 2,3	+ 2,2	+ 22,5	+ 9,3	+ 172,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	+ 0,8	+ 0,4	...	— 0,2	+ 1,0	—	+ 5,8	+ 0,1	+ 1,0	+ 2,1	+ 0,4	+ 9,4	—	+ 10,4
15. Total des créances	+ 112,1	+ 2,8	+ 2,6	+ 3,1	+ 1,3	+ 121,9	+ 42,4	+ 94,1	+ 3,9	+ 32,4	+ 8,8	+ 30,5	+ 169,6	+ 12,2	+ 346,1
16. Solde des créances et des dettes .	+ 33,0	— 4,2	— 24,8	— 15,3	— 0,4	— 11,7	+ 12,7	+ 4,3	+ 0,1	+ 1,9	— 5,7	— 3,3	— 2,8	+ 1,8	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'accep- tations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obliga- taires des banques de dépôts	Divers 4
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat 2	Créances sur les autres pouvoirs publics 3	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des orga- nismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres inter- médiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
		(1)	(2)	(3)			(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8)	(9)			(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1963	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	- 11,4	- 9,9
1964	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	- 11,4	- 12,0
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968 Décembre	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969 Mars	372,1	135,0	9,7	...	516,8	83,6	236,3	13,9	189,4	204,1	5,6	20,4	- 17,2	- 15,2
Juin	393,8	135,5	12,6	...	541,9	88,5	243,1	17,3	198,4	210,9	8,7	22,5	- 19,0	- 17,6
Septembre	373,9	142,2	15,3	...	531,4	85,3	242,6	18,6	195,8	206,7	9,2	26,3	- 20,3	- 26,1
Décembre	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970 Mars	390,1	155,1	13,2	...	558,4	97,6	257,0	20,5	198,6	210,4	4,2	27,9	- 22,4	- 25,0
Juin	410,8	157,5	13,5	...	581,8	102,0	260,3	22,2	207,9	218,0	6,3	27,1	- 23,4	- 20,6
Septembre	399,2	165,6	12,9	...	577,7	103,6	252,4	25,0	207,7	218,3	6,3	30,7	- 24,2	- 23,8
Décembre	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,4	- 25,6	- 27,3
1971 Mars	417,3	174,4	10,0	...	601,7	112,4	p 245,6	p 25,1	223,9	234,4	3,9	p 39,6	- 27,3	p - 21,5

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les

écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I. N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967. vol. II, n° 3 septembre 1967. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII. — Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71
A. Créances sur l'étranger :																			
1. Or	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3	79,2
2. F.M.I. — Participation	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2	25,8
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0	17,8
3. Obligations	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	7,6	6,9	6,8	2,7	8,0	5,3	8,1	9,9	14,2	14,4	17,1	15,6	9,8	4,7	7,1	0,2	1,9	0,2	0,8
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																			
a) en monnaies étrangères	21,4	21,3	29,9	34,9	36,1	36,6	24,2	18,2	18,1	17,9	25,0	29,3	35,6	36,5	33,9	41,5	39,0	42,2	37,0
b) en francs belges	1,5	1,7	...	0,1	3,0	3,1	3,2	3,1	0,3	0,2	0,4	0,1	...	0,1	...	...	0,2	0,1	0,1
Total des créances sur l'étranger ...	125,4	124,8	129,9	130,7	137,8	134,1	135,2	131,0	124,1	119,9	128,2	124,5	129,2	131,3	137,1	139,7	144,4	154,0	160,7
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																			
1. Pièces et billets	0,3	0,4	0,2	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3
2. Autres :																			
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...	...	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...	...	...	...	...	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																			
1. Sur l'Etat ² :																			
a) à un an au plus	9,6	9,9	10,0	8,8	2,7	6,3	10,0	10,9	15,3	15,8	16,7	16,0	15,5	15,8	15,9	15,7	13,2	6,6	15,8
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,5	2,5	2,5	2,5	2,3	2,2	2,1
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																			
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																			
a) acceptations bancaires	4,0	0,8	0,2	...	0,8	...	0,9	0,4	1,8	2,8	3,6	4,3	1,9	0,6	1,9	...	1,5	...	...
b) effets commerciaux	3,9	2,3	2,4	2,4	5,0	2,7	2,5	2,2	10,0	9,2	9,9	11,3	6,9	3,0	3,2	1,8	3,2	2,6	1,3
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3
d) à un an au plus ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	0,1	...	...	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	0,3	0,3	2,2	...	...	...	3,5	2,9	...	...	1,8	2,0	...	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																			
a) à un an au plus .....	...	...	1,4	2,0	0,3	...	...	...	...	0,5	0,6	1,0	...	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																			
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1). Autres	38,4	36,5	51,4	54,3	53,8	51,3	43,1	49,3	37,2	38,6	51,6	58,3	58,4	59,5	56,2	64,3	55,9	51,6	45,5
TOTAL DE L'ACTIF ...	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

² Y compris le Fonds des Rentes (cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968)

³ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	30-6-71
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																			
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																			
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,5	1,5	1,0	2,0	6,3	9,9	0,7	0,8	0,6	0,8	1,0	1,0	1,5
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	0,8	0,6	0,7	0,9	0,7	0,7	1,7	1,2	2,2	6,5	10,1	0,9	1,0	0,8	1,0	1,3	1,4	1,8
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																			
1. Pièces et billets ²	3,5	3,5	3,8	3,6	4,0	3,9	4,4	4,3	4,4	4,8	5,3	4,6	4,9	5,2	5,3	4,8	5,0	5,4	5,8
2. Autres :																			
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...
c) envers les banques de dépôts :																			
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5
— autres	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	1,0	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																			
1. Monnaie fiduciaire ³	171,8	166,5	176,0	172,4	173,6	170,3	180,9	176,2	178,8	175,6	183,6	177,8	178,1	173,3	181,9	178,7	183,2	177,9	193,3
2. Monnaie scripturale :																			
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,5	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,8	0,5	0,6	0,6	0,4	0,5	0,4	0,6	0,4	0,5	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																			
a) détenues par les entreprises et particuliers :																			
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																			
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>D. Autres</i>	41,0	39,0	54,2	58,1	56,8	54,3	46,5	51,9	40,7	41,7	55,8	63,4	64,4	67,2	63,7	74,3	65,1	65,5	57,8
TOTAL DU PASSIF ...	219,0	212,2	235,0	235,9	237,9	232,3	233,0	234,6	226,7	226,0	251,9	256,6	249,7	248,2	252,2	259,5	256,2	252,9	261,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-1-70	28-2-70	31-3-70	30-4-70	31-5-70	30-6-70	31-7-70	31-8-70	30-9-70	31-10-70	30-11-70	31-12-70	31-1-71	28-2-71	31-3-71	30-4-71	31-5-71	30-6-71	31-7-71
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	76,0	75,9	76,0	76,0	75,9	76,0	76,0	76,0	75,9	76,5	76,4	76,4	73,5	73,5	73,4	73,3	75,1	79,6	79,2	80,0
2. F.M.I. — Participation	7,8	7,8	9,3	10,0	10,3	15,2	15,4	17,1	17,4	16,8	16,7	16,7	19,6	25,8	25,8	23,2	21,3	19,8	25,8	25,0
— Prêts ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	3,8	3,9	4,0	4,1	4,6	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	4,7	10,2	13,7	13,7	15,0	15,0	17,8	17,8	17,8
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	9,8	10,7	6,3	4,7	8,4	8,4	7,1	4,9	2,1	0,2	1,8	0,3	1,9	0,6	0,2	0,2	2,0	2,4	0,8	4,7
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	35,6	36,1	35,6	36,5	37,6	32,9	33,9	38,0	39,2	41,5	43,9	46,5	39,0	42,4	42,9	42,2	43,4	47,7	37,0	41,7
b) en francs belges	—	—	—	0,1	0,1	0,1	—	—	—	—	—	—	0,1	0,1	—	0,1	0,1	0,1	0,1	—
Total des créances sur l'étranger ...	129,2	134,3	131,1	131,3	136,4	137,2	137,1	140,7	139,3	139,7	143,6	144,7	144,4	156,0	156,0	154,0	156,9	167,4	160,7	169,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	—	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) sur les banques de dépôts	—	0,1	—	—	3,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ² :																				
a) à un an au plus	15,5	2,9	13,6	15,8	4,3	14,4	15,9	14,4	15,2	15,7	4,9	8,9	13,2	—	0,7	6,6	6,2	0,3	15,8	5,9
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,5	2,4	2,3	2,3	2,4	2,3	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,9	0,9
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	1,9	3,4	0,4	0,6	2,4	0,7	1,9	1,1	—	—	2,1	—	1,5	—	—	—	0,6	0,6	—	2,9
b) effets commerciaux	6,9	7,4	4,6	3,0	5,2	3,3	3,2	2,7	1,9	1,8	3,5	1,7	3,2	3,4	3,0	2,6	2,4	2,5	1,3	2,4
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,4	0,1	—	—	0,1	0,3
d) à un an au plus ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	58,4	56,1	59,5	59,5	61,0	52,7	56,2	59,1	61,7	64,3	65,7	65,8	55,9	58,8	55,9	51,6	53,8	58,0	45,5	49,2
TOTAL DE L'ACTIF ...	249,7	243,2	247,2	248,2	251,2	246,2	252,2	255,8	255,9	259,5	257,8	258,9	256,2	256,5	253,7	252,9	258,0	266,9	261,7	268,0

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].³ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-12-69	31-1-70	28-2-70	31-3-70	30-4-70	31-5-70	30-6-70	31-7-70	31-8-70	30-9-70	31-10-70	30-11-70	31-12-70	31-1-71	28-2-71	31-3-71	30-4-71	31-5-71	30-6-71	31-7-71
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,6	0,5	0,8	0,7	0,7	0,6	0,7	0,7	0,8	0,6	0,6	1,0	1,0	0,9	1,0	1,3	1,3	1,5	1,2
Total des engagements envers l'étranger ...	0,9	0,8	0,7	1,0	0,9	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0	0,8	0,8	1,3	1,3	1,3	1,4	1,6	1,6	1,8	1,5
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	4,9	4,5	4,3	5,2	4,4	4,7	5,3	4,8	4,8	4,8	4,4	5,1	5,0	4,8	5,1	5,4	5,1	5,6	5,8 ^p	5,8
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5 ^p
— autres	1,0	0,1	...	1,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	1,2	0,1	...	0,8	0,1	...	0,1 ^p	...
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	178,1	173,5	174,5	173,3	176,5	179,4	181,9	182,9	179,9	178,7	178,2	177,0	183,2	177,3	178,2	177,9	184,2	188,8	193,3 ^p	194,5
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	0,4	0,3	0,3	0,5	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,6	0,3	0,4	0,4	0,6	1,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,6	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	64,4	64,0	67,4	67,2	68,9	60,6	63,7	66,5	69,6	74,3	74,0	75,5	65,1	70,8	68,0	65,5	66,6	70,5	57,8 ^p	64,0
TOTAL DU PASSIF ...	249,7	243,2	247,2	248,2	251,2	246,2	252,2	255,8	255,9	259,5	257,8	258,9	256,2	256,5	253,7	252,9	258,0	266,9	261,7	268,0

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,1	0,1	0,1	0,1	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5	0,9	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,1	0,1	1,1	0,3	0,5	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,9	1,8	1,2	2,3	3,5	0,9	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,4
b) sur les organismes publics	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	0,4	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus	40,6	48,5	46,7	46,8	45,4	48,8	49,3	56,7	54,8	57,4	59,0	59,2	52,6	62,1	63,9	61,7	54,4	64,9	59,5	
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	6,5	6,5	6,5	6,7	6,6	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	6,5	6,5	6,4	6,7	6,9	7,1	7,1	6,9	6,8	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,5	6,1	10,0	7,0	10,2	11,5	11,4	8,4	9,5	11,9	14,5	9,5	
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	0,1	0,4	0,1	0,2	0,4	0,8	0,3	0,2	0,1	0,1	...	0,1	0,1	1,5	1,2	0,1	0,6	0,9	0,3	
b) effets commerciaux	0,1	0,5	0,2	0,1	0,5	1,2	0,5	0,6	0,9	1,3	0,6	1,4	1,2	1,3	1,3	1,8	1,1	1,1	1,5	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,9	0,3	0,8	0,7	0,6	0,5	0,3	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	2,0	2,0	...	...
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,3	...
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres	3,4	4,9	3,7	3,6	4,2	4,0	4,6	4,7	2,9	4,6	3,9	3,7	3,4	3,0	2,1	4,0	3,5	1,0	5,4	
TOTAL DE L'ACTIF ...	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6	88,4	86,0	87,8	83,3	94,0	86,1	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	
A. Engagements envers l'étranger :																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	
Total des engagements envers l'étranger ...	1,2	1,2	1,1	0,8	0,6	1,1	1,1	0,3	0,4	0,6	0,8	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	1,3	0,9	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,4	0,2	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,1	0,7	1,0	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,4	0,1	0,3	0,1	0,3	0,2	0,1	0,1	0,6	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	0,2	
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,7	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1	4,9	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire ³	6,8	6,9	6,9	6,9	6,8	6,5	6,3	6,5	6,5	6,6	6,5	6,8	6,8	7,0	7,0	7,2	7,3	7,5	7,5	
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	38,5	41,9	38,9	41,6	40,1	39,5	39,8	42,8	42,8	46,8	42,5	48,7	43,8	44,8	44,8	48,3	46,0	50,7	46,7	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,5	
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	1,0	0,2	0,8	0,9	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	1,1	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	60,2	71,4	63,7	65,9	66,3	70,9	70,0	75,6	71,6	81,0	77,5	81,7	76,6	88,4	86,0	87,8	83,3	94,0	86,1	

¹ Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale de Belgique.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	
A. Créances sur l'étranger :																				
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,8	1,9	1,9	2,4	2,4	2,3	4,1	4,9	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	17,8	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	6,0	5,6	5,4	7,6	8,2	6,4	7,5	7,7	5,7	6,4	5,8	6,6	6,7	6,5	8,8	9,7	13,5	12,6	13,2	
5. Créances sur l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	43,3	52,6	48,5	54,1	52,3	60,1	63,2	79,8	79,3	85,6	97,5	133,9	136,8	134,4	133,0	173,3	171,0	198,1	218,4	
b) en francs belges	7,8	8,3	10,3	10,7	11,5	11,3	13,6	16,2	17,1	18,2	19,6	20,6	21,5	19,9	20,1	20,5	21,4	20,8	22,8	
Total des créances sur l'étranger ...	58,9	68,4	66,1	74,8	74,4	80,1	88,4	108,6	107,8	116,3	129,1	167,7	172,7	168,1	167,7	212,9	215,9	246,1	272,2	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	3,2	3,4	3,4	3,7	3,5	3,9	3,8	4,3	4,2	4,4	4,7	5,2	4,6	4,8	5,1	5,2	4,7	5,0	5,4	
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																				
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	0,9	1,0	0,1	0,1	1,2	0,8	
b) sur les organismes publics	0,6	5,8	2,3	0,7	1,5	5,6	2,9	0,6	1,4	5,3	3,3	1,6	2,1	10,1	6,6	3,3	4,5	7,1	4,9	
c) sur les banques de dépôts	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,6	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	29,4	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Sur l'Etat ¹ :																				
a) à un an au plus	31,9	34,0	32,0	37,6	42,0	34,9	34,7	35,6	32,7	28,1	32,0	35,6	39,5	37,1	39,5	41,3	39,4	28,0	p 25,9	
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	40,4	37,9	38,1	38,9	41,2	44,7	45,6	46,3	51,7	54,0	53,0	55,7	59,6	61,5	62,7	66,2	66,8	71,3	p 78,4	
— autres	29,5	30,7	30,5	31,3	33,6	33,4	33,0	33,7	33,7	33,9	33,4	32,8	31,9	32,5	31,7	31,6	32,5	33,8	p 32,1	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,6	0,6	1,1	1,9	1,9	p 1,6	
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,9	1,0	1,1	1,1	2,0	2,3	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	4,7	8,3	8,0	8,1	9,3	p 10,8	
— autres	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,6	2,5	2,6	2,5	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,9	2,4	2,4	p 2,4	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires	7,0	7,3	7,1	5,9	6,9	6,9	7,4	6,6	5,0	4,2	3,6	3,8	3,9	3,9	5,8	7,4	9,1	6,3	10,7	
b) effets commerciaux	48,4	55,5	56,5	58,3	60,9	64,6	67,5	68,9	68,6	67,1	70,4	74,0	74,9	82,3	84,2	87,4	85,5	91,7	89,7	
c) avances	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,7	98,0	102,8	105,3	100,1	99,4	102,5	106,2	109,5	114,8	119,2	
d) à un an au plus ²	0,1	0,3	0,6	1,4	1,0	1,0	1,1	0,3	0,3	0,9	1,2	1,2	1,2	1,4	1,8	2,0	1,8	2,0	p 1,6	
e) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,5	2,0	2,3	2,8	2,9	2,8	3,5	3,3	4,3	4,1	4,1	4,4	4,4	4,2	4,7	4,7	6,7	p 6,7	
— autres	2,0	2,0	1,9	1,1	2,0	3,0	3,0	3,4	3,9	3,7	3,4	3,9	4,1	4,6	4,2	4,2	4,3	6,0	p 6,9	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	4,4	4,3	4,7	6,4	6,8	4,2	4,6	5,4	6,3	6,8	5,6	6,9	6,2	5,4	—	—	—	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus	0,7	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	3,3	1,8	1,9	2,1	1,6	2,2	1,7	2,2	2,1	1,7	1,9	2,8	p 4,5	
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,1	16,6	17,0	16,9	18,1	19,0	20,2	22,3	22,8	23,5	27,3	p 29,8	
— autres	1,4	1,4	1,6	2,1	2,1	2,0	1,9	2,2	2,2	2,2	2,0	1,9	4,5	4,2	4,6	5,2	5,4	6,0	p 5,8	
D. Autres	46,0	49,0	47,1	54,1	48,6	50,1	52,4	56,9	55,1	59,6	61,4	71,5	64,7	62,4	67,6	74,2	81,7	77,8	p 77,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3	816,4	

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	
A. Engagements envers l'étranger																				
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères	67,1	78,3	73,2	84,1	85,3	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	255,8	
b) en francs belges ¹	22,8	24,3	25,0	26,3	28,7	29,8	31,9	36,2	35,9	38,7	39,0	37,3	31,8	34,7	37,8	41,7	45,7	50,2	56,6	
Total des engagements envers l'étranger ...	89,9	102,6	98,2	110,4	114,0	119,1	126,7	146,3	146,6	152,6	162,4	200,7	201,6	204,3	202,1	248,3	253,1	286,7	312,4	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																				
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	0,4	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,3	0,7	0,2	...	...	...	...	...	0,4	
b) envers les organismes publics	0,1	...	...	...	...	0,2	...	0,3	...	0,5	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :	5,5	6,2	5,6	6,9	7,3	7,9	10,5	10,7	11,8	12,9	14,5	18,8	19,9	20,1	18,9	23,3	25,0	28,8	29,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																				
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers	94,8	103,6	99,8	107,3	107,8	113,1	114,8	118,1	116,2	122,8	124,4	130,9	122,8	130,3	137,6	144,6	142,0	151,5	159,2	
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	42,4	47,4	46,8	50,5	50,4	54,8	54,8	56,8	56,3	62,1	62,3	69,1	77,7	83,9	85,6	92,2	91,3	96,4	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	44,1	46,6	50,2	52,1	55,2	57,4	61,1	63,5	66,5	69,4	72,9	73,2	73,2	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	78,1	
— dépôts en devises	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	10,0	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,9	16,5	17,3	18,9	20,3	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	27,3	
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	1,4	...	...	0,1	1,0	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,7	0,5	0,2	0,3	1,4	2,8	0,4	1,2	0,8	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	66,4	69,4	67,6	72,6	71,3	74,7	76,3	80,3	79,5	87,1	86,2	98,2	99,0	93,2	93,3	98,3	105,5	105,6	102,4	
TOTAL DU PASSIF ...	360,6	388,5	387,5	416,5	427,9	444,8	466,8	497,8	503,8	527,9	550,6	616,9	621,6	633,2	644,0	711,7	728,7	776,3	816,4	

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-3-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71		
A. Créances sur l'étranger :																					
1. Or	76,3	76,2	76,2	76,0	75,7	74,0	70,9	75,6	76,2	76,2	76,1	76,1	76,0	76,0	76,0	76,0	76,5	73,5	73,3		
2. F.M.I. — Participation	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	14,7	16,2	18,1	18,1	10,3	7,3	6,1	3,5	7,8	10,0	15,4	16,8	19,6	23,2		
— Prêts ¹	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9	1,9	5,9	5,5	5,0	4,0	3,5	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4,0	4,7	4,7	10,2	15,0		
3. Obligations	1,9	2,0	2,0	2,5	2,5	2,4	4,2	5,0	5,7	6,1	6,2	6,6	7,7	7,3	5,8	9,4	10,0	14,6	17,8		
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	12,1	13,3	12,3	14,4	12,0	14,7	13,3	16,4	15,7	20,7	20,2	23,8	22,4	18,2	15,3	18,0	16,0	18,0	14,3		
5. Créances sur l'U.E.P. ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères	63,3	74,0	69,8	84,0	87,2	96,2	99,8	104,0	97,5	103,7	115,4	158,9	166,1	170,0	169,5	207,2	212,5	237,1	260,6		
b) en francs belges	9,3	9,8	12,0	10,7	11,6	14,3	16,7	19,4	20,2	18,5	19,8	21,0	21,6	19,9	20,2	20,5	21,4	21,0	22,9		
Total des créances sur l'étranger ...	181,5	193,9	190,9	204,7	206,2	218,2	223,0	244,4	238,9	240,5	249,0	296,0	297,3	299,2	300,8	351,2	357,9	394,0	427,1	(6)	
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																					
1. Pièces et billets	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2	5,6	5,6	5,2	5,3	5,9		
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .																					
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,1	1,3	2,1	0,1	0,2	2,2	2,7	0,1	0,1	0,8	1,2	0,1	0,1	0,9	1,0	0,1	0,1	1,2	2,2		
b) sur les organismes publics	1,3	6,2	2,4	1,0	1,6	5,9	3,1	0,8	1,5	5,9	4,6	2,4	3,3	10,3	6,8	3,5	4,7	7,8	5,1		
c) sur les banques de dépôts	6,0	6,2	5,6	6,9	7,3	8,1	10,5	10,9	11,8	13,9	14,9	19,6	20,1	20,2	18,9	23,3	25,0	28,8	29,8		
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																					
1. Sur l'Etat ³ :																					
a) à un an au plus	82,5	92,1	88,6	94,4	96,2	86,4	90,3	102,3	98,4	100,8	106,8	111,5	108,1	114,7	119,2	118,9	109,5	106,1	p 92,0	(7)	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	49,5	47,1	47,3	48,3	50,5	54,0	54,9	55,3	60,6	62,9	62,1	64,8	68,6	70,7	72,1	75,8	76,4	80,5	p 87,4	(7)	
— autres	63,5	64,7	64,5	65,3	67,6	67,4	67,0	67,7	67,7	67,9	67,4	66,8	65,9	66,5	65,7	65,6	66,5	67,8	p 66,1	(7)	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus	8,3	9,6	5,4	7,3	7,3	8,0	7,6	5,8	6,4	10,3	7,3	10,5	11,8	12,0	9,0	10,6	13,8	16,4	p 11,1	(8)	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,2	1,3	1,5	1,6	1,6	2,5	2,8	4,2	4,2	4,2	4,3	4,3	4,3	5,3	8,9	8,6	8,7	9,9	p 11,5	(8)	
— autres	1,0	1,1	1,6	2,1	2,5	2,5	2,5	2,6	2,5	2,3	2,4	2,5	2,5	2,3	2,6	2,9	2,4	2,4	p 2,4	(8)	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires	8,8	11,7	8,0	6,3	7,3	8,5	7,7	7,7	5,5	6,1	6,4	7,5	8,3	7,3	7,6	9,4	9,7	8,7	11,0	(9)	
b) effets commerciaux	51,6	59,9	59,0	60,8	63,8	70,8	70,7	72,0	71,7	78,4	80,2	85,3	87,4	90,5	88,5	92,4	88,4	96,0	93,8	(9)	
c) avances	64,8	63,3	69,4	73,3	74,5	77,7	80,8	86,3	90,8	98,1	102,8	105,5	100,1	99,4	102,5	106,2	109,5	115,0	119,2	(9)	
d) à un an au plus ⁴	0,1	0,3	0,6	1,4	1,0	1,0	1,1	0,3	0,3	0,9	1,2	1,2	1,2	1,5	1,8	2,0	1,8	2,0	p 1,6	(14)	
e) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	1,5	1,5	2,0	2,4	2,8	2,9	2,9	3,7	3,5	4,5	4,3	4,4	4,7	4,7	4,5	5,0	5,0	7,2	p 7,2	(14)	
— autres	2,9	2,3	2,7	1,8	2,6	3,5	3,3	3,6	4,0	3,7	3,4	3,9	4,1	4,5	4,2	6,2	6,3	6,0	p 6,9	(14)	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁵	5,1	4,6	5,0	8,6	6,8	4,3	4,6	8,9	9,2	6,8	5,6	8,7	9,2	5,4	—	—	—	—	—	(11)	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus	1,5	1,0	1,0	2,4	2,9	1,3	3,3	1,8	1,9	2,1	2,1	2,9	2,7	2,3	2,1	1,7	1,9	3,1	p 4,5	(12)	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	12,4	13,2	12,9	13,4	14,1	14,1	15,6	16,2	16,7	17,1	17,0	18,2	19,1	20,3	22,5	23,0	23,7	27,5	p 30,1	(12)	
— autres	1,5	1,5	1,7	2,2	2,2	2,1	2,0	2,3	2,3	2,3	2,1	2,0	4,6	4,3	4,7	5,3	5,5	6,1	p 5,9	(12)	
D. Autres	85,0	92,3	87,3	109,1	107,1	107,9	108,3	104,7	107,3	101,4	103,9	126,8	126,4	123,8	129,2	134,4	149,5	134,7	p 134,6	(14)	
TOTAL DE L'ACTIF ...	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4		

Colonne du tableau XIII-1
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

³ Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII. Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n^o 5, septembre 1966

⁴ Autres que des effets commerciaux.

⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	30-9-67	31-12-67	31-3-68	30-6-68	30-9-68	31-12-68	31-3-69	30-6-69	30-9-69	31-12-69	31-3-70	30-6-70	30-9-70	31-12-70	31-3-71	XIII-1		
A. Engagements envers l'étranger :																						
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3			
2. Envers l'U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères	67,7	78,3	73,2	84,5	85,7	89,3	94,8	110,1	110,7	113,9	123,4	163,4	169,8	169,6	164,3	206,6	207,4	236,5	255,9			
b) en francs belges ¹	24,0	26,2	26,7	27,1	29,4	31,6	33,5	37,0	37,8	40,3	41,8	43,9	42,0	35,8	38,7	42,4	46,6	52,5	58,5			
Total des engagements envers l'étranger ...	91,9	104,7	100,1	111,8	115,3	121,1	128,5	147,3	148,7	154,4	165,4	207,5	212,0	205,6	203,2	249,2	254,2	289,3	314,7		(6)	
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :																						
1. Pièces et billets ²	3,7	3,8	3,9	4,0	4,0	4,3	4,4	4,8	4,7	4,7	5,1	5,6	5,0	5,2	5,6	5,6	5,1	5,3	5,8			
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	1,4	1,4	1,2	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,1	0,3	0,1	0,5	0,2	0,4	0,1	1,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7	2,0			
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
— autres	6,3	13,3	10,0	7,7	9,0	15,7	16,1	11,4	13,3	19,0	19,0	20,5	22,1	31,2	26,5	26,7	29,6	37,1	35,1			
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																						
1. Monnaie fiduciaire ³	176,8	178,7	173,4	182,9	179,2	180,1	176,6	187,4	182,7	185,4	182,1	190,4	184,6	185,1	180,3	189,1	186,0	190,6	185,4		(1)	
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	133,6	146,0	139,0	149,2	148,2	153,0	155,0	161,3	159,4	170,4	167,4	180,2	167,2	175,5	182,9	193,3	188,6	202,7	206,4		(1)	
b) détenue par les pouvoirs publics	12,0	14,9	14,0	15,4	15,8	17,4	18,4	24,0	19,6	20,8	22,7	23,2	22,0	25,6	26,9	28,4	24,7	25,3	25,5		(1)	
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	42,4	42,4	47,4	46,8	50,5	50,4	54,8	54,8	56,8	56,3	62,1	62,3	69,1	77,7	83,0	85,6	92,2	91,3	96,4		(2)	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	44,1	46,6	50,2	52,1	55,2	57,4	61,1	63,5	66,5	69,4	72,9	73,2	73,2	71,6	71,2	71,9	73,4	74,3	78,1		(2)	
— dépôts en devises	5,1	5,7	6,0	7,5	6,9	8,4	7,5	7,8	9,1	8,8	9,7	12,6	15,3	14,7	13,2	13,5	12,9	11,3	10,0		(3)	
b) détenues par le Trésor		(4)
4. Emprunts obligataires	11,7	12,0	12,4	12,6	13,1	13,5	14,7	15,3	15,9	16,5	17,3	18,9	20,3	21,0	22,4	23,4	24,2	25,6	27,3		(13)	
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	3,0	0,2	0,8	1,0	1,4		(11)
b) envers les paraétatiques de crédit	0,2	...	0,3	0,3	0,4	0,1	0,4	0,6	0,4	0,5	0,8	0,5	0,2	0,3	1,4	2,8	0,4	1,2	0,8		(12)	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		(7)
D. Autres	104,9	110,4	106,6	126,8	129,4	131,5	130,6	126,8	131,4	127,8	127,9	154,0	162,4	157,6	160,5	162,0	180,0	171,8	167,9		(14)	
TOTAL DU PASSIF ...	633,8	678,9	663,4	717,4	730,1	753,6	769,1	806,4	810,0	835,6	854,1	950,5	954,8	971,3	978,2	1.051,7	1.071,5	1.126,5	1.155,4			

¹ Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1955.

² R.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

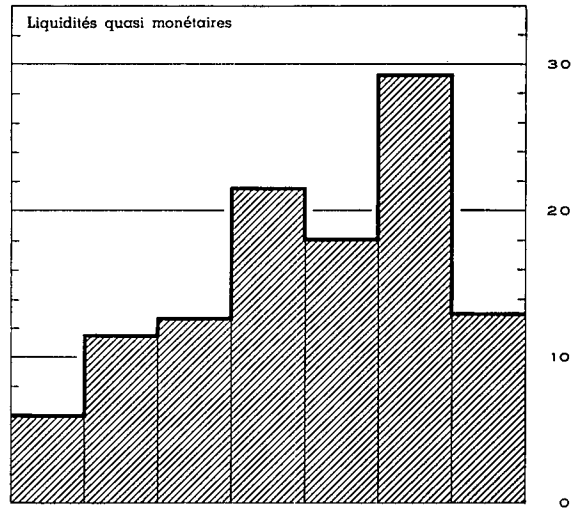
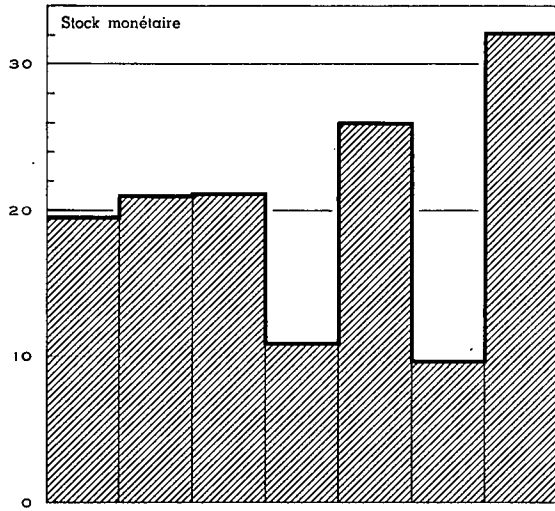
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

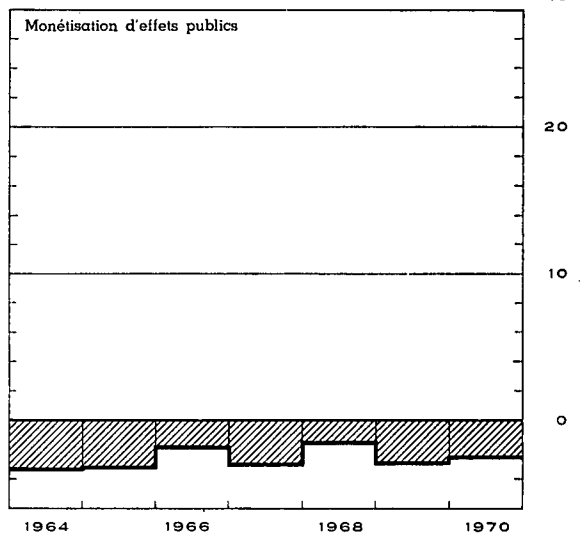
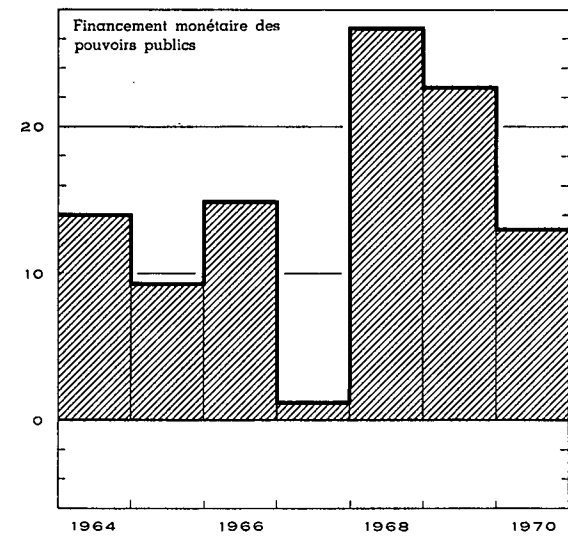
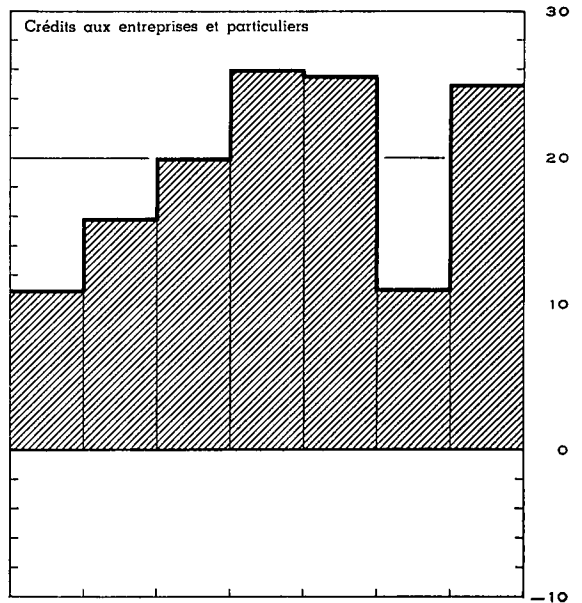
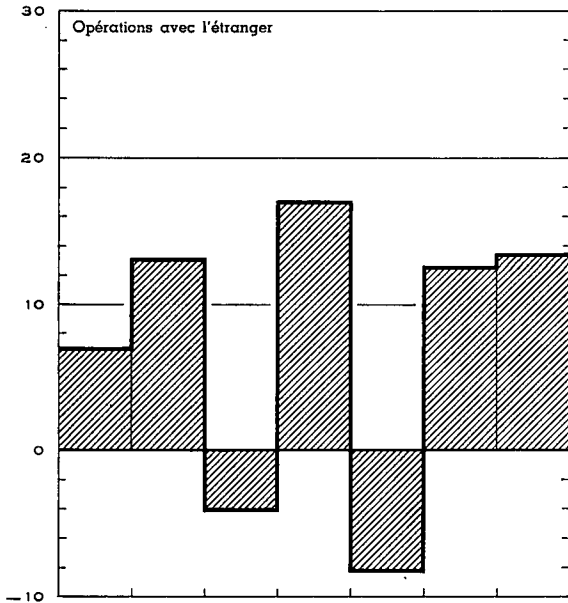
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».

XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES (variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



B. - ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1966 1 ^{er} trimestre	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,5	+ 0,3	- 1,0	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 ^e trimestre	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 ^e trimestre	- 6,9	+ 5,5	+ 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 ^e trimestre	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,2	+ 1,1	+ 2,2	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 ^{er} trimestre	-13,1	+ 9,0	- 4,1	+ 4,9	+ 4,8	- 0,3	- 3,4	- 2,7	- 3,9	- 1,1	- 1,7	- 0,3	- 0,4	...
2 ^e trimestre	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	+ 5,5	+ 6,7	- 0,9	- 2,5	+ 9,6	+ 2,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,0	- 0,3	+ 2,0
3 ^e trimestre	- 4,3	+ 6,2	+ 1,9	+ 2,8	+ 2,9	- 2,4	+ 2,2	- 0,6	+ 0,3	- 0,5	+ 0,4	+ 0,6	- 0,4	- 3,4
4 ^e trimestre	+ 7,3	+ 3,7	+ 11,0	+ 3,9	+ 11,7	+ 0,9	- 0,3	- 4,9	+ 1,3	- 0,1	- 0,4	+ 0,2	- 0,5	- 0,8
Total ...	+11,0	+21,6	+ 32,6	+17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968 1 ^{er} trimestre	- 0,5	+ 7,1	+ 6,6	- 0,7	+ 4,6	- 1,9	- 2,2	+ 4,4	- 0,4	- 0,8	...	+ 3,3	- 1,2	+ 1,5
2 ^e trimestre	+22,7	+ 2,8	+ 25,5	+ 2,8	+ 6,1	+ 1,3	+ 0,5	+ 18,0	- 0,5	+ 0,3	- 1,1	- 0,6	- 0,6	- 0,7
3 ^e trimestre	-10,9	+ 6,2	- 4,7	- 6,0	+ 1,2	+ 0,4	+ 0,9	- 3,1	+ 0,3	- 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 0,5	- 0,2
4 ^e trimestre	+14,8	+ 2,1	+ 16,9	- 4,2	+ 13,7	+ 1,0	+ 0,8	+ 4,4	+ 3,7	- 0,5	- 0,3	...	- 0,7	- 1,0
Total ...	+26,1	+18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969 1 ^{er} trimestre	- 4,4	+10,2	+ 5,8	- 0,7	+ 7,7	- 1,0	- 0,9	+ 6,5	- 2,8	- 1,8	- 1,8	- 0,6	- 0,7	+ 1,9
2 ^e trimestre	+21,7	+ 3,4	+ 25,1	+ 4,2	+ 6,9	- 0,4	+ 2,1	+ 13,1	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,3	+ 1,9	- 1,7	- 5,9
3 ^e trimestre	-19,9	+ 9,4	- 10,5	- 2,9	- 4,2	+ 0,9	+ 1,6	- 4,6	+ 1,3	- 0,7	+ 0,9	+ 3,6	- 1,3	- 5,1
4 ^e trimestre	+12,4	+ 6,4	+ 18,8	+12,0	+ 0,7	- 2,3	+ 0,7	+ 5,1	+ 0,9	+ 0,1	- 1,1	...	- 0,7	+ 3,4
Total ...	+ 9,8	+29,4	+ 39,2	+12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970 1 ^{er} trimestre	+ 3,8	+ 4,3	+ 8,1	+ 1,8	+ 3,0	- 1,3	- 1,6	+ 5,6	+ 0,9	- 0,6	- 1,2	+ 1,0	- 1,4	+ 1,9
2 ^e trimestre	+20,7	+ 2,8	+ 23,5	+ 4,5	+ 7,6	...	+ 1,8	+ 8,7	+ 1,3	- 0,8	- 2,3	- 0,8	- 1,0	+ 4,5
3 ^e trimestre	-11,5	+ 7,4	- 4,1	+ 3,9	+ 0,3	- 2,6	- 0,6	- 9,9	+ 2,8	- 0,2	+ 2,6	+ 3,7	- 0,8	- 3,3
4 ^e trimestre	+19,2	- 1,4	+ 17,8	+ 3,3	+ 14,1	- 0,9	- 2,1	+ 0,1	+ 3,6	+ 0,4	- 0,3	+ 4,5	- 1,4	- 3,5
Total ...	+32,2	+13,1	+ 45,3	+13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,4	- 4,6	- 0,4
1971 1 ^{er} trimestre	- 1,4	+ 7,5	+ 6,1	p + 6,2	+ 2,0	- 0,7	+ 2,3	p - 9,6	p - 3,6	p + 0,2	- 2,5	p + 4,3	- 1,7	p + 9,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — 2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — 3 Y compris le Fonds des Rentes [cf. l'article « Chapitre IX. Bilan des paiements et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968]. — 4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor 2	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 3	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés 4	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale (9) = (4) + (8)			
					comptes courants à la B.N.B. 3	avoirs en C.C.P. 3	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques 3				Total (8)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (3) : (10)	
1958 Juin	4,8	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre	4,8	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 ⁴	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin	4,9	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre	4,9	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin	5,0	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre	5,2	124,1	126,8	7,3 ⁴	0,7	26,9	58,7 ⁵	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin	5,3	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre	5,5	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin	5,6	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre	5,8	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série 7</i>											
Juin	5,9	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre	6,1	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin	6,1	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre	6,4	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin	6,4	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin	6,7	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Décembre	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Juin	6,9	179,7	182,8	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,5	52,6
Décembre	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968 Juin	6,5	185,3	187,4	24,0	0,4	42,4	118,5	161,3	185,3	372,7	50,3
Décembre	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969 Juin	6,8	188,9	190,4	23,2	0,6	48,0	131,6	180,2	203,4	393,8	48,3
Décembre	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970 Juin	7,2	187,1	189,1	28,4	0,4	47,4	145,5	193,3	221,7	410,8	46,0
Juillet	7,3	187,7	190,2	27,7	0,5	48,2	137,7	186,4	214,1	404,3	47,0
Août	7,3	184,8	187,2	23,8	0,5	45,1	138,8	184,4	208,2	395,4	47,3
Septembre	7,3	183,5	186,0	24,7	0,7	44,8	143,1	188,6	213,3	399,3	46,6
Octobre	7,3	182,6	185,5	21,9	0,3	48,1	141,9	190,3	212,2	397,7	46,6
Novembre	7,4	182,1	184,4	23,5	0,4	43,9	142,5	186,8	210,3	394,7	46,7
Décembre	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 Janvier	7,5	182,1	184,8	26,5	0,6	51,0	152,9	204,5	231,0	415,8	44,4
Février	7,5	183,3	185,7	22,8	1,1	47,2	153,2	201,5	224,3	410,0	45,3
Mars	7,5	183,3	185,4	25,5	0,5	45,4	160,5	206,4	231,9	417,3	44,4
Avril	7,6	189,3	191,8	24,5	0,4	55,4	155,4	211,2	235,7	427,5	44,9
Mai	7,7	194,4	196,5	27,8	0,4	49,4	163,0	212,8	240,6	437,1	45,0
Juin	7,7	199,1	201,0	30,0	0,4	50,7	169,2	220,3	250,3	451,3	44,5

1 Y compris des organismes para-étatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

2 Déduction faite des avoirs de la Banque Nationale de Belgique.

3 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

4 Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

5 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

6 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

7 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étrangers (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] 4	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 5
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1960 Année	80,6	- 5,8 ⁶	74,8 ⁶	+ 8,3	- 4,2 ⁶	+ 4,1 ⁶	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2
1961 Année	92,7	-14,9 ⁶	77,8 ⁶	+12,2	-10,4 ⁶	+ 1,8 ⁶	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6
1962 Année	91,0	-10,5	80,5	- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0
1963 Année 7	102,2	-23,0	79,2	+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1
1964 Année	114,8	-26,8	88,0	+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7
1965 Année	122,8	-28,0	94,8	+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3
1966 1 ^{er} trimestre .	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7
2 ^e trimestre .	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2
3 ^e trimestre .	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2
4 ^e trimestre .	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3
1967 1 ^{er} trimestre .	124,0	-33,2	90,8	- 0,5	+ 2,3	+ 1,8	- 2,4	- 0,4	- 0,3	+ 4,9	+ 0,9	+ 2,7
2 ^e trimestre .	129,3	-36,4	92,9	+ 5,3	- 3,1	+ 2,2	- 2,4	...	- 0,9	+ 5,5	- 1,6	+ 0,6
3 ^e trimestre .	130,0	-39,1	90,9	+ 0,7	- 2,8	- 2,1	- 2,4	- 0,1	- 2,4	+ 2,8	+ 2,8	+ 0,7
4 ^e trimestre .	136,9	-39,8	97,1	+ 6,9	- 0,7	+ 6,2	+ 1,4	...	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 5,6
				+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968 1 ^{er} trimestre .	133,4	-38,9	94,5	- 3,5	+ 0,9	- 2,6	...	...	- 1,9	- 0,7	+ 0,6	- 2,0
2 ^e trimestre .	134,5	-37,3	97,2	+ 1,1	+ 1,6	+ 2,7	- 1,2	- 0,2	+ 1,3	+ 2,8	- 1,8	+ 0,9
3 ^e trimestre .	129,3	-39,2	90,1	- 5,2	- 1,7	- 6,9	- 1,3	...	+ 0,4	- 6,0	+ 3,4	- 3,5
4 ^e trimestre .	122,9	-36,8	86,1	- 6,4	+ 2,2	- 4,2	- 1,0	...	+ 1,0	- 4,2	+ 5,1	+ 0,9
				-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969 1 ^{er} trimestre .	117,6	-34,0	83,6	- 5,3	+ 2,8	- 2,5	- 0,8	...	- 1,0	- 0,7	+ 3,7	+ 1,2
2 ^e trimestre .	121,7	-33,2	88,5	+ 4,1	+ 0,8	+ 4,9	+ 1,3	- 0,2	- 0,4	+ 4,2	- 1,7	+ 3,2
3 ^e trimestre .	114,5	-29,2	85,3	- 7,0 ⁹	+ 4,0	- 3,0	- 1,0	...	+ 0,9	- 2,9	- 1,6	- 4,6
4 ^e trimestre .	128,3	-34,7	93,6	+13,4 ⁹	- 5,6	+ 7,8	- 1,9	...	- 2,3	+12,0	+ 7,5	+15,3
				+ 5,2	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970 1 ^{er} trimestre .	130,3	-32,7	97,6	- 1,5 ¹⁰	+ 2,1	+ 0,6	+ 0,1	...	- 1,3	+ 1,8	+ 2,8	+ 3,4
2 ^e trimestre .	136,3	-34,3	102,0	+ 6,0	- 1,6	+ 4,4	+ 0,3	- 0,4	...	+ 4,5	+ 1,1	+ 5,5
3 ^e trimestre .	138,7	-35,1	103,6	+ 2,4	- 0,8	+ 1,6	+ 0,3	...	- 2,6	+ 3,9	+ 3,2	+ 4,8
4 ^e trimestre .	143,1	-38,3	104,8	+ 4,5 ⁸	- 3,3	+ 1,2	- 1,2	...	- 0,9	+ 3,3	+ 0,3	+ 1,5
				+11,4	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971 1 ^{er} trimestre .	152,6	-40,2	112,4	+ 6,0 ¹⁰	- 1,9	+ 4,1	p - 1,4	p	- 0,7	p + 6,2	p + 0,8	p + 4,9

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, page 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs, sauf, à partir de 1963, le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant à des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L., b) en 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].
— moins, a) depuis le 3^e trimestre de 1963, variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968 variations des effets publics luxembourgeois détenus par la Banque Nationale de Belgique [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

6 Au 3^e trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,0 milliard en 1960 et une augmentation, également comptable, de 0,5 milliard en 1961. Ces mouvements de caractère purement comptable ont été éliminés de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique [col. (5) et (6)].

7 A partir de 1963, les chiffres des autres organismes monétaires ne sont plus comparables à ceux de années antérieures; un article explicatif à ce sujet est inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967.

8 Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B., résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

9 Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

10 Non compris une augmentation de 8,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4				Crédits de caisse 4	Autres (9)		
(1)	(2)	(8)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11) = (6) + (10)	
1964 Septembre	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre	10,9	6,9	12,0	9,9	67,1	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre	12,2	7,4	12,8	11,3	71,4	115,1	15,5	7,0	1,9	24,4	139,5
Décembre	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 Mars	13,9	8,0	13,0	12,0	78,3	125,2	17,9	8,1	2,7	28,7	153,9
Juin	15,1	8,6	13,4	12,4	80,0	129,5	17,9	7,7	2,5	28,1	157,6
Septembre	16,7	8,9	13,7	11,4	83,8	134,5	18,2	7,6	2,5	28,3	162,8
Décembre ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 Mars	20,2	9,2	14,1	11,9	92,3	147,7	19,6	7,4	2,2	29,2	176,9
Juin	22,4	10,4	15,0	11,7	95,2	154,7	21,8	7,3	3,6	32,7	187,4
Septembre ⁵	22,6	10,5	15,1	11,5	98,2	157,9	22,3	6,7	3,1	32,1	190,0
Décembre ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968 Mars ⁵	24,1	11,6	16,3	13,8	107,3	173,1	25,1	8,2	4,2	37,5	210,6
Juin ⁵	25,3	12,1	18,2	13,3	111,2	180,1	26,7	9,1	4,5	40,3	220,4
Septembre	27,7	12,7	19,0	13,2	108,9	181,5	26,7	11,2	3,6	41,5	223,0
Décembre	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 Mars	27,4	14,0	20,0	16,0	124,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3
<i>Nouvelle série</i>											
Mars	26,6	13,0	20,8	16,0	125,3	201,7	30,9	16,4	3,3	50,6	252,3
Juin	28,6	13,3	23,4	15,1	128,8	209,2	34,6	20,4	3,0	58,0	267,2
Septembre	27,2	14,1	24,0	15,6	124,4	205,3	33,1	25,6	3,0	61,7	267,0
Décembre	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970 Mars	28,6	14,7	23,2	13,3	128,2	208,0	33,0	23,3	1,7	58,0	266,0
Juin	28,8	15,9	23,7	15,9	132,1	216,4	36,1	29,6	1,4	67,1	283,5
Septembre	28,5	16,4	24,7	16,2	131,3	217,1	38,0	38,7	1,4	77,9	295,0
Décembre	29,1	16,9	24,8	17,3	141,7	230,1	41,5	43,1	1,5	86,1	316,2
1971 Mars	30,2	16,6	24,4	18,0	142,7	231,9	40,1	50,6	0,7	91,4	323,3

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (mars 1964-mars 1969) comprenait un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (mars 1964-mars 1969) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (8).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (8)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1966 Décembre 3 ...	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,9	69,5	147,7	5,1	9,6	14,7	7,2	56,3	69,5	133,0	...
Juin	12,0	69,4	73,3	154,7	6,0	11,3	17,3	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
Septembre 3 ...	11,2	72,2	74,5	157,9	4,3	11,3	15,6	6,9	60,9	74,5	142,3	0,1
Décembre 3 ...	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	64,5	77,7	149,1	0,1
1968 Mars 3	12,7	79,6	80,8	173,1	5,3	12,2	17,5	7,4	67,4	80,8	155,6	...
Juin 3	11,6	82,3	86,2	180,1	5,0	13,4	18,4	6,6	68,9	86,2	161,7	0,1
Septembre ...	10,9	79,8	90,8	181,5	5,8	12,9	18,7	5,1	66,9	90,8	162,8	1,6
Décembre	11,9	84,5	98,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969 Mars	13,0	85,9	102,8	201,7	9,4	15,6	25,0	3,6	70,3	102,8	176,7	0,1
Juin	11,9	92,0	105,3	209,2	8,1	18,1	26,2	3,8	73,9	105,3	183,0	0,1
Septembre ...	11,5	93,7	100,1	205,3	7,6	18,9	26,5	3,9	74,8	100,1	178,8	...
Décembre	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970 Mars	10,7	94,8	102,5	208,0	4,9	11,2	16,1	5,8	83,6	102,5	191,9	0,6
Juin	12,8	97,5	106,1	216,4	5,4	10,3	15,7	7,4	87,2	106,1	200,7	0,2
Septembre ...	13,3	94,2	109,6	217,1	4,2	8,8	13,0	9,1	85,4	109,6	204,1	...
Décembre	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971 Mars	14,6	98,1	119,2	231,9	3,9	8,5	12,4	10,7	89,6	119,2	219,5	0,1

B. Crédits à l'étranger

1966 Décembre 3 ...	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
Septembre 3 ...	16,0	9,7	6,4	32,1	7,8	3,9	11,7	8,2	5,8	6,4	20,4	0,1
Décembre 3 ...	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968 Mars 3	16,9	12,9	7,7	37,5	9,4	5,4	14,8	7,5	7,5	7,7	22,7	0,1
Juin 3	17,5	14,1	8,7	40,3	9,8	6,4	16,2	7,7	7,7	8,7	24,1	0,1
Septembre ...	17,2	13,7	10,6	41,5	11,4	5,4	16,8	5,8	8,3	10,6	24,7	0,1
Décembre	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969 Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	14,4	7,1	21,5	5,8	7,5	15,8	29,1	0,1
Juin	22,9	15,6	19,5	58,0	16,2	8,5	24,7	6,7	7,1	19,5	33,3	0,1
Septembre ...	21,1	16,0	24,6	61,7	14,5	7,6	22,1	6,6	8,4	24,6	39,6	...
Décembre	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970 Mars	18,7	16,3	23,0	58,0	9,8	7,0	16,8	8,9	9,3	23,0	41,2	...
Juin	20,0	17,6	29,5	67,1	10,3	8,1	18,4	9,7	9,5	29,5	48,7	...
Septembre ...	21,3	18,1	38,5	77,9	7,8	7,4	15,2	13,5	10,7	38,5	62,7	...
Décembre ...	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971 Mars	20,9	19,4	51,1	91,4	7,7	7,7	15,4	13,2	11,7	51,1	76,0	...

C. Total

1966 Décembre 3 ...	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 Mars	26,6	74,4	75,9	176,9	14,0	12,3	26,3	12,6	62,1	75,9	150,6	0,1
Juin	28,4	79,0	80,0	187,4	14,9	14,8	29,7	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2
Septembre 3 ...	27,2	81,9	80,9	190,0	12,1	15,2	27,3	15,1	66,7	80,9	162,7	0,2
Décembre 3 ...	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968 Mars 3	29,6	92,5	88,5	210,6	14,7	17,6	32,3	14,9	74,9	88,5	178,3	0,1
Juin 3	29,1	96,4	94,9	220,4	14,8	19,8	34,6	14,3	76,6	94,9	185,8	0,2
Septembre ...	28,1	93,5	101,4	223,0	17,2	18,3	35,5	10,9	75,2	101,4	187,5	1,7
Décembre	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969 Mars	33,2	100,5	118,6	252,3	23,8	22,7	46,5	9,4	77,8	118,6	205,8	0,2
Juin	34,8	107,6	124,8	267,2	24,3	26,6	50,9	10,5	81,0	124,8	216,3	0,2
Septembre ...	32,6	109,7	124,7	267,0	22,1	26,5	48,6	10,5	83,2	124,7	218,4	...
Décembre	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970 Mars	29,4	111,1	125,5	266,0	14,7	18,2	32,9	14,7	92,9	125,5	233,1	0,6
Juin	32,8	115,1	135,6	283,5	15,7	18,4	34,1	17,1	96,7	135,6	249,4	0,2
Septembre ...	34,6	112,3	148,1	295,0	12,0	16,2	28,2	22,6	96,1	148,1	266,8	...
Décembre ...	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	18,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971 Mars	35,5	117,5	170,3	323,3	11,6	16,2	27,8	23,9	101,3	170,3	295,5	0,1

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIIe année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**
(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)
A. Crédits aux entreprises et particuliers										
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
Septembre ¹	1,2	...	1,2	...	1,1	1,1	...	2,3	...	2,3
Décembre ¹	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	...	0,6	0,6	...	2,8	...	2,8
Juin ¹	1,4	...	1,4	0,9	1,2	2,1	0,9	2,6	...	3,5
Septembre	1,1	...	1,1	0,4	1,1	1,5	0,4	2,2	...	2,6
Décembre	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969 Mars	2,4	...	2,4	2,8	6,4	9,2	2,8	8,8	...	11,6
Juin	1,5	0,2	1,7	3,6	8,3	11,9	3,6	9,8	0,2	13,6
Septembre	1,4	...	1,4	4,3	9,7	14,0	4,3	11,1	...	15,4
Décembre	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970 Mars	2,4	...	2,4	0,6	0,6	1,2	0,6	3,0	...	3,6
Juin	1,6	...	1,6	1,8	1,7	3,5	1,8	3,3	...	5,1
Septembre	1,2	...	1,2	...	0,5	0,5	...	1,7	...	1,7
Décembre	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971 Mars	2,5	...	2,5	...	0,1	0,1	...	2,6	...	2,6
B. Crédits à l'étranger										
1966 Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars .....	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin .....	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
Septembre ¹ .....	...	...	...	2,7	...	2,7	2,7	...	...	2,7
Décembre ¹ .....	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968 Mars ¹ .....	...	...	...	4,8	0,5	5,3	4,8	0,5	...	5,3
Juin ¹	0,1	...	0,1	6,8	1,2	8,0	6,8	1,3	...	8,1
Septembre	0,3	...	0,3	8,3	1,3	9,6	8,3	1,6	...	9,9
Décembre	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969 Mars .....	...	...	...	11,2	3,1	14,3	11,2	3,1	...	14,3
Juin	0,1	...	0,1	12,6	4,4	17,0	12,6	4,5	...	17,1
Septembre	0,3	...	0,3	11,7	3,6	15,3	11,7	3,9	...	15,6
Décembre	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970 Mars	0,1	...	0,1	3,7	0,9	4,6	3,7	1,0	...	4,7
Juin	0,3	...	0,3	5,4	1,4	6,8	5,4	1,7	...	7,1
Septembre	0,1	...	0,1	...	...	...	...	0,1	...	0,1
Décembre	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971 Mars	0,2	...	0,2	...	...	...	...	0,2	...	0,2
C. Total										
1966 Décembre ¹	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5
Septembre ¹	1,2	...	1,2	2,7	1,1	3,8	2,7	2,3	...	5,0
Décembre ¹	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968 Mars ¹	2,2	...	2,2	4,8	1,1	5,9	4,8	3,3	...	8,1
Juin ¹	1,5	...	1,5	7,7	2,4	10,1	7,7	3,9	...	11,6
Septembre	1,4	...	1,4	8,7	2,4	11,1	8,7	3,8	...	12,5
Décembre	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969 Mars	2,4	...	2,4	14,0	9,5	23,5	14,0	11,9	...	25,9
Juin	1,6	0,2	1,8	16,2	12,7	28,9	16,2	14,3	0,2	30,7
Septembre	1,7	...	1,7	16,0	13,3	29,3	16,0	15,0	...	31,0
Décembre	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970 Mars	2,5	...	2,5	4,3	1,5	5,8	4,3	4,0	...	8,3
Juin	1,9	...	1,9	7,2	3,1	10,3	7,2	5,0	...	12,2
Septembre	1,3	...	1,3	...	0,5	0,5	...	1,8	...	1,8
Décembre	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971 Mars	2,7	...	2,7	...	0,1	0,1	...	2,8	...	2,8

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)		(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1966	Décembre 4	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	Mars	12,3	67,7	69,5	149,5	4,3	8,9	13,2	8,0	58,8	69,5	136,3	...
	Juin	12,0	70,8	73,3	156,1	5,7	10,0	15,7	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1
	Septembre 4	11,2	73,4	74,5	159,1	3,9	9,7	13,6	7,3	63,7	74,5	145,5	0,1
	Décembre 4	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	Mars 4	12,7	81,8	80,8	175,3	4,9	11,1	16,0	7,8	70,7	80,8	159,3	...
	Juin 4	11,6	83,7	86,2	181,5	3,9	11,6	15,5	7,7	72,1	86,2	166,0	0,1
	Septembre	10,9	80,9	90,8	182,6	5,3	10,9	16,2	5,6	70,0	90,8	166,4	1,7
	Décembre	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	Mars	13,0	88,3	102,8	204,1	6,6	8,7	15,3	6,4	79,6	102,8	188,8	0,5
	Juin	11,9	93,5	105,5	210,9	4,4	8,4	12,8	7,5	85,1	105,5	198,1	0,3
	Septembre	11,5	95,1	100,1	206,7	3,3	8,0	11,3	8,2	87,1	100,1	195,4	0,4
	Décembre	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	Mars	10,7	97,2	102,5	210,4	3,1	9,4	12,5	7,6	87,8	102,5	197,9	0,6
	Juin	12,8	99,1	106,1	218,0	3,4	6,9	10,3	9,4	92,2	106,1	207,7	0,2
	Septembre	13,3	95,4	109,6	218,3	3,6	7,5	11,1	9,7	87,9	109,6	207,2	0,2
	Décembre	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	Mars	14,5	100,7	119,2	234,4	3,5	7,0	10,5	11,0	93,7	119,2	223,9	0,1

B. Crédits à l'étranger

1966	Décembre 4	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
	Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1
	Septembre 4	16,0	9,7	6,4	32,1	4,3	3,6	7,9	11,7	6,1	6,4	24,2	0,1
	Décembre 4	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	Mars 4	16,9	12,9	7,7	37,5	4,4	4,6	9,0	12,5	8,3	7,7	28,5	0,1
	Juin 4	17,5	14,2	8,7	40,4	2,7	4,9	7,6	14,8	9,3	8,7	32,8	0,1
	Septembre	17,2	14,0	10,6	41,8	3,1	4,1	7,2	14,1	9,9	10,6	34,6	0,1
	Décembre	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	Mars	20,2	14,6	15,8	50,6	3,2	4,0	7,2	17,0	10,6	15,8	43,4	0,1
	Juin	22,9	15,7	19,5	58,1	3,5	4,1	7,6	19,4	11,6	19,5	50,5	0,1
	Septembre	21,1	16,3	24,6	62,0	2,7	4,0	6,7	18,4	12,3	24,6	55,3	...
	Décembre	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	Mars	18,7	16,4	23,0	58,1	4,8	5,5	10,3	13,9	10,9	23,0	47,8	...
	Juin	20,0	17,9	29,5	67,4	4,1	6,2	10,3	15,9	11,7	29,5	57,1	...
	Septembre	21,3	18,2	38,5	78,0	5,9	7,0	12,9	15,4	11,2	38,5	65,1	...
	Décembre	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	Mars	21,0	19,6	51,1	91,7	7,1	7,5	14,6	13,9	12,1	51,1	77,1	...

C. Total

1966	Décembre 4	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	Mars	26,6	76,2	75,9	178,7	6,6	11,3	17,9	20,0	64,9	75,9	160,8	0,1
	Juin	28,4	80,4	80,0	188,8	8,5	12,8	21,3	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2
	Septembre 4	27,2	83,1	80,9	191,2	8,2	13,3	21,5	19,0	69,8	80,9	169,7	0,2
	Décembre 4	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	Mars 4	29,6	94,7	88,5	212,8	9,3	15,7	25,0	20,3	79,0	88,5	187,8	0,1
	Juin 4	29,1	97,9	94,9	221,9	6,6	16,5	23,1	22,5	81,4	94,9	198,8	0,2
	Septembre	28,1	94,9	101,4	224,4	8,4	15,0	23,4	19,7	79,9	101,4	201,0	1,8
	Décembre	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	Mars	33,2	102,9	118,6	254,7	9,8	12,7	22,5	23,4	90,2	118,6	232,2	0,6
	Juin	34,8	109,2	125,0	269,0	7,9	12,5	20,4	26,9	96,7	125,0	248,6	0,4
	Septembre	32,6	111,4	124,7	268,7	6,0	12,0	18,0	26,6	99,4	124,7	250,7	0,4
	Décembre	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	Mars	29,4	113,6	125,5	268,5	7,9	14,9	22,8	21,5	98,7	125,5	245,7	0,6
	Juin	32,8	117,0	135,6	285,4	7,5	13,1	20,6	25,3	103,9	135,6	264,8	0,2
	Septembre	34,6	113,6	148,1	296,3	9,5	14,5	24,0	25,1	99,1	148,1	272,3	0,2
	Décembre	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	Mars	35,5	120,3	170,3	326,1	10,6	14,5	25,1	24,9	105,8	170,3	301,0	0,1

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescampte et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, vol. II, n° 8, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre
ACTIF								
Encaisse en or	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	75.947	73.519
Fonds Monétaire International :								
Participation							7.777	19.584
Prêts .....							...	...
Droits de tirage spéciaux .....							...	10.246
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	68.566	72.555	77.913	76.233	73.963	76.175	83.724	103.349
Monnaies étrangères	21.532	26.996	21.864	21.405	36.087	18.087	35.619	39.014
Monnaies étrangères et or à recevoir	10.924	9.260	9.682	11.477	12.468	12.327	17.510	10.718
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1.500	1.500	1.500	1.500	3.000	—	—	—
Accords internationaux :								
Union Européenne des Paiements	118	62	7	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fonds Monétaire International :								
Participation	7.064	8.716	12.230	15.189	14.736	10.278		
Prêts ²	—	1.500	3.375	3.375	1.875	4.975		
Autres accords .....	...	...	6	...	...	120	...	140
Débiteurs pour change et or, à terme ...	21.093	26.397	21.376	21.311	35.521	18.256	34.015	37.843
Effets de commerce	9.290	7.001	12.295	15.503	13.834	26.694	18.639	6.488
Avances sur nantissement	1.655	625	34	338	345	572	47	188
Effets publics :								
Effets publics belges	9.275	9.825	9.025	9.575	2.650	14.675	15.550	13.250
Effets publics luxembourgeois	—	—	—	—	—	200	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	247	397	455	302	320	266	281	265
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	2	2	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics	2.703	2.793	2.953	3.197	3.367	3.514	3.633	3.728
Immeubles, matériel et mobilier	1.657	1.712	1.788	1.909	1.999	2.064	2.105	2.161
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858	3.120
Divers	1.186	1.215	1.509	1.640	1.357	1.919	1.746	1.982
	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728	256.248
Compte d'ordre :								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649	2.586
PASSIF								
Billets en circulation	150.508	160.286	170.269	175.311	177.482	183.243	183.002	188.212
Comptes courants :								
Trésor public :								
compte ordinaire ...	3	5	18	12	2	4	25	23
taxe exceptionnelle de conjonct.	17	12	14	13	10	9	8	7
compte spécial liquidation U.E.P. ....	...	...	...	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	309	329	394	390	316	677	383	526
Comptes courants divers et valeurs à payer	3.298	1.651	2.337	2.281	3.206	2.545	4.511	4.205
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	126	161	262	128	271	256	148	459
Autres accords	333	383	217	325	326	224	319	264
<i>Total des engagements à vue</i> ...	154.594	162.827	173.511	178.460	181.613	186.958	188.396	193.696
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	—	—	—	3.545
Banques belges, réserve monétaire	—	1.253	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	32.000	35.707	31.151	32.800	48.218	30.665	51.767	48.687
Caisse de Pensions du Personnel	1.430	1.593	1.804	2.035	2.329	2.583	2.858	3.120
Divers	1.453	1.849	2.187	2.366	2.216	2.908	3.022	3.415
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.364	2.520	2.764	2.930	3.077	3.193	3.285	3.385
	192.241	206.149	211.817	218.991	237.853	226.707	249.728	256.248
Compte d'ordre :								
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1.500	1.450	1.362	1.350	1.672	2.437	2.649	2.586

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte.

Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

² Brvs spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

Rubriques	1970 6 avril	1971 5 avril	1970 4 mai	1971 10 mai	1970 8 juin	1971 7 juin	1970 6 juillet	1971 5 juillet
ACTIF								
Encaisse en or	75.959	73.334	75.930	79.396	75.943	79.300	75.992	79.162
Fonds Monétaire International :								
Participation	10.372	23.169	10.254	19.832	15.294	19.557	15.419	25.832
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	3.995	14.973	4.095	15.723	4.596	17.770	4.696	17.770
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	90.326	111.476	90.279	114.951	95.833	116.627	96.107	122.764
Monnaies étrangères	38.291	42.113	38.486	44.249	34.098	46.555	36.057	36.101
Monnaies étrangères et or à recevoir	17.553	5.060	17.488	4.643	17.117	3.607	16.251	1.489
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres accords	71	92	82	141	76	6	...	181
Débiteurs pour change et or, à terme ...	37.439	39.556	37.427	43.512	32.519	44.752	35.266	34.632
Effets de commerce	6.184	2.721	17.196	2.284	10.606	1.959	15.377	7.327
Avances sur nantissement	16	27	677	13	25	28	19	1.072
Effets publics :								
Effets publics belges	15.100	10.500	4.850	14.475	15.050	7.450	15.725	14.900
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	405	382	395	345	340	301	293	283
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	1	2	2	1	1
Créance consolidée sur l'Etat	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics	3.720	3.832	3.728	3.832	3.728	3.832	3.727	3.832
Immeubles, matériel et mobilier	2.105	2.161	2.105	2.161	2.105	2.161	2.105	2.161
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel	2.987	3.273	3.011	3.311	3.019	3.320	3.023	3.341
Divers	1.403	947	2.027	1.132	1.900	1.677	2.770	1.856
Compte d'ordre :	249.602	256.141	251.753	269.050	250.418	266.277	260.721	263.940
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale (Pacte scolaire)	2.023	1.922	1.862	1.686	1.637	1.520	1.433	1.265
PASSIF								
Billets en circulation	179.229	186.557	181.068	189.872	184.222	195.391	191.671	203.575
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	8	14	13	2	6	16	23	4
{ taxe exceptionnelle de conjonct.	8	7	8	7	8	7	8	7
Banques à l'étranger, comptes ordin. .	458	627	515	607	476	578	377	757
Comptes courants divers et valeurs à payer	727	5.992	864	11.583	1.193	2.226	1.626	3.460
Accords internationaux :								
Accord Monétaire Européen	82	249	105	317	124	422	118	528
Autres accords	363	413	316	593	268	581	374	565
<i>Total des engagements à vue</i> ...	180.875	193.859	182.889	202.981	186.297	199.221	194.197	208.896
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	3.545	7.022	3.545	7.022	3.545	7.022	3.545	7.022
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer	55.177	44.824	55.086	48.255	49.753	48.752	51.642	36.369
Caisse de Pensions du Personnel	2.987	3.273	3.011	3.311	3.019	3.320	3.023	3.341
Divers	3.290	3.330	3.494	3.648	4.076	4.129	4.586	4.479
Capital	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	3.328	3.433	3.328	3.433	3.328	3.433	3.328	3.433
Compte d'ordre :	249.602	256.141	251.753	269.050	250.418	266.277	260.721	263.940
Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	2.023	1.922	1.862	1.686	1.637	1.520	1.433	1.265

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la Banque sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la Banque et par l'article 30 des statuts de la Banque, modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Banque du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes (fin de période)	Avoir global 1 (moyennes journalières) ³	Avoirs des particuliers 2 (moyennes journalières) ³	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(milliards de francs)					
1964	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966	995	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1967	1 004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.017	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.023	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1969 2 ^e trimestre	1.014	67,7	45,7	118,8	233,0	117,6	233,0	702,5	94
3 ^e trimestre	1.018	69,9	45,3	112,2	237,0	114,5	237,0	700,6	94
4 ^e trimestre	1.022	68,0	45,1	116,3	243,3	113,2	243,3	716,1	94
1970 1 ^{er} trimestre	1.021	70,1	46,8	115,1	238,9	117,2	238,9	710,1	94
2 ^e trimestre	1.020	70,8	48,2	126,7	244,6	125,2	244,6	741,1	94
3 ^e trimestre	1.023	73,8	46,9	127,7	254,5	129,7	254,5	766,4	94
4 ^e trimestre	1.030	75,6	49,2	139,3	270,3	133,6	270,3	813,6	94
1971 1 ^{er} trimestre	1.030	79,3	52,0	135,1	274,5	138,5	274,5	822,7	95
2 ^e trimestre	1.027	79,2	52,3	148,9	281,8	147,2	281,8	859,8	95
1970 Juin	1.020	73,1	48,2	129,7	244,8	126,0	244,8	745,3	94
Juillet	1.021	84,6	48,5	152,7	299,8	155,0	299,8	907,4	94
Août	1.022	68,5	46,2	114,0	234,1	118,0	234,1	700,2	95
Septembre	1.025	68,3	46,1	116,3	229,5	116,2	229,5	691,5	94
Octobre	1.028	72,0	47,1	132,6	258,8	125,5	258,8	775,7	95
Novembre	1.030	74,4	48,2	129,6	266,7	134,1	266,7	797,1	94
Décembre	1.031	80,4	52,4	155,8	285,5	141,3	285,5	868,1	94
1971 Janvier	1.031	82,7	53,6	138,3	280,1	143,0	280,1	841,5	95
Février	1.030	76,1	51,8	131,3	266,9	134,4	266,9	799,5	96
Mars	1.030	79,1	50,5	135,7	276,6	138,2	276,6	827,0	95
Avril	1.029	76,4	50,5	142,8	270,4	136,3	270,4	819,9	95
Mai	1.027	76,2	53,3	145,1	276,1	146,7	276,1	844,0	95
Juin	1.026	85,1	53,0	158,9	299,0	158,5	299,0	915,4	94

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

³ Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(millions de francs)

Actif

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 31 mai	1971 31 mai	1970 30 juin	1971 30 juin
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	10.583	10.466	12.243	10.108	6.573	7.566	7.437	10.651
Prêts au jour le jour	5.559	4.894	11.942	10.957	6.773	7.079	7.699	6.673
Banquiers	49.380	72.637	111.824	138.852	115.394	137.235	125.450	139.105
Maison-mère, succursales et filiales	10.353	13.100	15.542	38.766	24.564	53.973	29.001	48.997
Autres valeurs à recevoir à court terme	16.506	21.086	30.932	24.887	39.647	46.060	36.253	40.826
Portefeuille-effets	118.984	119.034	142.197	156.753	151.249	157.388	160.367	161.409
a) Effets publics	41.099	37.717	46.822	41.034	51.246	38.461	52.407	34.644
b) Effets commerciaux ²	77.885	81.317	95.375	115.719	100.003	118.927	107.960	126.765
Reports et avances sur titres	1.516	1.644	1.441	1.809	1.386	2.097	1.438	1.816
Débiteurs par acceptations	29.484	32.044	29.338	37.196	32.480	39.409	32.770	39.697
Débiteurs divers	82.733	110.343	115.987	156.183	130.203	181.724	134.232	177.791
Valeurs mobilières	3	3	141.426	175.718	153.993	200.688	154.679	200.477
a) Fonds publics belges	3	3	132.968	159.698	144.929	180.368	144.058	180.053
b) Autres titres d'emprunt	3	3	8.228	15.788	8.949	19.868	10.461	19.981
c) Actions et parts de sociétés	3	3	226	98	71	289	79	281
d) Autres valeurs mobilières	3	3	6	134	44	163	81	162
Valeurs de la réserve légale	3	3	984	1.128	1.071	1.163	1.111	1.211
Participations	3	3	6.573	7.942	7.619	8.199	7.702	8.399
a) Filiales	3	3	2.295	2.440	2.777	2.513	2.782	2.769
b) Autres participations	3	3	4.278	5.502	4.842	5.686	4.920	5.630
Frais de constitution et de premier établissement	114	102	136	135	140	144	149	151
Immeubles	3.300	3.652	4.192	5.014	4.395	5.125	4.408	5.122
Participations dans les filiales immobilières	283	449	310	307	310	326	311	326
Créances sur les filiales immobilières	77	85	200	246	211	253	212	253
Matériel et mobilier	455	465	606	795	657	788	645	781
Divers	5.356	5.574	7.273	9.523	6.344	10.244	7.377	10.707
Total de l'actif ...	444.837	527.786	633.146	776.319	683.009	859.461	711.241	854.392

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actifs des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paratitiques

(millions de francs)

1967 31 décembre	28.946	1969 31 décembre	21.181	1970 31 mai	21.282	1970 30 juin	17.908
1968 31 décembre	32.985	1970 31 décembre	19.302	1971 31 mai	16.843	1971 30 juin	15.833

³ Ancienne subdivision avant le 31 mars 1969 :

Portefeuille-titres	81-12-67	81-12-68
a) Valeurs de la réserve légale	110.154	182.211
b) Fonds publics belges	833	907
c) Fonds publics étrangers	102.140	119.174
d) Actions de banques	2.354	6.129
e) Autres titres	2.195	3.075
	2.602	4.996

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

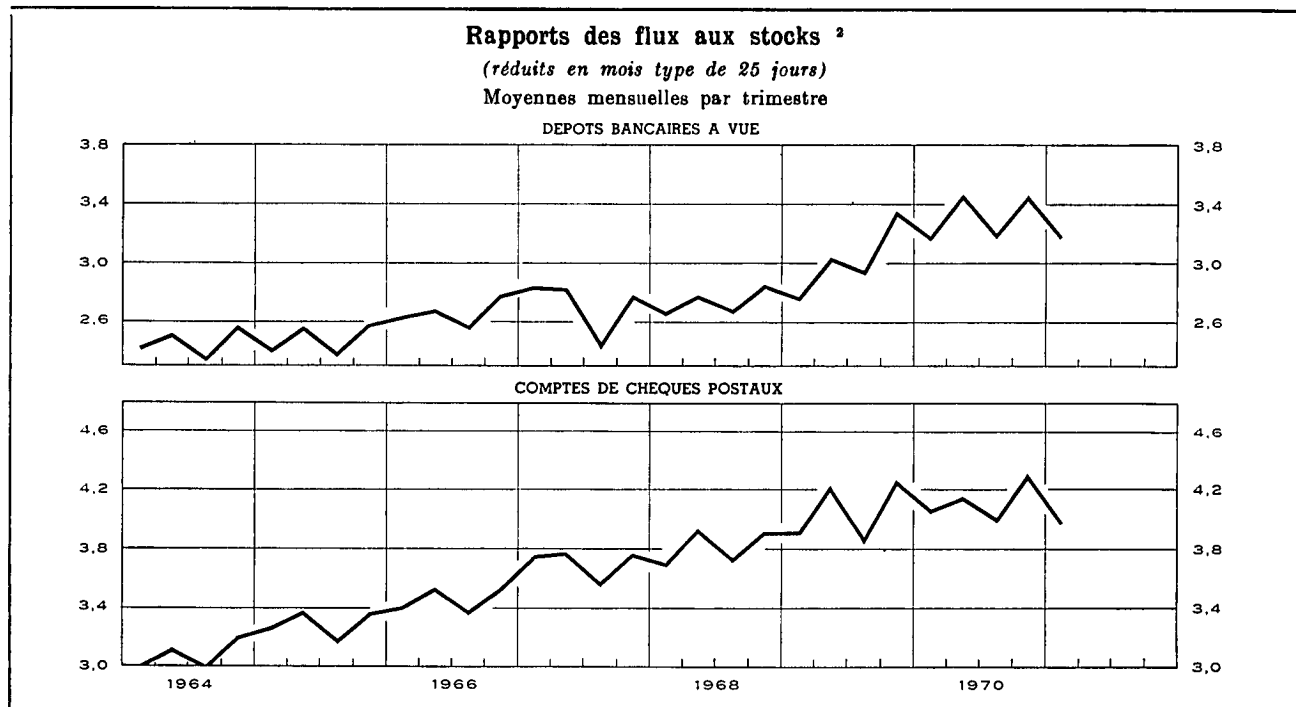
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 31 mai	1971 31 mai	1970 30 juin	1971 30 juin
Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	784	1.306	922	998	1179	941	2.151	857
a) Créanciers garantis par des privilèges	493	490	649	738	543	619	548	660
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	291	816	273	260	636	322	1.603	197
Emprunts au jour le jour	5.733	8.739	6.906	10.030	7.555	17.676	11.846	17.683
a) Garantis par des sûretés réelles	1.354	2.449	1.628	1.291	772	2.957	1.619	5.269
b) Non garantis par des sûretés réelles	4.379	6.290	5.278	8.739	6.783	14.719	10.227	12.414
Banquiers	94.222	119.989	164.481	243.254	180.875	265.841	194.754	254.960
Maison-mère, succursales et filiales	9.963	9.919	12.344	17.296	18.152	26.208	19.134	25.131
Acceptations	29.486	32.044	29.338	37.197	32.485	39.412	32.778	39.700
Autres valeurs à payer à court terme	7.891	13.964	22.457	18.003	28.478	33.411	26.883	31.657
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.320	1.976	1.944	1.817	1.944	1.475	2.058	1.720
Dépôts et comptes courants	245.174	281.371	322.625	365.783	339.011	389.500	347.265	395.716
a) A vue	109.864	122.443	124.004	140.602	128.875	152.306	134.603	157.262
b) A un mois au plus	16.778	18.476	26.342	32.976	32.442	33.213	32.785	32.823
c) A plus d'un mois	51.132	56.319	85.087	96.466	90.844	96.640	92.001	95.541
d) A plus d'un an	4.364	7.355	6.107	8.493	5.873	12.465	6.199	12.798
e) A plus de deux ans	3.493	5.023	7.384	10.732	7.441	11.318	7.668	11.418
f) Carnets de dépôts	57.739	69.787	71.948	74.640	71.765	81.635	72.254	83.803
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1.804	1.968	1.753	1.874	1.771	1.923	1.755	2.071
Obligations et bons de caisse	13.546	16.538	18.680	23.269	20.752	25.759	21.099	26.106
Montants à libérer sur titres et participations	941	1.145	1.186	1.242	1.203	1.362	1.205	1.485
Divers	12.317	13.298	17.427	19.265	15.136	18.668	14.903	19.450
Total de l'exigible ...	421.377	500.289	598.310	738.154	646.770	820.253	674.076	814.465
Exigible spécial :								
Passifs subordonnés	—	—	2.392	3.942	2.792	3.935	3.192	3.934
Non exigible :								
Capital	14.610	17.859	20.442	21.136	20.555	21.270	20.809	21.655
Fonds indisponibles par prime d'émission	2.368	2.867	4.312	4.289	4.327	4.296	4.279	4.148
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	833	906	977	1.128	1.066	1.167	1.106	1.209
Réserve disponible	5.425	5.589	6.369	7.268	7.103	7.986	7.383	8.426
Provisions	224	276	344	402	396	554	396	555
Total du non exigible :	23.460	27.497	32.444	34.223	33.447	35.273	33.973	35.993
Total du passif ...	444.837	527.786	633.146	776.319	683.009	859.461	711.241	854.392

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1964	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1969 1 ^{er} trimestre	253,8	185,4	439,2	2,81	2,77	3,92
2 ^e trimestre	288,7	205,7	494,4	3,00	3,04	4,22
3 ^e trimestre	273,9	187,2	461,1	3,03	2,95	3,88
4 ^e trimestre	306,2	201,3	507,5	3,40	3,35	4,26
1970 1 ^{er} trimestre	291,8	197,5	489,3	3,18	3,18	4,07
2 ^e trimestre	341,6	211,3	552,9	3,47	3,47	4,15
3 ^e trimestre	319,3	199,5	518,8	3,29	3,20	4,01
4 ^e trimestre	349,9	221,0	570,9	3,50	3,46	4,30
1971 1 ^{er} trimestre	341,5	222,7	564,2	3,22	3,18	3,98
1970 Mai	344,9	224,1	569,0	3,23	3,51	4,32
Juin	342,8	200,4	543,2	3,52	3,39	3,85
Juillet	343,6	216,1	559,7	3,55	3,42	4,17
Août	296,2	196,6	492,8	3,02	3,02	4,05
Septembre	318,2	185,7	503,9	3,30	3,17	3,81
Octobre	315,3	196,0	511,3	3,42	3,16	3,93
Novembre	346,5	238,9	585,4	3,24	3,52	4,74
Décembre	388,1	228,1	616,2	3,84	3,69	4,24
1971 Janvier	334,4	225,1	559,5	3,08	3,08	4,00
Février	339,9	236,2	576,1	3,06	3,19	4,20
Mars	350,2	206,9	557,1	3,52	3,26	3,75
Avril	r 377,3	r 226,7	r 604,0	3,43	3,43	r 4,16
Mai	379,5	270,3	649,8	3,07	3,33	4,74

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, vol. II, n^o 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960*, Tome I. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1965, p. 21; XLII^e année, vol. I, n^o 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, n^o 3, septembre 1967, p. 241. — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

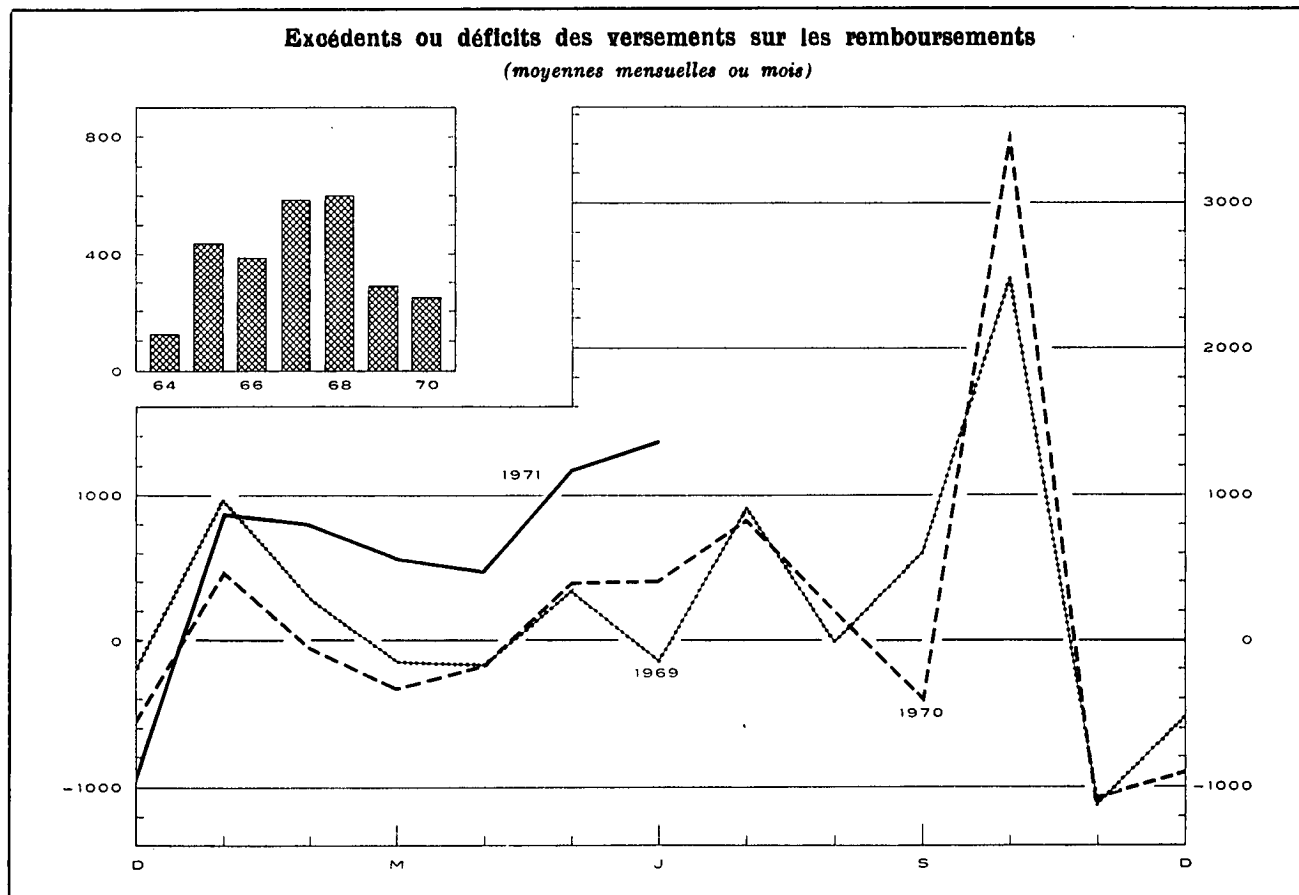
Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la Banque Nationale de Belgique
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	589
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	600
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	389
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	320
1967	5.943	3.560	...	...	141	6.348	...	...
1968	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1969	7.833	4.654	...	...	...	8.377	631	...
1968 Janvier	5.815	2.296	...	...	2.023	6.694	...	...
Février	6.113	2.657	...	...	2.282	7.685	...	...
Mars	6.572	3.250	...	...	848	7.262	...	...
Avril	6.537	2.590	...	...	2.771	8.462	...	...
Mai	6.655	2.300	4.000	...	2.100	8.974	585	2.100
Juin	7.534	2.300	5.500	...	1.700	8.915	1.063	3.500
Juillet	7.330	3.660	...	...	2.200	9.365	...	438
Août	7.567	3.785	3.300	...	2.700	10.123	945	2.700
Septembre	7.746	3.685	1.500	...	2.457	8.988	71	2.922
Octobre	7.276	4.194	...	...	2.550	9.927	...	617
Novembre	7.314	3.684	4.000	...	1.234	10.165	1.234	1.264
Décembre	7.959	5.124	...	...	432	8.892	1.256	...
1969 Janvier	7.567	4.394	...	...	1.745	8.041	611	1.556
Février	7.996	3.838	2.700	...	...	8.292	2.693	...
Mars	8.098	3.685	2.400	...	...	9.221	1.444	...
Avril	8.752	4.135	3.800	...	...	11.711	1.166	...
Mai	8.818	5.204	6.100	...	...	12.315	1.827	2.151
Juin	8.689	4.374	3.500	...	...	10.520	667	1.780
Juillet	8.230	4.619	...	...	...	6.250	2.350	697
Août	8.434	4.254	2.300	...	...	6.041	4.578	692
Septembre	9.355	5.004	2.400	...	...	6.006	5.081	2.031
Octobre	8.776	4.599	...	...	...	5.421	4.434	...
Novembre	8.078	4.114	...	...	...	8.257	332	...
Décembre	7.833	4.654	...	...	...	8.377	631	...

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements 1		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période 2	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (1) - (2)	(6)	(7)	
1960	21.840	19.786	2.054	78.887				
1961	22.799	19.585	3.214	84.633				
1962	25.995	20.717	5.278	92.654				
1963	26.388	23.788	2.600	97.980				
1964	28.229	26.757	1.472	102.395				
1965	32.450	27.211	5.239	112.192				
1966	37.449	32.817	4.632	120.322				
1967	45.363	38.294	7.069	131.137				
1968	50.955	43.751	7.204	142.297				
1969	65.077	56.969	8.108	150.405				
1970	79.080	70.818	8.262	158.667				
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
Janvier	6.491	7.569	6.012	6.685	479	884	150.884	159.551
Février	5.214	6.642	5.261	5.839	- 47	803	150.837	160.354
Mars	5.219	6.875	5.542	6.310	-323	565	150.514	160.919
Avril	5.859	6.791	6.030	6.299	-171	492	150.343	161.411
Mai	5.593	7.185	5.192	6.002	401	1.183	150.744	162.594
Juin	6.111	p 8.286	5.703	p 6.910	408	p 1.376	151.152	p163.970
Juillet	6.803		5.967		836		151.988	
Août	5.232		5.027		205		152.193	
Septembre	5.407		5.787		-380		151.813	
Octobre	10.120		6.626		3.494		155.307	
Novembre	5.292		6.345		-1.053		154.254	
Décembre	6.429		7.325		- 896		158.667 *	

¹ A partir de 1963, y compris les intérêts échus sur livrets pour dépôts à terme.

² Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER. Pour l'année 1970, les intérêts capitalisés s'élevaient à F 5.308 millions.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF							
Disponible ¹	0,3	1,9	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7
Placements provisoires ² :							
Effets sur la Belgique	18,0	20,6	24,6	26,5	29,9	33,0	37,9
Avances à l'industrie	9,5	11,0	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1
Crédit agricole	0,1	...	...	0,1	0,2	0,5	0,4
Crédit d'exportation	0,7	0,8	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	—	—	0,1	0,4
Acceptations bancaires	2,7	3,7	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes ..	5,4	4,1	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4
Prêts au jour le jour	0,9	...	0,5	...	1,4	...	1,9
Total ² ...	37,3	40,2	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0
Placements définitifs ^{2 3}							
Dette directe de l'Etat	23,4	21,9	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	17,5	18,6	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,5	1,5	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3
Obligations de sociétés belges	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8	0,9
Avances à l'Etat résultant du paiement des allo- cations complémentaires aux prisonniers poli- tiques, et avances à l'Œuvre nationale des inva- lides de la guerre, divers	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2
Prêts hypothécaires	5,3	5,9	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2
Crédit agricole	4,0	4,4	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4
Avances à la Société Nationale du Logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,0	24,6	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, profes- sionnel et universitaire)	—	—	—	—	—	1,5	6,6
Total ² ...	78,3	78,5	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts ..	3,1	2,8	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1
Valeurs échues du portefeuille	—	3,4	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8

PASSIF

<i>Exigible :</i>							
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ⁴ :							
Particuliers	97,8	102,2	112,0	120,1	131,0	143,9	153,9
Dotations des prisonniers	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Etablissements publics et autres	5,1	5,1	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9
Total ...	103,1	107,5	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9
Dépôts en comptes courants ⁴	4,7	6,8	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4
<i>Non exigible ³ :</i>							
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions	10,6	11,6	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1964, la CGER comptabilise ses placements provisoires et définitifs en valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

³ A partir de 1968, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

⁴ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF							
Placements définitifs ¹ :							
Dette directe de l'Etat	7,2	7,4	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	13,3	14,5	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6
Valeurs garanties par le Congo	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,9	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0
Obligations de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,5
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2
Total ...	22,5	24,0	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5
PASSIF							
Fonds des Rentes ²	13,7	13,9	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0
Réserves mathématiques ³	10,8	11,8	12,8	13,8	14,4	9,8 ⁴	9,8
Total ...	24,5	25,7	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8

¹ A partir de 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Le Fonds des Rentes ne comprend pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

³ Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

⁴ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : Rapports de la CGER.

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre
ACTIF							
Placements définitifs ¹ :							
Dette directe de l'Etat	3,1	2,9	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	3,8	4,7	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société Nationale du Logement	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Total ...	7,7	8,4	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6
PASSIF							
Réserves mathématiques et provisions ²	5,7	6,1	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6
Fonds de réserve et de répartition	2,2	2,6	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0
Total ...	7,9	8,7	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6

¹ A partir de 1964, la CGER publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

² Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865.

XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

Principaux moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Crédits aux entreprises et particuliers				Portefeuille-titres 1							
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Dette directe et indirecte de l'Etat 2	Pouvoirs subordonnés	Organismes de la sécurité sociale	Parastatutiques de crédit	Parastatutiques d'exploitation	Sociétés privées et divers	Etranger	Total du portefeuille-titres
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,7	1,0	0,1	6,2	2,1	0,4	0,1	20,6
1964	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,6	1,0	0,1	6,2	2,0	0,4	0,1	21,4
1965	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,8	1,1	0,1	6,6	2,5	0,7	0,1	23,9
1966	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,8	1,4	0,1	7,2	3,0	0,8	0,1	26,4
1967	51,8	17,3	20,1	89,2	8,0	54,5	0,7	63,2	14,9	2,0	...	9,4	3,3	0,8	0,1	30,5
1968	59,1	19,0	24,3	102,4	8,7	59,2	0,5	68,4	18,0	3,1	0,1	12,5	3,4	1,0	0,1	38,2
1969	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	68,7	0,4	77,4	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970	72,8	22,7	35,7	131,2	9,1	76,6	0,6	86,3	20,9	4,3	0,1	15,3	4,3	2,9	0,3	48,1
1969 Septembre	63,5	20,4	27,7	111,6	10,0	65,1	0,7	75,8	18,2	3,6	0,1	12,5	3,4	1,5	0,2	39,5
1969 Décembre	65,6	20,7	29,4	115,7	8,3	69,1	0,4	77,8	18,2	3,7	0,1	12,9	3,5	1,9	0,2	40,5
1970 Mars	66,5	21,3	31,6	119,4	8,9	70,7	0,5	80,1	18,6	4,2	0,1	13,9	3,5	2,2	0,2	42,7
1970 Mai	67,5	21,6	32,6	121,7												
1970 Juin	68,1	21,7	33,1	122,9	9,5	72,5	0,5	82,5	19,9	4,1	0,1	14,2	3,9	2,3	0,2	44,7
1970 Juillet	68,8	21,8	33,7	124,3												
1970 Août	69,4	22,0	34,1	125,5												
1970 Septembre	69,9	22,1	34,4	126,4	10,4	74,1	0,7	85,2	20,7	4,0	0,1	14,7	4,0	2,6	0,3	46,4
1970 Octobre	70,2	22,3	34,6	127,1												
1970 Novembre	70,2	22,4	35,1	127,5												
1970 Décembre	72,8	22,7	35,7	131,2	9,1	76,6	0,6	86,3	20,9	4,3	0,1	15,3	4,3	2,9	0,3	48,1
1971 Janvier	72,9	23,0	36,7	132,6												
1971 Février	73,8	23,4	37,8	135,0												
1971 Mars	74,6	23,6	38,2	136,4	9,6	77,8	0,5	87,9	21,6	5,1	0,1	17,4	4,0	3,3	0,3	51,8
1971 Avril	75,2	23,7	38,6	137,5												
1971 Mai	77,2	23,8	38,9	139,9												

1 Non compris les actions et les participations.

2 Y compris des certificats émis par l'Etat et le Fonds des Rentes.

3 De 1969 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

4 A partir de juin 1967, nouvelle série comprenant des dépôts visés par les nouvelles dispositions légales régissant les caisses d'épargne privées. A partir de cette même date les « Bons et certificats d'épargne » figurent dans la colonne « Obligations et bons de caisse » et non plus dans les colonnes des « Dépôts ».

XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.O.I.

Fin de période	1965	1966	1967	1968	1969	1970
ACTIF						
Encours des crédits :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1° garantis par l'Etat	12,6	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4
2° garantis par banques et organismes financiers	11,1	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2
3° dont le risque est à charge de l'Institution	25,5	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1
Crédits de restauration (dommages de guerre et indemnations)	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,3	0,5	0,3	0,1	...	—
Crédits commerciaux	1,0	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	1,5	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8
Crédits gérés pour compte de l'Etat 1	3,1	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9
Placements divers à court terme	11,3	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7
PASSIF						
Obligations	45,6	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1
Bons de caisse	9,3	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	5,9	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,7	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0

1 Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal											Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »											Moyenne des soldes globaux journaliers			
	Solde disponible au début de la période	Versements				Prélèvements				Solde disponible à la fin de la période	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)				Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	créditeurs	débiteurs	Total des paiements effectués par le débit de ces comptes
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	Total	(1) + (5) - (8) = (9)			(12)	(18)	(14)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(2) + (3) + (4) = (5)	(6)	(7)	(6) + (7) = (8)	(10)	(11)	(12)	(18)	(14)			
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1967	4.427	10.146	2.357	2.027	14.530	350	12.804	13.154	5.803	87.089	8.925	2.400	4.511	53.991	
1968	5.803	13.060	2.704	3.043	18.807	412	16.624	17.036	7.574	98.448	10.236	3.496	4.034	63.533	
1969	7.574	15.951	2.961	5.002	23.914	836	21.901	22.737	8.751	111.650	9.993	3.998	5.531	80.753	
1970	8.751	19.786	3.048	4.010	26.844	490	25.221	25.711	9.884	127.186	10.321	4.693	6.536	99.713	
1968 1 ^{er} trimestre	5.803	2.449	681	696	3.826	97	3.617	3.714	5.915	88.988	9.880	3.031	3.858	17.245	
2 ^e trimestre	5.915	3.226	555	957	4.738	82	3.662	3.744	6.909	91.810	10.749	3.395	3.892	15.243	
3 ^e trimestre	6.909	3.408	745	718	4.871	118	3.961	4.079	7.701	95.004	11.036	3.383	4.462	14.698	
4 ^e trimestre	7.701	3.977	723	672	5.372	115	5.384	5.499	7.574	98.448	10.236	4.177	3.924	16.347	
1969 1 ^{er} trimestre	7.574	3.933	733	2.025	6.691	182	6.042	6.224	8.041	103.402	11.342	3.352	4.723	20.087	
2 ^e trimestre	8.041	4.424	530	1.025	5.979	198	5.028	5.226	8.794	105.415	10.138	3.649	5.928	15.388	
3 ^e trimestre	8.794	3.619	884	929	5.432	241	4.719	4.960	9.266	108.768	9.444	4.013	6.427	17.411	
4 ^e trimestre	9.266	3.975	814	1.023	5.812	215	6.112	6.327	8.751	111.650	9.993	4.978	5.046	27.867	
1970 1 ^{er} trimestre	8.751	4.404	847	1.024	6.275	167	5.751	5.918	9.108	114.930	11.791	5.312	5.299	29.185	
2 ^e trimestre	9.108	4.708	564	903	6.175	120	5.021	5.141	10.142	119.334	12.625	4.700	6.420	17.257	
3 ^e trimestre	10.142	5.495	903	982	7.380	103	6.533	6.636	10.886	123.216	11.504	4.300	7.269	20.710	
4 ^e trimestre	10.886	5.179	734	1.101	7.014	100	7.916	8.016	9.884	127.186	10.321	4.460	7.157	32.561	
1971 1 ^{er} trimestre	9.884	4.259	987	1.314	6.560	90	6.919	7.009	9.435	128.731	10.933	5.775	6.224	34.967	
2 ^e trimestre	9.435	4.401	573	1.126	6.100	110	5.455	5.565	9.970	133.422	14.008	5.240	7.170	21.737	
1970 Juillet	10.142	1.718	336	194	2.248	18	2.002	2.020	10.370	120.174	12.878	4.159	7.829	10.165	
1971 Juillet	9.970	1.598	326	315	2.239	45	2.172	2.217	9.992	133.890	14.508	3.980	9.137	12.069	

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1965	1966	1967	1968	1969	1965	1966	1967	1968	1969
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
ACTIF										
Immeubles	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9
Prêts hypothécaires	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2
Prêts sur police	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0
Valeurs étrangères	2,0	2,2	2,2	3,0	3,3	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8
Valeurs congolaises	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-stataux de crédit	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5
Titres des autres organismes parastataux	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1
Titres des provinces et communes	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2
Actions de sociétés belges ...	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9
Total des valeurs mobilières ...	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9

PASSIF

Cautionnements déposés	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Réserves mathématiques ¹	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1964	3,93
1965	3,89
1966	4,51
1967	4,91
1968	5,09
1969	5,91
1970	4,92
1969 1 ^{er} trimestre .	5,32
2 ^e trimestre .	6,00
3 ^e trimestre .	6,33
4 ^e trimestre .	6,01
1970 1 ^{er} trimestre .	4,64
2 ^e trimestre .	4,99
3 ^e trimestre .	4,93
4 ^e trimestre .	5,10
1971 1 ^{er} trimestre .	5,30

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts, Droits d'hypothèque. — *Comptes rendus des opérations et de la situation de la OGER de Belgique*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Economie belge en 1969*. — *Rapports annuels de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique*.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
											p
I. Particuliers :											
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :											
Caisse d'épargne	5,5	9,1	9,9	6,2	9,0	13,9	12,1	9,6	17,3	16,1	21,4
Banques	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1	13,1	19,7
Institutions paraétatiques de crédit	—	1,2	0,8	0,8	1,3	0,9	1,5	2,7	3,7	2,6	1,0
Mutualités	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2
Total ...	6,6	14,2	15,6	11,2	20,9	20,5	22,5	19,3	36,4	32,0	42,3
Doubles emplois ³ ...	- 0,7	- 3,3	- 1,3	- 3,2	- 8,4	- 2,0	—	- 1,6	- 10,2	- 7,4	- 8,0
Total net ...	5,9	10,9	14,3	8,0	12,5	18,5	22,5	17,7	26,2	24,6	34,3
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :											
Organismes de pensions	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,3	1,7	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4	1,4	1,5
Caisses de vacances annuelles	0,5	- 0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6	0,7	0,3
Organismes d'assurance-vie	3,5	3,9	5,4	5,6	4,9	4,6	4,5	6,3	5,4	6,9	6,4
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,0	1,2	0,8	2,0	1,7	1,9
Total ...	7,0	6,7	9,5	8,5	8,0	7,5	7,9	10,8	10,7	12,4	11,5
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière :</i>											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	7,3	7,4	8,5	9,2	10,3	12,4	12,9	12,8	14,4	14,7	16,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4	7,6	11,8
Total ...	9,1	8,9	11,3	12,9	14,7	17,8	17,4	24,0	32,8	22,3	27,9
E. <i>Emissions de capitaux :</i>											
Nouveaux placements du public	14,5	18,4	18,0	18,9	13,6	15,9	9,0	21,8	19,6	26,6	35,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9	- 1,4	- 2,0
Epargne nette totale ...	35,5	45,2	52,6	46,8	47,9	58,9	54,9	72,5	87,4	84,5	107,5
Amortissements sur habitations ...	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8	12,6	13,8
Epargne brute totale ...	42,6	52,8	60,2	54,6	56,0	67,7	64,5	83,1	99,2	97,1	121,3
II. Entreprises :											
A. <i>Entreprises privées :</i>											
Epargne nette	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,3	11,6	13,0
Amortissements	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	47,7	52,4	60,6
Epargne brute ...	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	63,0	64,0	73,6
B. <i>Entreprises publiques autonomes :</i>											
Epargne nette	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,5	1,8	1,8
Amortissements	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,8	4,7	4,5
Epargne brute ...	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,3	6,5	6,3
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	44,5	50,0	63,5	58,6	60,4	69,4	72,4	90,3	103,2	97,9	122,3
Epargne brute ...	83,0	89,6	104,2	102,9	106,4	119,6	126,8	151,3	166,5	167,6	201,2

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

Référence bibliographique : Congrès du Centenaire (1865-1965). L'épargne dans la recherche économique contemporaine : dix ans d'inventaire de l'épargne.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1 — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) ¹ (9) = (5) + (8)	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9	
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2	
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0	
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2	
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6	
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 ⁵	3,5 ⁵	3,5	7,8	
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	3,8	1,7	2,1	2,8	
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4	
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2	
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁶	2,2	9,2	
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0	
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3	
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6	
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5	
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7	
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. E3 et E5 et Crédit Communal	1964	1,5	0,3	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0	
	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9	
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8	
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5	
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1	
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	2,2	0,8	1,4	0,7	
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2	
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0	
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0	
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge		1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	12,8	6,3	6,5	39,0	
	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1	
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7	
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0	
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1	

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des intermédiaires financiers publics et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968 et 1969 qui s'élevaient respectivement à « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3 milliard, 2,2 milliards et - 2,3 milliards; « Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal » 0,6 milliard, 1,6 milliard, 1,2 milliard et 2,4 milliards ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4 milliard.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel de même que les bons d'épargne émis par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2,8 milliards de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1,6 milliard en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

⁶ Non compris 8,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC *

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2 3	Rendement pour le porteur 3		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1969	Janvier	9	Intercom. Autor. E3 1969-1981	6,75	98,50	12 ans	5.000	7,00	—	6,99
	Février	17	Etat belge 1969-1975-1982	6,50 — 6,75 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	5.650	6,78	6,71	6,88
	Février	17	Etat belge 1969-1980	6,75	98,50	11 ans 6 m. 22 jours	11.600	6,97	—	6,93
	Mars	20	S.N.C.B. 1969-1977-1984	6,75	99,25	8 ou 15 ans	3.500	6,99	6,88	7,07
	Avril	28	Fonds des Routes 1969-1981	7,00	98,50	12 ans	9.200	7,25	—	7,19
	Juin	16	Etat belge 1969-1975-1981	7,00 — 7,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	9.450	7,28	7,21	7,34
	Juin	16	Etat belge 1969-1987	7,50	99,50	18 ans	5.550	7,57	—	7,55
	Septembre	1	Intercom. Autor. E5 1969-1984 ⁵	5,00	100,00	15 ans	2.000	7,61	—	—
	Septembre	9	C.N.C.P. 1969-1975	7,10	99,00	6 ans	500	—	—	7,45
	Octobre	13	Etat belge 1969-1975-1981 ⁶	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 6 m. ou 11 a. 6 m.	24.345	8,39	8,13	8,51
	Novembre	24	R.T.T. 1969-1981	8,25	99,00	12 ans	3.500	8,44	—	8,44
	Décembre	10	Ville de Liège 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	1.000	8,64	—	8,64
	Décembre	10	Ville d'Anvers 1969-1983	8,25	98,50	14 ans	2.000	8,64	—	8,64
	Décembre	15	S.N.C.I. 1969-1980	8,25	99,00	11 ans	1.500	8,45	—	8,45
						84.795				
1970	Janvier	7	C.N.C.P. 1970-1978	8,25	99,00	8 ans	500	—	—	8,43
	Janvier	14	Etat belge 1970-1980	8,25	99,50	10 ans	5.250	8,42	—	8,46
	Janvier	14	Etat belge 1970-1975-1981	8,00 — 8,25 ⁴	99,50	5 a. 3 m. ou 11 a. 3 m.	9.800	8,37	8,10	8,50
	Mars	2	Intercom. Autor. E3 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	5.000	8,60	—	8,52
	Mars	2	Intercom. Autor. E5 1970-1978	8,25	99,50	8 ans	3.000	8,50	—	8,52
	Avril	13	Etat belge 1970-1976	8,00	99,25	6 ans	6.950	8,18	—	8,16
	Avril	13	Etat belge 1970-1980, 2 ^e a.	8,25	99,50	9 ans 9 mois	8.250	8,44	—	8,48
	Mai	19	S.N.C.B. 1970-76-82	8,00 — 8,25 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	3.500	8,46	8,29	8,54
	Juin	18	Fonds des Routes 1970-76-83	8,00 — 8,25 ⁴	99,00	6 ou 13 ans	10.250	8,37	8,22	8,50
	Septembre	14	Etat belge 1970-1983	8,50	99,00	13 ans	10.160	8,69	—	8,72
	Septembre	14	Etat belge 1970-1976-1982	8,25 — 8,50 ⁴	99,00	6 ou 12 ans	15.540	8,55	8,47	8,63
	Octobre	5	C.N.C.P. 1970-1976	8,25	99,00	6 ans	500	—	—	8,47
	Octobre	12	S.N.C.I. 1970-1977-1983	8,25 — 8,50 ⁴	99,00	7 ou 13 ans	2.000	8,57	8,45	8,60
	Octobre	26	Soc. Nat. Logement 1970-1980	8,50	99,00	10 ans	2.500	8,68	—	8,65
	Novembre	16	R.T.T. 1970-1984	8,50	99,00	14 ans	5.000	8,68	—	8,70
	Décembre	7	Ville de Liège 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁴	98,60	8 ou 14 ans	1.000	8,54	8,50	8,62
	Décembre	7	Ville d'Anvers 1970-78-84	8,25 — 8,50 ⁴	98,60	8 ou 14 ans	2.000	8,54	8,50	8,62
						91.200				
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-1984	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-1977-1983	8,25 — 8,50 ⁴	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-1979	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-1981	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-1983	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-1985	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-1978-1986	7,50 — 7,75 ⁴	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-1986	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-1983	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-1982	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82

¹ Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

² Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éven-

tuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Intérêts : le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

⁵ Emprunt à lots.

⁶ Y compris 1.595 millions de souscriptions reçues du 1^{er} au 10 décembre en échange de titres de l'emprunt de l'Etat 1964-69-75.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a. — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes								Total de la dette directe 2	Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 2	Dettes reprises du Congo 3	Dettes totales (y compris la dette reprise du Congo) 2
	en francs belges				en monnaies étrangères								
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1)+(4)	(6)	(7)	(8) = (6)+(7)	(9) = (5)+(8)	(10)	(11) = (9)+(10)	(12)	(13) = (11)+(12)	
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1970 Juin	354,4	12,2	77,7	49,9	494,2	10,4	46,5	56,9	551,1	56,1	607,2	2,4	609,6
Juillet	348,9	11,2	64,6	50,8	475,5	10,3	46,5	56,8	532,3	62,6	594,9	2,4	597,3
Août	347,5	11,2	71,5	47,4	477,6	10,2	46,4	56,6	534,2	62,4	596,6	2,4	599,0
Septembre	353,1	11,1	72,2	46,6	483,0	10,1	46,4	56,5	539,5	62,1	601,6	2,3	603,9
Octobre	365,4	11,9	57,0	52,4	486,7	10,0	44,0	54,0	540,7	62,1	602,8	2,3	605,1
Novembre	361,4	12,2	69,0	48,6	491,2	10,0	42,5	52,5	543,7	61,9	605,6	2,2	607,8
Décembre	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971 Janvier	375,4	12,5	67,1	56,6	511,6	9,8	39,1	48,9	560,5	60,1	620,6	2,2	622,8
Février	378,4	13,8	73,0	51,6	516,8	9,8	34,5	44,3	561,1	59,9	621,0	2,1	623,1
Mars	377,0	14,0	86,8	50,3	528,1	9,7	31,3	41,0	569,1	59,7	628,8	2,1	630,9
Avril	375,3	14,5	88,8	58,4	537,0	9,5	27,8	37,3	574,3	58,4	632,7	2,0	634,7
Mai	397,2	14,9	84,7	52,3	549,1	9,5	25,5	35,0	584,1	58,2	642,3	2,0	644,3
Juin	394,3	13,7	92,0	53,0	553,0	9,3	21,6	30,9	583,9	58,3	642,2	2,0	644,2

1 Y compris l'Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Période	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise du Congo) 1	Dettes reprises du Congo 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Doubles emplois à éliminer	Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds 7	Pour mémoire : Variations de l'en-cours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au Fonds Monétaire International en exécution des Accords Généraux d'Emprunt 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte du Ministre de l'Education Nationale 6	Divers			
(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (3)-(8)	(10)	
1964	+ 16,1	- 1,2	+ 14,9	- 1,7	+ 1,5	+ 0,1	...	...	+ 15,0	...
1965	+ 22,5	- 2,1	+ 20,4	- 3,5	+ 1,9	- 0,1	...	...	+ 22,1	...
1966	+ 18,9	- 0,5	+ 18,4	+ 1,3	...	...	...	...	+ 17,1	...
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 9,0	...	...	...	...	+ 32,3	...
1970 6 prem. mois	+ 11,4	- 0,2	+ 11,2	- 7,6	...	- 1,1	...	...	+ 19,9	...
1971 6 prem. mois	+ 22,7	- 0,2	+ 22,5	- 6,3	...	- 1,3	+ 0,8 ⁹	...	+ 29,3	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a. La dette reprise du Congo ne figure toutefois à ce tableau que depuis la ratification de la convention du 6 février 1965.

3 Variations de la colonne (13) du tableau XVI - 3a, depuis 1966.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds Monétaire International sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la Banque Nationale de Belgique; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la Banque Nationale de Belgique finance les prêts consentis au Fonds Monétaire International dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la Banque Nationale de Belgique à l'Office des Chèques postaux pour compte du Ministre de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir du Ministre de l'Education Nationale auprès de la Banque.

7 Le total des colonnes (9) et (10) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement de l'Etat » du tableau XI - 8

8 Réévaluation du Deutsche Mark.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,8.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p
A. Secteurs non financiers :															
Etat 2	268,0	277,1	298,0	322,7	340,6	64,8	65,8	66,4	67,0	71,8	332,8	342,9	364,4	389,7	412,4
Paraétatiques d'exploitation	27,9	30,1	33,0	38,0	39,7	8,1	10,0	10,9	12,0	13,5	36,0	40,1	43,9	50,0	53,2
Sécurité sociale et fonds de pension	—	—	—	—	—	14,6	16,1	17,9	15,7	20,1	14,6	16,1	17,9	15,7	20,1
Secteur public non compris ailleurs	30,4	35,9	39,4	46,6	53,6	13,9	14,9	16,3	16,5	16,9	44,3	50,8	55,7	63,1	70,5
B. Intermédiaires financiers 3	132,6	144,9	165,3	191,0	209,4	27,3	29,5	31,8	34,8	37,1	159,9	174,4	197,1	225,8	246,5
Total ...	458,9	488,0	535,7	598,3	643,3	128,7	136,3	143,3	146,0	159,4	587,6	624,3	679,0	744,3	802,7
<i>Pour mémoire :</i>															
Titres congolais et titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 4	11,4	11,5	11,4	11,1	11,0	—	—	—	—	—	11,4	11,5	11,4	11,1	11,0

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p	1965	1966	1967	1968	1969 p
A. Secteurs non financiers :															
Entreprises, particuliers, Etranger	245,3	264,9	294,2	319,3	346,1	6,5	7,7	9,6	11,0	14,7	251,8	272,6	303,8	330,3	360,8
Paraétatiques d'exploitation	3,8	3,8	3,8	4,4	4,4	0,2	0,3	0,4	0,4	0,3	4,0	4,1	4,2	4,8	4,7
Secteur public non compris ailleurs 5	2,1	2,9	3,0	3,0	3,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	2,2	3,0	3,1	3,2	3,3
Sécurité sociale 7	4,8	6,8	4,1	4,6	5,0	1,3	1,6	1,5	1,4	1,3	6,1	8,4	5,6	6,0	6,3
B. Intermédiaires financiers :															
Organismes monétaires 6	61,5	64,3	74,8	91,0	102,4	60,9	62,4	64,2	65,0	65,7	122,4	126,7	139,0	156,0	168,1
Fonds des Rentes	5,4	5,5	5,0	7,1	6,9	—	—	—	—	—	5,4	5,5	5,0	7,1	6,9
Caisse d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	50,0	51,1	54,2	61,4	65,6	21,1	22,6	23,6	25,8	26,8	71,1	73,7	77,8	87,2	92,4
Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension 7	76,0	78,5	86,9	89,8	91,3	37,9	40,5	43,0	41,0	43,5	113,9	119,0	129,9	130,8	134,8
Organismes publics de crédit non monétaires ...	10,0	10,2	9,7	17,7	18,6	0,7	1,1	0,9	1,2	6,8	10,7	11,3	10,6	18,9	25,4
Total ...	458,9	488,0	535,7	598,3	643,3	128,7	136,3	143,3	146,0	159,4	587,6	624,3	679,0	744,3	802,7

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit et de l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

5 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

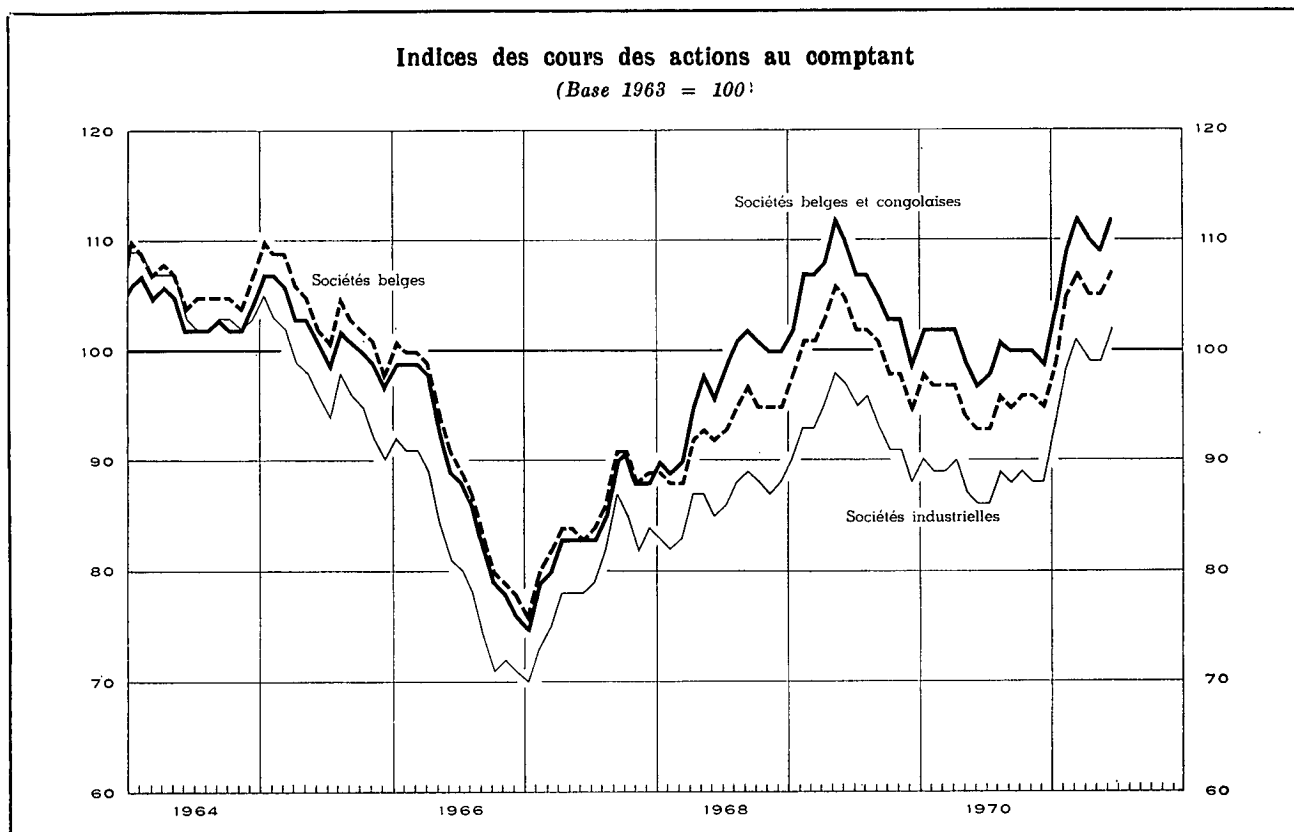
6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

7 Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966, du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI^e année, vol. I, n° 8, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — XL^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLIII^e année, vol. I, n° 8, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — XLV^e année, vol. I, n° 8, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

XVII.— VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités moyennes par séances (millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions						Taux de rendement 3 5						
		Au comptant				A terme		Valeurs belges						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble			Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	en %			
			Ensemble	Sociétés industrielles										
(Base 1963 = 100) 2 4														
1964	91	104	106	105	99	3,2	3,0							
1965	83	102	104	97	98	3,4	3,5							
1966	71	88	90	80	88	4,1	4,2							
1967	81	84	85	79	91	4,2	4,0							
1968	134	97	93	86	118	3,8 ⁶	3,8 ⁶							
1969	149	106	101	93	141	3,7	3,4							
1970	112	100	95	88	128	4,9	5,2							
		1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	
Janvier	117	208	102	104	98	99	90	93	136	128	4,0	5,0	3,7	5,7
Février	105	210	102	109	97	105	89	98	134	134	4,0	4,9	3,7	5,7
Mars	114	173	102	112	97	107	89	101	134	135	4,0	5,0	3,7	5,8
Avril	108	205	102	110	97	105	90	99	135	136	4,7	5,0	4,8	5,6
Mai	138	183	99	109	94	105	87	99	130	135	5,0	5,0	5,3	5,8
Juin	95		97	112	93	107	86	102	123	137	5,1	5,0	5,5	5,7
Juillet	100		98		93		86		122		5,1		5,6	
Août	91		101		96		89		128		5,1		5,7	
Septembre	115		100		95		88		127		5,3		6,2	
Octobre	133		100		96		89		127		5,3		6,1	
Novembre	109		100		96		88		125		5,4		6,4	
Décembre	126		99		95		88		123		5,3		6,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement.

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Nouvelle série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	74	11.610	541
1967	50	10.073	7.170	1.939	10,0	1.084	82	13.129	555
1968	50	10.383	8.147	2.107	13,2	1.142	99	15.972	695
1969	52	14.459	8.846	2.366	0,3	1.360	109	20.331	942

Sociétés financières et immobilières ⁵

1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.587	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.819	38.978	22.978	4.377	349	2.519	156	19.795	1.353
1967	1.865	44.399	26.192	4.396	398	2.824	167	23.686	1.206
1968	1.892	48.070	27.336	4.914	524	2.868	162	28.128	1.443
1969	1.940	53.487	28.806	5.604	553	3.244	197	33.585	1.780

Industries des fabrications métalliques

1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.396	21.522	17.264	4.772	923	1.284	163	2.087	113
1967	1.391	22.942	19.256	4.011	1.365	1.307	150	2.365	147
1968	1.361	23.941	21.254	3.960	1.331	1.506	122	2.253	149
1969	1.352	28.521	20.480	4.830	1.324	1.483	119	2.104	152

Métallurgie du fer

1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.028	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.258	18.157	550	152	253	23	6.551	434
1967	93	23.949	18.465	770	373	238	22	5.603	410
1968	90	26.196	19.258	513	117	250	22	5.096	348
1969	87	26.883	20.077	869	136	403	31	4.355	322

Industrie textile

1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.323	781	377	79	302	23
1967	976	13.124	11.415	1.287	695	343	65	286	20
1968	957	13.184	11.951	1.072	714	291	51	273	18
1969	929	13.832	11.285	1.543	481	391	69	274	16

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes 2	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés 3
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
Industrie alimentaire									
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.463	1.720	153	742	73	896	61
1967	729	12.932	10.838	2.140	317	794	79	860	58
1968	717	14.742	10.226	2.454	372	930	82	773	56
1969	703	16.069	9.908	2.215	479	838	89	851	53
Industrie chimique									
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	558	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	606	20.177	9.751	2.844	414	1.525	96	595	44
1967	607	22.294	10.657	2.737	627	1.492	89	482	36
1968	627	35.133	25.842	4.092	947	2.216	84	424	32
1969	643	40.423	25.955	5.297	793	2.684	84	369	30
Electricité									
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	94	13.281	769
1967	16	14.570	2.152	1.340	5	1.219	49	14.230	866
1968	17	27.953	5.775	2.598	...	2.308	87	14.183	938
1969	17	27.165	5.312	2.607	...	2.383	77	14.618	936
Industrie du charbon									
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	30	6.951	1.994	196	586	81	9	282	20
1967	30	7.005	1.824	81	807	69	8	37	18
1968	26	4.908	1.690	94	512	55	6	22	2
1969	25	4.704	1.269	90	342	39	3	19	1
Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴									
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	57.546	3.197
1966	14.913	231.698	145.645	30.420	5.119	13.491	1.439	61.124	3.790
1967	14.986	240.349	156.423	28.718	7.403	13.118	1.342	66.886	3.683
1968	15.037	278.954	183.097	33.019	7.916	15.943	1.396	73.330	4.087
1969	15.286	310.899	180.992	39.248	6.970	17.872	1.559	89.631	4.639

Notes : voir fin du tableau XVII - 2. page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dettes obligataires en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	299	41.447	32.682	3.484	921	2.110	137	1.817	60
1967	277	40.281	32.720	2.712	5.164	2.336	146	1.839	112
1968	264	40.235	28.576	4.439	615	2.696	153	3.788	122
1969	252	41.242	27.671	5.139	161	3.012	173	4.170	185

C. — Total général des sociétés par actions ⁶

1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.162
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	58.643	3.229
1966	15.212	273.145	178.327	33.904	6.040	15.601	1.576	62.941	3.850
1967	15.263	280.630	189.143	31.430	12.567	15.454	1.488	68.725	3.795
1968	15.301	319.189	211.673	37.458	8.531	18.639	1.549	77.118	4.209
1969	15.538	352.141	208.663	44.387	7.131	20.884	1.732	93.801	4.824

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5}

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1968 1 ^{er} mois	128	2,7	1,5	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	291	4,2	4,4	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.561	16,8	12,9	2,1	0,6	0,6	0,8
4 premiers mois	4.143	56,3	34,6	7,2	2,0	3,0	1,1
5 premiers mois	7.476	144,2	76,0	14,3	4,1	6,8	1,5
6 premiers mois	9.653	191,9	114,5	20,7	4,9	10,0	1,8
7 premiers mois	10.238	199,0	119,1	21,6	5,1	10,4	2,1
8 premiers mois	10.425	200,2	119,9	21,8	5,2	10,4	2,3
9 premiers mois	10.764	202,9	122,4	22,3	5,4	10,6	2,5
10 premiers mois	11.208	212,5	131,6	22,8	5,6	10,9	2,8
11 premiers mois	11.500	221,9	138,0	24,1	5,7	11,6	3,2
12 mois	11.925	234,3	146,5	26,2	5,9	12,7	3,7
12 mois (avec supplément) ⁶	15.038	280,5	183,7	33,2	8,0	16,0	3,7
1969 1 ^{er} mois	109	1,7	1,3	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	265	5,5	5,6	0,9	0,2	0,2	0,4
3 premiers mois	1.545	25,2	19,0	4,2	0,6	1,7	0,7
4 premiers mois	4.212	84,1	43,4	10,4	2,2	4,6	1,0
5 premiers mois	7.653	184,0	94,6	20,9	4,1	9,9	1,3
6 premiers mois	10.185	244,0	135,3	28,9	5,0	13,9	1,6
7 premiers mois	10.768	252,1	140,1	30,1	5,5	14,3	1,8
8 premiers mois	10.956	254,5	141,3	30,4	5,6	14,5	1,9
9 premiers mois	11.286	257,6	143,4	31,0	5,7	14,6	2,2
10 premiers mois	11.732	264,3	148,1	31,8	5,9	15,0	2,4
11 premiers mois	12.075	277,8	158,9	33,4	6,0	16,0	2,8
12 mois	12.501	288,2	165,8	35,2	6,1	16,8	3,2
12 mois (avec supplément) ⁶	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ^{1 5} (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1968 1 ^{er} mois	1	0,1	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois	5	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois	24	0,8	0,5	0,1	...	0,1	0,1
4 premiers mois	43	1,6	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
5 premiers mois	78	11,3	5,5	1,4	0,2	1,0	0,1
6 premiers mois	157	18,2	10,7	1,7	0,5	1,4	0,1
7 premiers mois	184	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
8 premiers mois	185	20,4	12,3	1,8	0,5	1,5	0,1
9 premiers mois	191	21,0	12,5	1,8	0,5	1,5	0,1
10 premiers mois	207	22,3	13,1	1,9	0,5	1,5	0,1
11 premiers mois	219	24,3	14,3	2,0	0,5	1,7	0,1
12 mois	235	26,1	15,5	2,1	0,5	1,7	0,1
12 mois (avec supplément) ⁶	265	40,3	28,7	4,5	0,6	2,7	0,1
1969 1 ^{er} mois	...	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	17	0,5	0,1	...	...	...	0,1
4 premiers mois	37	3,0	0,7	0,2	...	0,1	0,1
5 premiers mois	79	23,3	16,8	3,4	0,1	2,1	0,1
6 premiers mois	170	33,3	22,7	4,6	0,1	2,6	0,1
7 premiers mois	195	35,4	24,4	4,7	0,1	2,7	0,1
8 premiers mois	198	35,6	24,5	4,7	0,1	2,7	0,1
9 premiers mois	200	36,2	24,7	4,7	0,1	2,7	0,1
10 premiers mois	213	37,5	25,2	4,8	0,1	2,8	0,1
11 premiers mois	225	38,9	26,3	5,0	0,1	2,9	0,1
12 mois	241	40,3	27,3	5,1	0,1	3,0	0,3
12 mois (avec supplément) ⁶	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3

C. — Total général ⁴

1968 1 ^{er} mois	129	2,8	1,7	0,4	0,1	0,2	0,4
2 premiers mois	296	4,3	4,6	0,7	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.585	17,6	13,4	2,2	0,6	0,7	0,9
4 premiers mois	4.186	57,9	35,5	7,3	2,1	3,1	1,2
5 premiers mois	7.554	155,5	81,5	15,7	4,3	7,8	1,6
6 premiers mois	9.810	210,1	125,2	22,4	5,4	11,4	1,9
7 premiers mois	10.422	219,4	131,4	23,4	5,6	11,9	2,2
8 premiers mois	10.610	220,6	132,2	23,6	5,7	11,9	2,4
9 premiers mois	10.955	223,9	134,9	24,1	5,9	12,1	2,6
10 premiers mois	11.415	234,8	144,7	24,7	6,1	12,4	2,9
11 premiers mois	11.719	246,2	152,3	26,1	6,2	13,3	3,3
12 mois	12.160	260,4	162,0	28,3	6,4	14,4	3,8
12 mois (avec supplément) ⁶	15.353	320,8	212,4	37,7	8,6	18,7	3,8
1969 1 ^{er} mois	109	1,7	1,3	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	267	5,5	5,6	0,9	0,2	0,2	0,5
3 premiers mois	1.562	25,7	19,1	4,2	0,6	1,7	0,8
4 premiers mois	4.249	87,1	44,1	10,6	2,2	4,7	1,1
5 premiers mois	7.732	207,3	111,4	24,3	4,2	12,0	1,4
6 premiers mois	10.355	277,3	158,0	33,5	5,1	16,5	1,7
7 premiers mois	10.963	287,5	164,5	34,8	5,6	17,0	1,9
8 premiers mois	11.154	290,1	165,8	35,1	5,7	17,2	2,0
9 premiers mois	11.436	293,8	168,1	35,7	5,8	17,3	2,3
10 premiers mois	11.945	301,8	173,3	36,6	6,0	17,8	2,5
11 premiers mois	12.300	316,7	185,2	38,4	6,1	18,9	2,9
12 mois	12.742	328,5	193,1	40,3	6,2	19,8	3,5
12 mois (avec supplément) ⁶	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

⁵ Y compris les sociétés de droit congolais converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont pas comprises dans la statistique.

⁶ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	= (3) - (4)	(5)	= (5) + (6)	= (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	11.042	6.126	2.044	4.082	1.296	5.378	16.420	17.795
1966	29.935	14.805	3.126	2.143	983	1.928	2.911	17.716	15.987
1967	33.471	14.750	3.081	2.743	338	3.712	4.050	18.800	24.009
1968	51.461	n.d.	1.684	2.485	— 801	4.351	3.550	n.d.	34.982
1969	46.595	n.d.	p 4.203	p 3.073	p 1.130	p 4.495	p 5.625	n.d.	p 29.785

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	500	40	460	— 5	455	469	463
1966	659	10	764	40	724	...	724	734	734
1967	86	21	86	57	29	...	29	50	44
1968	1.567	n.d.	2.000	51	1.949	...	1.949	n.d.	1.949
1969	809	n.d.	p 500	p 117	p 383	p ...	p 383	n.d.	p 403

Total général

1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.056	6.626	2.084	4.542	1.291	5.833	16.889	18.258
1966	30.594	14.815	3.890	2.183	1.707	1.928	3.635	18.450	16.721
1967	33.557	14.771	3.167	2.800	367	3.712	4.079	18.850	24.053
1968	53.028	n.d.	3.684	2.536	1.148	4.351	5.499	n.d.	36.931
1969	47.404	n.d.	p 4.703	p 3.190	p 1.513	p 4.495	p 6.008	n.d.	p 30.188

1 Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

2 Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

Chiffres mensuels ²

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1967 12 mois	33.471	10.099	3.081	13.180	86	15	86	101
1968 3 premiers mois ...	6.740	2.663	400	3.063	918	...	...	...
6 premiers mois ...	34.543	6.446	550	6.996	1.567	...	2.000	2.000
9 premiers mois ...	38.043	8.539	565	9.104	1.567	...	2.000	2.000
12 mois	51.461	17.671	1.684	19.355	1.567	...	2.000	2.000
1969 3 premiers mois ...	3.865	2.259	525	2.784	5	...	500	500
6 premiers mois ...	14.755	6.573	2.225	8.798	696	1	500	501
9 premiers mois ...	19.890	8.791	2.550	11.341	699	1	500	501
12 mois	46.595	16.890	p 4.203	p 21.093	809	21	p 500	p 521
1970 3 premiers mois ...	4.185	1.728	970	2.698	47	...	...	...
6 premiers mois ...	26.434	11.205	1.356	12.561	194	15	...	15
1969 Juillet	1.997	1.265	...	1.265	...	...	...	...
Août	902	399	325	724	...	...	...	...
Septembre	2.236	554	...	554	3	...	...	...
Octobre	4.167	1.035	650	1.685	13	...	...	...
Novembre	3.428	826	...	826	1	...	...	...
Décembre	19.110	6.238	...	6.238	96	20	...	20
1970 Janvier	935	598	20	618	23	...	...	...
Février	1.445	603	750	1.353	16	...	...	...
Mars	1.805	527	200	727	8	...	...	...
Avril	5.375	696	351	1.047	20	15	...	15
Mai	4.337	2.588	35	2.623	49	...	...	...
Juin	12.537	6.193	...	6.193	78	...	...	...
Juillet	1.071	349	500	849	101	...	...	...
Août	822	284	...	284	29	...	...	...
Septembre p	1.725	510	300	810	557	...	...	...
Octobre p	1.513	578	777	1.355	...	...	...	...
Novembre p	2.102	481	50	531	621	...	...	...
Décembre p	9.929	2.277	309	2.586	131	...	...	...
1971 Janvier p	1.251	594	490	1.084	42	...	...	...
Février p	584	350	2.837	3.187	...	...	...	...
Mars p	1.508	598	2.000	2.598	1.223	...	...	...
Avril p	2.910	723	...	723	...	...	...	...

¹ Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII - 4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1960 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kreditbank*.

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	Banque Nationale de Belgique	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		Caisse Générale d'Epargne et de Retraite	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1964 Septembre	104,4	1,0	105,4	72,5	36,1	76,5	38,0	223,1	328,5
Décembre	106,8	1,7	108,5	75,7	36,1	79,7	39,4	230,9	339,4
1965 Mars	106,7	2,1	108,8	76,3	36,9	79,2	40,6	233,0	341,8
Juin	111,7	1,7	113,4	77,5	37,7	80,5	42,6	238,3	351,7
Septembre	115,1	1,5	116,6	79,7	38,5	82,6	44,8	245,6	362,2
Décembre	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 Mars	125,2	1,7	126,9	83,5	39,5	86,7	48,3	258,0	384,9
Juin	129,5	1,4	130,9	86,0	40,5	88,6	50,3	265,4	396,3
Septembre	134,5	1,2	135,7	92,0	41,4	90,7	52,5	276,6	412,3
Décembre ³	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 Mars	147,7	1,8	149,5	100,4	42,6	93,8	55,4	292,2	441,7
Juin	154,7	1,4	156,1	103,9	43,9	95,4	57,9	301,1	457,2
Septembre ³	157,9	1,2	159,1	108,2	45,0	96,7	60,3	310,2	469,3
Décembre ³	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968 Mars ³	173,1	2,2	175,3	117,4	46,2	100,2	64,1	327,9	503,2
Juin ³	180,1	1,4	181,5	120,6	47,3	101,6	64,5	334,0	515,5
Septembre	181,5	1,1	182,6	128,4	48,3	103,5	66,9	347,1	529,7
Décembre	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969 Mars	201,7	2,4	204,1	134,6	49,6	110,3	68,8	363,3	567,4
Juin	209,2	1,7	210,9	139,8	50,7	113,0	71,7	375,2	586,1
Septembre	205,3	1,4	206,7	148,1	51,9	115,6	74,3	389,9	596,6
Décembre	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970 Mars	208,0	2,4	210,4	159,1	53,5	121,1	77,1	410,8	621,2
Juin	216,4	1,6	218,0	162,8	54,9	122,0	79,1	418,8	636,8
Septembre	217,1	1,2	218,3	169,0	56,5	123,3	81,3	430,1	648,4
Décembre	230,1	2,3	232,4	175,4	57,8	128,8	84,2	446,2	678,6
1971 Mars	231,9	2,5	234,4	178,7	<i>p</i> 59,6	128,3	85,2	<i>p</i> 451,8	<i>p</i> 686,2

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. 14

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(millions de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraite de capitaux (9)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes 2 (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes 3 (7)		
1964	1.839	4	2.605	1.294	471	1.661	1.022	4.448	8
1965	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1967	1.984	1.148	3.299	1.731	282	3.418	1.000	6.431	...
1968	2.135	1.448	2.974	2.346	19	3.089	1.103	6.557	...
1969	3.829	59	3.351	1.280	1.841	3.455	663	7.239	...
1970	3.757	1.631	3.198	1.350	58	6.737	441	8.586	...
1969 2 ^e trimestre	3.280	...	3.077	1.185	1.401	3.298	473	6.357	...
3 ^e trimestre	3.336	14	3.068	919	3.112	1.786	601	6.418	...
4 ^e trimestre	5.143	30	3.761	844	2.500	5.210	380	8.934	...
1970 1 ^{er} trimestre	4.015	934	3.300	1.075	28	6.719	427	8.249	...
2 ^e trimestre	3.958	1.776	3.089	1.342	15	7.089	377	8.823	...
3 ^e trimestre	3.681	1.500	3.131	1.351	188	6.928	445	8.312	...
4 ^e trimestre	3.385	2.302	3.266	1.625	...	6.816	512	8.953	...
1971 1 ^{er} trimestre	4.050	524	3.397	1.456	282	5.849	384	7.971	...
2 ^e trimestre	4.842	646	3.040	1.852	183	5.824	669	8.528	...
1970 Juillet	3.514	1.062	3.253	1.240	528	5.241	820	7.829	...
Août	2.958	2.313	3.407	1.554	...	7.018	106	8.678	...
Septembre	4.600	1.112	2.722	1.258	31	6.738	407	8.434	...
Octobre	2.738	2.992	2.776	2.084	...	5.703	719	8.506	...
Novembre	3.349	1.941	3.471	1.484	...	6.981	296	8.761	...
Décembre	4.068	1.961	3.556	1.302	...	7.767	516	9.585	...
1971 Janvier	5.608	945	3.553	986	...	8.554	566	10.106	...
Février	3.341	418	3.753	1.933	...	5.235	344	7.512	...
Mars	3.133	199	2.920	1.497	819	3.700	236	6.252	...
Avril	2.837	928	2.668	1.897	...	3.441	1.095	6.433	...
Mai	7.143	560	3.556	1.542	537	8.850	330	11.259	...
Juin	4.468	451	2.880	2.129	...	5.079	591	7.799	...
Juillet	3.545	1.766	3.001	2.080	17	5.765	450	8.312	...

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1960, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1969, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'Institut de Récompte et de Garantie et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces Protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969) et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'Office National du Ducroire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, le Crédit Communal, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (jusqu'au 30 avril 1969).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de période ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts	à l'I.R.G. ³	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger	à la B.N.B. ⁴	
	(1)	(2)	(3)	(4)	
1964	47,3	1,2	15,7	5,3	69,5
1965	56,6	1,9	15,0	4,0	77,5
1966	62,6	0,8	15,8	8,8	88,0
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1969 1 ^{er} trimestre	84,6	1,6	21,9	22,7	130,8
2 ^e trimestre	88,1	1,9	20,3	27,1	137,4
3 ^e trimestre	88,9	1,1	18,8	32,8	141,6
4 ^e trimestre	98,0	4,4	16,9	21,2	140,5
1970 1 ^{er} trimestre	102,5	5,4	18,9	12,2	139,0
2 ^e trimestre	107,4	4,3	21,2	10,7	143,6
3 ^e trimestre	113,9	6,4	20,3	4,7	145,3
4 ^e trimestre	118,0	7,2	22,8	2,7	150,7
1971 1 ^{er} trimestre	122,1	5,7	26,3	1,0	155,1

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les parasétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

N. B. - Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1964	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	268	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1968 4 ^e trimestre	39	2	191	1.861	547	1.863	738	930	166	2.793	904
1969 1 ^{er} trimestre	39	3	234	1.854	559	1.857	793	998	166	2.855	959
2 ^e trimestre	39	2	181	1.959	571	1.961	752	1.137	171	3.098	923
3 ^e trimestre	39	2	207	1.998	601	2.000	808	1.160	177	3.160	985
4 ^e trimestre	39	2	311	2.209	607	2.211	918	1.347	197	3.558	1.115
1970 1 ^{er} trimestre	39	3	273	2.552	603	2.555	876	1.406	195	3.961	1.071
2 ^e trimestre	39	3	267	2.819	656	2.822	923	1.562	200	4.384	1.123
3 ^e trimestre	39	3	267	2.703	630	2.706	897	1.523	192	4.229	1.089
4 ^e trimestre	40	3	265	3.203	683	3.206	948	1.694	205	4.900	1.153
1970 Mars	39	3	243	2.701	618	2.704	861	1.452	202	4.156	1.063
Avril	39	3	259	2.958	657	2.961	916	1.621	211	4.582	1.127
Mai	39	2	241	2.523	643	2.525	884	1.416	178	3.941	1.062
Juin	39	3	300	2.976	668	2.979	968	1.649	212	4.628	1.180
Juillet	39	3	257	2.834	743	2.837	1.000	1.647	203	4.484	1.203
Août	39	3	253	2.411	562	2.414	815	1.417	179	3.831	994
Septembre	40	3	291	2.865	584	2.868	875	1.505	196	4.373	1.071
Octobre	40	3	266	2.974	660	2.977	926	1.559	203	4.536	1.129
Novembre	40	3	245	2.905	657	2.908	902	1.524	182	4.432	1.084
Décembre	40	4	283	3.729	733	3.733	1.016	2.000	231	5.733	1.247
1971 Janvier	40	3	325	3.070	697	3.073	1.022	1.338	193	4.411	1.215
Février	40	3	245	3.076	640	3.079	885	1.361	184	4.440	1.069

¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

**XVIII - 4. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET DE VISA DES BANQUES
A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Fin de période	Plafonds		Encours imputés		Marges disponibles
	En pour cent des moyens d'action retenus ¹ (formule générale uniquement)	Montants (formule générale et formule forfaitaire)	Effets visés ³	Effets non visés réescomptés ⁵	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) - (3) - (4)	
1969 Juillet	16	56,5	33,6	8,6	14,3
Août	14	48,9	32,1	9,8	7,0
Septembre	14	50,0	32,6	6,6	10,8
Octobre	13 1/3	47,7	33,4	4,9	9,4
Novembre	13 1/3 ²	47,7 ²	32,0	4,0	11,7
Décembre	12	44,0	29,7	4,2	10,1
1970 Janvier	11 1/3	41,5	28,5 ⁴	3,1 ⁴	9,9
Février	10 2/3	40,0	28,7 ⁴	1,7 ⁴	9,6
Mars	10	37,6	27,2	1,1	9,3
Avril	10	37,7	28,0	2,8	6,9
Mai	10	38,6	28,4 ⁴	2,8 ⁴	7,4
Juin	9 1/2	36,8	26,0	2,2	8,6
Juillet	9 1/2	38,1	23,5	3,5	11,1
Août	9 1/2	39,0	21,3	4,6	13,1
Septembre	9	37,1	20,5	4,3	12,3
Octobre	9	37,1	20,4 ⁴	5,8 ⁴	10,9
Novembre	9	38,0	21,0	6,3	10,7
Décembre	9	38,0	20,7	6,2	11,1
1971 Janvier	9	38,0	20,2 ⁴	6,4 ⁴	11,4
Février	9	39,0	19,3 ⁴	4,5 ⁴	15,2
Mars	8 2/3	37,5	19,4	5,1	13,0
Avril	8 1/3	36,1	20,5	5,8	9,8
Mai	8	35,6	19,3 ⁴	5,6 ⁴	10,7
Juin	8	35,5	19,3	3,3	12,9
Juillet	8	35,5	18,3 ⁴	7,4 ⁴	9,8

N. B. — Pour la signification de ce tableau, et notamment de la colonne (5) « Marges disponibles », voir le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971, p. V.

¹ Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

² Le 1^{er} décembre 1969, les plafonds fixés d'après la formule générale ont été ramenés à 12 2/3 p.c. des moyens d'action retenus. A cette date, les plafonds (formule générale et formule forfaitaire) s'élevaient à 46,5 milliards.

³ Effets réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir (ayant un an au plus à courir pour les effets Creditexport depuis le 31 mars 1970).

⁴ Après déduction des effets échéant le dernier jour du mois, mais qui, du fait que ce jour était un samedi ou un jour férié, n'ont pu être encaissés qu'au début du mois suivant.

⁵ Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la Banque Nationale de Belgique et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'Institut de Réescote et de Garantie.

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traités acceptés domiciliés en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traités acceptés non domiciliés en banque	Traités non acceptés		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 366 jours 1	autres effets publics 2	
		d'importations	d'exportations		domiciliés en banque	non domiciliés en banque					
1964 4 février	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	4,75	5,50	6,50	
3 juillet	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,—	5,50	6,50	
18 décembre	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	5,25	5,75	6,50	
1966 2 juin	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	5,75	6,25	7,—	
27 octobre	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	6,—	6,25	7,—	
1967 2 février	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	6,—	6,25	6,75	
23 mars	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	6,—	6,25	6,50	
20 avril	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	5,75	6,—	6,50	
11 mai	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
14 septembre	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	5,25	5,50	6,—	
26 octobre	4,—	4,—	3,50	4,75	5,25	5,75	5,75	5,—	5,25	5,75	
1968 7 mars	3,75	3,75	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	4,75	5,—	5,50	
19 décembre	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	
1969 1 ^{er} janvier	4,50	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25
6 février	4,50	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,—	6,25
6 mars	5,—	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	7,—	7,—	6,50	6,75	7,—
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,—	6,25	6,75	7,50	7,50	7,—	7,25	7,50
29 mai	6,—	6,—	6,—	5,50	6,75	7,25	8,—	8,—	7,50	7,75	8,—
31 juillet	7,—			9,—				8,50	8,75	9,—	
18 septembre	7,50			9,50				9,—	9,25	9,50	
	Traités acceptés domiciliés en banque, warrants et acceptations visées ou certifiées représentatives d'opérations de commerce extérieur.										
1970 1 ^{er} juin	7,50			9,50				9,—	9,25	9,50	
22 octobre	7,00			9,00				8,50	8,75	9,00	
10 décembre	6,50			8,50				8,00	8,25	8,50	
1971 25 mars	6,00			7,50				7,00	7,25	7,50	

* Quotité de l'avance au 31 juillet 1971

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours 1 ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) max. 80 %

1 Durée maximum portée à 374 jours à partir du 20 décembre 1967.

2 Sont acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

**XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT
AU JOUR LE JOUR**

**XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE
ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES**

Moyennes 1	A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7			
		1 mois	2 mois	3 mois	4 6	5 6		6 mois	9 mois	12 mois	
1964	3,35										
1965	3,17										
1966	3,88	1967	3,80	4,10	4,40	4,90	5,56	1966 13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967	3,19	1968	4,00	4,50	5,00	5,25	4,44	1967 12 déc.	5,00	5,10	5,15
1968	2,84	1969	7,50	8,00	8,50	8,75	7,14	1968 10 déc.	5,25	5,30	5,30
1969	5,40	1970	6,15	6,55	6,95	7,25	8,13	1969 9 déc.	8,80	8,80	8,80
1970	6,25	1970 Juillet .	7,15	7,55	8,00	8,25	8,25	1970 8 déc.	7,45	*	7,75
1970 Juillet	6,67	Août ..	7,00	7,40	7,80	8,10	8,16	1970 11 août	8,25	8,30	*
Août	6,64	Sept. .	6,85	7,25	7,65	7,95	8,05	8 sept.	8,15	8,20	8,25
Septembre	5,30	Oct. ...	6,50	6,90	7,30	7,60	7,77	13 oct.	8,00	*	8,15
Octobre	6,66	Nov. ..	6,30	6,70	7,10	7,40	7,46	10 nov.	7,60	7,60	7,90
Novembre	5,93	Déc. ..	6,15	6,55	6,95	7,25	7,25	8 déc.	7,45	*	7,75
Décembre	5,55	1971 Janv. .	6,00	6,40	6,80	7,15	7,22	1971 12 janv.	7,35	7,50	7,65
1971 Janvier	4,84	Févr. .	5,00	5,40	5,80	6,25	6,67	9 févr.	7,00	7,10	7,20
Février	4,05	Mars .	4,15	4,50	4,85	5,25	5,53	9 mars	6,00	6,35	6,45
Mars	2,66	Avril .	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	13 avril	5,60	5,90	6,35
Avril	4,51	Mai ...	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	11 mai	5,55	5,85	6,35
Mai	1,65	Juin ..	4,10	4,45	4,80	5,15	5,15	8 juin	5,55	5,85	6,35
Juin	2,64	Juillet .	4,15	4,55	4,90	5,30	5,27	13 juill.	5,55	5,85	6,35
Juillet	4,80										

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre des protocoles dressés en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ces protocoles.) Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 8283).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.926 millions) portant intérêt au taux de 8,50 % l'an à partir du 1-1-1962, 81-12-1966 et 81-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixes par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Fonds des Rentes).

7 Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

* Pas d'adjudication.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à				
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²		
			1 mois	3 mois	6 mois
Taux en vigueur au 31-12-1963	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50
1964 23 mars	0,50	1,20	2,30	3,30	3,80
24 juin	0,50	1,20	2,50	3,30	3,80
18 juillet	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00
1966 1 ^{er} juillet	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30
1967 1 ^{er} mai	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10
1968 1 ^{er} janvier	0,50	1,25	2,70	3,40	4,00
8 avril	0,50	1,00	2,20	3,00	3,50
1969 15 février	0,50	1,25	2,70	3,50	4,00
1 ^{er} avril	0,50	1,50	3,20	4,00	4,50
10 juin	0,50	2,00	4,00	4,75	5,25
1 ^{er} septembre	0,50	2,50	4,50	5,25	5,50
10 novembre	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.
² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

**XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES
A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur au 31-12-1963	3,00	0,30	2,00	0,20
1964 1 ^{er} janvier	3,00	0,40	2,00	0,30
1965 1 ^{er} janvier	3,00	0,50	2,00	0,40
1969 1 ^{er} janvier	3,00	1,00 ⁴	2,00	1,00 ⁴
1970 1 ^{er} janvier	3,50	1,00	2,50	1,00

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 250.000 F pour la période du 1-1-1958 au 31-12-1964; 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.
² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.
³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui est resté inscrit au livret durant l'année civile entière. A partir de 1965 : entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une même année.
⁴ La prime de fidélité pour l'exercice 1969 fut portée, en avril 1969, respectivement à 0,75 p.c. (1^{re} tranche) et 0,60 p.c. (2^e tranche) et, en juin 1969, à 1 p.c. pour tous les dépôts sans limitation.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 ^{er} décembre 1962					Emprunts émis après le 1 ^{er} décembre 1962					Taux moyen pondéré ²
	Dette unifiée (rendement en regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) ²	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans ¹		
		Etat	Paracé- tiques et villes	Etat	Paracé- tiques et villes		Etat	Paracé- tiques et villes			
									4 à 5,75 %	8 à 5,25 %		4,75 à 5,50 %	4 à 5,75 %	6,25 à 8,00 %	5,50 à 7,10 %	5 à 8,50 %	8 à 8,50 %
4 % 1 ^{re} s.	5,75 %	5,25 %	4,75 %	5,50 %	5,75 %	8,00 %	7,10 %	8,50 %	8,50 %		
1961	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—	—	—
1962	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—	—	—
1963	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—	—	—
1964	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	—	—	5,98	5,95	5,98
1965	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	—	—	6,43	6,55	6,47
1966	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	—	—	6,45	6,54	6,49
1967	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	—	—	6,76	6,81	6,80
1968	4,06	5,67	5,56	5,70	5,70	5,66	—	—	6,58	6,68	6,64
1969	4,06	5,82	5,37	5,58	5,76	5,69	6,61	6,62	6,65	6,71	6,69
1970	4,09	7,09	6,75	6,19	6,68	6,78	7,37	7,96	7,80	8,20	7,93
1970 Juin	4,09	6,83	6,84	5,95	6,68	6,65	6,99	7,66	7,77	8,01	7,83
Juillet	4,09	6,89	6,89	5,94	6,54	6,66	6,97	7,61	7,83	8,00	7,87
Août	4,09	6,84	6,87	5,88	6,42	6,59	6,82	7,35	7,76	7,93	7,79
Septembre	4,09	6,96	7,05	5,93	6,41	6,66	7,02	7,28	8,01	8,09	8,00
Octobre	4,11	7,08	7,09	6,08	6,47	6,77	7,10	7,87	8,05	8,19	8,07
Novembre	4,11	6,88	6,94	5,90	6,44	6,64	7,22	7,44	7,83	8,09	7,90
Décembre	4,11	6,71	6,82	5,70	6,41	6,53	7,16	7,09	7,72	8,07	7,83
1971 Janvier	4,11	6,74	6,52	5,70	6,39	6,50	6,92	7,37	7,79	7,97	7,78
Février	4,11	6,39	6,41	5,62	6,32	6,32	6,92	7,37	7,72	7,89	7,70
Mars	4,11	6,27	6,13	5,56	6,17	6,18	6,82	7,08	7,42	7,50	7,40
Avril	4,11	6,18	6,06	5,54	6,16	6,13	6,82	7,06	7,37	7,47	7,37
Mai	4,11	6,00	5,95	5,47	6,12	6,03	6,83	7,08	7,41	7,48	7,41
Juin	4,11	6,16	5,92	5,46	6,06	6,04	6,85	7,09	7,35	7,44	7,36
Juillet	4,11	5,90	5,87	5,43	5,96	5,93	6,81	6,87	7,28	7,31	7,27
Août	4,11	5,78	5,80	5,43	5,96	5,89	6,78	6,84	7,32	7,31	7,28

* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

¹ Non compris les emprunts perpétuels. — ² Y compris les emprunts de sociétés à plus de 5 ans.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » ; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

**XIX 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²	Taux nominal	Prix d'émission ¹	Rendement réel ²
Taux en vigueur au 31-12-1963	4,50	100,00	4,50	5,80	100,00	5,80	5,90	100,00	5,90	6,00	99,00	6,09
1964 16 février ...	4,75	100,00	4,75	6,00	99,50	6,12	6,25	99,00	6,39	6,50	100,00	6,50
1966 4 mars	4,75	100,00	4,75	6,25	100,00	6,25	6,50	100,00	6,50	6,50	99,00	6,59
1 ^{er} juillet ...	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	97,50	6,99
										7,00	100,00	7,00
1967 1 ^{er} février ..	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	98,75	6,93	6,75	97,50	6,99
										7,00	100,00	7,00
1 ^{er} décembre	5,25	100,00	5,25	6,70	100,00	6,70	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1968 15 mars	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier ...	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février ...	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60

¹ Prix d'émission pour les particuliers, compte non tenu des commissions.
² Taux de rendement réel brut à l'émission. Le taux de rendement réel est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle du prix de rem-

boursement et des intérêts à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'émission. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

XX. -- BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. -- TAUX D'ESCOMPTE *

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1963		3,—		3,50		4,—		4,—		3,50		3,50		4,—		2,—
1964 Janvier ...							27	5,—			6	4,—				
Février ...											4	4,50				
Juin															3	2,50
Juillet			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
Novembre ..																
1965 Janvier ...	22	3,50			9	3,50	3	6,—								
Avril													6	4,75		
Juin																
Août	18	4,—														
Décembre ..			6	4,50												
1966 Mars											2	5,—		14	5,25	
Mai	27	5,—														
Juillet							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50						30	5,—	
Février ...	17	4,—														
Mars							16	6,—			15	4,50		7	4,50	
Avril	14	3,50	7	4,—			4	5,50								
Mai	12	3,—													10	3,—
Juillet																
Septembre ..							19	6,—								
Octobre ...							9	6,50								
Novembre ..			20	4,50			18	8,—						20	6,—	
Novembre ..																
1968 Janvier ...														22	7,—	
Mars			22	5,—			21	7,50						15	7,50	
Avril			19	5,50												
Juillet					4	5,—								2	7,—	
Juillet														29	6,50	
Août			30	5,25												
Septembre ..							19	7,—						3	6,—	
Novembre ..																
Décembre ..			18	5,50		13	6,—					20	5,—	18	6,50	
1969 Février ...																
Mars														3	7,—	
Avril	18	4,—	4	6,—												
Juin	20	5,—				13	7,—							11	7,50	
Juillet ...										1	5,—			16	8,—	
Août										14	5,50					
Septembre ..	11	6,—													15	3,75
Octobre ...																
1970 Mars	9	7,50					5	7,50	9	7,—						
Avril							15	7,—								
Mai														12	7,50	
Juin														1	7,—	
Juillet	16	7,—														
Août							27	7,50								
Septembre ..														1	6,50	
Octobre ...							20	7,—						12	6,00	
Novembre ..	18	6,50	13	5,75												
Décembre ..	3	6,00	4	5,50												
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,—												
Février ...			19	4,75										15	5,75	
Février ...														24	5,25	
Avril	1	5,00							1	6,00	5	6,50	5	5,50		
Mai																
Juillet			16	5,00												

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Depuis le 1^{er} juillet 1969, il y a deux taux en Italie. Celui qui est repris ici est le taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédent celui de l'opération.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 4 juin	1971 10 juin	1970 9 juillet	1971 8 juillet
ACTIF								
Encaisse or	4.322	4.322	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862	4.862
Disponibilités à vue à l'étranger	25.618	16.356	15.238	21.392	16.707	24.206	17.386	24.574
Avances au Fonds de Stabilisation des changes ¹	4.683	1.216	1.368	3.407	3.795	4.276	4.028	4.282
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna- tional</i>	4.423	1.216	1.368	2.083	1.368	2.083	1.368	2.083
<i>Acquisition de droits de tirage spéciaux</i> <i>Autres opérations</i>	—	—	—	952	919	1.947	919	1.947
<i>Autres opérations</i>	260	...	...	372	1.508	246	1.741	252
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B.	1.380	1.290	1.341	1.161	1.251	1.070	1.201	1.019
Monnaies divisionnaires	7	32	44	18	75	86	53	122
Comptes courants postaux	1.194	1.514	252	301	256	134	363	304
Prêts à l'Etat ²	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat ³	3.153	3.368	2.899	1.651	3.452	3.452	3.452	3.452
Effets achetés sur le marché monétaire ⁴ Effets escomptés	3.443	12.251	22.499	16.423	16.290	51.492	19.475	54.478
Effets publics	25.185	36.468	37.546	35.434	35.899		38.834	
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	—	—	11.846	—	12.269
Bons ou Obligations à moyen terme émis par les organismes à statut légal spécial	—	—	—	—	—	2.105	—	2.137
Mobilisation de créances sur la France Effets représentatifs de crédits à court terme :								
Obligations cautionnées	1.810	839	901	98	517	2.014	1.765	2.518
Effets garantis par l'Office des Céré- ales ⁵	1.859	2.930	2.907	2.709	981	1.108	867	830
Autres effets sur la France	7.697	10.643	8.278	7.124	8.351	15.530	9.002	17.156
Effets représentatifs de crédits à moyen terme :								
Prêts spéciaux à la construction	2.565	4.751	4.707	4.769	4.189	...	4.793	101
Autres crédits à moyen terme	2.249	4.335	6.632	4.290	5.608	1.035	5.742	505
Mobilisation de créances sur l'étranger Effets représentatifs de crédits à court terme	4.722	7.760	7.310	8.429	8.900	9.269	9.336	10.158
Effets de mobilisation de créances à moyen terme	4.283	5.210	6.811	8.015	7.353	8.585	7.329	8.804
Avances à 30 jours sur effets publics ...	212	—	—	—	—	—	—	—
Avances sur titres	86	142	130	60	66	62	63	61
Effets en cours de recouvrement	1.638	3.375	2.806	4.724	1.572	1.770	1.216	1.718
Divers	1.815	5.432	2.082	1.718	1.601	1.900	1.656	2.034
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	91.276	98.760	98.039	102.356
PASSIF								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation	70.508	72.194	72.398	75.621	71.168	72.608	74.606	76.643
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	3.606	7.056	5.262	7.663	6.474	15.976	9.467	15.254
Autres comptes créditeurs	1.761	5.074	12.133	7.471	8.531	5.317	8.463	5.388
<i>Compte courant du Trésor public ...</i> <i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i> .....	...	1	1	1	...	...	1	1
<i>Autres comptes courants et de dépôts</i> <i>de fonds; dispositions et autres</i> <i>engagements à vue</i>	246	3.405	9.727	5.781	7.012	3.893	7.024	3.853
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des changes - Contrepartie des allo- cations de droits de tirage spéciaux	1.615	1.668	2.405	1.689	1.519	1.424	1.438	1.534
Plus-value de réévaluation 1969 ⁶	—	—	2.351	919	919	1.811	919	1.811
Capital de la Banque	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers	2.061	6.642	4.123	4.677	3.934	2.798	4.334	3.010
Total ...	78.186	91.216	96.517	96.601	91.276	98.760	98.039	102.356

¹ Convention du 27 juin 1949.

² Convention du 20 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 8 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

³ Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

⁴ Décret du 17 juin 1938.

⁵ Loi du 15 août 1938, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

⁶ Convention du 4 décembre 1969 approuvée par la loi du 24 décembre 1969.

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(millions of £)

	1967 February 28	1968 February 28	1969 February 28	1970 February 28	1970 June 10	1971 June 9	1970 July 8	1971 July 7
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-----------------	----------------	----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	2.888	3.038	3.188	3.202	3.346	3.375	3.381	3.355
Other Securities	1	1	1	37	93	339	108	359
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.900	3.050	3.200	3.250	3.450	3.725	3.500	3.725

Notes Issued :

In Circulation	2.869	3.016	3.140	3.243	3.385	3.695	3.455	3.712
In Banking Department	31	34	60	7	65	30	45	13
Total ...	2.900	3.050	3.200	3.250	3.450	3.725	3.500	3.725

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	458	526	486	403	442	674	419	713
Other Securities :								
Discounts and Advances	93	88	70	91	25	83	36	68
Securities	27	31	89	89	50	81	46	80
Notes	31	34	60	7	65	30	45	13
Coin	1	1	1	2	2	1	2	1
Total ...	610	680	706	592	584	869	548	875

Capital	15	15	14	15	14	15	15	15
Rest	4	4	4	4	3	3	4	3
Public Deposits	12	13	12	15	11	11	11	12
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	201	218	231	220	262	404	261	402
Other Deposits :								
Bankers	268	302	301	199	170	220	137	202
Other Accounts	110	128	144	139	124	216	120	241
Total ...	610	680	706	592	584	869	548	875

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1967 December 31	1968 December 31	1969 December 31	1970 December 31	1970 June 10	1971 June 9	1970 July 8	1971 July 7
ASSETS								
Gold certificate account	11.481	10.026	10.036	10.457	11.045	10.075	11.045	10.075
Special Drawing Rights certificate account	—	—	—	400	400	400	400	400
Cash	360	207	110	221	205	272	206	274
Discounts and advances	141	188	183	335	832	590	1.597	471
Acceptances :								
Bought outright	75	58	64	57	38	62	34	61
Held under repurchase agreement	89	...	...	...	...	...	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement	38	...	...	...	...	...	...	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	15.975	18.756	22.266	25.965	22.245	26.504	22.364	27.529
Certificates .....	...	...	...	...	...	582	...	...
Notes	26.918	28.706	31.392	33.236	32.420	34.307	32.420	34.354
Bonds	6.087	5.475	3.496	2.941	2.887	3.220	2.887	3.235
Total bought outright ...	48.980	52.937	57.154	62.142	57.552	64.613	57.671	65.118
Held under repurchase agreement	132	...	...	...	...	...	...	...
Total U.S. Government securities ...	49.112	52.937	57.154	62.142	57.552	64.613	57.671	65.118
Total loans and securities	49.455	53.183	57.401	62.534	58.422	65.265	59.302	65.650
Cash items in process of collection	8.465	9.417	10.564	11.178	9.050	9.945	9.829	10.965
Bank premises	112	113	116	128	119	141	120	143
Other assets	2.153	2.894	2.627	995	1.142	814	1.279	980
Total assets ...	72.026	75.840	80.854	85.913	80.383	86.912	82.181	88.487
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	41.642	44.726	47.473	50.323	47.710	51.220	48.885	52.239
Deposits :								
Member bank reserves	20.999	21.773	22.085	24.150	21.558	24.880	22.216	22.932
U.S. Treasurer - general account	1.123	703	1.312	1.156	880	7	1.059	2.065
Foreign	135	216	134	148	117	194	160	196
Other	663	747	807	1.233	795	668	864	713
Total deposits ...	22.920	23.439	24.338	26.687	23.350	25.749	24.299	25.906
Deferred availability cash items	5.972	6.020	7.124	6.917	6.946	7.598	7.158	8.021
Other liabilities and accrued dividends ...	296	395	581	582	612	550	595	548
Total liabilities ...	70.830	74.580	79.516	84.509	78.618	85.117	80.437	86.714
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	598	630	669	702	684	725	685	727
Surplus	598	630	669	702	669	702	669	702
Other capital accounts .....	...	...	...	...	412	368	390	344
Total liabilities and capital accounts ...	72.026	75.840	80.854	85.913	80.383	86.912	82.181	88.487
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	156	109	146	250	229	241	239	228

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1967 31 december	1968 31 december	1969 31 december	1970 31 december	1970 8 juni	1971 7 juni	1970 6 juli	1971 5 juli
ACTIVA								
Goud	6.166	6.115	6.198	6.437	6.234	6.727	6.234	6.727
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	2.023	984	1.344	2.772	1.060	2.523	1.122	2.283
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens	50	19	6	8	2	4	5	8
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	521	401	1.701	407	1.701
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	203	211	463	184	293	...	317	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 ^o van de Bankwet 1948)	895	1.613	1.043	1.388	1.635	811	1.845	973
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	283	418	876	19	307	7	464	23
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	20	28	30	28	36	23	37	23
Belegging van kapitaal en reserves	183	226	254	300	288	340	288	340
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen	24	21	47	47	16	17	13	14
Totaal ...	9.847	9.635	10.261	11.704	10.272	12.153	10.732	12.092
PASSIVA								
Bankbiljetten in omloop	8.558	8.703	9.276	9.766	9.244	9.856	9.663	10.454
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	873	472	433	973	239	1.163	243	454
<i>s' Rijks schatkist</i>	775	394	288	829	47	660	57	300
<i>Banken in Nederland</i>	43	31	87	103	138	467	144	109
<i>Andere ingezetenen</i>	55	47	58	41	54	36	42	45
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	57	61	70	78	63	95	62	105
<i>Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen</i> ...	48	42	59	60	49	75	47	86
<i>Andere niet-ingezetenen</i>	9	19	11	18	14	20	15	19
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	13	7	8	4	5	4	4	6
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	—	—	—	316	316	587	316	587
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	209	244	268	320	268	320	268	320
Diverse rekeningen	117	128	186	227	117	108	156	146
Totaal ...	9.847	9.635	10.261	11.704	10.272	12.153	10.732	12.092
N. B. Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten	34	24	18	16	17	15	17	15

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1967 dicembre	1968 dicembre	1969 dicembre	1970 dicembre	1970 aprile	1971 aprile	1970 maggio	1971 maggio
Oro in cassa	1.500	1.827	1.847	1.804	1.862	1.803	1.863	1.803
Cassa ¹	44	37	37	39	35	52	30	136
Portafoglio ²	1.243	1.333	1.652	1.035	1.178	996	1.147	1.000
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni ³	1.209	1.337	1.644	842	1.442	502	1.489	540
Prorogati pagamenti .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Ufficio italiano dei cambi	2.474	2.086	1.626	1.687	917	2.074	897	1.985
Disponibilita in divisa all'estero .....	—	...	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	747	1.035	2.447	3.221	2.816	3.531	2.647	3.615
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi	365	531	680	943	1.227	883	778	944
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	166	287	...	1.592	491	1.372	642	1.559
Servizi diversi per conto dello Stato	61	91	138	78	87	144	80	131
Spese	157	179	230	281	28	41	33	50
Totale attivo ...	8.305	9.082	10.643	11.861	10.422	11.737	9.945	12.102
Circolazione dei biglietti ⁵	5.126	5.390	6.100	6.619	5.624	6.153	5.724	6.260
Vaglia, assegni e debiti a vista ⁶	52	110	106	193	48	76	50	59
Conti correnti liberi	256	186	87	284	45	77	39	72
Conti correnti vincolati	2.162	2.425	2.784	3.305	3.116	4.262	2.964	4.523
Creditori diversi	537	775	1.200	1.139	1.542	1.101	1.113	1.123
C/c servizio tesoreria .....	...	...	113	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	9	9	10	12	10	12	11	16
Fondo di riserva straordinario	6	7	7	10	8	10	9	13
Rendite	157	180	236	299	29	46	35	56
Utile provvisorio del precedente esercizio .	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	8.305	9.082	10.643	11.861	10.422	11.737	9.945	12.102
Depositanti di titoli e valori	7.340	8.089	11.378	11.351	10.655	11.086	10.876	11.387
¹ Compresi biglietti e monete di Stato	24	14	11	10	12	11	9	11
² Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito	441	506	556	605	576	570	581	574
— istituti speciali	335	324	349	371	357	380	358	381
³ Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito	1.208	1.332	1.624	817	1.414	487	1.464	525
— altri	1	6	20	25	28	15	25	15
⁴ Compresi BOT	153	80	337	—	303	243	127	230
⁵ Compresi biglietti presso il Tesoro	2	2	3	3	2	n.d.	2	n.d.
⁶ Compresi vaglia cambiari	28	20	20	26	20	29	23	24

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Ancienne présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1967 31. Dezember	1968 31. Dezember	1969 31. Dezember	1970 31. Dezember	1970 5. Juni	1970 7. Juli
AKTIVA						
Gold	16.647	17.881	14.700	14.340	14.697	14.701
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	10.353	11.503	5.693	28.362	9.677	14.314
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland	1.000	3.715	4.200	2.339	2.316	2.316
Ziehungsrechte in der Goldtranche	—	—	—	3.357	—	—
Sonderziehungsrechte	—	—	—	943	851	906
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	1.953	3.134	3.445	2.911	3.061	3.303
Deutsche Scheidemünzen	200	191	138	162	149	154
Postscheckguthaben	418	470	451	447	219	249
Inlandswechsel	2.922	2.139	11.425	14.152	17.397	17.215
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	...	5	578	235	164	444
Lombardforderungen	950	875	2.797	1.632	826	1.207
Kassenkredite	2.220	1.344	1.974	2.434	190	262
Wertpapiere	2.317	1.688	1.031	760	1.174	1.265
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	6.438	6.148	6.653	8.683	6.955	7.053
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen	3.639	4.053	1.173	...	1.416	1.435
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe .	1.534	783	722	386	732	732
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite	2.448	3.969	1.699	1.992	1.873	1.873
<i>darunter : a) an I.W.F.</i>	670	2.082	...	...	...	...
<i>b) an Weltbank</i>	1.447	1.644	1.544	1.925	1.718	1.718
<i>c) aus der Abwicklung der E.Z.U.</i>	331	243	155	67	155	155
Sonstige Aktiva	830	813	2.017	1.655	974	857
	53.869	58.711	58.696	84.890	62.671	68.286
PASSIVA						
Banknotenumlauf	31.574	32.499	34.617	36.479	34.182	34.107
Einlagen von	17.628	21.255	21.089	29.618	24.096	29.506
<i>Kreditinstituten</i>	15.179	17.579	16.890	26.231	19.871	23.544
<i>Öffentlichen Einlegern</i>	2.115	3.299	3.826	2.937	3.926	5.655
<i>Anderen inländischen Einlegern</i>	334	377	373	400	299	307
Sondereinlagen	—	—	—	5.382	—	—
<i>Konjunkturausgleichsrücklagen</i>	—	—	—	2.937	—	—
<i>Konjunkturzuschlag zu den Einkom- mensteuern</i>	—	—	—	2.189	—	—
<i>Sonstige (Bundesbildungsanleihe)</i> ...	—	—	—	256	—	—
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft	643	365	472	380	419	363
<i>Einlagen ausländischer Einleger</i>	506	322	383	343	358	316
<i>Sonstige</i>	137	43	89	37	61	47
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	—	—	—	738	738	738
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobi- lisierungs- und Liquiditätspapieren ...	—	—	—	7.532	—	—
Rückstellungen	1.925	2.110	1.170	1.170	1.170	1.170
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.180	860	860	860	860
Sonstige Passiva	729	1.012	198	2.441	916	1.252
	53.869	58.711	58.696	84.890	62.671	68.286

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

(Nouvelle présentation des postes de la situation hebdomadaire)

	1970 31. Dezember	1971 5. März	1971 7. April	1971 7. Mai	1971 7. Juni	1971 7. Juli
AKTIVA						
Gold, Auslandsforderungen und sonstige Auslandsaktiva	51.338	56.470	62.118	70.757	71.845	64.395
Gold	14.340	14.331	14.332	14.520	14.582	14.580
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland	28.362	32.533	38.100	46.725	47.772	40.077
Sonstige Geldanlagen im Ausland	2.200	2.200	2.200	2.200	2.200	2.200
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungsrechte	4.300	5.177	5.257	5.145	5.140	5.389
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2.131	2.226	2.226	2.159	2.144	2.144
Sorten und Auslandsschecks	5	3	3	8	7	5
Kredite an inländische Kreditinstitute	18.739	19.863	18.427	14.188	14.554	22.351
Inlandswechsel	14.152	16.539	15.933	11.938	11.988	18.031
Auslandswechsel	2.905	2.721	2.421	2.117	2.081	2.945
Lombardforderungen	1.682	603	73	133	485	1.375
Kredite und Forderungen an Bund, Sondervermögen des Bundes und Länder	11.788	9.963	9.145	9.288	9.201	9.312
Kassenkredite (Buchkredite)	2.434	804	76	219	132	508
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	285	30	...	...	...	80
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungserwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	386	386	386	386	386	41
Wertpapiere	760	716	865	1.159	1.106	1.106
Deutsche Scheidemünzen	163	214	192	186	175	175
Postscheckguthaben	447	183	177	164	193	239
Sonstige Aktiva	1.655	1.156	1.890	1.119	1.196	1.215
Insgesamt ...	84.890	88.565	92.314	96.861	98.270	98.793
PASSIVA						
Banknotenumlauf	36.480	35.473	35.536	36.132	36.243	36.994
Einlagen von Kreditinstituten	26.250	28.064	30.318	34.103	34.792	35.956
auf Girokonto	26.231	28.041	30.295	34.080	34.763	35.927
sonstige	19	23	23	23	29	29
Einlagen von öffentlichen Haushalten	6.735	8.248	10.250	9.836	10.116	10.507
Bund	32	12	801	826	421	27
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	236	357	329	440	396	213
Länder	1.030	1.653	2.097	1.144	1.505	1.640
Andere öffentliche Einleger	55	29	27	25	32	28
Sondereinlagen	5.382	6.197	6.996	7.401	7.762	8.599
Einlagen von anderen inländischen Einlegern	2.033	1.025	1.763	1.176	1.374	1.887
Bundesbahn	4	4	5	4	3	4
Bundespost (einschl. Postscheck- und Postsparkassenämter)	1.629	723	1.400	809	987	1.494
sonstige Einleger	400	298	358	363	384	389
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	361	337	301	627	629	596
Einlagen ausländischer Einleger	343	311	288	610	616	585
sonstige	18	26	13	17	13	11
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungsrechte	738	1.365	1.364	1.364	1.364	1.365
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	7.532	9.127	8.248	8.947	8.900	6.299
Rückstellungen	1.170	1.170	2.370	2.370	2.370	2.370
Grundkapital	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	860	860	1.080	1.080	1.080	1.080
Sonstige Passiva	2.441	2.606	794	936	1.112	1.449
Insgesamt ...	84.890	88.565	92.314	96.861	98.270	98.793

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 5 juin	1971 7 juin	1970 7 juillet	1971 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	13.370	11.356	11.435	11.821	11.508	11.454	11.554	11.675
Devises	1.987	5.601	5.793	8.441	3.337	4.151	4.098	3.654
Bons du Trésor étrangers en FS	432	1.442	1.851	1.851	1.851	2.926	1.851	2.926
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères	174	108	—	—	—	—	—	—
Portefeuille effets sur la Suisse	142	238	731	399	105	92	155	83
<i>Effets de change</i>	142	281	613	328	105	92	109	83
<i>Bons du Trésor de la Confédération suisse</i> .....	...	7	118	71	...	...	46	...
Avances sur nantissement	86	160	277	224	16	11	27	10
Titres	182	181	170	156	169	149	166	150
<i>pouvant servir de couverture</i>	9	17	43	51	57	53	55	54
<i>autres</i>	173	164	127	105	112	96	111	96
Correspondants :	87	122	109	108	67	63	67	60
<i>en Suisse</i>	72	100	89	83	46	38	42	32
<i>à l'étranger</i>	15	22	20	25	21	25	25	28
Perte de réévaluation	—	—	—	—	—	1.244	—	1.244
Autres postes de l'actif	59	57	91	70	67	74	84	82
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	17.120	20.164	18.002	19.884

PASSIF

Fonds propres	59	60	61	62	62	63	62	63
Billets en circulation	11.327	12.047	12.518	13.106	11.629	12.448	11.779	12.722
Engagements à vue	4.145	6.414	6.955	8.410	4.116	5.909	4.791	5.316
<i>Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie</i>	3.811	5.776	6.354	7.750	2.997	4.658	3.812	4.199
<i>Autres engagements à vue</i>	334	638	601	660	1.119	1.251	979	1.117
Engagements à terme :								
Rescriptions de stérilisation	550	233	142	202	318	313	313	313
Compte spécial P.T.T.	—	—	—	200	80	200	100	200
Autres postes du passif	438	561	781	1.090	915	1.231	957	1.270
Total ...	16.519	19.315	20.457	23.070	17.120	20.164	18.002	19.884

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif

	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1970 30 avril	1971 30 avril	1970 31 mai	1971 31 mai
I. Or	4.177	4.145	4.142	4.031	4.128	4.034
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .	46	48	35	42	44	53
III. Bons du Trésor	7	1.046	7	1.059	7	1.087
IV. Effets div. remobilis. sur dem.	63	—	62	—	63	—
V. Dépôts à terme et avances :	10.673	17.026	10.653	14.211	10.739	13.376
a) à 3 mois au maximum	8.223	13.726	8.477	11.354	9.170	11.951
b) à 3 mois au maximum (or)	—	48	65	48	41	48
c) à plus de 3 mois	2.450	3.237	2.111	2.794	1.528	1.362
d) à plus de 3 mois (or)	—	15	—	15	—	15
VI. Titres à terme :	4.548	2.484	5.797	4.825	5.868	6.054
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	299	268	278	215	236	237
b) à plus de 3 mois	118	152	142	160	135	140
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	3.696	1.459	4.618	4.046	4.929	5.128
b) à plus de 3 mois	435	605	759	404	518	550
VII. Divers	17	1	16	1	7	1
<i>Total actif</i> ...	19.531	24.750	20.712	24.169	20.856	24.605

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Passif

	1969	1970	1970	1971	1970	1971
	31 décembre	31 décembre	30 avril	30 avril	31 mai	31 mai
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	250	290	280	290	280	290
II. Réserves	168	248	183	249	183	249
1. Fonds de Réserve Légale	25	29	28	29	28	29
2. Fonds de Réserve Générale	53	99	65	100	65	100
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ..	10	22	10	22	10	22
4. Fonds de Réserve Libre	80	98	80	98	80	98
III. Dépôts (or) :	6.064	5.492	6.216	4.431	6.212	4.113
1. Banques centrales :						
a) à vue	1.936	2.035	2.141	2.801	2.137	3.115
b) à 3 mois au maximum	2.811	2.967	2.864	1.092	3.456	526
c) à plus de 3 mois	258	333	1.014	379	422	313
2. Autres déposants :						
a) à vue	448	157	197	159	197	159
b) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	611	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	12.061	18.071	13.286	18.482	13.423	19.163
1. Banques centrales :						
a) à vue	58	97	64	84	90	85
b) à 3 mois au maximum	9.451	17.061	11.349	17.153	11.524	16.704
c) à plus de 3 mois	1.373	536	1.082	83	1.131	1.265
2. Autres déposants :						
a) à vue	19	19	18	22	20	21
b) à 3 mois au maximum	1.079	308	652	339	594	1.048
c) à plus de 3 mois	81	50	121	1	64	40
V. Effets	835	469	563	468	564	494
a) à 3 mois au maximum	468	469	311	313	—	494
b) à plus de 3 mois	367	—	252	155	—	—
VI. Divers	121	131	152	168	62	211
VII. Comptes de profits et pertes	—	—	—	—	83	—
VIII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	—	—
IX. Provision	32	49	32	81	49	85
<i>Total passif ...</i>	19.531	24.750	20.712	24.169	20.856	24.605

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 9 juin 1971

modifiant la loi du 17 juillet 1959, instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles (Moniteur du 8 juillet 1971, p. 8522).

Article unique. — Le sixième alinéa de l'article 4 de la loi du 17 juillet 1959, instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles est remplacé par le texte suivant :

« Le montant global à concurrence duquel la garantie de l'Etat peut être accordée est fixé à un encours de 40 milliards de francs sur lesquels s'imputent les garanties accordées en vertu des lois des 7 août 1953 et 10 juillet 1957. Toutefois, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, le Roi peut porter ce montant à 50 milliards de francs par libération de deux tranches de 5 milliards de francs chacune. »

Arrêté ministériel du 12 juillet 1971

modifiant l'arrêté ministériel du 2 février 1970, pris en application de l'arrêté royal n° 82 du 10 novembre 1967, portant création de l'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture et supprimant l'Office commercial du Ravitaillement et l'Office de Récupération économique (Moniteur du 24 juillet 1971, p. 8927).

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 2 février 1970 précité est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — En application des conventions et des contrats conclus par l'Etat belge relatifs à l'acquisition de matériels majeurs de défense, l'Office belge de l'Economie et de l'Agriculture, secteur économie industrielle, est chargé de la vérification de l'exécution des obligations résultant des conventions et contrats dont question ci-dessus en matière de participation de l'industrie belge à la production de ces matériels ou en matière de commandes de compensation à l'industrie belge. »

Arrêté royal du 12 juillet 1971

portant statut et déterminant les modalités de fonctionnement de l'Office de promotion industrielle (Moniteur du 30 juillet 1971, p. 9110).

Article 1^{er}. — L'Office de Promotion industrielle est un établissement public doté de la personnalité civile et repris dans la rubrique C de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le siège de l'Office est établi dans l'agglomération bruxelloise.

La compétence de l'Office s'étend aux activités industrielles et de services, ainsi qu'aux domaines connexes à ces activités. Il agit notamment dans le cadre du Plan et de la programmation scientifique.

L'Office recueille, auprès des administrateurs et organismes publics compétents, les informations utiles à l'accomplissement des missions qui lui sont imparties aux termes de l'article 8 de la loi de cadre du 15 juillet 1970 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique.

Art. 2. — En vue de l'exécution de ces missions, l'activité de l'Office de promotion industrielle est répartie en sections. Les sections suivantes peuvent notamment être constituées :

— Section Recherche et Développement; — section Structures et Organisation industrielles; — section Valorisation; — section Contrôle. (...)

Art. 3. — La section Recherche et Développement a pour mission de rechercher, d'étudier, de susciter et de promouvoir les innovations et développements technologiques susceptibles, soit par voie de modernisation ou transformation de techniques et de fabrications existantes, soit par voie d'introduction de techniques et fabrications nouvelles, de protéger, consolider et augmenter le potentiel et les perspectives industrielles de la Nation.

Art. 4. — La section Structures et Organisation industrielles étudie tout problème concret d'économie industrielle et plus particulièrement, en vue de restructurations à opérer, les problèmes de dimension des entreprises et de relations intersectorielles et sectorielles. Ces études couvrent entre autres la sous-traitance et les opérations tendant à la conversion de tout ou partie d'entreprises, ainsi qu'au développement et à l'application des techniques de gestion et de commercialisation.

A cet effet, elle peut se voir confier par la Société nationale d'Investissement toute étude de conversion d'entreprises.

Elle propose les mesures de réorganisation des structures industrielles qu'elle estime opportunes en application de la politique industrielle du gouvernement.

Art. 5. — § 1^{er}. Des tâches de la section Valorisation.

La section Valorisation prend toute initiative susceptible de conduire à l'exploitation industrielle et commerciale d'un produit ou d'un procédé, particulièrement en cherchant les partenaires aptes à réaliser des projets sélectionnés et en étudiant avec les pouvoirs publics des modes de promotion éventuels.

Elle entreprend également toute action de promotion en faveur de l'industrie nationale. Elle valorise les brevets mis au point grâce aux deniers de l'Etat, notamment par l'octroi de licences et par toute mesure destinée à assurer la protection de la propriété industrielle.

§ 2. Des modalités de réalisation des projets sélectionnés.

1. La section Valorisation propose les modalités de réalisation les plus efficaces, qu'il s'agisse du recours au secteur privé ou à des sociétés publiques ou mixtes, existantes ou à créer.

2. La création de nouvelles sociétés publiques ou mixtes est effectuée :

- par la Société nationale d'Investissement;
- par une ou plusieurs sociétés de développement régional;
- conjointement par la Société nationale d'Investissement ou une Société régionale d'Investissement concernée et une ou plusieurs Sociétés de développement régional.

3. Tout programme entrepris à l'initiative de l'Office, tant par un investisseur privé que public ou mixte, fera l'objet d'un contrat entre l'Office et l'investisseur, par lequel celui-ci s'engagera à rémunérer l'Office pour les charges encourues.

Dans le cas où la rémunération s'effectuerait en actions, en obligations, convertibles ou non, ou tous autres titres de sociétés, un contrat de gestion de ces valeurs sera conclu avec la Société nationale d'Investissement.

Art. 6. — La section Contrôle suit les développements de toute activité industrielle entreprise à l'initiative de l'Office.

.....

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Arrêté ministériel du 1^{er} juin 1971

limitant le taux de certaines commissions allouées aux intermédiaires d'assurances (Moniteur du 7 juillet 1971, p. 8493).

Arrêté ministériel du 24 juin 1971

modifiant l'arrêté ministériel du 22 janvier 1971, portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1971 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôt et Consignations (Moniteur du 6 juillet 1971, p. 8461).

Article 1^{er}. — L'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté ministériel du 22 janvier 1971 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1971 aux consignations, dépôts volontaires et

cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations, est remplacé par la disposition suivante :

« Bénéficiaire du taux de 4 ½ p.c. : les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifiée par l'arrêté royal du 8 novembre 1968.

» Bénéficiaire du taux de 5 p.c. :

» 1^o les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit;

» 2^o les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906). »

Loi du 29 juin 1971

modifiant la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole (Moniteur du 21 juillet 1971, p. 8881).

Article 1^{er}. — Le deuxième alinéa de l'article 9 de la loi du 15 février 1961 portant création d'un Fonds d'investissement agricole, est remplacé par la disposition suivante :

« Cette subvention-intérêt ne peut avoir pour effet de réduire le taux de l'intérêt à moins de 3 p.c.; elle ne peut dépasser 5 p.c. »

Art. 2. — La loi du 15 février 1961 est complétée par la disposition suivante :

« Article 13. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, apporter à la présente loi les modifications qui sont nécessaires à l'exécution des obligations qui résultent du Traité instituant la Communauté Economique Européenne et des actes internationaux pris en vertu de ce traité. »

3. — FINANCES PUBLIQUES

Arrêté royal du 21 juin 1971

complétant l'arrêté royal du 24 décembre 1970, relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée (Moniteur du 14 juillet 1971, p. 8702).

Article 1^{er}. — L'article 12, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 24 décembre 1970 relatif à la détaxation progressive des exportations dans le cadre de la taxe sur la valeur ajoutée, est complété par la disposition suivante :

« Le 1^o du présent paragraphe doit être interprété en ce sens que par envoi il faut comprendre l'ensemble des expéditions effectuées au cours d'une même journée à destination ou sur ordre d'une même personne établie à l'étranger; »

Loi du 5 juillet 1971

ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1971 (Moniteur du 7 juillet 1971, p. 8492).

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 14 juin 1971

portant certaines mesures d'exécution de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture (Moniteur du 1^{er} juillet 1971, p. 8324).

Arrêté royal du 14 juin 1971

fixant les conditions de l'application de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture par le Fonds agricole (Moniteur du 1^{er} juillet 1971, p. 8325).

6. — TRAVAIL

Loi du 30 juin 1971

relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales (Moniteur du 13 juillet 1971, p. 8621).

7. — COMMERCE INTERIEUR

Loi du 14 juillet 1971

sur les pratiques du commerce (Moniteur du 30 juillet 1971, p. 9087).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Arrêté ministériel du 30 juin 1971

relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 9 juillet 1971, p. 8563).

9. — TRANSPORTS

Loi du 1^{er} juillet 1971

portant création de la Régie des transports maritimes (R.T.M.) (Moniteur du 30 juillet 1971, p. 9104).

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 29 juin 1971

déterminant le prix de vente au consommateur des viandes bovines et porcines (Moniteur du 1^{er} juillet 1971, p. 8322).

Arrêté ministériel du 13 juillet 1971

modifiant l'arrêté ministériel du 19 avril 1971 réglementant les prix des spécialités pharmaceutiques (Moniteur du 24 juillet 1971, p. 8928).

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES
ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

Arrêté royal du 13 avril 1971

modifiant l'article 170 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 13 juillet 1971, p. 8628).

Arrêté royal du 7 juin 1971

modifiant l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1937 portant les statuts de la Caisse des ouvriers de l'Etat (Moniteur du 2 juillet 1971, p. 8362).

Loi du 5 juillet 1971

relative aux législations concernant la sécurité sociale des travailleurs salariés et le régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 7 juillet 1971, p. 8488).

Loi du 7 juillet 1971

modifiant l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, les articles 3 et 4 de l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande de l'article 17 de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (Moniteur du 13 juillet 1971, p. 8627).

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Règlement du Conseil du 14 juin 1971 (71/1408/C.E.E.)

relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés et à leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (Journal officiel du 5 juillet 1971, n° L 149, p. 2).

Règlement du Conseil du 21 juin 1971 (71/1308/C.E.E.)

portant ouverture, répartition et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires pour certains produits originaires de pays en voie de développement (Journal officiel du 28 juin 1971, n° L 142, p. 1).

Règlement du Conseil du 21 juin 1971 (71/1309/C.E.E.)

portant ouverture de préférences tarifaires pour certains produits originaires de pays en voie de développement (Journal officiel du 28 juin 1971, n° L 142, p. 13).

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juillet 1971. Cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

1. MONNAIE ET CREDIT

GAMBINO A., Is the Distinction Between Inside Money and Outside Money Fruitful? (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review*, Rome, n° 97, juin 1971, pp. 193-196.)

JOHNSON H.G., The Keynesian Revolution and the Monetarist Counter-Revolution. (*The American Economic Review*, Menasha, LXI, n° 2, mai 1971, pp. 1-14.)

Les interventions en 1969 de la Commission Bancaire dans l'application des lois coordonnées. (*Revue Pratique des Sociétés*, Bruxelles, 4^e trimestre 1970, pp. 292-306.)

PUETZ D., Le factoring : service complet ou partiel. (*Annales de Sciences Economiques Appliquées*, Louvain, XXIX, n° 2, juin 1971, pp. 161-181.)

SAMBO M., A propos de deux formes particulières de crédits documentaires. (*Revue de la Banque*, Bruxelles, XXXV, n° 4, 1971, pp. 342-353.)

2. INFLATION - DEVALUATION - REEVALUATION - STABILISATION

ARMENGAUD A. et autres, L'inflation en huit questions. (*Revue Politique et Parlementaire*, Paris, LXXIII, n° 822, juin 1971, pp. 4-38.)

COLLIN F., Modifications des parités monétaires. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 25, 18 juin 1971, pp. 257-260.*)

The Consequences of German Revaluation. (*Money Management, Londres, mai-juin 1971, supplément, 6 p.*)

3. INSTITUTIONS MONÉTAIRES

CAMPBELL M., The Top 300; The Multinational Banking Framework. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 544, juin 1971, pp. 628-639.*)

EDWARDS F., Regulation and Competition in European Financial Markets : the Case of Banking in Belgium. (Document de travail du Centre de Recherches Interdisciplinaires Droit-Economie, 702.) (*Université Catholique de Louvain, Louvain, s.d., 30 p.*)

GREEN M., New Model Multinational Bank. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 543, mai 1971, pp. 480-487.*)

The Top 300. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 544, juin 1971, pp. 663-689.*)

The Top 300; Multinational Banking Links. Who Owns What. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 544, juin 1971, pp. 640-655.*)

The Top 300; The Banker's List of Leading Commercial Banks. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 544, juin 1971, pp. 656-661.*)

5. MARCHES FINANCIERS - BOURSES DE VALEURS MOBILIÈRES

Quelques réflexions sur les fonds communs de placement. (*Bulletin financier de la Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 23, 18 juin 1971, pp. 1-3.*)

Qu'en est-il de la protection de l'actionnaire? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 26, 25 juin 1971, pp. 269-273.*)

6. FINANCES PUBLIQUES

A propos de la répartition du Fonds des Communes. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 98, janvier-mars 1971, pp. 26-29.*)

Evolution des budgets provinciaux. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LVII, n° 5, mai 1971, pp. 273-299.*)

SPREUTELS M., Le concept des prix dans les finances publiques. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 2, février 1971, pp. 5-99.*)

TIBERGHIEN A., De nieuwe overeenkomst met Nederland. (*Algemeen Fiscaal Tijdschrift, Bruxelles, XXI, n° 3, mars 1971, pp. 67-73.*)

T.V.A. : un arrêté royal destiné à combattre la fraude. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 17, 10 juin 1971, pp. 2093-2099.*)

VAN WAARDENBURG D.A. et VLIEGHE W.D.F., Quelques aspects de la convention fiscale hollando-belge. (*Répertoire Fiscal, Bruxelles, n°s 1-2-3, janvier-mars 1971, pp. 1-23.*)

8. REVENU NATIONAL - EPARGNE - INVESTISSEMENTS - CONSOMMATION

HAVERMANS A., Een overzicht van de econometrische vraagstudies in België. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 2, avril 1971, pp. 97-125.*)

9. INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Développement sensible des investissements étrangers aux U.S.A. (*Bulletin économique mensuel de la First National City Bank, New York, avril 1971, pp. 13-15.*)

LAFFARGUE J.P., Une explication économique des flux d'investissements directs entre pays hautement industrialisés. (*Revue Economique, Paris, XXII, n° 3, mai 1971, pp. 476-518.*)

LEFOURNIER Ph., L'économie belge et le capital étranger. (*Problèmes Economiques, Paris, n° 1222, 3 juin 1971, pp. 24-28.*)

11. EMPLOI ET CHOMAGE

DELEECK H., Toekomstperspectieven voor de arbeidersbeweging. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LXII, n° 5, mai 1971, pp. 435-452.*)

NEIRIJNCK M., Het A.C.W. in de periode 1945-1970. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LXII, n° 5, mai 1971, pp. 403-419.*)

QUISTHOUDT C., Collectief arbeidsrecht. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVI, n° 5, mai 1971, pp. 197-205.*)

12. SECURITE SOCIALE

L'accord national interprofessionnel est signé. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 18, 20 juin 1971, pp. 2231-2236.*)

Les interventions financières de l'Etat en matière de sécurité et de prévoyance sociales dans le budget de 1970. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIII, n° 5, mai 1971, pp. 537-554.*)

MAYER R., Lois sociales et productivité. (*La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 6, juin 1971, pp. 597-601.*)

MORRENS F., De vakantieregeling voor het jaar 1971. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVI, n° 5, mai 1971, pp. 207-214.*)

VIAENE J. et LAHAYE D., Les notions « accident du travail » et « maladie professionnelle ». (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIII, n° 5, mai 1971, pp. 489-513.*)

WYNANTS M. et TREFOIS R., Esquisse d'une simplification du régime des prestations familiales aux travailleurs salariés. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, XIII, n° 5, mai 1971, pp. 515-527.*)

13. PRIX ET SALAIRES

L'incidence des charges sociales sur les rémunérations. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 17, 10 juin 1971, pp. 2151-2160.*)

VEREECKEN M., De B.T.W., de prijzen en het prijsbeleid. (*De Gids op Maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LXII, n° 5, mai 1971, pp. 482-487.*)

14. SITUATION ECONOMIQUE

L'économie luxembourgeoise en 1975. (*Bulletin du Statec, Luxembourg, XVII, n° 4, 1971, pp. 103-127.*)

15. POLITIQUE ECONOMIQUE

La nouvelle loi d'expansion économique. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 98, janvier-mars 1971, pp. 13-25.*)

L'avis du Conseil économique wallon sur les lignes de force du plan 1971-1975. (*Revue du Conseil économique wallon, Liège, n° 98, janvier-mars 1971, pp. 1-12.*)

17. ECONOMIE REGIONALE

Analyse van de ontwikkeling en prognose van de tewerkstelling in Limburg volgens de sectorieel-regionale methode. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, 1^{er} trimestre 1971, pp. 19-24.*)

De arbeidsmarkt in het gewest Herentals en het arrondissement Turnhout. (*ERA-Berichten, Anvers, XIV, n° 1, 1^{er} trimestre 1971, pp. 15-19.*)

DE BRABANDER G., De stad Herentals als industrieel centrum. (*ERA-Berichten, Anvers, XIV, n° 1, 1^{er} trimestre 1971, pp. 7-13.*)

DE DONCKER M., De Vlaamse Economie in de nieuwe economische structuren. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVIII, n° 1, mars 1971, pp. 17-22.*)

KINSBERGEN A., Vlaanderens toekomst vereist moderne en dynamische aanpak. (*Economie in Vlaanderen, Bruxelles, XVIII, n° 1, mars 1971, pp. 7-15.*)

MASSART-PIERARD Fr., La région, une chance de modernisation pour l'Europe. (*Revue Générale, Bruxelles, n° 5, mai 1971, pp. 39-51.*)

Recente evolutie van de tewerkstelling in de Limburgse bedrijven. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, 1^{er} trimestre 1971, pp. 13-18.*)

Toepassing van de expansiewetgeving in Vlaanderen. (*Economie in Limburg, Hasselt, n° 1, 1^{er} trimestre 1971, pp. 25-32.*)

18. PREVISIONS ECONOMIQUES

STOKX J., Vlaamse economen over België in de jaren '80. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 4, 1971, pp. 355-363.*)

19. INDUSTRIE - AGRICULTURE - PECHE

« Cockerill » nouveau grand européen de l'acier. (*Bulletin d'Information de la Société Générale de Belgique, Bruxelles, n° 5, juin 1971, pp. 2-7.*)

DE LEENER M., La collaboration entre les producteurs d'électricité en Belgique et en Europe. (*Energie, Bruxelles, n° 194, 1^{er} trimestre 1971, pp. 1-9.*)

DE SCHAETZEN J., L'Union pour la Coordination de la Production et du Transport de l'énergie électrique (U.C.P.T.E.). (*Energie, Bruxelles n° 194, 1^{er} trimestre 1971, pp. 11-16.*)

- L'acier : perspectives et problèmes. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 23, 4 juin 1971, pp. 237-241.*)
- La F.I.B. pourquoi ? (25^e rapport annuel). (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, numéro spécial, juin 1971, pp. 1-105.*)
- Les produits cosmétiques. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXVI, n° 24, 11 juin 1971, pp. 249-253.*)
- L'industrie automobile en Belgique. (*Conjoncture, Paris, n° 140, juin 1971, pp. 7-11.*)
- PAQUET R., L'électricité en Belgique au cours de la dernière décennie. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, X, n° 3, mai-juin 1971, pp. 203-211.*)
- VAN BUYNDER E., Moeilijkheden in de diamantnijverheid. (*ERA-Berichten, Anvers, n° 1, 1^{er} trimestre 1971, pp. 25-31.*)
- VAN DEN BROECK E., L'industrie du gaz en Belgique. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, X, n° 3, mai-juin 1971, pp. 195-202.*)

21. ENTREPRISES

- Comités de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail : A.R. du 10 mars 1971. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 18, 20 juin 1971, pp. 2289-2311.*)
- Convention collective de travail : le statut des délégations syndicales du personnel des entreprises. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 17, 10 juin 1971, supplément, 15 p.*)
- D'HOERAENE J. et LEDOUX Y., La prévision dans l'entreprise... par l'analyse des séries chronologiques. (*Science-poche, 32*). (*Dunod, Paris, 1971, VIII + 152 p.*)
- GEVERS P., Les problèmes de la démocratisation de l'entreprise. (*Le Progrès Social, Liège, LIX, n° 119, janvier-février 1971, pp. 5-27.*)
- KOSKAS S. et autres, Comptabilité des sociétés et éléments d'analyse financière; cours programmé; comptabilité de gestion. (*Dunod, Paris, 1971, XIV + 483 p.*)
- MORRENS F., Ondernemingsraden en comités voor veiligheid en gezondheid : de procedure voor de verkiezingen 1971. (*V.K.W. Mededelingen, Anvers, XXVI, n° 4, avril 1971, pp. 175-183.*)

STROOBANT M., La participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Considérations générales en rapport avec la situation légale actuelle en Belgique. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXXII, n° 3, mars 1971, pp. 223-237.*)

23. TRANSPORTS

GRAYET R.M., Les problèmes de la gestion financière des entreprises de transports urbains en Belgique. (*Les Annales de l'Economie Collective, Genève, LIX, n° 1, janvier-mars 1971, pp. 35-73.*)

25. COMMERCE EXTERIEUR

MARTIN G., Les produits à haute intensité de Recherche-Développement dans le commerce extérieur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXV, n° 2, avril 1971, pp. 127-152.*)

26. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

ARCHIBALD G.C. et RICHMOND J., On the Theory of Foreign Exchange Reserve Requirements. (*The Review of Economic Studies, Cambridge, XXXVIII, n° 114, avril 1971, pp. 245-263.*)

BARACS J., The Monetary Crisis. (*Euromoney, Londres, III, n° 1, juin 1971, pp. 20-22.*)

BERGSTEN C.F., The United States Balance of Payments and Short-Term International Capital Flows. (*Euromoney, Londres, III, n° 1, juin 1971, pp. 12-16.*)

Blame for the Crisis. (*International Economic Review, Chicago, mai 1971, pp. 3-7.*)

BRANSON W.H. et HILL R.D.Jr., Capital Movements Among Major O.E.C.D. Countries : Some Preliminary Results. (*The Journal of Finance, New York, XXVI, n° 2, mai 1971, pp. 269-286.*)

CARLI G., Eurodollars : A Paper Pyramid ? (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 97, juin 1971, pp. 95-109.*)

COSTANZO G.A., The Eurodollar. Villain or Victim ? (*Euromoney, Londres, III, n° 1, juin 1971, pp. 24-28.*)

- Developments in International Money Management. (*World Financial Markets, New York, 24 juin 1971, pp. 1-6.*)
- FLANDERS M.J., The Demand for International Reserves. (Princeton Studies in International Finance, 27). (*International Finance Section, Princeton (N.J.), 1971, 56 p.*)
- FLEMING J.M., The SDR : Some Problems and Possibilities. (*Staff Papers, Washington, XVIII, n° 1, mars 1971, pp. 25-47.*)
- FRATIANNI M. et SAVONA P., Eurodollar Creation : Comments on Prof. Machlup's Propositions and Developments. (*Banca Nazionale del Lavoro Quarterly Review, Rome, n° 97, juin 1971, pp. 110-128.*)
- Free World Gold Output : an Overview. (*International Economic Letter, New York, juin 1971, pp. 10-13.*)
- GOLD J., The Stand-by Arrangements of the International Monetary Fund; a Commentary on their Formal, Legal and Financial Aspects. (*International Monetary Fund, Washington, 1970, XII + 295 p.*)
- HEIN J., Pour comprendre la balance des paiements des Etats-Unis (I). (*Banque, Paris, n° 297, juin 1971, pp. 573-579.*)
- HODGMAN D.R., Euro-dollars and National Monetary Policies. (Irving Economic Study. (*Irving Trust Company, New York, s.d., 32 p.*)
- International Monetary Developments. (*International Economic Review, Chicago, mai 1971, pp. 1-3.*)
- ISRALSON M., La balance des paiements américaine et le marché des euro-dollars. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 4, 1971, pp. 291-302.*)
- L'or et la monnaie internationale. (Archives de l'Institut de Science économique appliquée, « Economie Appliquée », tome XXIII, n° 1). (*Droz, Genève, 1970, 180 p.*)
- LUTZ R.H., Les banques et les marchés internationaux de l'argent et des capitaux. (*Bulletin du Crédit Suisse, Zurich, n° 4, juin 1971, pp. 9-15.*)
- MAKIN J.H., Swaps and Roosa Bonds as an Index of the Cost of Cooperation in the « Crisis Zone ». (*The Quarterly Journal of Economics, Cambridge, LXXXV, n° 2, mai 1971, pp. 349-356.*)
- O'BRIEN L., The Eurodollar Market : Controls are Not the Answer. (*Euro-money, Londres, III, n° 1, juin 1971, pp. 8-12.*)
- Overseas Sterling Area Balance of Payments in the Fourth Quarter and Year 1970. (*Economic Trends, Londres, n° 212, juin 1971, pp. XXXIV-XXXV.*)

- POLAK J.J. et ARGY V., Credit Policy and the Balance of Payments. (*Staff Papers, Washington, XVIII, n° 1, mars 1971, pp. 1-24.*)
- ROSS S., Eurobonds : The Changing Face of the Secondary Market. (*Money Management, Londres, mai-juin 1971, pp. 12-15.*)
- SCHWEITZER P.-P., The Role of the Fund in the Quest for Financial Stability. (*International Financial New Survey, Washington, XXIII, n° 17, mai 1971, pp. 129-135.*)
- SPITAEILLER E., A Survey of Recent Quantitative Studies of Long-Term Capital Movements. (*Staff Papers, Washington, XVIII, n° 1, mars 1971, pp. 189-220.*)
- The Currency Crisis. (*The Banker, Londres, CXXI, n° 544, juin 1971, pp. 580-592.*)
- The International Adjustment Mechanism. (Proceedings of the Monetary Conference Melvin Village, New Hampshire. 8-10 octobre 1969). (*Federal Reserve Bank of Boston, Boston (Mass.), 1970, 191 p.*)
- Winds of Change Stir the Monetary System. (*International Economic Letter, New York, juin 1971, pp. 1-6.*)

27. PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

- BALASSA B., Trade Policies in Developing Countries. (*The American Economic Review, Menasha, LXI, n° 2, mai 1971, pp. 178-187.*)
- CHANDAVARKAR A.G., Some Aspects of Interest Rate Policies in Less Developed Economies : The Experience of Selected Asian Countries. (*Staff Papers, Washington, XVIII, n° 1, mars 1971, pp. 48-112.*)
- ESHAG E., The Relative Efficacy of Monetary Policy in Selected Industrial and Less-developed Countries. (*The Economic Journal, Londres, LXXXI, n° 322, juin 1971, pp. 294-305.*)
- HOLZMAN F.D., The Real Economic Costs of Granting Foreign Aid. (*The Journal of Development Studies, Londres, VII, n° 3, avril 1971, pp. 245-255.*)
- HUGH-JONES S., Investir dans le Tiers-Monde : risques et précautions. (*Vision, Paris, n° 6, mai 1971, pp. 63-67.*)
- ISSING O., Sonderziehungsrechte als Instrument der Entwicklungshilfe ? (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, LI, n° 5, mai 1971, pp. 253-257.*)
- KESSLER G.A., Should Development Aid be Linked to S.D.R.-Creation ? (*The Economist, Haarlem, CXIX, n° 2, mars-avril 1971, pp. 206-211.*)

LEE J.K., Exports and the Propensity to Save in L.D.C.s. (Less-developped Countries). (*The Economic Journal*, Londres, LXXXI, n° 322, juin 1971, pp. 341-351.)

28. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

ANDRE Ch. Accepter le Traité de Rome. c'est accepter l'Europe politique. (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique*, Bruxelles, X, n° 3, mai-juin 1971, pp. 185-193.)

BARRE R., La situation économique de la Communauté : les dangers de l'inflation. (*Bulletin des Communautés Européennes*, Bruxelles, IV, n° 5, mai 1971, pp. 20-25.)

BRUCLAIN Cl., La désunion monétaire européenne. (*S.E.D.E.I.S.-Chroniques d'Actualité*, Paris, IV, n° 6, juin 1971, pp. 321-332.)

COFFEY P. et PRESLEY J.R., London and the Development of an European Capital Market. (*The Bankers' Magazine*, Londres, n° 1527, juin 1971, pp. 274-277.)

DE HOOGH J. et POST J.H., Kosten en baten van het plan-Mansholt. (*Economisch-Statistische Berichten*, Rotterdam, LVI, n° 2803, 23 juin 1971, pp. 580-584.)

E.E.C. Britain and Europe; The Eurocompany : Making it Easy to go Multi-national. (*The Economist*, Londres, n° 6668, 12 juin 1971, pp. 46-47.)

Enlarging the E.E.C. : The Situation after the May Talks. (*European Trends*, Londres, n° 27, mai 1971, pp. 3-10.)

European Integration : the Story so Far. (*European Trends*, Londres, supplément annuel 1971, mai 1971, pp. 1-55.)

FELD W.J., Transnational Business Collaboration among Common Market Countries. Its Implication for Political Integration. (Praeger Special Studies in International Economics and Development). (*Praeger Publishers*, New York, 1970, XIV + 139 p.)

FRAKER S., Toward a U.S. of Europe, Britain and the Common Market. Ninth District Exponent, Vol. I, n° III). (*Federal Reserve Bank Minneapolis*, Minneapolis, 1971, 17 p.)

GANSHOF L.F., L'élaboration d'un droit européen de la faillite dans le cadre de la C.E.E. (*Cahiers de Droit Européen*, Bruxelles, VII, n° 2, mars-avril 1971, pp. 146-189.)

- GEHRMANN D., Vom Euro-Dollarmarkt zum E.W.G.-Geldmarkt. (*Wirtschaftsdienst, Hambourg, LI, n° 5, mai 1971, pp. 258-266.*)
- Industry Into Europe. (*The Economist, Londres, n° 6670, 26 juin 1971, pp. 68-73.*)
- Ireland ant the European Economic Community. (*The Irish Banking Review, Dublin, mars 1971, pp. 8-17.*)
- KRAUSS M., The « Tax Harmonization Problem » in Free Trade Areas and Common Markets. (*The Manchester School of Economic and Social Studies, Manchester, XXXIX, n° 2, juin 1971, pp. 71-82.*)
- KRAVARITOU-MANITAKIS P., La convention collective de la société anonyme européenne. (*Cahiers de Droit Européen, Bruxelles, VII, n° 3, juin 1971, pp. 284-305.*)
- LAGRANGE M., L'Europe institutionnelle, réflexion d'un témoin. (*Revue du Marché Commun, Paris, n° 144, juin 1971, pp. 216-230.*)
- La Norvège devant le Marché Commun. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges, Bruxelles, n° 17, 10 juin 1971, pp. 2166-2174.*)
- LEVY L., Un objectif encore lointain : la réalisation d'une union monétaire entre les Six (à plus forte raison entre les Dix). (*Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, X, n° 3, mai-juin 1971, pp. 177-184.*)
- LYON-CAEN G., Les sociétés de travail temporaire dans la Communauté Economique Européenne. (*Droit Social, Paris, n° 5, mai 1971, pp. 308-326.*)
- Monetary Co-operation and West European Unity. (*European Trends, Londres, n° 27, mai 1971, pp. 33-42.*)
- RENAULD J. et KEUTGEN G., Obstacles à une concentration internationale des entreprises dans le cadre de la C.E.E. (*Revue Pratique des Sociétés, Bruxelles, 4^e trimestre 1970, pp. 269-292.*)
- SPITAELS G., La politique sociale européenne. (*Synopsis, Bruxelles, mai-juin 1971, pp. 11-18.*)
- The Common Market's New Monetary Initiative. (*International Economic Letter, New York, mai 1971, pp. 1-16.*)
- VAN LIERDE J., E.E.G. Agriculture : 1970-1975-1980. (*The Irish Banking Review, Dublin, mars 1971, pp. 18-28.*)
- Will Britain Join ? (*European Trends, Londres, n° 27, mai 1971, pp. 24-32.*)

29. SOCIÉTÉS MULTINATIONALES

- ANGERS F.A., La firme plurinationale et l'Etat-nation (I). (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 726-733.*)
- BEHRMAN J.N., La firme plurinationale et l'Etat-nation (II). (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 734-751.*)
- BERTIN G.Y., Expansion à l'étranger et diversification des firmes plurinationales. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 637-650.*)
- BONIN B., La firme plurinationale comme véhicule de transmission internationale de la technologie. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 707-725.*)
- HYMER S., De quelques contradictions relatives à la firme plurinationale et l'efficacité. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 651-666.*)
- LITVAK I.A. et MAULE C.J., Considérations sur la firme plurinationale (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 623-636.*)
- McMANUS J., La théorie de l'entreprise plurinationale. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 667-690.*)
- MATTHEWS R.A., La société plurinationale et le monde de demain. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 752-767.*)
- PAQUET G., La grande unité interterritoriale comme forme institutionnelle : matériaux pour une analyse. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 611-622.*)
- RUTENBERG D.P., Les avantages de la firme plurinationale. (*L'Actualité Economique, Montréal, XLVI, n° 4, janvier-mars 1971, pp. 697-706.*)

30. INFORMATIQUE - AUTOMATISATION

- FEDERWISCH J., Réflexions relatives au traitement économique de l'information. (*Annales de Sciences Economiques Appliquées, Louvain, XXIX, n° 2, juin 1971, pp. 133-157.*)
- HEYVAERT A., Quelques notions de la théorie générale de l'informatique. (*Revue de la Banque, Bruxelles, XXXV, n° 4, 1971, pp. 329-340.*)

WARNIER J.D. et FLANAGAN B.M., Entraînement à la construction des programmes d'informatique; principes et exercices pratiques. (*Les Editions d'Organisation, Paris, 1970, 305 p.*)

32. DIYERS

HUYS M., Commentaar bij het « Wetsontwerpen van Minister Leburton betreffende regeling van de afwezige aandeelhouders in de kapitaalvennootschappen ». (*V.K.W.-Mededelingen, Antvers, XXVI, n° 5, mai 1971, pp. 219-223.*)
